



RAPPORT

DU

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

1^{er} août 1965 - 5 août 1966

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT ET UNIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 3 (A/6303)

NATIONS UNIES

1479.

RAPPORT
DU
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

1^{er} août 1965 - 5 août 1966

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT ET UNIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 3 (A/6303)



NATIONS UNIES

New York, 1966

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Pages</i>
NOTE DU SECRÉTARIAT	ix
SIGLES	x
INTRODUCTION	1
Chapitre I. — Programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et incidences budgétaires de ce programme	5
Chapitre II. — Décennie des Nations Unies pour le développement ^a	8
Chapitre III. — Tendances économiques mondiales	
<i>Sections</i>	
I. — ETUDE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DANS LE MONDE	
Etude sur l'économie mondiale.....	11
Etude sur la situation économique de l'Europe.....	11
Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient..	13
Etude sur la situation économique de l'Amérique latine.....	15
Rapport sur l'inflation et le développement économique.....	16
II. — DÉCISIONS DU CONSEIL.....	17
Chapitre IV. — Planification et projections économiques	18
Chapitre V. — Problèmes financiers internationaux	
<i>Sections</i>	
I. — LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ^b	
Etudes et rapports présentés au Conseil.....	20
Débats au Conseil.....	23
Mesures prises par le Conseil.....	25
II. — RAPPORTS DE LA BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT, DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE ET DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT.....	27
III. — RAPPORT DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL.....	27
Chapitre VI. — Développement industriel ^a	
<i>Sections</i>	
I. — TRAVAUX DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL	29
Politiques d'industrialisation, notamment politiques d'encouragement des industries orientées vers l'exportation.....	30
Planification et programmation industrielles.....	30
Normalisation industrielle.....	31
Technologie industrielle	31
Institutions de développement industriel.....	31
Formation et gestion industrielles.....	31
Petites industries	32
Aspects sociaux du développement industriel.....	32
Activités opérationnelles	32

^a Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

^b A l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale figure le point suivant: "Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement".

TABLE DES MATIÈRES (suite)

<i>Sections</i>	<i>Pages</i>
II. — COLLOQUES RÉGIONAUX ET COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL	33
III. — ACTIVITÉS DES ORGANISMES DES NATIONS UNIES DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL	33
IV. — CRÉATION D'UNE ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL	34
Chapitre VII. — Mise en valeur des ressources naturelles	
<i>Sections</i>	
I. — ACTION COORDONNÉE DANS LE DOMAINE DES RESSOURCES HYDRAULIQUES	36
II. — DESSALEMENT DE L'EAU.....	36
III. — RESSOURCES NON AGRICOLES ^c	37
Chapitre VIII. — Questions relatives à la science et à la technique	40
Chapitre IX. — Coopération régionale ^d	44
<i>Sections</i>	
I. — RAPPORTS DES COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES	
Commission économique pour l'Europe.....	44
Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.....	46
Commission économique pour l'Amérique latine.....	49
Commission économique pour l'Afrique.....	50
II. — DÉBATS DU CONSEIL.....	52
Chapitre X. — Questions sociales	
<i>Sections</i>	
I. — PROGRÈS SOCIAL	59
Réexamen du rôle de la Commission des questions sociales.....	59
Rapport sur la situation sociale dans le monde ^a	62
Programme de recherche et de formation portant sur le développement régional	64
Conférence des ministres responsables de la protection sociale.....	65
Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social..	65
II. — POPULATION ^e	66
III. — HABITATION, CONSTRUCTION ET PLANIFICATION	
Habitation, construction et planification dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement.....	67
Financement de l'habitation et des services collectifs dans les pays en voie de développement.....	67
Recherche, formation et information dans le domaine de l'habitation, de la construction et de la planification.....	67
Industrialisation de la construction.....	68
Aménagement du milieu.....	68
Aspects sociaux de l'habitation et du développement urbain.....	68
Programme de coopération technique.....	68
Coordination et organisation.....	69
Programme de travail.....	69
Dispositions relatives à l'organisation du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.....	69
IV. — FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE.....	69

^c L'Assemblée générale doit se prononcer à ce sujet.

^d A l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale figurent les points suivants: "Développement régional" et "Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social".

^e A l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale figure le point suivant: "Accroissement démographique et développement économique".

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Pages
Chapitre XI. — Droits de l'homme	73
A	
<i>Sections</i>	
I. — MESURES PRISES EN VUE DE L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION DES NATIONS UNIES SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION RACIALE ¹	73
II. — QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTÉS FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE ET DE SÉGRÉGATION AINSI QUE LA POLITIQUE D' <i>apartheid</i> , DANS TOUS LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DÉPENDANTS ^c	74
III. — PROJET DE DÉCLARATION ET PROJET DE CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'ÉLIMINATION DE TOUTES LES FORMES D'INTOLÉRANCE RELIGIEUSE ^a	76
IV. — ESCLAVAGE	76
V. — ANNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME ^a	77
VI. — QUESTION DU CHÂTIMENT DES CRIMINELS DE GUERRE ET DES INDIVIDUS COUPABLES DE CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ.....	78
VII. — LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET PROTECTION DES MINORITÉS	79
VIII. — RAPPORTS PÉRIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME.....	79
IX. — MODALITÉS D'ORGANISATION ET DE PROCÉDURE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES CONVENTIONS ET DES RECOMMANDATIONS RELATIVES AU DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME.....	79
X. — QUESTION RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DES DROITS DE L'HOMME PAR UN HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L'HOMME OU QUELQUE AUTRE ORGANE INTERNATIONAL APPROPRIÉ ^b ..	80
XI. — AUTRES QUESTIONS DÉCOULANT DU RAPPORT DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME.....	81
XII. — MÉTHODES DE TRAVAIL DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME ET DURÉE DE SES SESSIONS.....	81
B	
XIII. — CONDITION DE LA FEMME.....	82
Projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes ^a	82
Programme des Nations Unies, unifié et à long terme, pour le progrès de la femme.....	82
Droits politiques de la femme.....	84
Condition de la femme en droit privé.....	84
Droits économiques de la femme et accès de la femme à la vie économique	84
Accès de la femme aux études.....	85
L'Année internationale des droits de l'homme et la promotion des droits de la femme.....	85
Observations de la Commission de la condition de la femme concernant les rapports périodiques sur les droits de l'homme.....	85
C	
XIV. — SERVICES CONSULTATIFS DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME..	86

¹ Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

^a A l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale figure le point suivant: "Création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme".

TABLE DES MATIÈRES (suite)

Chapitre XII. — Programmes de coopération technique

<i>Sections</i>	<i>Pages</i>
I. — PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT ^h	89
II. — PROGRAMMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ⁱ	91
III. — PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL.....	92
IV. — PROGRAMME D'ÉTUDES SUR L'ASSISTANCE ALIMENTAIRE MULTILATÉRALE ^a	93
V. — ÉVALUATION DES PROGRAMMES DE COOPÉRATION TECHNIQUE.....	93

Chapitre XIII. — Questions spéciales

<i>Sections</i>	
I. — RAPPORT DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS ^a	96
II. — INSTITUT DE FORMATION ET DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES ^a	97
III. — CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DU DÉSARMEMENT ^j	99
IV. — CAMPAGNE MONDIALE POUR L'ALPHABÉTISATION UNIVERSELLE ^a	99
V. — TOURISME ET VOYAGES INTERNATIONAUX	
Tourisme.....	100
Année internationale du tourisme ^a	101
VI. — DISPOSITIONS RELATIVES À LA REVISION DE LA CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA CIRCULATION ROUTIÈRE ET DU PROTOCOLE RELATIF À LA SIGNALISATION FAITS À GENÈVE LE 19 SEPTEMBRE 1949.....	101
VII. — TRANSPORT DES MARCHANDISES DANGEREUSES.....	102
VIII. — CONTRÔLE INTERNATIONAL DES STUPÉFIANTS.....	102
Mise en œuvre des traités et contrôle international.....	102
Trafic illicite.....	103
Abus des stupéfiants (toxicomanie).....	103
Coopération technique pour la lutte contre l'abus des stupéfiants....	104
Rapport du Comité central permanent des stupéfiants.....	104
IX. — DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES ACTIVITÉS DES NATIONS UNIES DANS LE DOMAINE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET DANS LE DOMAINE DES DROITS DE L'HOMME.....	105

Chapitre XIV. — Questions touchant la coordination et les relations avec les institutions spécialisées

<i>Sections</i>	
I. — ÉVOLUTION GÉNÉRALE ET EXAMEN DES ACTIVITÉS.....	106
Activités du Comité administratif de coordination.....	106
Activités du Comité spécial de coordination.....	107
Réunions communes du Comité administratif de coordination et du Comité spécial de coordination.....	107
Débats du Conseil.....	108

^h A l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale est inscrite la question suivante: "Activités opérationnelles pour le développement: activités du Programme des Nations Unies pour le développement".

ⁱ A l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale est inscrite la question suivante: "Activités opérationnelles pour le développement: activités entreprises par le Secrétaire général".

^j A l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale figure le point suivant: "Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement".

TABLE DES MATIÈRES (suite)

<i>Sections</i>	<i>Pages</i>
II. — QUESTIONS PARTICULIÈRES EXAMINÉES PAR LE CONSEIL	
Dispositions relatives aux travaux et au fonctionnement du Comité spécial de coordination.....	108
Dispositions relatives à la présentation des rapports analytiques des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique	109
Rapports sur les dépenses consacrées aux programmes par les organismes des Nations Unies et sur la présentation uniforme des budgets.....	109
Coordination et coopération entre les instituts s'occupant de planification, de formation et de recherche.....	110
Coordination à l'échelon local.....	110
Proposition relative à l'examen des institutions et des programmes de l'Organisation des Nations Unies et des institutions qui s'y rattachent	110
Dispositions à prendre pour renforcer le Comité administratif de coordination	111
III. — TRANSFERT AUX NATIONS UNIES DES RESPONSABILITÉS ET DES BIENS DE L'UNION INTERNATIONALE DE SECOURS.....	111
Chapitre XV. — Examen et réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil ^a.....	112
Chapitre XVI. — Questions constitutionnelles et organiques	
<i>Sections</i>	
I. — LE CONSEIL: COMPOSITION, SESSIONS, BUREAU.....	114
II. — ORGANES SUBSIDIAIRES DU CONSEIL	
Comités du Conseil.....	114
Commissions et sous-commission techniques.....	115
Commissions économiques régionales.....	115
III. — AUTRES ORGANES CONNEXES	
Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement	116
Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance..	116
Comité central permanent des stupéfiants et organe de contrôle des stupéfiants	116
IV. — PARTICIPATION DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE AUX SESSIONS DU CONSEIL À TITRE D'OBSERVATEUR.....	116
V. — AUGMENTATION DU NOMBRE DES MEMBRES DES COMMISSIONS TECHNIQUES ET DU COMITÉ DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION ET DE LA PLANIFICATION	116
VI. — AMENDEMENT À L'ARTICLE 82 DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL	117
VII. — COMPOSITION DU COMITÉ SPÉCIAL DE COORDINATION.....	117
VIII. — DOCUMENTS DU CONSEIL.....	117
IX. — EXAMEN DES RÈGLES GÉNÉRALES DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL	118
X. — QUESTION DE LA RÉUNION D'UN GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL POUR LA QUESTION D'UNE DÉCLARATION SUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE	118
XI. — CALENDRIER DES CONFÉRENCES	
Programme de conférences et de réunions pour 1966.....	118
Programme de conférences et de réunions pour 1967.....	118
XII. — INCIDENCES FINANCIÈRES DES DÉCISIONS DU CONSEIL.....	118
XIII. — APPLICATION DES RECOMMANDATIONS RELATIVES À DES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES.....	118

TABLE DES MATIÈRES (*fin*)

Chapitre XVII. — Organisations non gouvernementales

<i>Sections</i>	<i>Pages</i>
I. — DEMANDES D'ADMISSION AU STATUT CONSULTATIF ET RENOUVELLEMENT DE DEMANDES DÉJÀ PRÉSENTÉES.....	122
II. — ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES DOTÉES DU STATUT CONSULTATIF	122
III. — CONSULTATIONS AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES	
Exposés écrits présentés par des organisations non gouvernementales..	125
Auditions d'organisations non gouvernementales.....	126

*

* *

Annexes

I. — Ordres du jour de la reprise de la trente-neuvième session et des quarantième et quarante et unième sessions du Conseil.....	127
II. — Composition et sessions du Conseil, de ses organes subsidiaires et des organismes qui se rattachent au Conseil.....	129

NOTE DU SECRÉTARIAT

COTES DES DOCUMENTS

Les documents de l'Organisation des Nations Unies sont désignés par une cote, formée de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote de ce genre signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation. Voici la cote qui sert à identifier les documents du Conseil et de ses comités :

E/-	Conseil.
E/AC.6/-	Comité économique.
E/AC.7/-	Comité social.
E/AC.24/-	Comité de coordination.
E/AC.51/-	Comité du programme et de la coordination (ancien Comité spécial de coordination).
E/AC.52/-	Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement.
E/AC.54/-	Comité de la planification du développement.
E/C.2/-	Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales.
E/C.4/-	Comité intérimaire du calendrier des conférences.
E/C.5/-	Comité du développement industriel.
E/C.6/-	Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

COMPTES RENDUS ANALYTIQUES

Les comptes rendus analytiques des débats qui ont eu lieu en séance plénière du Conseil sont imprimés sous forme de fascicules qui font partie des *Documents officiels du Conseil économique et social* de la session à laquelle ils se rapportent. Pour abrégé, les comptes rendus de ces séances sont, dans le présent rapport, simplement désignés sous la cote E/SR.

Il paraît en outre, pour chaque session du Conseil, une brochure de documentation qui comprend la table des matières des comptes rendus analytiques imprimés des séances du Conseil, la liste complète des délégations au Conseil, l'ordre du jour que le Conseil a finalement adopté et une liste récapitulative des documents relatifs à l'ordre du jour de la session, qui indique où l'on peut trouver ces documents.

Les comptes rendus analytiques des débats des comités du Conseil, qui ne paraissent que sous forme miméographiée, sont désignés par la cote du Comité (voir plus haut), à laquelle s'ajoutent les lettres /SR.

ANNEXES

Les documents choisis pour figurer parmi les documents imprimés de la session du Conseil à laquelle ils se rapportent paraissent sous forme d'annexes aux *Documents officiels*. Ils sont présentés en fascicules, à raison d'un fascicule pour chaque point de l'ordre du jour. La référence "*Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes*, point 11 de l'ordre du jour, document E/4158/Rev.1" signifie que le document E/4158/Rev.1 se trouve dans le fascicule des annexes relatif au point 11 de l'ordre du jour. Les documents qui ne sont pas destinés à être reproduits sous forme imprimée sont, dans le texte du présent rapport, mentionnés entre parenthèses sans faire l'objet d'une note de bas de page.

RÉSOLUTIONS

Les cotes des résolutions du Conseil économique et social ou de l'Assemblée générale se composent d'un nombre en chiffres arabes qui est le numéro d'ordre de la résolution et, entre parenthèses, d'un nombre en chiffres romains qui indique à quelle session la résolution a été adoptée.

SUPPLÉMENTS

Parmi les *Documents officiels* figurent en outre des suppléments numérotés qui comprennent pour la plupart les rapports des diverses commissions du Conseil. Voici la liste des suppléments aux documents officiels relatifs à la reprise de la trente-neuvième session et aux quarantième et quarante et unième sessions :

Numéros des suppléments	Reprise de la trente-neuvième session	Cotes des documents
1.A	Résolutions adoptées lors de la reprise de la trente-neuvième session	E/4117/Add.1
	<i>Quarantième session</i>	
1.	Résolutions adoptées pendant la quarantième session	E/4176
2.	Rapport de la Commission des stupéfiants	E/4140
3.	Quatrième rapport biennal sur la mise en valeur des ressources hydrauliques	E/4138
	<i>Quarante et unième session</i>	
1.	Résolutions adoptées pendant la quarante et unième session	E/4264
2.	Rapport de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient	E/4180/Rev.1
3.	Rapport de la Commission économique pour l'Europe	E/4177
4.	Rapport de la Commission économique pour l'Amérique latine ..	E/4181
5.	Rapport de la Commission économique pour l'Afrique	E/4173
6.	Rapport du Comité du développement industriel (sixième session)	E/4203
7.	Rapport de la Commission de la condition de la femme (dix-neuvième session)	E/4175
8.	Rapport de la Commission des droits de l'homme (vingt-deuxième session)	E/4184
9.	Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (troisième session).	E/4124
10.	Rapport de la Commission des questions sociales (dix-septième session)	E/4206
11.	Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (première session)	E/4150

<i>Numéros des suppléments</i>	<i>Cotes des documents</i>	<i>Numéros des suppléments</i>	<i>Cotes des documents</i>
11.A	Rapport du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (deuxième session) E/4219	(quatrième et cinquième sessions)	E/4178
12.	Rapport du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement	13.	Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance..... E/4220/Rev.1
		14.	Rapport du Comité de la planification du développement..... E/4207

SIGLES

AID	Association internationale de développement.
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique.
BID	Banque interaméricaine de développement.
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement.
CAC	Comité administratif de coordination.
CEA	Commission économique pour l'Afrique.
CEAEO	Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient.
CEE	Commission économique pour l'Europe.
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine.
DOAT	Direction des opérations d'assistance technique.
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
FMI	Fonds monétaire international.
GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
IMCO	Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime.
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale.
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques.
OEA	Organisation des Etats américains.
OIT	Organisation internationale du Travail.
OMM	Organisation météorologique mondiale.
OMS	Organisation mondiale de la santé.
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.
OUA	Organisation de l'unité africaine.
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement.
SFI	Société financière internationale.
UIOOT	Union internationale des organismes officiels de tourisme.
UIT	Union internationale des télécommunications.
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.
UPU	Union postale universelle.

INTRODUCTION

I

Le rapport du Conseil économique et social, que j'ai l'honneur de soumettre à l'Assemblée générale au nom du Conseil, porte sur la période allant du 1^{er} août 1965 au 5 août 1966.

Au cours de cette période, le Conseil a, je crois, mis en relief l'élément le plus préoccupant de la situation actuelle du Tiers monde lorsqu'il a exprimé l'inquiétude que lui causait la perte de vitesse de l'aide internationale. D'autres avaient déjà, certes, attiré l'attention sur ce fait et sur sa sombre signification; diverses autorités avaient déjà sonné l'alarme, soulignant la nécessité de renverser cette tendance par tous les moyens concevables. Mais à mon avis, la résolution adoptée par le Conseil au sujet du financement du développement contribuera beaucoup à éveiller la conscience de tous ceux qui sont en cause. Cette résolution est importante du fait non seulement de son contenu mais aussi de la manière dont le Conseil est parvenu à lui donner substance. Les débats du Conseil en la matière se sont déroulés en fonction des propos que le Secrétaire général avait consacrés à ce qu'il a appelé "la crise actuelle de l'aide internationale", propos dont le poids tient à la position de leur auteur autant qu'à la profondeur de sa conviction. Le Conseil disposait également d'une étude de la situation économique dans le monde, contenant des chiffres dont l'exactitude est garantie par la position centrale et la perspective globale de ceux qui les ont calculés autant que par leur compétence. Enfin, à l'issue de la discussion générale, le Conseil a entendu les réflexions du Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales sur ce sujet. Les débats se sont déroulés entre vingt-sept délégations dont les opinions communes ou divergentes sont à l'image de la diversité des intérêts représentés au sein de l'Organisation des Nations Unies. Leur aboutissement — fruit de négociations parfois laborieuses — jette une lumière crûment révélatrice sur le fait que l'aide internationale demeure stagnante au moment où les pays déjà prospères continuent de s'enrichir, malgré les efforts de l'Assemblée générale pour établir un lien entre ces deux facteurs.

La résolution adoptée par le Conseil fait clairement ressortir que ce n'est pas l'ironie du sort qui est en cause mais la volonté des hommes. Elle devrait stimuler l'énergie des responsables, aussi bien dans les pays qui peuvent aider que dans ceux qu'il faut aider et dont l'effort propre demeure, comme on l'a souligné à juste titre, la condition essentielle du progrès. La résolution du Conseil sur le financement du développement et celle qu'il a adoptée sur l'aide alimentaire multilatérale devraient rendre plus impérieux aux pays du Nord le devoir d'intensifier leur aide, plus ardent aux pays du Sud le désir de bien utiliser forces vives comme forces d'appoint, et plus contraignante aux institutions, organismes et associations des Nations Unies leur vocation de promouvoir la solidarité des hémisphères et le progrès de chacun d'eux.

La complexité et l'enchevêtrement des problèmes que recouvre cette notion d'écart entre le Nord et le Sud — évoquée de façon si vivante et si souvent rappelée

par le Secrétaire général — ont trouvé cette année leur expression dès l'ouverture des travaux du Conseil dans le nombre et la diversité des questions inscrites à son ordre du jour. Elles se retrouvent à nouveau dans la quantité des résolutions adoptées par le Conseil et dans la multiplicité des sujets à propos desquels il a pressé les gouvernements d'agir ou demandé au Secrétariat d'informer, d'élucider ou de fournir expertise. Le développement industriel, élément stratégique du développement tout court, fait l'objet d'une résolution où s'expriment les espoirs qu'a fait naître la décision de créer une structure distincte au sein de l'ONU afin de mieux mobiliser les ressources et les énergies à son service, en relation avec les organes existants. D'autres résolutions se réfèrent au rôle clef du progrès de l'agriculture, qui est d'ailleurs intimement lié à celui de l'industrie comme l'a fait observer le Commissaire au développement industriel dans son exposé au Conseil.

Les perspectives inquiétantes de la situation alimentaire dans un monde où la population s'accroît rapidement n'ont pas fait oublier au Conseil l'importance des ressources naturelles non renouvelables; le Conseil s'est senti obligé de souligner l'intérêt et la nécessité de procéder, au cours des cinq années qui viennent, à des enquêtes systématiques sur la production de minéraux et d'énergie que l'on peut attendre du globe terrestre.

Le Conseil n'a pas négligé non plus les aspects sociaux des difficultés qui confrontent le monde, comme en témoignent la résolution à laquelle ont abouti les débats sur la participation des populations à l'effort de développement et la motivation de ceux qui sont appelés à devenir les principaux agents du développement avant d'en être les bénéficiaires, et la résolution visant à la convocation d'une conférence des ministres responsables de la protection sociale. A ceux qu'inquiète la dichotomie trop souvent constatée entre l'économique et le social, il convient de faire remarquer que c'est à la Commission des questions sociales — dont le Conseil a renoué le nom, la vocation et le mandat — qu'ont pris forme les recommandations et les projets que le Conseil souhaite voir mettre en œuvre sous son autorité en matière de développement régional. Le Conseil a particulièrement souligné l'importance de la formation professionnelle et celle de la mobilisation et de la mise en valeur des ressources humaines. Ses débats ont également établi un lien entre le développement et l'éducation, qui a jusqu'ici été trop souvent considérée sous un angle purement social.

Transcendant la préoccupation d'élever les niveaux de vie, le Conseil a jeté les bases d'un important programme de travail dans le domaine des droits de l'homme. En ce siècle, et plus particulièrement en cette année marquée par des conquêtes spectaculaires de la science, l'Assemblée générale lui saura gré, je crois, de lui fournir des attendus et des conclusions qui peuvent l'aider à demeurer la conscience du monde. Elle lui saura sans doute gré aussi d'avoir préparé le terrain pour une conférence et des réunions où pourront être mis en évidence, dans toute leur horreur, des concepts et des pratiques qui sont la honte de l'humanité tout entière et pas seulement de ceux qui y sous-

crivent ou s'y engagent. Le Conseil s'est montré très conscient de l'importance et de l'urgence qu'il y a à mettre fin à toutes les formes de discrimination raciale qui persistent dans le monde et qui provoquent tant d'humiliations et de souffrances. Comme la Commission des droits de l'homme, le Conseil rejette et condamne toute forme de discrimination raciale; il s'élève avec force contre les pratiques gouvernementales de ségrégation et d'*apartheid*. Il tient à épauler l'action de l'Assemblée générale et, dans la mesure requise, celle du Conseil de sécurité dans l'exercice de leurs responsabilités premières. Il voudrait voir la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale entrer en vigueur sans délai et exercer une influence bienfaisante grâce aux institutions dont elle amènerait la création.

Un autre trait saillant des résolutions du Conseil est le nombre et la variété des instances et entités mises en cause, des organismes auxquels le Conseil se réfère ou fait appel. Le Conseil est le forum où se font entendre les appels à la coopération internationale en vue du développement, appels qui se sont affirmés, multipliés et diversifiés au cours des dernières années. Outre les travaux préparatoires de ses divers comités et commissions techniques, le Conseil a bénéficié des vivants témoignages que lui ont apportés les secrétaires exécutifs des commissions régionales sur le tour que prennent les choses à l'échelon de ce que l'on pourrait appeler, dans notre monde rétréci par le progrès des communications, l'"unité de voisinage". Ses sessions ont été enrichies par l'apport des chefs ou représentants des organisations qui font partie de la "famille" des Nations Unies au sens le plus large de ce terme. Si dans ses résolutions le Conseil prévoit ou demande souvent une large coopération à l'intérieur des divers secrétariats et entre ceux-ci, ainsi qu'entre les institutions et les instituts, c'est la conséquence naturelle de cet apport.

Il y a un an seulement, le rôle du Conseil était souvent mis en doute: était-il autre chose que la boîte à lettres de l'Assemblée générale? Cette année, je ne pense pas que cette question se pose encore. Si le doute a disparu, si le Conseil est maintenant considéré comme un relai indispensable, c'est, à mon sens parce que plus s'affirme la vitalité de nos institutions, plus s'impose la nécessité d'une perspective d'ensemble. Seul le Conseil est à même d'offrir cette perspective d'ensemble dans le domaine de la coopération internationale pour le développement, domaine qui n'est hélas pas le seul dont l'Assemblée générale doit s'occuper dans un monde encore écartelé par la violence et l'injustice.

Le Conseil est le point de confluence d'un nombre croissant de courants d'idées et d'expérience, mais au rôle qu'il jouait déjà dans le passé s'ajoute la mission qui lui est dévolue dès lors que les déceptions de la première partie de la Décennie du développement ont abouti au désir de considérer cette décennie comme le cadre dans lequel doivent s'organiser les efforts et se mesurer les résultats. A cet égard, je crois qu'il y a lieu d'attacher une importance considérable aux résolutions adoptées par le Conseil à la suite des discussions auxquelles ont donné lieu le deuxième rapport de son Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et le premier rapport de son nouveau Comité de la planification du développement. Ces résolutions comptent à mon avis parmi les plus importantes que le Conseil ait adoptées car elles dépassent les préoccupations relatives à tel ou tel secteur d'activité et visent en même temps à fournir à

chacun, dans son secteur, une meilleure vue de la façon dont ses efforts peuvent efficacement s'insérer dans la trame de l'action commune. Certes, nous en sommes encore aux balbutiements. La recherche systématique de l'innovation et de l'adaptation des techniques, la définition et la poursuite d'objectifs cohérents, le dépistage des interactions, la mise en jeu d'actions correctives, intervenant au moment voulu, ne relèvent pas des sciences exactes, bien que faisant appel à celles-ci. Néanmoins, du fait de l'intensification des efforts déployés dans les secteurs les plus névralgiques, il devient plus important, sinon indispensable, d'entreprendre de telles démarches. Il nous faut rechercher la cohésion et l'efficacité maximums sur l'ensemble du front, eu égard à la complexité du processus de développement, complexité que nous découvrons un peu mieux chaque jour.

Tout pronostic serait bien entendu encore prématuré. Cependant, le départ est pris et nous pouvons espérer qu'avec l'aide des deux comités dont j'ai parlé, le Conseil sera bientôt en mesure non pas simplement d'orchestrer les travaux entrepris dans le domaine de sa compétence mais aussi d'inspirer ceux qui ont entrepris ces travaux en les aidant à prévoir. Pour ce qui est des projections et de la planification en particulier, il est permis d'espérer que, grâce au Comité de la planification du développement, le Conseil pourra donner une aide précieuse aux gouvernements des pays en voie de développement pour l'élaboration de méthodes et l'exécution des plans nationaux. En même temps, il pourra dégager les grandes lignes de ce qui s'appellera peut-être un jour une politique internationale du développement. A cet égard, je voudrais insister sur l'importance d'une disposition de la résolution du Conseil sur la Décennie du développement, celle qui se réfère à la décennie suivante. Il ne s'agit pas, bien sûr, d'oublier ce qui reste à faire d'ici à 1970 pour que les proclamations et les résolutions solennelles de 1961 et de 1962 n'apparaissent pas rétrospectivement vides de sens. Mais tout pays qui s'est donné un plan, comme toute entreprise publique ou privée d'ailleurs, n'attend pas d'atteindre le terme d'une période pour commencer à définir les objectifs et les tâches de la période suivante. Dès l'année prochaine, le Conseil devrait entreprendre la préparation des années 70, poser des jalons, établir des points de repère pour guider les gouvernements et pour orienter l'action des organismes et institutions des Nations Unies.

Se voulant auxiliaire d'une action mieux préparée, suffisamment organisée et plus cohérente à tous les niveaux, le Conseil a eu aussi le mérite, cette année, d'essayer de s'administrer les remèdes qu'il préconise. Ce qui a été dit, fait et proposé au sujet de la conduite de ses travaux en témoigne et indique des progrès qui, pour n'avoir rien de spectaculaire, n'en sont pas moins très significatifs. La décision prise l'an passé de réunir les membres du Comité administratif de coordination avec ceux du Comité spécial de coordination du Conseil sous la présidence du Secrétaire général a permis des échanges de vues très francs et très fructueux et, bien qu'aucune décision n'ait été prise au cours des réunions mixtes, le Conseil a convenu de faire de ces réunions une pratique suivie. Les débats du Comité de coordination du Conseil ont montré cette année que la coordination prend un tour nouveau. En raison des exigences de la planification, de l'application de la science et de la technique et de la mise en valeur des ressources humaines, la coordination évolue pour devenir dynamique et, au lieu de voir en elle une science abstraite, un art imparfait, une tâche rendue chaque jour plus

ingrate par la prolifération administrative, on peut la considérer maintenant comme un moyen de mobiliser les ressources dont nous disposons en vue d'une action concertée dans le nombre croissant de domaines où cette action s'impose.

Il me semble aussi très significatif et encourageant que le Conseil ait cette année traité du réexamen de son rôle et de ses fonctions sans se sentir obligé de s'interroger sur ses buts. Il s'est simplement attaché à déterminer comment il pouvait s'acquitter plus efficacement de sa tâche en organisant mieux ses travaux et en affûtant ses outils. Depuis des années, on s'efforce sans succès de mieux équilibrer l'ordre du jour des deux grandes sessions du Conseil. Le Conseil envisage maintenant de déterminer d'après des critères fonctionnels les questions qui doivent être étudiées à la session de printemps et celles qui doivent l'être à la session d'été, et ce remaniement paraît prometteur. Il s'est également penché avec beaucoup d'attention sur l'importante question de la documentation préparée à son intention et sur les moyens de faire en sorte qu'elle soit publiée en temps voulu et qu'elle réponde à ses besoins.

Le Conseil s'est aussi attaché à assurer la poursuite de son évaluation des activités de coopération technique. Il s'est aussi attaqué sérieusement cette année à la programmation des activités qui relèvent de sa compétence, avec l'aide de son Comité spécial de coordination. Un louable effort du Secrétariat pour établir une liste aussi détaillée que possible des activités en cours et des ressources correspondantes a fait prendre conscience au Conseil de bien des possibilités, et de bien des problèmes aussi. Comme beaucoup de gouvernements en ont déjà fait l'expérience, le Conseil doit concilier l'annualité du budget avec l'impossibilité de programmer ses activités sur une période aussi courte. Pour rapprocher programme et budget, il faut réaménager ce dernier de manière à pouvoir distinguer clairement le coût des activités économiques et sociales de l'Organisation et ventiler correctement ces coûts. Comme le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales l'a fait remarquer au Conseil, la décentralisation des responsabilités qu'entraîne la multiplication et la différenciation des fonctions invite à se demander si l'autorité administrative ne devrait pas être également décentralisée, pour assurer à la gestion des affaires du Conseil la souplesse sans laquelle il n'est point d'efficacité. Ce sont évidemment là des problèmes qui sortent de la compétence du Conseil mais celui-ci est, je crois, fondé à attirer l'attention des instances appropriées sur la nécessité de faire en sorte que la bonne exécution des tâches nouvelles confiées au Secrétariat ne soit pas compromise par la fidélité à des méthodes de gestion qui n'ont pas évolué depuis l'époque, déjà lointaine, où elles ont été conçues pour faire face à des situations infiniment plus simples que le contexte dans lequel le Conseil travaille aujourd'hui. La plus haute de ces instances, l'Assemblée générale, prendra sans doute acte avec satisfaction de la manière dont le Conseil s'est efforcé, cette année, de veiller aux dépenses que pourraient entraîner ses décisions ou recommandations. Dans le passé, on avait reproché au Conseil de traiter l'examen des incidences financières de ses projets de résolution comme une simple formalité. Tel n'a certainement pas été le cas à la quarante et unième session. A la vérité, le danger qu'il faut éviter est que le Conseil ne pèche à l'avenir par excès contraire; le Conseil ne devrait pas, en effet, consacrer une grande partie de son temps à des questions qui sont du ressort du Comité consultatif pour les questions administratives et

budgétaires et de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale. Le devoir du Conseil est de faire en sorte que les fonds consacrés à ses diverses activités soient dépensés à bon escient en comparant soigneusement les mérites des diverses propositions qui lui parviennent, compte tenu des frais qu'elles pourraient entraîner et en essayant de faire des choix judicieux quant au fond. Cette tâche serait grandement facilitée, me semble-t-il, si le Conseil pouvait mettre en regard de son programme un budget dont la préparation et l'exécution s'inspireraient d'une classification fonctionnelle des dépenses.

La crise de l'aide internationale dont j'ai déjà parlé a pour conséquence insidieuse le climat d'austérité budgétaire qui menace d'affaiblir l'Organisation des Nations Unies en tant qu'agent de la coopération internationale pour le développement économique et social. Il est acquis que les activités de coopération technique sont financées à l'aide de contributions volontaires, en dehors d'un crédit de base inscrit au budget, et, qu'il s'agisse du Programme des Nations Unies pour le développement, du FISE ou du Programme alimentaire mondial, le Conseil a clairement indiqué son souci de voir ces contributions assurer le développement des travaux entrepris. Quant aux autres activités du Conseil qui contribuent à ériger la paix, celles que conditionne l'application des résolutions du Conseil, elles correspondent, sans doute possible, à un devoir pour les Etats Membres, un devoir solennel découlant de la Charte et de l'engagement qu'ils ont pris de faire de la présente décennie une Décennie du développement qui doit permettre de surmonter les vicissitudes de la politique internationale. Et si ces vicissitudes affectent nécessairement le budget de l'Organisation, l'indication dans ce budget des montants consacrés aux affaires économiques et sociales aurait au moins le mérite de nous faire voir clairement l'étendue et les limites de la volonté collective de tenir l'engagement en question.

J'ai la conviction que les travaux du Conseil ont été fructueux cette année. Il a certes encore beaucoup à faire pour justifier tous les espoirs qu'on place en lui, mais seuls les malveillants peuvent désormais contester son utilité. N'oublions pas cependant que l'utilité des travaux du Conseil et la force de ses recommandations sont fonction, en dernière analyse, de l'attitude des Etats Membres. Ses résolutions n'ont d'effet véritable que si leur fait écho la bonne volonté des gouvernements dont il émane. Il dépend d'eux que les Nations Unies puissent, au cours de la présente décennie, inscrire à leur actif de grandes réalisations ou simplement une impressionnante série de conférences et de rapports. Il me semble important que, pour la première fois, le Conseil se soit préoccupé de diffuser des informations sur les problèmes internationaux auxquels il doit faire face et sur les solutions qu'il recherche. Dans le domaine des affaires économiques et sociales, comme dans le domaine politique, les institutions ne valent que ce que vaut l'esprit de coopération qui les anime et la volonté politique des Etats Membres de prendre des décisions conformes à leurs recommandations. Les événements dramatiques qui hypothèquent l'avenir des Nations Unies n'ont pas jusqu'ici remis en cause les principes de la coopération internationale pour le développement, dont l'Organisation est l'agent toujours plus actif. Nous devons trouver là une raison d'espérer et un stimulant.

De tous les problèmes que le Conseil a évoqués cette année, le plus important peut-être est celui de l'indifférence ou de l'apathie de l'opinion publique mondiale à

l'égard du développement économique et social. Au moment où le monde se trouve en présence d'une situation véritablement explosive, cette indifférence, cette apathie, persiste dans une mesure telle qu'on en est atterré. J'ai la conviction profonde que tous les efforts déployés, dans les organismes des Nations Unies et ailleurs, pour intensifier la coopération internationale en vue du développement demeureront insuffisants, marginaux même, aussi longtemps que l'opinion ne prendra pas conscience des dimensions véritables de la crise que nous vivons, de la catastrophe qui nous menace. Le bilan de la Décennie du développement serait peut-être moins décevant si une action systématique et efficace pouvait être entreprise pour intéresser l'opinion publique aux problèmes et aux perspectives de la coopération internationale en vue du progrès économique et social. Il y a là, à mon avis, une question qui mérite la plus grande attention.

II

Le rapport ci-après a, dans l'ensemble, la même forme et le même caractère que les rapports précédents du Conseil économique et social à l'Assemblée générale¹. Il comprend le présent volume et les recueils imprimés des résolutions adoptées lors de la reprise de la trente-neuvième session et lors des quarantième et quarante et unième sessions²; il sera complété par un rapport sur la reprise de la quarante et unième session que le Conseil tiendra à la fin de cette année pour examiner, notamment, le rapport annuel du Conseil du commerce et du développement et le rapport du Comité pour un fonds d'équipement des Nations Unies.

On trouvera dans le rapport des renvois aux comptes rendus analytiques des séances du Conseil et de ses comités, qui sont distribués à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

Il n'est pas fait mention, dans le rapport de cette année, des travaux de la Commission de statistique qui ne s'est pas réunie pendant la période considérée. Les travaux que le Secrétariat poursuit dans le domaine dont s'occupe cette Commission sont exposés dans le *Rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation*.

Le présent volume comprend 17 chapitres. L'Assemblée générale souhaiterait peut-être renvoyer le chapitre premier — qui traite du programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et

de ses incidences budgétaires — à la Cinquième Commission, ainsi que, pour avis, aux Deuxième et Troisième Commissions. Le chapitre XV, qui traite de l'examen par le Conseil de ses méthodes de travail et procédures, présentera aussi un intérêt pour les Deuxième et Troisième Commissions, ainsi que pour la Cinquième Commission. Les chapitres II à IX, le chapitre XII et les sections II à VII du chapitre XIII traitent de questions qui relèvent de la compétence de la Deuxième Commission. Les chapitres X et XI et les sections I et VIII du chapitre XIII portent sur des questions qui relèvent de la compétence de la Troisième Commission, bien que la section II du chapitre X intéresse également la Deuxième Commission. L'Assemblée générale souhaiterait peut-être renvoyer à la Cinquième Commission, pour les aspects administratifs et budgétaires, et aux Deuxième et Troisième Commissions, pour les questions de fond³, le chapitre XIV, qui traite des questions de coordination et des relations avec les institutions spécialisées. La section IX du chapitre XIII et les chapitres XVI et XVII pourraient être examinés en séance plénière, bien que les sections VIII et XII du chapitre XVI, portant respectivement sur les questions de documentation et sur les incidences financières des décisions du Conseil, présentent un intérêt pour la Cinquième Commission.

Un certain nombre des questions étudiées dans le présent rapport font aussi l'objet de points distincts de l'ordre du jour provisoire de l'Assemblée générale. Ces questions sont signalées dans des notes de bas de page. D'autres questions sur lesquelles le Conseil attire l'attention de l'Assemblée générale ou sur lesquelles l'Assemblée est appelée à se prononcer sont signalées dans le texte même du rapport ou dans des notes de bas de page.

On trouvera dans les annexes au présent rapport l'ordre du jour des sessions du Conseil, ainsi que des renseignements sur la composition du Conseil et de ses organes subsidiaires et sur les dates de leurs réunions.

Le Président du Conseil économique et social,



Tewfik BOUATTOURA

Genève, août 1966.

¹ Voir E/L.1118 et E/SR.1445.

² *Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la trente-neuvième session, Supplément n° 1A; ibid., quarantième session, Supplément n° 1; et ibid., quarante et unième session, Supplément n° 1.*

³ *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Cinquième Commission, 407^e séance.*

Chapitre I

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET DANS CELUI DES DROITS DE L'HOMME ET INCIDENCES BUDGÉTAIRES DE CE PROGRAMME

1. Depuis l'adoption, par l'Assemblée générale, de la résolution 1797 (XVII) sur l'établissement intégré des programmes et des budgets, le Conseil économique et social se préoccupe de la nécessité de présenter le programme de travail des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, ainsi que les incidences budgétaires de ce programme, sous une forme qui lui permette d'examiner l'ensemble des programmes et des projets exécutés dans des secteurs donnés d'activité en tenant compte du montant total des ressources. Par sa résolution 1093 (XXXIX), le Conseil a prié le Secrétaire général d'établir un programme de travail portant sur les divers services du Département des affaires économiques et sociales, y compris ceux des commissions économiques régionales, la Division des droits de l'homme et la Division des stupéfiants, et de fournir pour chaque grand projet une description complète de son objet, de sa portée et de son échelonnement dans le temps, en ce qui concerne plus particulièrement les travaux à effectuer en 1966 et 1967. Le Conseil a réaffirmé l'intérêt qu'il porte à la possibilité d'avoir un programme de travail présenté tous les deux ans et ajusté périodiquement en fonction du cycle budgétaire annuel de l'Organisation des Nations Unies. Il a prié le Comité spécial de coordination de se réunir au mois de mai 1966 pour examiner en détail le programme de travail à la lumière des prévisions budgétaires pour 1967, et lui a demandé de faire rapport au Conseil à sa quarante et unième session. Il a également recommandé que le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires soit invité à participer aux séances du Comité spécial de coordination et que le rapport de ce Comité soit mis à la disposition du Comité consultatif lorsque celui-ci examinera les prévisions budgétaires pour 1967. Il a encore prié le Comité consultatif de continuer à faire tenir au Conseil, lors de ses sessions d'été, ses observations au sujet des aspects administratifs et financiers des activités entreprises dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.

2. Le rapport du Secrétaire général (E/4179/Rev.1¹ et Add.1 à 18 et rectificatifs) a été présenté au Conseil à sa quarante et unième session. Le Conseil a également été saisi des observations et des conclusions du Comité spécial de coordination au sujet du programme de travail, qui sont contenues dans son quatrième rapport (E/4215)², et des observations du Comité consultatif, qui figurent dans son sixième rapport à l'Assemblée générale (vingt et unième session)³, dont un extrait a été communiqué au Conseil dans le document E/4232.

3. Dans son rapport, le Secrétaire général a procédé à un examen d'ensemble du programme de travail portant sur les années 1962, 1965, 1966 et 1967 (E/4179/Rev.1) et a fourni des renseignements détaillés sur les divers aspects du programme, notamment les besoins et les dépenses de personnel, qui sont rassemblés dans 18 fascicules (E/4179/Add.1 à 18 et rectificatifs). Il a d'abord fait une comparaison entre les dépenses consacrées aux domaines économique et social et à celui des droits de l'homme et le montant total des dépenses budgétaires. Entre 1962 et 1966, les dépenses d'ordre économique et social ont plus que doublé — passant de 38,7 millions à 82,2 millions de dollars —, tandis que le montant total des dépenses budgétaires, y compris le montant des crédits extra-budgétaires affectés à l'assistance technique, a augmenté d'environ 76 p. 100. Bien que l'augmentation des dépenses intervenue entre 1962 et 1966 puisse être partiellement attribuée à l'augmentation des coûts et des rémunérations, les dépenses encourues dans les domaines économique et social correspondent essentiellement à un accroissement très net des activités concrètes. On s'attendait à ce que les dépenses consacrées aux affaires économiques et sociales, y compris les services communs, atteignent presque 100 millions de dollars en 1967.

4. Le rapport indiquait ensuite la répartition du montant total des dépenses affectées aux domaines économique et social selon les grandes catégories suivantes :

a) Organes directeurs y compris le Conseil, les commissions techniques et les organismes de l'UNCTAD;

b) Direction et gestion;

c) Administration du Programme des Nations Unies pour le développement;

d) Services de soutien à la Commission économique pour l'Afrique, la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, et la Commission économique pour l'Amérique latine;

e) Services organiques;

f) Opérations du PNUD.

5. Ce sont les dépenses du Programme des Nations Unies pour le développement qui ont le plus augmenté; elles sont passées d'environ 21 millions de dollars en 1962 à un montant estimé à 48 millions de dollars en 1966. Les dépenses consacrées aux services organiques ont augmenté de 80 p. 100, passant de 14 millions environ à quelque 26 millions de dollars (essentiellement en raison de la création de l'UNCTAD et de l'expansion des programmes de développement industriel).

6. Tandis que le montant total des dépenses affectées à l'ensemble des activités économiques et sociales autres que les activités pratiques a doublé, l'augmentation des dépenses au Siège (non compris celles du

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 31 de l'ordre du jour.

² Ibid., point 3 de l'ordre du jour.

³ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 7.

Centre de développement industriel) est estimée à 55 p. 100 seulement; en effet, ces dépenses sont passées de près de 10 millions à près de 16 millions de dollars. Les dépenses du Centre de développement industriel ont quintuplé, passant de 545 000 dollars à 2,7 millions de dollars. On prévoit que les dépenses de l'UNCTAD pour 1966 — soit environ 6 millions de dollars — seront équivalentes à 40 p. 100 des dépenses consacrées aux affaires économiques et sociales au Siège (non compris celles du Centre de développement industriel). On a estimé qu'en 1967 le montant des dépenses de l'UNCTAD serait supérieur à 8 millions de dollars, le montant des dépenses du Centre de développement industriel devant être de 3,3 millions de dollars.

7. En général, les dépenses des commissions économiques régionales ont accusé une augmentation relativement modérée, à l'exception de la CEA, dont les dépenses se sont plus fortement accrues. La modification la plus importante qui ait été observée dans la ventilation régionale des opérations d'assistance technique a été due à l'augmentation d'environ 177 p. 100 du montant consacré à l'Afrique, lequel représente maintenant plus du tiers du total des dépenses d'assistance technique.

8. Le montant des dépenses consacrées aux opérations d'assistance technique, qui s'est élevé en 1962 à environ 19,7 millions de dollars, a été à peu près équivalent à celui des dépenses afférentes à l'ensemble des autres activités économiques et sociales; mais, en 1966, il a atteint 44 millions de dollars, soit un montant supérieur de presque 6 millions de dollars au total des autres dépenses encourues dans les domaines économique et social.

9. Quant à l'origine des crédits, en 1962, près des deux tiers du total provenaient du budget ordinaire, et un tiers seulement d'autres sources, mais on a estimé qu'en 1966 le budget ordinaire ne fournirait qu'un peu plus de la moitié des crédits affectés aux activités économiques et sociales, 27,5 p. 100 étant fournis par le secteur Fonds spécial du PNUD.

10. Le rapport du Secrétaire général contenait également des renseignements détaillés sur les activités des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme; ces activités étaient classées par programme et concernaient plus de 1 100 projets.

11. Le Comité spécial de coordination a été prié, par la résolution 1093 (XXXIX), d'examiner en détail le programme de travail, à la lumière des prévisions budgétaires pour 1967. Dans le rapport sur sa quatrième session (E/4215), le Comité spécial a déclaré qu'il n'avait pas eu la possibilité d'examiner en détail le programme de travail, mais qu'il en avait néanmoins pris connaissance, et il a formulé un certain nombre de suggestions et de recommandations d'ordre général.

12. Parmi ses suggestions d'ordre général (qui ont fait l'objet d'un accord dans l'ensemble, mais pas nécessairement d'un accord unanime), le Comité a formulé les observations suivantes:

a) Il a exprimé l'inquiétude que lui inspire la prolifération des réunions dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, et il a estimé que, pour arriver à ramener le nombre de séances à ce que permettent les ressources limitées dont disposent les délégations et le Secrétariat quant au personnel et aux services, il faudrait confier à un seul organe — qui serait éventuellement créé par l'Assemblée générale — la tâche d'examiner le calendrier dans son ensemble;

b) Il a noté le problème que pose une documentation excessive et mal adaptée aux nécessités pratiques, et il a estimé que rien ne devrait être négligé pour que les ressources actuellement employées à cette fin soient affectées à des domaines plus productifs;

c) En ce qui concerne le programme de travail, le Comité a jugé qu'il devrait être saisi à l'avenir de la documentation relative aux secteurs commercial et industriel, afin que le programme de travail puisse être examiné dans son ensemble (mais le rapport souligne que le Comité n'a pas l'intention d'aborder la question des rapports d'ordre constitutionnel entre l'UNCTAD, l'ONUDI et le Conseil);

d) Il a recommandé que le Conseil transmette les parties pertinentes du programme de travail aux organes subsidiaires intéressés, en leur demandant de les étudier et de soumettre éventuellement leurs observations au Conseil;

e) Il a proposé que les organes directeurs recourent plus activement à l'expérience du Secrétariat lorsqu'ils envisagent de nouveaux projets à inscrire au programme de travail. Il faudrait inciter le Secrétariat à donner son avis sur la valeur intrinsèque des projets, comme sur la manière la plus économique et la plus efficace de les exécuter;

f) Les membres du Comité se sont accordés à reconnaître qu'il fallait davantage de "planification anticipée" en ce qui concerne le programme de travail.

13. Le Comité a également formulé un certain nombre de recommandations détaillées sur les rapports qui seront présentés à l'avenir au sujet du programme de travail. Enfin, il a suggéré que, étant donné qu'il n'avait pu jusqu'à maintenant, et ne pourrait probablement pas à l'avenir, examiner "en détail" le programme de travail, le Conseil pourrait éventuellement modifier son mandat pour le charger de procéder à un examen d'ensemble⁴.

14. Au cours des débats⁵, les membres du Conseil ont observé que le rapport du Secrétaire général marquait un progrès sensible, car il fournissait pour la première fois un compte rendu d'ensemble du montant total des dépenses encourues dans les domaines économique et social, en même temps qu'une description des programmes. D'autre part, plusieurs délégations, tout en étant généralement favorables au renouvellement de cette expérience, ont exprimé leur inquiétude devant les incidences financières qui en découleraient.

15. Il a été demandé instamment qu'on recoure plus fréquemment à une planification anticipée des programmes fondés sur une base réaliste et objective, et que, si possible, des priorités soient fixées. Il a également été jugé nécessaire d'accroître l'efficacité de l'exécution des programmes et — afin de s'assurer que les fonds ne seraient pas dépensés en vain — d'évaluer non seulement le volume, mais aussi la qualité des résultats produits par ces programmes.

16. Certains représentants ont exprimé l'espoir qu'on s'orienterait vers un système d'établissement intégré des programmes et des budgets. On a observé qu'il n'était pas possible à présent d'examiner le programme de travail en se reportant au projet de budget de l'exercice, étant donné que le projet de budget n'était pas prêt au moment où le Comité spécial s'est réuni et que, vu la structure de l'Organisation des Nations Unies, l'établissement des programmes et celui des budgets constituaient deux fonctions distinctes, tant dans les

⁴ Voir chap. XIV, par. 690 et 691.

⁵ E/AC.24/SR.310 à 312; E/SR.1445.

organismes intergouvernementaux qu'au Secrétariat. Le rapport dont était saisi le Conseil établissait cependant une liaison entre ces deux fonctions.

17. Le Comité spécial ayant exprimé l'espoir que, concurremment à l'examen actuellement en cours des procédures budgétaires pour l'ensemble de l'Organisation des Nations Unies, on trouverait la meilleure méthode pour présenter un budget axé sur les programmes, en particulier en y réservant éventuellement un chapitre à part aux activités économiques et sociales, certaines délégations ont appuyé cette suggestion et souhaité qu'elle soit dûment examinée par l'Assemblée générale. D'autres délégations n'ont pas été en mesure de l'accepter. Une délégation a exprimé l'avis qu'un rapport du Secrétaire général sur la question en faciliterait peut-être l'examen lors d'une session ultérieure au Conseil.

18. Au cours des débats du Conseil, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a déclaré que si le rapport présentait un progrès marqué par rapport aux précédents, il n'était cependant pas un instrument de précision, notamment en ce qui concerne les incidences financières des programmes. On pouvait se faire une idée de ce qu'étaient ces programmes, mais on ne pouvait évaluer en détail et avec précision les prévisions budgétaires qui en découleraient, parce que le budget n'était pas établi sur la base d'une classification fonctionnelle, mais sur la base d'une classification par grandes catégories de dépenses.

19. Les gouvernements n'avaient pas vraiment eu l'occasion de comparer l'intérêt propre des programmes avec les sommes requises pour leur mise en œuvre. Le rapport n'était pas à proprement parler un rapport sur le programme de travail et les répercussions budgétaires de ce programme, mais plutôt un rapport sur le programme de travail et les crédits budgétaires disponibles. Il n'indiquait pas clairement si les crédits budgétaires étaient tels qu'ils permettaient de mener à bien les programmes en question, ni dans quels délais. En dépit des améliorations possibles, tant que la présentation budgétaire pour les affaires économiques et sociales ne serait pas établie sur une base fonctionnelle, l'intégration du programme et du budget resterait difficile. Si l'on parvenait à faire du rapport un instrument qui permette au Conseil de le prendre pour base de ses décisions, le Conseil pourrait sans doute assumer ses responsabilités financières beaucoup plus directement qu'il ne lui était possible de le faire dans les circonstances actuelles.

20. Le Secrétaire général a joint au projet de budget pour 1967 une annexe présentant la ventilation des dépenses par grand domaine d'activité, mais pour aboutir à une confrontation significative du budget et du programme, il faudrait aller plus loin et établir un chapitre

séparé du budget pour les questions économiques et sociales. Cette mesure ne diminuerait en rien l'autorité du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ou de la Cinquième Commission, mais permettrait au Conseil de remplir son rôle d'organe directeur beaucoup plus efficacement, relativement au programme de travail, et de porter une plus grande attention aux incidences financières de ses propres décisions. Elle affecterait également la gestion administrative et financière des programmes du Département des affaires économiques et sociales. Il incombait évidemment à la Cinquième Commission de décider si les crédits relatifs aux questions économiques et sociales devaient désormais faire l'objet d'un chapitre séparé, mais le Sous-Secrétaire a estimé néanmoins que le Conseil pouvait légitimement s'intéresser à cette question.

21. Dans la résolution qu'il a adoptée au terme des débats [résolution 1177 (XLI)], le Conseil a prié le Secrétaire général de présenter chaque année au Conseil, à sa session de printemps, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination, des rapports ultérieurs sur le programme de travail et ses incidences budgétaires, en indiquant les modifications apportées au programme par suite des décisions du Conseil et des autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que leurs incidences budgétaires. Il a également prié le Secrétaire général de fournir au Conseil le plus tôt possible, au cours de sa session de printemps, des indications préliminaires sur les prévisions budgétaires qui s'y rapportent pour les exercices financiers suivants. Le Secrétaire général a également été prié d'établir le programme de travail pour la période 1967-1968 en tenant compte des améliorations proposées par le Comité spécial de coordination (E/4125, par. 63 et 64), et d'y inclure une liste des projets qui ont dû être différés ou abandonnés, ainsi qu'une liste des nouveaux projets entrepris en 1966 à la suite des décisions prises par le Conseil et les autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil a recommandé que le Secrétaire général, en consultation avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, continue à examiner les procédures régissant la programmation, l'établissement du budget et la gestion des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, et qu'il fasse rapport à ce sujet le cas échéant. Enfin, le Secrétaire général a été prié de soumettre chaque année au Conseil à sa session de printemps, par l'intermédiaire du Comité du programme et de la coordination, un état des incidences financières des recommandations de ses commissions et comités subsidiaires.

DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT *

22. Pour étudier la Décennie des Nations Unies pour le développement, qui a été inaugurée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1710 (XVI) du 19 décembre 1961, le Conseil était saisi d'un rapport intérimaire (E/4196 et Add.3)¹, rédigé par le Secrétaire général au nom du Comité administratif de coordination conformément à la résolution 2084 (XX) de l'Assemblée générale et à la résolution 1089 (XXXIX) du Conseil. Dans ces résolutions, le Conseil et l'Assemblée générale avaient suggéré que l'on définisse un ensemble de buts et d'objectifs spécifiques et concrets qui permettrait de coordonner plus efficacement l'action des gouvernements et des institutions de l'ONU et que l'on élabore une méthode d'évaluation systématique des progrès ainsi que des perspectives d'avenir. Ils demandaient également à l'ONU et à ses institutions de déterminer les secteurs où elles pourraient apporter le concours maximum aux objectifs de la Décennie du développement. Le Conseil a examiné cette question en même temps que d'autres points — examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et des activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, tendances économiques mondiales, examen et réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil, planification et projections économiques, financement du développement économique, activités de développement industriel et progrès social.

23. Le rapport du Secrétaire général (E/4196 et Add.3) traitait d'abord de l'influence de la Décennie du développement en tant que principe moteur des politiques internationales. Il décrivait de nouvelles méthodes permettant de définir les buts et les objectifs et traitait du problème que pose la définition de buts et d'objectifs plus précis et plus réalistes. Le caractère de ces travaux avait changé sensiblement depuis leur mise en train au début de la Décennie grâce à une connaissance et une analyse plus approfondies de la situation dans différents pays. On tenait compte davantage des facteurs physiques et institutionnels de l'offre, des ressources humaines nécessaires, de la diversité des conditions existant dans les pays en voie de développement et de la nécessité de ménager une certaine latitude dans le choix de la politique à suivre. On comprenait également mieux la nécessité de mettre au point un ensemble plus intégré de buts et d'objectifs intersectoriels et on s'attachait davantage à déterminer la compatibilité des politiques et plans nationaux et à étudier la possibilité de renforcer la coopération régionale et internationale.

24. Cette évolution était nécessaire pour édifier un ensemble plus complet de buts et d'objectifs réalistes et cohérents. Mais le rapport faisait une mise en garde :

* Question figurant à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, point 5 de l'ordre du jour.

il ne fallait pas surestimer les progrès accomplis. Si des éléments de cet ensemble existaient déjà, il restait néanmoins beaucoup à faire pour mettre au point un système intégré de buts et d'objectifs. Si l'on voulait que les prévisions à long terme sur le plan mondial ou régional fussent établies sur une base solide et puissent servir de guide pour la mise au point des politiques, il fallait qu'un travail analogue fût effectué parallèlement sur le plan national ; or, en raison principalement de la pénurie de personnel qualifié, de nombreux pays en voie de développement n'avaient pas encore pu entreprendre de telles études à long terme. Qui plus est, les travaux actuellement en cours en ce qui concerne divers secteurs, éléments, régions et pays étaient plus ou moins avancés et une grande partie d'entre eux n'en étaient qu'à un stade préliminaire et expérimental. Enfin, il existait dans les méthodes, les hypothèses et les données de nombreuses différences techniques qu'il faudrait éliminer avant de pouvoir coordonner ces travaux plus étroitement.

25. Le rapport décrivait ensuite les méthodes mises au point pour mesurer les progrès accomplis. Il rappelait que l'examen périodique de l'évolution économique et sociale dans le monde constituait une fonction traditionnelle de l'ONU et des institutions spécialisées. L'ensemble des enquêtes analytiques et des rapports statistiques publiés donnait des indications très complètes sur les tendances dans presque tous les secteurs économiques et sociaux. Néanmoins, depuis le début de la Décennie, différentes mesures avaient été prises pour modifier les méthodes d'examen, de manière à pouvoir déterminer plus rapidement les progrès accomplis dans la réalisation des buts de la Décennie.

26. Dans certains des rapports annuels sur les tendances courantes, on avait récemment pris l'habitude de comparer les progrès réels aux principaux objectifs fixés pour la Décennie du développement. En outre, un certain nombre d'études spéciales visant à déterminer les progrès accomplis avaient été présentées au Conseil ces dernières années. Il était plus difficile d'indiquer les progrès accomplis lorsque les objectifs ne pouvaient être directement traduits en chiffres, comme c'était le cas, par exemple, de ceux qui portaient sur les transformations de caractère institutionnel. Dans certains cas, les objectifs avaient été définis en termes très précis et détaillés, comme par exemple les conventions et les recommandations de l'OIT, et des procédures avaient été mises au point pour la présentation des rapports. Un autre moyen de rendre plus précise l'évaluation des progrès accomplis consistait à examiner à l'échelon régional les progrès accomplis dans des secteurs particuliers de l'activité économique et sociale.

27. Toutefois, la présentation de toute une gamme d'activités économiques et sociales sous une forme condensée, mais permettant une comparaison valable avec les buts et les objectifs fixés, posait des problèmes considérables. En dehors des difficultés dues à l'ampleur

de la tâche, l'évaluation des progrès accomplis dans certains domaines d'activité économique et sociale ne pouvait se faire qu'au fur et à mesure de l'élaboration d'un ensemble de buts et d'objectifs plus complets et plus concrets.

28. Le rapport décrivait ensuite les activités entreprises par des organismes des Nations Unies dans certains secteurs où l'on pensait pouvoir apporter une contribution maximum aux objectifs de la Décennie du développement. Il s'agissait notamment de la planification du développement; de la réforme administrative et de l'évolution sociale; de la mise en valeur et de l'utilisation des ressources humaines; de la jeune génération; de la science et de la technique; du financement du développement; de l'alimentation et de l'agriculture; du commerce; du développement industriel; de la santé; de la population; des ressources naturelles et de l'énergie; de l'habitation et du développement urbain; enfin du transport et des communications. Pour tous ces secteurs, le rapport présentait sommairement les travaux en cours de réalisation et les activités prévues et envisagées par les différents organismes pour les années qui restaient avant la fin de la Décennie du développement. Il s'agissait dans de nombreux cas d'une intensification des activités que les organismes entreprendraient seuls ou avec d'autres.

29. Un autre chapitre traitait des activités des Nations Unies et de ses institutions dans le cadre des droits de l'homme. On y trouvait en particulier une description des buts particuliers, des objectifs et des fins générales qui avaient été fixés dans le cadre du programme relatif à l'Année internationale des droits de l'homme de 1968.

30. En conclusion, le rapport soulignait de nouveau le fait que, malgré les progrès accomplis dans différents secteurs, le rythme du développement économique et social pendant la première partie de la Décennie avait été décevant. L'ONU et les organismes qui lui sont reliés possédaient des moyens institutionnels et des connaissances techniques suffisants pour exécuter des programmes de développement économique et social beaucoup plus étendus. Quoi qu'il en soit, à moins que la communauté mondiale ne fût prête à donner une nouvelle impulsion extrêmement vigoureuse au développement, il était peu probable que les objectifs de la Décennie du développement puissent être atteints en 1970.

31. Ouvrant le débat général², le Secrétaire général a déploré le manque de dynamisme dont souffrait la réalisation des objectifs de la Décennie du développement. Il était indispensable, a-t-il dit, qu'au cours des cinq prochaines années les gouvernements agissent avec la ferme volonté de prendre des mesures urgentes à cet effet, et non en souhaitant pieusement que les choses aillent mieux. Toutefois, il était assez encourageant de voir que l'on adoptait une attitude tournée vers l'avenir et qu'une action plus cohérente était entreprise, sous les auspices du Conseil, dans les organismes des Nations Unies.

32. Le Secrétaire général a indiqué qu'à la suite de la demande faite par le Conseil l'année précédente [résolution 1089 (XXXIX) du Conseil], les organismes des Nations Unies avaient présenté des programmes d'action portant sur plusieurs années. Un programme de travail de cinq ans avait notamment été soumis à la Commission des questions sociales à sa dernière session, et un programme quinquennal d'études

pour la mise en valeur des ressources non agricoles avait été présenté au Conseil à sa quarantième session. Le Secrétaire général a exprimé l'espoir que le Comité de la planification du développement donnerait un nouvel élan à la Décennie du développement en précisant les responsabilités des pays développés et des pays en voie de développement, les aidant ainsi à traduire leurs responsabilités sur le plan des réalisations. Il était également convaincu que le Conseil était maintenant mieux à même de donner à la Décennie du développement un sens plus large, et d'aider tous ceux qui sont en cause à voir plus clairement les défauts et la portée de leurs efforts.

33. Au cours des débats du Conseil³, les représentants se sont déclarés déçus par les progrès qui avaient été réalisés jusque-là et ont insisté sur le besoin urgent de redoubler d'efforts pour atteindre les buts et objectifs fixés pour la Décennie du développement. Ils ont également estimé qu'il fallait songer à l'avenir et faire des plans pour la période qui suivrait la Décennie du développement.

34. Les motifs de déception et d'inquiétude ont été exposés en termes énergiques. Toutefois, on a également fait remarquer que plusieurs pays avaient fait des progrès spectaculaires depuis 1960 et que l'on comprenait beaucoup mieux le processus complexe du développement. De plus, l'ONU et les organismes qui lui sont reliés avaient considérablement élargi et amélioré le cadre institutionnel en vue de l'encouragement au développement. L'aide aux pays en voie de développement avait dépassé 6 000 millions de dollars par an et les investissements dans ces pays avaient augmenté, de même que leurs réserves.

35. Le fait que les objectifs de la Décennie du développement étaient presque universellement acceptés constituait un progrès important et avait une influence considérable à la fois sur les travaux de l'ONU et des institutions qui lui sont reliées et sur la politique nationale des gouvernements. A l'ONU et dans les organismes qui lui sont reliés, ces objectifs avaient été un des facteurs importants qui avaient été pris en considération lors de la mise au point des programmes de travail. Les activités de l'ONU et des institutions spécialisées s'étaient concentrées de plus en plus sur les problèmes qui se posaient aux pays en voie de développement.

36. En outre, de nouvelles institutions avaient été créées et les anciennes avaient été mieux adaptées aux besoins des pays en voie de développement, de telle sorte que les Nations Unies étaient maintenant considérablement mieux équipées pour proposer, planifier et exécuter des programmes destinés à étudier et à mesurer l'efficacité et les effets de ces réalisations. Il fallait maintenant assurer la coordination de leurs activités.

37. La Décennie du développement avait également attiré l'attention du public sur les problèmes de développement et rendu tous les pays, qu'ils soient développés ou en voie de développement, conscients de leurs devoirs et de leurs responsabilités à l'égard du développement. Il appartenait maintenant au Conseil de déterminer l'étendue et l'importance des problèmes actuels et les possibilités qui existaient de les résoudre. Fixer et adopter des priorités à suffisamment long terme était l'une des tâches les plus importantes du Conseil.

² E/SR.1421.

³ E/SR.1421 à 1431.

38. On a généralement reconnu que le processus de développement serait facilité par la mise en place d'un ensemble intégré de buts et d'objectifs et par l'établissement d'une méthode d'examen pour déterminer le chemin parcouru vers la réalisation de ces objectifs. Il fallait également évaluer avec plus d'exactitude les besoins. A cet égard, les membres du Conseil se sont félicités de la création du Comité de la planification du développement.

39. On a souligné également que l'ONU et ses institutions pourraient concentrer leurs efforts sur un nombre limité de problèmes précis et fondamentaux. Parmi les domaines prioritaires auxquels les représentants attachaient une importance particulière, on pouvait citer l'industrialisation, la formation — en particulier la formation des techniciens et des planificateurs de l'économie — et l'administration publique. On a suggéré que le Comité de la planification du développement pourrait rechercher s'il existait des "goulots d'étranglement" dans certains pays en voie de développement vers lesquels une assistance opérationnelle internationale devrait être acheminée par priorité.

40. Il ressortait du rapport intérimaire du Secrétaire général qu'une stratégie internationale du développement se dégagait et qu'elle pourrait servir de guide aux gouvernements et aux organisations internationales. On a souligné également que les mesures proposées dans le rapport représentaient un premier pas vers l'établissement d'un plan mondial de développement. L'idée d'un tel plan était bonne, mais un représentant a été d'avis qu'il ne faudrait pas la pousser trop loin. Les Nations Unies devaient veiller également à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats lorsqu'elles les aidaient à préparer et à exécuter leurs plans.

41. Dans la déclaration qu'il a faite à la fin du débat général⁴, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a dit que malgré les déboires et les déceptions, le concept de Décennie du développement était vivace et durable, en partie parce qu'il était devenu un symbole de la responsabilité collective de la communauté internationale à l'égard du tiers monde et aussi parce qu'il apparaissait de plus en plus nettement que toute action d'envergure devait s'inscrire dans une perspective de quelque durée et, par là même, être assortie d'un minimum de planification. Au sein de la famille des Nations Unies, les divers organismes ont trouvé dans le concept de la Décennie du développement un principe unificateur qui donnait à la coordination un sens dynamique et positif leur permettant d'inclure la

plupart des activités dans le cadre d'un effort concerté. La faiblesse de ce concept tenait à ce qu'on le considérait encore d'une manière trop générale et qu'on n'avait pas encore pu lui donner de signification opérationnelle ni de contenu précis. La notion de Décennie du développement appelait un système de références qui permit de mesurer les progrès accomplis et dans le cadre duquel on mettrait au point progressivement les engagements mutuels d'une certaine durée.

42. Il fallait d'abord arriver à une évaluation plus précise et plus convaincante des besoins et ensuite mettre en œuvre des procédures permettant d'évaluer la performance au regard des besoins, au niveau international aussi bien qu'au niveau national. Dans les deux cas, le Comité de la planification du développement pouvait jouer un rôle utile. Dans le cadre des évaluations globales, le *trade gap* représentait une grandeur stratégique. Au niveau national, il fallait examiner les objectifs fixés et veiller à ce qu'ils s'insèrent dans un système cohérent et dans un ensemble de politiques et d'actions administratives.

43. L'évaluation des résultats obtenus devait se faire à la fois à l'échelle mondiale et à l'échelle des pays. Un organe comme le Conseil devrait avoir un système de revue périodique et de rapports lui permettant d'examiner efficacement l'évolution de la Décennie ou de tout autre programme d'ensemble qui pourrait lui succéder, et d'établir à tout moment dans quelle direction l'action de la communauté internationale devrait s'intensifier ou se modifier.

44. Le Conseil a adopté une résolution [1152 (XLI)] dans laquelle il priait le Secrétaire général d'examiner, en consultation avec toutes les institutions intéressées des Nations Unies et, en particulier, avec l'assistance du Comité de la planification et du développement : a) quels étaient les préparatifs nécessaires pour favoriser et faciliter l'établissement de plans en vue d'une action internationale concertée pour la période qui suivrait la Décennie du développement, eu égard à l'expérience acquise pendant cette Décennie, et b) quelle était la meilleure façon de faire concorder et de coordonner ces plans avec les programmes nationaux de développement des pays en voie de développement.

45. Le Conseil a invité en outre le Secrétaire général à faire rapport au Conseil à sa quarante-troisième session et demandé aux institutions intéressées des Nations Unies de procéder à un examen critique de leurs programmes, de leurs pratiques et de leurs procédures, y compris les arrangements interorganisations, en fonction de la perspective à long terme envisagée dans ladite résolution, et il a décidé d'accorder à cette question l'attention qui conviendrait.

⁴ E/SR.1431.

Chapitre III

TENDANCES ÉCONOMIQUES MONDIALES

Section I. — Etude sur la situation économique dans le monde

ETUDE SUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

46. L'*Etude sur l'économie mondiale, 1965* a été publiée en deux parties. La première partie (E/4187/Rev.1)¹, consacrée à une analyse des principaux problèmes posés par le financement du développement économique est examinée au chapitre V ci-après; la deuxième partie de l'*Etude* (E/4221)² faisait le point de la conjoncture économique.

47. D'après la deuxième partie de l'*Etude*, la production mondiale avait augmenté d'environ 5 p. 100 entre 1964 et 1965. Ce taux était quelque peu inférieur à celui qui avait été atteint au cours de la période précédente, un léger ralentissement étant survenu dans chacun des trois groupes de pays: pays à économie planifiée, pays en voie de développement et pays développés. Dans les pays à économie planifiée et les pays en voie de développement, ce ralentissement avait été dû essentiellement à la faiblesse relative de la production agricole en 1965; dans les pays développés à économie de marché, il avait surtout été dû à la politique de compression poursuivie dans un certain nombre de pays pour rétablir la stabilité intérieure ou bien pour compenser les déficits des paiements extérieurs.

48. D'après l'*Etude*, le commerce international avait encore été, dans l'ensemble, un élément dynamique en 1965, bien que son taux de croissance entre 1964 et 1965 (soit environ 8 p. 100) eût subi un fléchissement très net par rapport au chiffre extrêmement élevé enregistré l'année précédente. L'expansion du commerce international des pays développés à économie de marché s'était maintenue au taux élevé qui avait caractérisé les années précédentes de la décennie: les importations et les exportations combinées avaient augmenté de 9 à 10 p. 100. Ce montant était plus élevé que le taux de 7 à 8 p. 100 enregistré dans les pays à économie planifiée (Chine continentale non comprise). La légère décélération intervenue dans le commerce extérieur total des pays à économie planifiée avait été due à un brusque fléchissement du taux d'accroissement des importations en Union soviétique, qui s'était trouvé gonflé en 1964 par des achats de blé supplémentaires.

49. Les pays en voie de développement étaient restés très en retard, tant en ce qui concerne la croissance des années 1964 et 1965 que les diverses augmentations enregistrées au cours du premier semestre des années 60. Le montant global de leurs recettes d'exportation avait augmenté d'environ 6 p. 100 entre 1964 et 1965, soit sensiblement moins que le taux précédent, tandis que leurs importations n'avaient augmenté que de 5 p. 100 par rapport au niveau de 1964. Le fléchissement du taux d'accroissement des importations avait plutôt été dû aux restrictions appliquées à l'intérieur d'un certain nombre de pays qu'à une raréfaction sou-

daïne des liquidités internationales. En effet, le mouvement de reconstitution des réserves s'était poursuivi en 1965: celles-ci avaient encore augmenté de 1 200 millions de dollars, et la plupart des pays avait profité de cet accroissement.

50. D'après l'*Etude*, il y avait eu un ralentissement généralisé du rythme d'accroissement des investissements en 1965, sauf en Amérique du Nord où le mouvement ascendant s'était poursuivi avec une telle vigueur que les Gouvernements du Canada et des Etats-Unis d'Amérique en étaient venus à craindre que les taux élevés de l'emploi et de l'utilisation de la capacité de production n'entraînaient une surchauffe de l'économie. Bien que la position de la balance extérieure des pays développés à économie de marché se soit améliorée grâce à une réduction des sorties de capitaux à court terme des Etats-Unis, à la réduction du déficit des transactions courantes et du déficit des exportations en capitaux du Royaume-Uni, ainsi que par l'augmentation des importations de la République fédérale d'Allemagne et l'expansion des exportations du Japon, les améliorations obtenues n'avaient pas répondu aux espoirs et il restait encore beaucoup à faire pour corriger les déséquilibres.

ETUDE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'EUROPE

51. L'évolution économique récente en Europe orientale et en Europe occidentale était examinée dans l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1965*, première partie (E/ECE/613)³. Le chapitre premier de l'*Etude* qui traitait de l'Europe orientale et de l'Union soviétique soulignait que, pendant l'année en question, les considérations qualitatives avaient pris le pas sur les considérations quantitatives. Pour les planificateurs, au lieu de fixer des objectifs de croissance trop ambitieux, il s'agissait désormais de penser à mieux adapter la production aux besoins de la demande intérieure et de la demande étrangère et à mieux utiliser les ressources, et de s'occuper davantage de la production de biens de consommation. Cette tendance générale à ne plus planifier en termes purement quantitatifs s'était accompagnée dans tous les pays intéressés, sauf la Roumanie et l'Albanie, de transformations institutionnelles du genre de celles que la Pologne et la Hongrie avaient amorcées longtemps auparavant, en même temps que leurs réformes économiques. Ces transformations, qui s'étaient intensifiées et généralisées en 1965, avaient pour objet d'assouplir et de décentraliser le processus de planification, en insistant davantage sur la notion de rentabilité. Une section du chapitre premier faisait le point des principaux changements déjà intervenus ou envisagés dans un proche avenir.

52. Les taux de croissance s'étaient généralement bien maintenus sans, toutefois, égaler ceux de 1963 et de 1964, sauf en Tchécoslovaquie, où l'économie s'était redressée après la stagnation des deux années précé-

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.C.1.

² Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.C.2.

³ Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.E.1.

dentes, et en Allemagne orientale où l'augmentation du revenu national avait été très légèrement supérieure à celle de 1964. Le taux d'expansion le plus élevé (8 p. 100) avait été réalisé en Roumanie. En Bulgarie et en Union soviétique, le taux de croissance, estimé à 6 p. 100, était resté en deçà du chiffre visé, le secteur agricole n'ayant pas fourni la contribution attendue, alors qu'en Pologne le même taux de 6 p. 100 constituait un léger dépassement. Quant au taux d'expansion de la Hongrie, qui s'était maintenu pendant un certain nombre d'années entre 4 et 5 p. 100, il était retombé à 2 p. 100 sous l'effet des difficultés croissantes de l'économie hongroise; celle-ci pâtissait depuis quelque temps à la fois d'un concours de circonstances défavorables dans le secteur agricole, et surtout de la décision du gouvernement de freiner temporairement la croissance afin de rétablir la balance extérieure et de corriger plus méthodiquement les insuffisances qualitatives de l'économie.

53. Dans tous les pays d'Europe orientale, la principale contribution à l'augmentation du revenu national était venue du secteur industriel qui, sauf en Hongrie et en Albanie, s'était développé aussi vite, sinon plus rapidement, qu'en 1964. La qualité des produits industriels se serait également améliorée dans plusieurs pays. La production agricole avait été assez irrégulière, les récoltes ayant eu beaucoup à souffrir des fluctuations météorologiques. Dans tous les pays d'Europe orientale, à l'exception de la Pologne et de l'Allemagne orientale, l'apport de l'agriculture à l'augmentation du revenu national avait été faible, sinon négatif. En revanche, de bons résultats, faisant suite à une amélioration de la productivité, avaient été obtenus dans le secteur de l'élevage, notamment en Union soviétique, en Bulgarie, en Allemagne orientale et en Pologne. Les efforts de modernisation des techniques agricoles avaient été intensifiés et l'on s'était préoccupé davantage des problèmes économiques plus généraux, tels que les termes de l'échange et les caractéristiques propres de la gestion et de la planification agricoles.

54. Plusieurs plans à moyen terme avaient pris fin en 1965. La publication détaillée des nouveaux plans avait été quelque peu retardée, en raison de la réorientation des objectifs et des réformes institutionnelles concomitantes dont il fallait tenir compte. En général, les taux de croissance prévus pour 1966 paraissaient comparables aux taux atteints en 1966, sauf en Bulgarie où l'on envisageait un taux d'expansion nettement plus élevé. L'un des traits dominants des plans pour 1966 avait été la décision de réduire le taux d'expansion industrielle de tous les pays, sauf la Hongrie et l'Allemagne orientale, où l'on ne prévoyait pas de changement. Pour atteindre les objectifs assignés aux revenus nationaux, à savoir un taux de croissance au moins égal à celui de 1965, il faudrait une expansion considérable de la production agricole.

55. Le chapitre II traitait des pays d'Europe à économie non planifiée. La majeure partie de la région avait connu une phase d'expansion relativement lente qui avait commencé en 1964 et qui paraissait devoir se prolonger jusqu'à la fin de 1966. En 1965, le volume du revenu national global des pays industriels d'Europe occidentale avait dépassé d'environ 3,5 p. 100 celui de 1964. Mises à part les années de récession 1952 et 1958 pendant lesquelles la production totale n'avait augmenté que de 2,5 p. 100, le chiffre indiqué pour 1965 avait été le plus faible depuis la fin de la guerre. On anticipait un taux de croissance légèrement plus élevé en 1966.

56. Le fléchissement du taux d'expansion de la production en 1965 avait résulté de trois facteurs principaux: tout d'abord, l'usage qui avait été fait entre 1963 et 1965 de toute une série d'instruments de politique économique pour freiner la pression de la demande intérieure en Belgique, en France, en Italie, en Suisse et au Royaume-Uni; ensuite, la pression croissante qui s'exerçait sur les ressources disponibles, celles de main-d'œuvre notamment, et qui était patente en Autriche, dans la République fédérale d'Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède; enfin, le fléchissement spontané de la demande d'investissements privés (qui avait monté en flèche en 1964) à quoi il fallait ajouter le ralentissement de la constitution des stocks en 1965, qui avait touché à la fois les importations et la production. Il était malaisé de distinguer les effets de ces trois facteurs. Presque partout, la politique du crédit avait visé à freiner l'accroissement de la demande. La politique budgétaire avait joué un rôle important au Danemark et au Royaume-Uni. Dans la République fédérale d'Allemagne, une diminution de la demande d'investissements privés et du stockage, accentuée dans une certaine mesure par des restrictions qui frappaient le crédit, avaient accompagné la pénurie croissante de main-d'œuvre. Au Royaume-Uni, l'essor des investissements privés aurait, de toute façon, faibli en 1965, mais il se pouvait que cet affaiblissement eût été accéléré par le freinage de la demande. En Suisse, la contraction du crédit, étayée par des mesures qui limitaient l'activité du bâtiment, était conçue pour pallier la pénurie de main-d'œuvre provoquée par les restrictions à l'immigration.

57. Dans l'ensemble, le taux de croissance des exportations s'était bien maintenu, surtout à destination des pays autres que ceux d'Europe occidentale, tandis que le taux d'expansion des importations était beaucoup plus faible du fait, en partie, que le stockage était moins actif. La situation de la balance commerciale de la région considérée dans son ensemble s'était améliorée tandis que sa balance des paiements courants vis-à-vis du reste du monde s'était soldée par un excédent appréciable en 1965.

58. Pour ce qui est des composantes de la demande finale en prix constants, l'évolution la plus courante entre 1964 et 1965 avait été un fléchissement marqué des investissements en immobilisations et en stocks; en revanche, l'expansion de la consommation, tant publique que privée, ainsi que des exportations s'était maintenue à peu près au même rythme en 1965 qu'en 1964. C'était donc la consommation dont l'accroissement — bien qu'un peu plus lent dans la plupart des pays en 1965 qu'en 1964 — était devenu, renforcé par la hausse continue des exportations, le principal soutien de l'accroissement de la production, alors qu'en 1964 l'accélération de la production était surtout imputable à l'essor des investissements.

59. La lenteur relative des rythmes d'expansion en 1965 avait eu pour effet de réduire sensiblement les sollicitations qui s'exerçaient sur les ressources des pays industriels d'Europe occidentale. On avait dans bien des cas compté qu'il en résulterait un affaiblissement sensible des facteurs qui sont à l'origine de l'inflation des revenus et des prix, mais ces espoirs avaient été déçus dans nombre de pays. Le taux de croissance des prix et des salaires n'avait baissé que très peu, sauf en France ou en Italie — où la politique de déflation avait été la plus énergique — et aux Pays-Bas et en Irlande — où l'augmentation des gains en 1964 avait été anormalement élevée. Par ailleurs, le niveau

de l'emploi n'ayant pas réagi proportionnellement à la décélération de la production, le taux d'accroissement de la productivité avait baissé et la hausse des coûts salariaux unitaires s'était généralement accélérée. En Europe méridionale, des taux d'expansion relativement élevés avaient été atteints, mais certaines difficultés avaient surgi dans le secteur agricole, où le volume et la structure de la production n'avaient pas évolué suffisamment pour répondre au changement de la demande résultant des augmentations générales du revenu réel et d'une urbanisation croissante.

60. Pour la balance des paiements, qui avait réagi plus rapidement que les mouvements des salaires et des prix aux mesures de compression de la demande, l'année 1965 avait été essentiellement marquée par l'apparition d'un gros déficit au titre des transactions courantes dans la République fédérale d'Allemagne, par une réduction considérable de ce déficit au Royaume-Uni, par la suppression du déficit des Pays-Bas et par la très forte progression des excédents en France et en Italie. La reprise, en 1966, de l'activité économique en France et en Italie devrait faire diminuer leurs excédents et contribuer à réduire les déficits de la République fédérale d'Allemagne et du Royaume-Uni. En Europe méridionale, la situation de la balance des paiements s'était quelque peu détériorée, sauf en Turquie, où l'on constatait une légère amélioration.

61. La politique économique des pays industriels avait été marquée par trois tendances importantes. Premièrement, on notait un effort plus systématique pour relier davantage la politique économique à court terme aux programmes de développement et de réforme de la structure à moyen terme. Deuxièmement, depuis un an ou deux, plusieurs pays avaient commencé à voir dans la politique budgétaire un moyen d'action à court terme sur l'économie aussi important et aussi nécessaire que la politique monétaire et la politique du crédit. Troisièmement, on avait vu s'élaborer des politiques des prix et des revenus visant à infléchir le régime de prix des entreprises d'une part, et les politiques syndicales et patronales des traitements et salaires d'autre part, dans le sens d'une recherche simultanée de l'efficacité économique et de la satisfaction des besoins sociaux. Ainsi qu'il ressortait de l'exemple du Royaume-Uni, c'était là une entreprise de longue haleine, souvent ingrate à première vue, et qui supposait sans doute une remise en question beaucoup plus radicale qu'on ne l'avait d'abord cru des principes mêmes de la répartition du revenu national.

62. Dans une section spéciale du chapitre II consacrée à la Yougoslavie, on signalait que la politique économique yougoslave en 1965 avait surtout été caractérisée par des efforts pour améliorer l'équilibre de l'économie, au dedans comme au dehors, effort de stabilisation qui s'était inscrit dans le cadre d'une réforme presque complète du système économique. Le passage à des politiques plus restrictives s'était accompagné d'une série de mesures visant notamment à remédier aux imperfections d'ordre institutionnel qui, au cours de la période précédente, avaient eu tendance à aggraver l'instabilité et à empêcher une répartition rationnelle des ressources. Des mesures avaient été prises pour limiter l'importance des fonds d'investissement et pour freiner l'expansion des diverses catégories de consommation. A la fin de mai 1965, les tendances inflationnistes avaient été maîtrisées et le terrain était prêt pour la mise en route, en juillet, d'une réforme économique d'ensemble comportant une dévaluation officielle du dinar (67 p. 100) et, par ajustement de la structure

des prix, une hausse moyenne des prix de l'ordre de 24 p. 100. En même temps, des changements radicaux étaient apportés au système fiscal et au système financier. L'équilibre interne avait été rétabli à la fin de l'année et la situation de la balance commerciale avec l'étranger s'était considérablement améliorée. Le taux d'expansion économique de 1965 (2 à 3 p. 100) avait été inférieur au taux de 1964 et inférieur aux prévisions, ce qui s'expliquait par ces changements de politiques et par un fléchissement imprévu de la production agricole.

63. En vue de faciliter l'interprétation des changements et des politiques économiques à court terme, le chapitre II traitait également de plusieurs problèmes de caractère général: a) évolution de la structure des prix de revient dans les années 1960-1965 — une analyse comparée de la mesure dans laquelle les coûts salariaux, les coûts d'importation, les impôts indirects et les autres éléments des prix, y compris les bénéfices, avaient contribué à l'augmentation des prix dans un certain nombre de pays industriels pendant la période 1961-1965; b) la conjoncture en Europe occidentale: quelques caractéristiques des variations à court terme de la production — une étude des variations à court terme de la production totale dans les pays industriels depuis 1952, qui signalait l'importance du rôle des fluctuations des investissements dans ces transformations à court terme et aussi l'influence de certains des principaux courants d'échanges internationaux; c) l'importance des migrations intra-européennes pendant les années 60 — une description des tendances nouvelles des migrations internationales et de leur importance pour l'évolution du marché de la main-d'œuvre dans certains pays, avec examen de divers aspects des politiques de migration; d) le financement de l'investissement productif privé — une analyse des tendances récentes de l'autofinancement des entreprises dans divers pays, un examen des divers systèmes institutionnels servant à canaliser l'épargne, et une note sur les méthodes propres à améliorer l'efficacité des dispositifs permettant aux entreprises d'avoir accès aux sources de financement extérieur.

ETUDE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'ASIE ET DE L'EXTRÊME-ORIENT

64. La première partie de l'*Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1965*⁴ traitait du développement économique et des ressources humaines; la deuxième partie examinait la conjoncture et les tendances à long terme dans la région de la CEAEIO en 1965.

65. Dans la première partie, les aspects quantitatifs et qualitatifs des ressources humaines étaient étudiés en fonction de la faible productivité de la main-d'œuvre dans la plupart des pays de la CEAEIO. Examinant dans quelle mesure les méthodes de production peu chrématiques (à faible intensité de capital) permettaient d'accroître les revenus, l'*Etude* indiquait que s'il y avait une certaine marge de choix entre les méthodes à faible ou à forte intensité de capital, l'intensité moyenne de capital pour l'ensemble de l'économie pouvait être modifiée si l'on accordait aux divers secteurs une priorité qui fût fonction du degré de chrématisme. Ainsi, le relèvement immédiat de l'emploi et celui du revenu constituaient deux objectifs qui étaient compatibles l'un avec l'autre. En revanche, les considéra-

⁴ Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.F.1. (publiée également comme volume XVI, n° 4, de l'*Economic Bulletin for Asia and the Far East*).

tions d'expansion à long terme ont amené certains pays, où les recettes d'exportation étaient insuffisantes et le marché intérieur assez vaste en puissance, à pencher pour des méthodes de production nettement chrématiques.

66. L'insistance mise sur les ressources humaines s'expliquait également par les objectifs fondamentaux recherchés pour la consommation et par le souci d'empêcher l'accroissement du chômage et du sous-emploi.

67. Dans les villes, l'emploi portait en grande partie sur des activités à faible productivité relevant du secteur tertiaire. L'emploi pouvait être accru par l'adoption dans l'industrie du système du roulement des équipes et par la création de petites entreprises, à condition que le rapport capital/production et le rapport capital/main-d'œuvre ne fussent pas plus élevés dans ces petites entreprises que dans les grandes. Les travaux de construction étaient une autre source d'emplois nouveaux dans les villes.

68. La majorité des populations de la région en voie de développement de la CEAO étaient essentiellement rurales et vivaient de l'agriculture. L'application de méthodes ergonomiques et le développement de l'élevage, de la pêche et de la sylviculture offraient des possibilités d'expansion de l'emploi. L'augmentation des revenus ruraux qui résulterait de ces activités pourrait aider notablement à créer de nouveaux emplois.

69. Bien que l'expansion du revenu fût fonction du taux de l'investissement ainsi que de la nature et du volume de l'emploi, c'était le facteur humain qui conférait au processus de production une force dynamique; d'où la nécessité de normes adéquates en matière d'hygiène, d'enseignement et de formation. Les politiques et réalisations récentes des pays de la CEAO témoignaient de l'importance qu'ils attachaient à la question, mais il restait encore beaucoup à faire. Les diplômés sortaient avec un bagage de connaissances qui ne correspondait pas vraiment aux besoins du développement; il y avait chômage intellectuel d'une part, et manque de personnel qualifié d'autre part.

70. L'*Etude* soulignait la nécessité de coordonner les politiques de la main-d'œuvre et celles du développement économique. Il fallait entreprendre dans la plupart des pays en voie de développement de la région des évaluations scientifiques de la demande et de l'offre des diverses catégories de personnel qualifié. Il fallait réaliser une harmonie efficace entre la planification à long terme du développement économique, une planification et une politique coordonnée de la main-d'œuvre, et les politiques économiques appropriées.

71. L'importance du rôle des ressources humaines prenait un relief accru du fait de la lenteur de l'expansion économique constatée pendant la période d'après-guerre et au début des années 60 malgré l'amélioration générale des taux de l'épargne intérieure et un vaste apport d'aide étrangère. La deuxième partie de l'*Etude* exposait les principaux facteurs contribuant à cet état de choses.

72. L'accroissement du revenu global de la région était tombé à 3,2 p. 100 par an au début de la présente décennie (1960-1963) contre 4,2 p. 100 par an pendant la décennie précédente. Le taux élevé d'expansion démographique s'était traduit par la stagnation complète du revenu par habitant au début de la décennie (1960-1962) alors que ce revenu avait augmenté de 2,1 p. 100 pendant la décennie précédente. Toutefois, les années 1963 et 1964 avaient marqué un retour à la situation des années 50, encore que les taux d'expansion par

habitant fussent restés inférieurs à ceux des pays avancés à économie de marché. Bien que les récoltes eussent augmenté en 1964-1965, la production de riz avait été très mauvaise vers la fin de 1965, de sorte que le revenu par habitant risquait en définitive d'être inférieur en 1965 à ce qu'il était en 1964.

73. L'agriculture avait été le secteur qui laissait le plus à désirer. La tendance à long terme avait été défavorable et les fluctuations à court terme dues aux conditions météorologiques s'étaient poursuivies. Bien que la production alimentaire par habitant eût retrouvé, en 1960-1961, son niveau d'avant-guerre, elle avait reperdu du terrain en 1961-1962 et en 1962-1963. En 1963-1964 et en 1964-1965, la production avait augmenté dans des proportions différentes suivant les cultures; mais les récoltes de 1965-1966 risquaient de se ressentir de la sécheresse de la fin de 1965. Il était essentiel de faire en sorte que l'agriculture ne fût plus à la merci des caprices de la nature.

74. La production industrielle avait augmenté plus rapidement que dans les pays industrialisés grâce en partie aux efforts déployés par les gouvernements dans ce secteur et aussi en raison de son point de départ extrêmement bas. Les prix de revient élevés et la mauvaise qualité de la production industrielle compromettaient des efforts d'exportation et orientaient la politique fiscale intérieure des gouvernements qui s'en servaient pour favoriser les exportations. La production manufacturière avait doublé entre 1953 et 1960, soit un accroissement annuel de 10,3 p. 100. L'augmentation de la production avait été de 9 p. 100 pendant la première moitié de la Décennie du développement — chiffre nettement supérieur à la moyenne mondiale —, et les pays ayant au départ une base industrielle plus étroite avaient, en général, enregistré une avance encore plus forte. L'expansion du secteur industriel avait attiré une plus forte part de la population active et avait modifié la structure des revenus. L'industrie légère avait aussi cédé le pas à l'industrie lourde: les industries qui avaient progressé le plus rapidement comprenaient celles de l'acier brut, des machines-outils, des produits chimiques de base, des engrais et du papier. D'autres secteurs connexes s'étaient également développés à des taux bien supérieurs à celui du revenu national. Les transports ferroviaires et routiers, le trafic aérien et maritime, les communications postales et le tourisme avaient tous eu leur part de cette augmentation.

75. Le développement du commerce international était resté peu satisfaisant. Le taux d'accroissement annuel des exportations de la région avait été de 5 p. 100 contre 8 p. 100 pour l'ensemble du monde. Les termes de l'échange, qui s'étaient aggravés de 1,8 p. 100 par an entre 1960 et 1964, s'étaient redressés de 2 p. 100 pendant le premier semestre de 1965, mais le volume des exportations avait légèrement diminué et celui des importations avait considérablement augmenté, de sorte qu'il était possible que le déficit commercial pour 1965 se fût aggravé.

76. Au cours des 15 dernières années, l'ampleur et le volume des opérations du secteur public et du secteur bancaire avaient augmenté. Même dans certains pays où les indices des prix avaient paru stables depuis ces dernières années, il existait, aux taux de change en vigueur, un déséquilibre entre les prix intérieurs et les prix mondiaux. Les restrictions à l'importation ainsi que les mesures d'encouragement aux exportations étaient restées indispensables.

77. L'une des caractéristiques les plus remarquables des dernières années avait été une prise de conscience

de la nécessité de la coopération internationale pour l'expansion économique. La coopération régionale comptait maintenant parmi les instruments importants de la politique économique des pays de la région, depuis qu'ils avaient compris la nécessité de coopérer entre eux et d'aborder les problèmes sur le plan concret. Des tentatives de coopération avaient marqué un certain nombre de projets régionaux dans les domaines de l'aménagement de bassins fluviaux, de la banque, de la construction de routes et de la mise en commun des moyens de formation, et avaient inspiré diverses études et entreprises similaires promises à un avenir fécond.

ETUDE SUR LA SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'AMÉRIQUE LATINE

78. Selon l'Etude économique sur l'Amérique latine (*Estudio económico de América Latina*, 1965) [E/CN.12/752 et Add.1], les tendances récentes de l'économie de l'ensemble de la région montraient que pendant deux années successives le taux de croissance générale avait été relativement élevé. Le produit intérieur de l'Amérique latine avait augmenté de plus de 6 p. 100 en 1964 et 1965, mais, étant donné que cette augmentation constituait dans une large mesure une reprise après deux mauvaises années, le taux de croissance annuel moyen du produit au cours de la période 1960-1965 n'avait été que de 4,5 p. 100; en d'autres termes, le produit par habitant s'était accru à un taux annuel moyen de 1,6 p. 100, ce qui était légèrement au-dessous du chiffre de 1,7 p. 100 enregistré au cours de la période 1955-1960 et considérablement inférieur au taux de 2,2 p. 100 atteint durant la période 1950-1955.

79. Examinant les résultats obtenus au cours de la première moitié de la période 1960-1970, l'Etude soulignait que les efforts déployés par la région visaient à dépasser la réalisation d'objectifs quantitatifs en vue d'accélérer la croissance économique — qui était encore trop faible — pour arriver à transformer les économies latino-américaines afin que tous les peuples de la région puissent bénéficier des avantages du développement. C'était en poursuivant cet objectif que les travaux de réforme de la planification et des structures acquéraient leur pleine signification et que l'on pouvait justifier l'accroissement de l'épargne intérieure et de l'aide financière et technique fournie par l'étranger. Des progrès avaient été réalisés dans cette direction grâce à la planification des activités du secteur public et de l'utilisation des ressources; grâce à des projets tendant à l'intégration économique de l'Amérique latine accompagnée de l'accroissement des échanges intrarégionaux; grâce à l'ouverture de nouveaux circuits pour la coopération extérieure; enfin, grâce à l'élaboration de concepts fondamentaux dans le domaine des échanges internationaux. Toutefois, les travaux ne venaient que de commencer et se heurtaient à des obstacles considérables; l'élimination de ces obstacles dépendait en partie des pays d'Amérique latine eux-mêmes et en partie de décisions qu'ils n'étaient pas en mesure de prendre eux-mêmes.

80. Le secteur extérieur continuait manifestement d'être un facteur très important, bien que la croissance de l'Amérique latine ait été renforcée par une impulsion provenant de la région elle-même. L'expansion annuelle moyenne du produit intérieur ressemblait beaucoup à celle du pouvoir d'achat des exportations (4,5 p. 100 au cours des cinq années de 1960 à 1965). De façon analogue, l'évolution intérieure de la plupart des pays de la région, en particulier si l'on excluait l'Argentine

et le Brésil, continuait d'être fortement influencée par les modifications du volume des exportations et des termes de l'échange.

81. Cela expliquait l'inquiétude causée par le fait que la part relative de l'Amérique latine dans le commerce mondial continuait à baisser. Alors que l'ensemble du commerce mondial s'était accru de 45 p. 100 entre 1960 et 1965, les exportations de la région n'avaient augmenté que de 28 p. 100. Les baisses les plus fortes avaient été enregistrées dans les échanges avec les Etats-Unis d'Amérique (de 21,3 à 17,5 p. 100 au cours de ces mêmes années); d'autres baisses s'étaient produites à moindre échelle dans les ventes à destination de l'Association européenne de libre-échange (de presque 5,5 p. 100 à un peu plus de 4 p. 100), ainsi qu'à destination du Canada et de la Communauté économique européenne (dans les deux cas, de 5,5 à 5 p. 100). Les seuls facteurs favorables avaient été l'accroissement des ventes au Japon et le développement du commerce intrarégional.

82. L'Etude notait que les activités d'intégration en Amérique latine avaient abouti à l'accroissement des importations entre les pays de l'Association latino-américaine de libre-échange (ALALE), en termes relatifs et absolus, à savoir qu'elles étaient passées de 376 millions de dollars à 750 millions de dollars entre 1960 et 1965; de même, les importations à l'intérieur du Marché commun de l'Amérique centrale étaient passées de 33 millions de dollars à 140 millions de dollars au cours de la même période, et pour ses cinq pays membres l'intégration constituait progressivement un élément organique de leurs systèmes de production.

83. Dans le domaine institutionnel, l'ALALE avait également enregistré des progrès, comme le montraient la création récente du Conseil des ministres des relations extérieures; les accords multilatéraux conclus par les banques centrales pour la compensation des soldes; les dispositions prises pour renforcer les fonctions du Comité exécutif permanent; les mesures visant à l'adoption d'un système de droits *ad valorem*; l'élaboration d'un programme de modernisation et de réorganisation des industries; enfin, le développement des facilités de crédit pour les exportations. La situation était moins encourageante en ce qui concerne les concessions prévues par le Traité de Montevideo, les accords de complémentarité et l'institution de mécanismes de libéralisation automatique. D'autre part, le Mexique et les pays de l'Amérique centrale envisageaient d'accroître leurs échanges mutuels, en tant que première étape vers l'établissement de relations avantageuses entre l'ALALE et le Marché commun de l'Amérique centrale et d'une structure dont la portée fût véritablement latino-américaine.

84. Presque tous les problèmes graves qu'impliquait sur le plan intérieur et extérieur le développement économique de l'Amérique latine convergeaient dans le secteur industriel qui avait à l'heure actuelle des tâches nouvelles et plus importantes à accomplir. Or le taux de croissance de la production manufacturière, qui avait atteint une moyenne annuelle de 6 p. 100 au cours de la période 1950-1955 et de 6,6 p. 100 au cours de la période 1955-1960, n'avait été que de 5 p. 100 de 1960 à 1965. Aussi, la structure de l'économie avait-elle enregistré peu de modifications du point de vue de la composition du produit par secteur; en effet, bien que le produit total ait augmenté de 30 p. 100, la contribution de l'industrie manufacturière n'avait augmenté que d'un point, passant de 21,7 à 22,7 p. 100 entre 1960 et 1965. Ces chiffres globaux résultaient en partie de l'évolution

de l'économie brésilienne dans laquelle la croissance du secteur agricole avait dépassé depuis 1960 celle du secteur industriel. Des indices montraient que le processus industriel s'affaiblissait également dans d'autres pays, pour beaucoup parce qu'il y avait moins de stimulants à la production destinée à remplacer les importations, mais également par suite de l'insuffisance de la planification industrielle dans les programmes de développement latino-américains.

85. Alors que les pressions inflationnistes continuaient à caractériser les tendances économiques récentes dans de nombreux pays de l'Amérique latine, la politique économique tendait de plus en plus, en règle générale, à relier les problèmes de stabilité aux nécessités d'une croissance vigoureuse et équilibrée en intégrant leurs objectifs et en coordonnant leurs instruments afin d'éliminer les contradictions éventuelles.

86. Le taux de formation de capital et d'expansion de la capacité de production, qui était un facteur primordial dans le développement des économies latino-américaines, était affecté par la persistance de conditions instables et les répercussions indirectes des politiques adoptées afin de répondre à ces conditions. Au cours des dernières années, la formation de capital brut, qui était encore trop faible pour assurer une croissance satisfaisante, avait augmenté moins que le produit intérieur, et le rapport en pourcentage entre l'investissement brut et le produit total était tombé de 17,5 à 16,5 p. 100 de 1960 à 1965. L'investissement public s'était accru de façon considérable au cours de la même période, alors que la formation de capital dans le secteur privé avait décliné de façon régulière, le résultat étant un investissement public plus important dans les travaux d'infrastructure et les services sociaux. Ces facteurs, combinés à la contraction relative de l'investissement privé, pourraient retarder sérieusement l'expansion du secteur industriel de base et d'autres secteurs de production. Cela signifiait qu'une certaine partie de la croissance économique enregistrée au cours des dernières années pouvait être attribuée à une meilleure utilisation de la capacité de production existante.

87. Selon les conclusions de l'Etude, la faiblesse du niveau de l'investissement au cours des dernières années était en partie imputable aux tendances opposées de l'épargne nationale et de l'épargne extérieure. En 1961, l'épargne extérieure avait financé plus de 9 p. 100 de l'investissement brut dans la région, mais, à la suite de la contraction consécutive du financement extérieur net, l'épargne nationale avait financé 98 p. 100 de l'investissement total en 1965. L'excédent des transactions courantes de la balance des paiements de l'Argentine et du Brésil en 1964 et 1965, ainsi que la réduction des sorties nettes de capitaux en provenance du Venezuela, avait eu une influence sur la tendance enregistrée dans la région. Au cours des cinq années de 1960 à 1965, les autres pays de l'Amérique latine, à l'exclusion de Cuba, avaient connu une épargne extérieure relativement élevée, mais qui ne s'était pas accrue, au moyen de laquelle ils avaient financé environ 15 p. 100 de l'investissement intérieur brut.

88. Le fait que l'Amérique latine avait accru de façon régulière la proportion de l'épargne nationale dans l'investissement régional était en partie dû à l'importance de la dette extérieure de la région. Les politiques de restriction qui avaient dû être appliquées avaient réduit le déficit des transactions courantes, qui avait été ramené de 1 100 millions de dollars à près de 300 millions de dollars entre 1960 et 1965. Les réductions avaient été enregistrées principalement

en Argentine, au Brésil et en Uruguay et, dans une moindre mesure, au Chili.

89. La capacité totale d'importation de la région avait été uniformément inférieure aux exportations totales de biens et de services, étant donné que la rémunération des facteurs de production à l'étranger avait dépassé les mouvements autonomes nets de capital. Le Venezuela représentait un cas spécial et il exerçait également une influence décisive dans la situation, étant donné que, s'il était exclu, les proportions étaient inversées. Toutefois, pour les autres pays de la région, la capacité accrue d'importation représentée par les mouvements autonomes de capitaux avait suivi une tendance sensible à la baisse jusqu'à devenir négative en 1965. La tendance avait été affectée par les mouvements de l'investissement privé et direct qui avait été remplacé dans une large mesure par des prêts à long terme accordés par des établissements financiers internationaux et par les Etats-Unis d'Amérique.

90. Enfin, l'Etude indiquait que, comme les dettes accumulées à la suite des emprunts extérieurs deviendraient probablement encore plus importantes dans les années à venir, il était encore plus urgent d'établir des plans viables afin de refinancer ces prêts, et certains pays de la région avaient récemment entrepris de le faire.

RAPPORT SUR L'INFLATION ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE *

91. A sa quarante et unième session, le Conseil était également saisi d'un rapport sur l'inflation et le développement économique (E/4152)⁵, préparé par le Secrétaire général conformément à la résolution 1830 (XVII) de l'Assemblée générale. Ce rapport avait été établi dans une large mesure d'après une analyse des réponses des gouvernements à un questionnaire envoyé par le Secrétaire général en janvier 1965. Le texte des réponses avait été publié auparavant sous forme d'un rapport intérimaire (E/4053 et Add.1 à 3), dont le Conseil avait décidé de reporter l'examen jusqu'à ce que l'analyse complète puisse en être faite⁶.

92. L'analyse de l'influence récente de l'inflation présentée dans le rapport du Secrétaire général montrait que si la plupart des pays avaient enregistré certaines hausses de prix, l'inflation grave, déclarée et entretenue, avait été relativement rare. Elle s'était en fait limitée aux cas où des raisons particulières avaient entraîné une expansion très rapide de la demande totale. Parmi ces raisons, la plus répandue avait été les mesures prises en vue d'accélérer le développement.

93. Le rapport concluait que le processus de la croissance économique impliquait effectivement le risque d'entraîner des pressions inflationnistes et que, si le résultat pouvait sembler stimuler le développement dans certaines circonstances, il pouvait, dans d'autres, être source de déséquilibres et de bouleversements. L'effet le plus néfaste sur la croissance économique avait été créé par les déséquilibres plus durables entraînés par le mouvement inflationniste de la spirale des salaires et des prix et engendrant à leur tour ce mouvement.

94. Les conclusions du rapport concernaient principalement la nécessité d'équilibrer les ressources disponibles et les prévisions pour leur utilisation, non

* Point inscrit à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 2 de l'ordre du jour.

⁶ Voir E/SR.1392 et 1401.

seulement globalement, mais encore dans les différents secteurs clefs. Cela appelait des politiques appropriées de la part de l'Etat, à la fois dans le domaine de la planification de l'investissement et dans celui des mesures fiscales et monétaires en général. Etant donné que la capacité à importer jouait dans les pays en voie de développement un rôle spécial dans les mesures contre l'inflation, toute contribution apportée par la communauté internationale en vue d'accroître cette capacité pouvait aider à surmonter les pressions inflationnistes.

Section II. — Décisions du Conseil

95. Le Conseil était saisi des enquêtes et du rapport ci-dessus à sa quarante et unième session, au cours de laquelle il a procédé à un débat général⁷ portant sur un certain nombre des questions inscrites à l'ordre du jour, notamment la Décennie des Nations Unies pour

⁷ E/SR.1421 à 1431.

le développement, les tendances économiques mondiales, la planification et les projections économiques, le financement du développement économique, le progrès social et les activités dans le domaine du développement industriel. On trouvera aux chapitres appropriés du présent rapport un résumé des opinions exprimées au Conseil et des décisions adoptées.

96. A l'issue de sa session, le Conseil a pris note⁸ de la deuxième partie de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1965*, concernant l'évolution récente de l'économie. Il a également pris note⁹ du rapport du Secrétaire général sur l'inflation et le développement économique et a approuvé la suggestion du Secrétaire général (E/4157⁹, par. 13) tendant à ce que cette question soit traitée à l'avenir dans le cadre de la deuxième partie de l'*Etude sur l'économie mondiale*.

⁸ E/SR.1445.

⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes, point 17 de l'ordre du jour.

PLANIFICATION ET PROJECTIONS ÉCONOMIQUES

97. A sa quarante et unième session, le Conseil était saisi du rapport du Comité de la planification du développement sur sa première session (E/4207)¹, qui indiquait que le Comité avait essentiellement consacré sa session à un large échange de vues sur les activités de planification et sur les problèmes d'exécution, ainsi que sur les moyens par lesquels il pourrait le mieux aider le Conseil économique et social et l'Organisation des Nations Unies dans leurs travaux sur la planification.

98. En adoptant son mandat, le Comité s'était fixé quatre tâches principales, à savoir : l'examen, l'analyse ou l'évaluation des activités des organismes des Nations Unies en matière de planification et de projections ; l'examen et l'évaluation des progrès réalisés dans le transfert des connaissances aux pays en voie de développement et dans la formation de personnel de ces pays en matière de planification et de projections nécessaires au développement ; l'analyse des grandes tendances de la planification et de la programmation dans le monde touchant les problèmes qu'elles posent et leur solution ; enfin l'étude des questions particulières concernant la planification et la programmation qui pourraient lui être renvoyées.

99. Le Comité a passé brièvement en revue les problèmes que pose le développement et les progrès accomplis et il a formulé plusieurs recommandations concernant les travaux en matière de projections économiques au niveau international et d'assistance à la planification au niveau national. Il a aussi recommandé que le Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement entreprenne, avec l'aide des services intéressés des commissions économiques régionales et des institutions spécialisées, un programme de travail qu'il a défini, et il a décidé d'examiner à sa deuxième session les principales activités relatives à la planification et aux projections actuellement en cours dans le cadre des Nations Unies, les méthodes permettant d'évaluer l'efficacité de l'exécution des plans et les travaux en cours concernant les problèmes que pose le déficit des comptes extérieurs des pays en voie de développement. Se proposant d'étudier les problèmes que pose l'exécution des plans de développement, le Comité a exprimé l'espoir qu'il pourrait tenir sa prochaine session dans l'une des régions en voie de développement.

100. Au cours des débats du Conseil², certains représentants ont fait observer qu'en dépit des progrès accomplis dans les techniques de planification, les résultats obtenus jusqu'ici par les pays en voie de développement étaient bien en deçà des besoins et des espoirs. Ils ont déclaré attacher une grande importance au programme de travail envisagé par le Comité de la planification du développement non seulement en ce qui concerne les problèmes de planification, mais aussi

dans le domaine des projections. Un représentant a souligné le fait que s'il était possible pour un pays de formuler des plans concernant son économie nationale, le secteur extérieur, en revanche, posait des problèmes spéciaux, en particulier aux petits pays qui dépendaient dans une grande mesure du commerce international. C'était pourquoi les travaux d'analyse des tendances de l'économie mondiale entrepris par l'ONU pouvaient aider considérablement certains pays dans leurs efforts de planification. Il serait logique que ces travaux — et notamment l'amélioration des données, l'étude des méthodes et techniques de projections et l'établissement de projections par régions et secteurs — s'effectuent essentiellement à l'ONU. On a fait observer qu'il y avait une limite à l'utilité des hypothèses globales pour les projections économiques, bien que l'Organisation des Nations Unies puisse faciliter la planification dans les pays en voie de développement en procédant à des études et à des projections des facteurs extérieurs auxquels ces pays se heurtent.

101. On a indiqué que les méthodes de planification dépendaient du degré de développement et des conditions économiques, sociales et politiques, et qu'il pourrait être très instructif de rapprocher pour les besoins de la recherche, l'expérience de divers pays. On a aussi souligné qu'il n'existait pas de système de planification qui soit applicable universellement et qu'une étude des méthodes de planification et des expériences dans ce domaine, comme celle que le Comité a suggérée, pourrait être très utile. La proposition tendant à s'occuper immédiatement des problèmes d'exécution des plans a été considérée comme très appropriée. Les tâches principales du Comité à cet égard seraient l'évaluation des diverses méthodes d'élaboration et d'exécution des plans. Le Comité devrait faire des recommandations sur les travaux de recherche à effectuer, plutôt qu'effectuer lui-même ces travaux ; il devrait être un organe consultatif se consacrant essentiellement à l'évaluation des méthodes de planification et des résultats obtenus.

102. Le Conseil a félicité le Comité pour son attitude réaliste : il était clair que l'étude des méthodes statistiques et des autres aspects des travaux en matière de projections au niveau international devraient précéder l'élaboration d'un ensemble cohérent d'objectifs sociaux et économiques. Cela était vrai également pour les prévisions régionales et internationales fondées sur des projections et des plans nationaux.

103. Plusieurs représentants ont estimé que la planification était un instrument indispensable pour l'accélération de la croissance économique et que la participation de l'ONU à l'élaboration des directives, à la mise au point des méthodes et à la diffusion des renseignements était extrêmement importante. A cet égard, la création du Comité de la planification du développement devrait être très utile. Après avoir déterminé les objectifs et priorités d'un plan, il fallait s'attacher à les traduire en termes matériels et financiers, ce qui entraînait le recours à des projections et des données dont les pays en voie de développement ne disposaient

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 14.

² E/AC.6/SR.387, 388, 390 à 394, 396 ; E/SR.1442.

pas toujours. C'était là évidemment un domaine où l'assistance technique était souvent nécessaire.

104. On a cependant exprimé l'opinion que la planification ne pourrait résoudre les principaux problèmes économiques et sociaux que si les gouvernements jouaient un rôle plus actif dans divers domaines de l'économie, notamment le commerce extérieur et les investissements étrangers.

105. Certains représentants ont estimé qu'il était important d'améliorer les projections de l'économie mondiale. En se fondant sur plusieurs projections, on pourrait élaborer un ensemble cohérent de buts et d'objectifs économiques et sociaux, ce qui aiderait aussi les organismes nationaux de planification à élaborer leurs plans de développement, notamment en ce qui concerne le secteur extérieur. Certains représentants ont aussi estimé qu'il n'était en rien prématuré de commencer à fixer les objectifs économiques pour les années postérieures à 1970; depuis que l'objectif de la Décennie du développement avait été fixé, on avait en fait constaté une tendance à déterminer des objectifs plus précis et plus réalistes dans le cadre des buts d'ensemble de la Décennie du développement. Plusieurs représentants se sont félicités de cette tendance.

106. Dans une résolution qu'il a adoptée à l'issue de ses débats [1148 (XLI)], le Conseil économique et

social a pris note avec satisfaction du rapport du Comité de la planification du développement (E/4207) et du mandat que ce Comité avait adopté à sa première session. Il a approuvé le programme recommandé par le Comité et a exprimé l'espoir que celui-ci, avec l'aide du Centre de la planification, des projections et des politiques relatives au développement et en étroite collaboration avec les organes intéressés de l'ONU, y compris la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, avec les institutions spécialisées et avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, intensifierait ses travaux relatifs à la planification en vue: a) de mettre les organismes des Nations Unies à même d'apporter une assistance technique aux pays en voie de développement dans l'élaboration de méthodes de planification appropriées et dans l'exécution de leurs plans de développement; b) d'établir un cadre commun permettant aux organismes des Nations Unies de poursuivre des buts et objectifs cohérents dans leurs études et programmes, en vue d'une action concertée destinée à aider les pays en voie de développement à atteindre aussitôt que possible les objectifs minima de la Décennie des Nations Unies pour le développement; et c) de définir les mesures à prendre afin d'améliorer l'élaboration de projections sur l'économie mondiale, en tenant dûment compte des plans et programmes de développement.

PROBLÈMES FINANCIERS INTERNATIONAUX *

Section I. — Le financement du développement économique

ETUDES ET RAPPORTS PRÉSENTÉS AU CONSEIL

107. Pour l'examen de la question du financement du développement économique, le Conseil, à sa quarante et unième session, était saisi de la première partie de l'*Etude sur l'économie mondiale, 1965* (E/4187/Rev.1)¹.

108. L'*Etude* soulignait qu'au cours de la décennie qui a précédé 1964, un accroissement du rapport de l'épargne brute à la production brute avait été enregistré dans trois pays en voie de développement sur quatre environ. Le gros de cet accroissement avait eu lieu au cours des années 50 et avait été dû principalement à un apport accru de ressources de l'étranger sous forme de capitaux et d'aide. Au cours des années 60, du moins jusqu'ici, cette tendance à l'amélioration ne s'était pas maintenue. L'*Etude* soulignait que si l'on voulait accélérer l'accroissement de la production totale pour permettre à tous les pays en voie de développement d'atteindre l'objectif fixé pour la fin de la Décennie du développement, il était nécessaire d'augmenter considérablement les investissements, ce qui exigerait un nouvel accroissement du taux d'épargne intérieure et une expansion considérable de la capacité des pays en voie de développement à importer. Celle-ci continuerait à dépendre de l'augmentation des recettes en devises, provenant essentiellement des exportations, mais aussi des prêts et des dons, compte dûment tenu des sommes réservées d'ores et déjà au paiement des intérêts et dividendes, et de certaines sorties de capitaux intérieurs.

109. L'*Etude* indiquait que bien que durant la première moitié des années 60 les pays en voie de développement aient vu leur épargne intérieure augmenter plus rapidement que l'épargne extérieure nette mise à leur disposition par le reste du monde, cette augmentation avait été due plus à une diminution de celle-ci qu'à une accélération marquée de celle-là. Le taux d'épargne intérieure avait augmenté mais lentement, et il avait fallu presque dix ans pour élever la moyenne d'environ 1 p. 100 de la production totale. Le taux brut d'épargne intérieure qui, en moyenne, représentait moins de 14 p. 100 du produit intérieur brut, était encore très inférieur aux 15 à 20 p. 100 qui, eu égard à l'accroissement moyen du rapport capital-production enregistré ces dix dernières années, seraient nécessaires pour maintenir à 5 p. 100 le taux de croissance annuel.

110. L'*Etude* examinait les efforts qui avaient été faits pour mobiliser l'épargne intérieure dans les pays en voie de développement, et montrait que l'accroissement rapide de la demande de services publics avait rendu l'épargne difficile pour les gouvernements, et

que d'autre part les revenus très bas de la plupart des groupes de la population avaient entravé l'épargne privée. Les signes les plus encourageants avaient été enregistrés dans les pays ayant un marché financier en expansion et où il avait été possible d'orienter les bénéfices commerciaux vers des investissements nouveaux. Très souvent, il avait été nécessaire de fournir des crédits à un certain stade pour faciliter l'épargne à un stade ultérieur, et il avait fallu créer des institutions pour les besoins particuliers de chaque situation.

111. En raison de son importance stratégique pour l'achat de biens d'équipement et de la participation de la communauté internationale, le courant de capitaux vers les pays en voie de développement, en provenance du reste du monde, était analysé d'une manière détaillée.

112. L'*Etude* soulignait que les transferts de ressources des pays avancés vers les pays en voie de développement avaient affecté des formes diverses — denrées alimentaires, services d'experts et autres biens et services, ainsi que dons, prêts et investissements privés directs — et que, en raison de problèmes de balance des paiements dans certains des principaux pays exportateurs de capitaux, les pays prêteurs avaient recouru de plus en plus à la méthode consistant à "lier" les prêts qu'ils consentaient à l'achat de leurs marchandises. Cela avait contribué à réduire la souplesse de "l'aide" et souvent à aggraver les difficultés éprouvées par les pays en voie de développement à utiliser de la manière la plus efficace les ressources mises à leur disposition. Un moyen qui semblait devoir être l'un des plus propres à aider les pays en voie de développement à obtenir et à utiliser des capitaux extérieurs, tout en atténuant les effets des conditions imposées par les pays exportateurs de capitaux, avait été le recours à des organismes multilatéraux, consortiums ou groupes consultatifs.

113. Après avoir connu une augmentation rapide au cours des années 50, le courant net de capitaux vers les pays en voie de développement avait marqué une tendance à diminuer après 1961. Les mouvements de capitaux privés avaient été très variables; c'étaient surtout les courants de capitaux publics qui avaient augmenté. Bien que les conditions moyennes auxquelles les prêts avaient été consentis aient eu tendance à s'assouplir ces dernières années, il y avait eu aussi une diminution de la proportion de ressources offertes à titre de dons.

114. D'après l'*Etude*, l'un des résultats les plus fâcheux de l'accroissement considérable des prêts de capitaux publics aux pays en voie de développement au cours de la décennie précédente avait été l'alourdissement parallèle de la charge du service de la dette: dans certains pays en voie de développement, il avait fallu consacrer déjà une proportion si importante des recettes en devises au service de la dette que le crédit de ces pays, exprimé par la possibilité pour eux d'emprunter davantage, en avait été fortement compromis.

* La question intitulée "Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement" figure à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.C.1.

Cette augmentation des dettes avait aussi posé un problème majeur aux pays prêteurs. Outre les mesures occasionnelles d'urgence que ces pays avaient été contraints de prendre pour consolider ou reconvertir la dette de certains pays en voie de développement connaissant une crise de liquidités, ou en modifier les échéances, la nécessité d'assouplir les conditions applicables aux prêts nouveaux était devenue toujours plus évidente. Si l'on ne parvenait pas à limiter le volume des paiements à effectuer au titre du service de la dette, il faudrait que les courants bruts de capitaux augmentent très rapidement si l'on voulait accroître les transferts nets.

115. D'après l'*Etude*, en prenant pleinement conscience de la nature réelle des problèmes du développement et du financement du développement, la communauté internationale pourrait mettre fin à un paradoxe: malgré la fixation d'objectifs pour la croissance et le courant de capitaux, les pays avancés avaient, au cours de la première moitié de la Décennie du développement, transféré une proportion régulièrement décroissante de leur revenu national aux pays en voie de développement. Pour sortir de l'impasse actuelle, il faudrait sans doute opérer des changements dans au moins deux domaines. En premier lieu, les transferts aux pays en voie de développement devraient dépendre dans une mesure moindre de l'équilibre existant entre les pays avancés. En deuxième lieu, les théories et les politiques devraient se dégager des entraves qu'impliquait le terme même d' "aide à l'étranger", lequel évoquait davantage l'idée de la charité faite à autrui que celle de la fourniture des ressources nécessaires à un élément malade ou retardataire d'un tout économique. Il faudrait peut-être alors mettre l'accent non plus sur la question des courants totaux de ressources, mais sur les questions plus pratiques des besoins effectifs et des réalisations concrètes, de leur mesure et de leur interprétation, et de la possibilité de discerner les retards et les déficits suffisamment tôt pour pouvoir y remédier à la fois sur le plan intérieur et sur le plan international. C'était seulement de cette façon, d'après l'*Etude*, que la communauté internationale pouvait espérer traduire les principes de la coopération financière en un système propre à favoriser et à soutenir la croissance.

116. Le Conseil était également saisi d'un rapport du Secrétaire général intitulé *Le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques, 1961-1965*². Le rapport montrait qu'après avoir diminué pendant deux ans, le courant net de capitaux à long terme et de donations publiques dirigé des pays développés vers les pays en voie de développement et les institutions multilatérales avait presque retrouvé en 1964 son niveau antérieur. Néanmoins, depuis 1961, le taux d'augmentation du volume des ressources extérieures mises à la disposition des pays en voie de développement, soit par la voie bilatérale, soit par le truchement des institutions internationales, n'avait été que de 3 p. 100 environ en moyenne par année. Dans l'ensemble, le courant de capitaux en provenance des pays développés à économie de marché avait atteint en 1964 un total de 7 900 millions de dollars environ (tous remboursements déduits). Le rapport du courant total de capitaux au produit national brut de l'ensemble des pays développés avait diminué, tombant de 0,84 p. 100 en 1961 à 0,65 p. 100 en 1964, reflétant ainsi le fait que les prêts et dons n'avaient pas réussi à augmenter au rythme de l'expansion rapide du produit national des pays développés. Après avoir connu une augmen-

tation constante et atteint environ 1 milliard de dollars en 1961, les engagements d'assistance bilatérale pris par les pays à économie planifiée envers les pays en voie de développement avaient enregistré une baisse brusque en 1962, une légère amélioration en 1963, puis, en 1964, une poussée subite, atteignant un nouveau chiffre record de 1 200 millions de dollars. Le rapport contenait des observations sur l'évolution assez contradictoire des conditions auxquelles les prêts étaient consentis: en 1964 et 1965, certaines de ces conditions s'étaient assouplies, d'autres avaient évolué en sens contraire. Le rapport fournissait également des données préliminaires sur les courants de capitaux en 1965, qui n'indiquaient aucun accroissement marqué du total de ces courants.

117. A sa demande, le Conseil était également saisi d'une brève note explicative du Secrétaire général (E/4170/Add.1)³ qui mettait en évidence le rapport existant entre les données préliminaires relatives au courant de ressources financières allant des membres du Comité d'aide au développement de l'OCDE aux institutions d'aide multilatérale et aux pays peu développés, d'une part, et les chiffres de l'ONU relatifs au courant international de capitaux à long terme et de donations publiques dirigé des pays développés à économie de marché vers les pays en voie de développement, d'autre part. Ce document donnait aussi une estimation des courants de 1965 d'après les définitions de l'ONU, fondée sur l'hypothèse que ces courants avaient évolué par rapport à ceux de 1964 de la même manière que les courants particuliers analysés d'après les définitions du Comité d'aide au développement.

118. Un rapport intérimaire intitulé "Mesure du courant des ressources des pays développés à économie de marché vers les pays en voie de développement" (E/4171)⁴ a également été présenté au Conseil. Le rapport, qui avait été préparé par un groupe d'experts désignés par le Secrétaire général, examinait certains problèmes de méthode posés dans l'étude du Secrétaire général intitulée "Mesure du courant international des capitaux à long terme et des donations publiques: concepts et méthodes" (A/5732), discutée au Conseil, à sa trente-neuvième session⁴. Le rapport formulait notamment un certain nombre de propositions à l'effet de rendre plus rationnel l'examen annuel des transferts de ressources. Les difficultés d'ordre statistique étaient analysées tant du point de vue des exportations que de celui des importations. Les propositions avaient trait aux formes et aux sources des données de base, ainsi qu'à leur présentation et à leur interprétation. Le rapport insistait sur l'utilité de maintenir les données et l'analyse dans le cadre classique de la balance des paiements, mais reconnaissait qu'il était nécessaire d'obtenir nombre de renseignements supplémentaires pour pouvoir juger de la "qualité" des transferts. Il admettait aussi que l'on ne pourrait déterminer si les ressources fournies étaient suffisantes qu'en obtenant des renseignements supplémentaires sur l'épargne, les investissements et la situation commerciale du pays bénéficiaire.

119. Sur la question des moyens d'encourager le courant international de capitaux privés, le Conseil était saisi de deux rapports, tous deux tirés d'études d'ensemble en voie de préparation en vue de leur publication à une date ultérieure.

³ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 8 de l'ordre du jour.

⁴ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément n° 3, chap. IX, sect. I.

² Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.D.3.

120. Le premier de ces rapports (E/4240) présentait un bref aperçu préliminaire d'une section, consacrée aux problèmes fiscaux, du rapport en préparation sur les moyens d'encourager les investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement. Il appelait l'attention du Conseil tout spécialement sur le rôle des conventions fiscales internationales comme moyen de réduire les obstacles fiscaux aux investissements étrangers, tout en sauvegardant les intérêts des pays en voie de développement. Il soulignait que les conventions fiscales types élaborées conjointement par les pays développés membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) constituaient un précédent couronné de succès, et il suggérait qu'il y aurait intérêt à envisager la possibilité de mettre au point, à la suite de négociations semblables se situant dans un cadre plus large comprenant les deux groupes de pays, des formules applicables à des conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement.

121. L'autre rapport, intitulé "Les crédits à l'exportation pour le financement des achats de biens d'équipement des pays en voie de développement: résumé et conclusions" (E/4189), consistait essentiellement en une étude analytique et historique de la nature et du fonctionnement des systèmes et dispositions en vigueur à l'échelon national et international en matière de crédit à l'exportation et d'assurance du crédit à l'exportation. Le rapport notait que depuis la fin de la seconde guerre mondiale le désir des pays industrialisés de développer leurs exportations de biens d'équipement, d'une part, et l'insuffisance des moyens dont disposaient les pays en voie de développement pour importer les biens d'équipement qu'exigeaient les besoins croissants de leur développement, d'autre part, avaient entraîné un changement profond des méthodes utilisées pour financer le commerce international des biens de cette catégorie. Sur le marché à la hausse qui caractérisait l'après-guerre immédiate, la plupart des transactions intéressant la vente de biens d'équipement à crédit avaient été effectuées dans le cadre d'accords bilatéraux, qui avaient été généreusement négociés pour des périodes d'une durée moyenne d'un à trois ans et qui prévoyaient une marge de crédit pour compenser les fluctuations à court terme des échanges. Malgré les dispositions concernant le règlement des soldes dépassant la marge des crédits, les pays créditeurs s'étaient trouvés plusieurs fois contraints de permettre l'accumulation d'arriérés commerciaux importants, dont la renégociation ultérieure s'était révélée peu satisfaisante à la fois pour les pays créditeurs et pour les pays débiteurs. Cette situation avait hâté la transition vers des systèmes organisés de crédit à moyen terme (jusqu'à cinq ans), les banques centrales se montrant de moins en moins disposées à continuer à financer l'accumulation d'arriérés commerciaux dans le cadre de ces accords de compensation bilatéraux.

122. L'organisation d'un système de financement du crédit à moyen terme à l'exportation s'était accompagnée de l'extension de l'assurance-crédit au crédit à moyen terme à l'exportation. Un certain nombre de gouvernements avaient ainsi cherché à transférer progressivement une partie croissante de la responsabilité du financement des exportations au fournisseur, ou plutôt, à des banques privées, le fournisseur se retournant lui-même normalement vers sa banque. Vers le milieu des années 50, les établissements d'assurance-crédit à l'exportation des principaux pays exportateurs, prévoyant la possibilité d'une course au crédit, avaient organisé, par l'intermédiaire de l'Union d'assureurs des

crédits internationaux (Union de Berne), des échanges de vues directs sur les conditions de l'assurance-crédit à l'exportation et ils étaient convenus que celle-ci ne devrait pas dépasser cinq ans pour les biens d'équipement lourds.

123. Aux alentours de 1955, dans presque tous les pays d'Europe occidentale, les exportateurs avaient commencé à faire pression sur leurs gouvernements pour obtenir une assurance-crédit d'une durée supérieure à cinq ans. La raison généralement invoquée avait été que les exportateurs des Etats-Unis (par des prêts à long terme que l'Export-Import Bank de Washington consentait directement aux acheteurs des pays en voie de développement) et les exportateurs du Royaume-Uni (par une assistance à long terme octroyée aux pays bénéficiaires en vertu de l'article 3 de l'*Export Guarantee Act* de 1949, pour l'achat de biens et de services au Royaume-Uni) avaient été en mesure de vendre à des conditions que les fournisseurs européens ne pouvaient offrir, à moins d'obtenir une assurance-crédit à long terme permettant le refinancement par des banques dans des conditions analogues. Cette situation avait été à l'origine des premières dérogations à la limite de cinq ans fixée par l'Union de Berne.

124. De plus en plus fréquemment depuis la fin des années 50, des crédits à l'exportation avaient ainsi été accordés et assurés à des conditions et à des fins tendant à estomper la distinction entre commerce et assistance. Cependant, même ainsi prolongées (en moyenne jusqu'à huit ans, quoique dans certains cas exceptionnels pour une durée beaucoup plus longue), les échéances des crédits à l'exportation restaient bien inférieures à celles de véritables prêts au développement. En conséquence, le fait d'allonger l'échéance des crédits à l'exportation au-delà de la limite de cinq ans n'avait pas sensiblement allégé la charge de la dette extérieure globale des pays en voie de développement, d'autant plus que ces crédits, de par leur nature, étaient conditionnels. En outre, on craignait que du point de vue commercial, la course aux crédits à l'exportation ne cause de graves distorsions dans le commerce international, et l'on estimait d'une manière générale que, si aucun pays exportateur ne pouvait soutenir la concurrence sur le marché mondial à moins de pouvoir offrir des délais de paiement plus longs, il fallait néanmoins éviter une concurrence excessive dans le domaine du crédit.

125. Le rapport soulignait que l'Union de Berne, en essayant d'exercer une influence modératrice sur la concurrence en matière de crédit à l'exportation, avait été handicapée par le fait qu'elle était une association d'organismes d'assurance privés, semi-privés et publics, où les gouvernements n'étaient pas officiellement représentés et dont les membres, en conséquence, avaient peine à opposer une résistance à leurs gouvernements respectifs lorsque ceux-ci leur ordonnaient d'assurer des transactions comportant des délais de paiement plus longs que ceux qui étaient recommandés par l'Union. C'était pour ces raisons que les gouvernements des pays membres de la Communauté économique européenne et de l'Organisation de coopération et de développement économiques essayaient à nouveau d'instituer et de maintenir des arrangements adéquats pour fournir des crédits à l'exportation assortis d'une assurance-crédit. En réponse à une demande de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement figurant dans l'annexe A.IV.14 de l'Acte

final⁵, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement était en train de chercher des solutions possibles à ces problèmes, spécialement celui de la charge que le service de la dette qui en résultait imposait aux pays en voie de développement.

126. Le rapport soulignait que bien que le crédit à l'exportation doive normalement servir au financement du commerce international, les crédits à moyen terme d'abord, et à long terme de plus en plus, n'en étaient pas moins devenus une source importante de financement extérieur pour les projets de développement des pays en voie de développement, précisément parce qu'ils semblaient servir les intérêts immédiats des uns et des autres. En recherchant une solution au problème des dangers à long terme de la concurrence au crédit à l'exportation d'une part, et à celui de l'endettement excessif d'autre part, on devrait donc tenir compte de la nécessité incontestée de maintenir et même d'accroître le courant net des ressources financières vers les pays en voie de développement. Les crédits à l'exportation pouvaient jouer un rôle utile dans le mécanisme complexe du financement du développement, à condition que l'analyse de leurs flux et de leurs conditions fasse partie intégrante de l'examen global et continu du niveau général et des conditions de l'aide au développement.

DÉBATS AU CONSEIL

127. A l'ouverture des débats du Conseil, à sa quarante et unième session, le représentant du Secrétaire général a présenté les principaux rapports dont le Conseil était saisi⁶. Au cours de la discussion⁷, certains représentants ont souligné l'importance des conditions et des efforts nationaux dans le financement du développement, faisant observer que des modifications de la structure économique et qu'une industrialisation accrue faciliteraient la mobilisation de ressources à cette fin. On a également insisté sur la nécessité d'utiliser de façon efficace les ressources provenant de l'extérieur. On a fait observer qu'outre les capitaux il existait de nombreux autres facteurs dont dépendait le développement économique. C'était ainsi que le commerce extérieur était un facteur déterminant du développement et de la manière dont il pouvait être financé. On a émis l'opinion que les échanges, ainsi que la division du travail sur laquelle ils se fondaient, pouvaient être stimulés par un accroissement de la coopération régionale et par l'élargissement des marchés ouverts aux pays en voie de développement. Entre-temps, il appartenait aux pays plus développés d'aider les pays en voie de développement à accroître leurs recettes d'exportation et les mettre ainsi mieux en mesure de financer leur propre développement. L'accroissement de l'épargne publique dans les pays en voie de développement, qui était un élément important, nécessiterait des régimes fiscaux bien conçus et une administration publique efficace. On a souligné qu'il s'agissait d'un domaine où les besoins étaient particulièrement grands et où il importait d'accroître l'assistance technique. Etant donné qu'il convenait d'augmenter la production agricole de nombreux pays en voie de développement pour les rendre moins tributaires de l'aide alimentaire, on a suggéré de fournir une assistance technique et des capitaux pour accroître l'efficacité des efforts que les bénéficiaires déployaient eux-mêmes à cette fin.

⁵ *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. I, *Acte final et Rapport* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

⁶ E/AC.6/SR.387; E/AC.6/L.340.

⁷ E/AC.6/SR.387 à 391, 395, 397 à 399; E/SR.1445.

128. On a rappelé au Conseil ce paradoxe que les pays en voie de développement étaient pauvres parce qu'ils possédaient peu de capitaux à investir et qu'ils avaient peu de capitaux parce qu'ils étaient pauvres — d'où la nécessité pour les pays plus riches de venir à leur aide.

129. On a rappelé que les pays en voie de développement avaient un besoin urgent de devises pour acheter non seulement des biens d'équipement, mais aussi des biens de consommation courants, pour créer un certain nombre de services et pour payer les intérêts et les dividendes.

130. De nombreux représentants se sont préoccupés de la baisse du taux d'accroissement du courant net de ressources vers les pays en voie de développement, ainsi que de l'accroissement rapide de la charge de la dette de nombre de ces pays. La plupart des représentants ont noté que les pays développés ne s'étaient pas rapprochés de l'objectif de 1 p. 100 fixé dans la résolution 1522 (XV) de l'Assemblée générale et confirmé dans la recommandation figurant à l'annexe A.IV.2 de l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement⁸. Plusieurs représentants ont souligné qu'entre-temps, de nombreux pays en voie de développement ont vu s'accroître leur capacité d'absorber les ressources extérieures en les utilisant de manière efficace, et ils ont attiré l'attention sur le fait que la BIRD prévoyait qu'au cours de la seconde moitié de la Décennie du développement, ces pays pourraient utiliser de 3 à 4 milliards de dollars supplémentaires par an. On a fait observer que la nature et la structure de la dette extérieure différaient d'un pays en voie de développement à l'autre et que les ajustements devaient être effectués en fonction des différentes situations économiques. Un certain nombre de représentants ont souligné l'importance qu'ils attachaient à l'assouplissement des conditions dont étaient assortis les prêts, citant en particulier l'objectif fixé en juillet 1965 par le Comité d'aide au développement de l'OCDE⁸. La recommandation visant à assouplir les conditions des prêts a été accueillie avec satisfaction par un certain nombre de représentants, mais on a souligné qu'au cours des deux dernières années le volume des prêts à des taux d'intérêt très faibles avait diminué. Un représentant a exprimé des réserves concernant les objectifs fixés sans la participation des pays en voie de développement. Un autre représentant, tout en n'étant pas convaincu de l'efficacité générale des objectifs, a estimé que l'objectif de 1 p. 100 du revenu national fixé pour le courant net de capitaux avait exercé une certaine pression sur les pays plus avancés. On a souligné que, le service de la dette aggravant le problème de la liquidité, l'octroi d'échéances et de délais de grâce plus longs contribuait à alléger le fardeau du remboursement. On a également suggéré que les pays prêteurs soient invités de façon pressante à investir les sommes reçues à titre d'intérêts dans le pays emprunteur lui-même.

131. On a dit que les pays en voie de développement souhaitaient à juste titre pouvoir disposer de façon continue d'une assistance extérieure à long terme, mais que des obstacles d'ordre constitutionnel et législatif empêchaient certains des pays plus avancés de prendre des engagements à plus long terme en matière d'assistance.

132. Les représentants d'un certain nombre de pays en voie de développement ont exprimé leur inquiétude

⁸ *Le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques, 1961-1965* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.D.3, par. 42).

devant l'accroissement du volume des paiements au titre des intérêts et de l'amortissement, qui avait atteint au total l'équivalent d'environ la moitié du courant annuel net des capitaux à long terme et des donations publiques.

133. On a estimé que si l'on tenait compte à la fois du courant du revenu des investissements au départ des pays en voie de développement et des changements accusés par les prix des importations de ces pays, le courant effectif net des ressources était resté pratiquement statique au cours des six dernières années.

134. On a émis l'avis qu'il serait utile d'entreprendre une évaluation objective de la "capacité de transférer la croissance économique" des pays industrialisés dans le cadre de l'effort pour stimuler l'expansion de l'ensemble de l'économie mondiale: la croissance des pays en voie de développement avantagait en effet les pays plus avancés. On a rappelé à cet égard la reprise enregistrée dans des pays ayant souffert de la guerre à la suite d'un apport massif de capitaux pendant une période de courte durée. On a également suggéré d'effectuer une étude analogue sur les différentes contraintes — balance des paiements, difficultés budgétaires, inflation, etc. — qui tendaient à empêcher les pays développés de mettre des ressources à la disposition des pays en voie de développement.

135. Les représentants de la plupart des gouvernements ont regretté la tendance des prêts octroyés par les pays développés à être "liés" à des achats dans les pays prêteurs; on a toutefois soulevé la question de savoir si, étant donné la situation de la balance des paiements de certains pays prêteurs, un effort visant à éliminer l'aide liée, même s'il s'agissait d'une mesure concertée, n'aboutirait pas à réduire le volume total de l'assistance. En outre, l'aide nominale "liée" n'était pas entièrement évaluée à des prix non concurrentiels: cela dépendait pour beaucoup de la gamme des biens et des services disponibles dans le pays prêteur. On a suggéré que la différence entre le prix réel des biens fournis dans le cadre d'un prêt lié et le prix du marché mondial de ces biens soit considérée comme des dépenses d'aide à l'exportation et non comme faisant partie de l'aide. On a dit à ce propos que si l'aide liée avait un effet défavorable sur les prix, cet effet pouvait être mitigé si les pays en voie de développement pouvaient bénéficier de conseils d'experts quant au coût et à la qualité des biens d'équipement et d'autres formes d'investissement. On a dit également qu'il serait possible d'éliminer partiellement l'aide liée en permettant d'utiliser certains prêts pour des achats dans des pays désignés, notamment dans des pays en voie de développement.

136. Concernant le remboursement en nature, certaines délégations ont estimé que cette pratique devrait être étendue afin que les pays en voie de développement conservent les devises rares dont ils disposaient. D'autres délégations ont pensé que cette méthode entraînerait des difficultés: elle pouvait décourager l'octroi de prêts et porter préjudice aux échanges normaux et, par conséquent, aux autres pays en voie de développement exportant les mêmes biens. En outre, le fait de lier dans les deux sens les opérations de prêt pouvait rendre plus difficile l'élimination de l'aide liée.

137. Plusieurs représentants ont parlé de ce qu'ils considéraient comme un autre type d'"aide liée", à savoir celle qui est liée à certains projets dans les pays emprunteurs. On a souligné que ces projets avaient parfois un rang de priorité moins élevé que d'autres activités et ne cadraient pas parfaitement avec les plans

de développement existants et tendaient donc à réduire la valeur de l'aide extérieure. Très souvent, c'était l'assistance qui ne portait pas sur des projets donnés qui était la plus urgente et la plus nécessaire pour le développement, ou même pour maintenir au degré de rendement voulu la capacité de production existante.

138. Un certain nombre de représentants se sont prononcés en faveur de l'augmentation et de l'amélioration de la partie multilatérale des transferts de ressources à destination des pays en voie de développement. Certaines délégations ont considéré l'évolution des consortiums d'assistance et des groupes consultatifs comme un signe encourageant de coopération dans la communauté internationale; une délégation l'a toutefois considérée moins favorablement. Les attitudes rigides et étroites qui avaient souvent régné avant la seconde guerre mondiale contrastaient avec les attitudes plus conciliantes et plus compréhensives qui avaient eu tendance à caractériser l'après-guerre. L'attention était toutefois appelée sur les difficultés que rencontraient les pays en voie de développement dans leurs efforts pour accroître leurs recettes d'exportation; du fait de ces difficultés, les possibilités de croissance économique dépendaient en grande partie des politiques poursuivies par les pays plus avancés dont l'assistance pouvait être nécessaire même pour financer les échanges entre les pays en voie de développement. Un représentant a attaché une grande importance à la possibilité d'accroître les ressources fournies aux pays en voie de développement grâce au commerce au moyen d'accords internationaux appropriés sur les produits de base, même si ces accords n'avaient pas toujours fonctionné avec succès par le passé. On a insisté sur l'opportunité de résoudre l'une des difficultés rencontrées dans le domaine des recettes d'exportation — à savoir le risque que des baisses soudaines puissent compromettre les plans de développement — grâce au plan prévoyant des mesures de financement complémentaire qui était actuellement étudié. On a également mentionné divers déséquilibres de l'action "tels que ceux qui existaient entre les enquêtes sur le terrain, les études de viabilité économique ou les activités de préinvestissement d'une part, et les projets ou les investissements effectifs qui nécessitent un financement d'autre part, qui pouvaient faire l'objet de certains services internationaux tels que les "services industriels spéciaux" récemment institués par le Centre de développement industriel. Un certain nombre de représentants ont souligné qu'il serait souhaitable d'atteindre les objectifs prévus pour les contributions à l'Association internationale de développement, au Programme des Nations Unies pour le développement et au Programme alimentaire mondial.

139. Plusieurs représentants ont appelé l'attention sur la nécessité de stimuler un courant accru de capitaux privés vers les pays en voie de développement. La Convention récemment conclue sur le règlement des différends relatifs aux investissements et la discussion portant sur un système multilatéral de garanties à l'investissement constituaient chacune un moyen utile d'améliorer les conditions de l'investissement. Un représentant a toutefois estimé que l'impossibilité d'accroître l'investissement privé étranger dans la plupart des pays en voie de développement relevait de causes plus fondamentales.

140. Au sujet des crédits à l'exportation, on a souligné que, s'il était vrai que les crédits s'ajoutent au courant de ressources à destination des pays en voie de développement, leur histoire et leur but étaient différents de ceux de l'assistance proprement dite et que le

fait de trop dépendre de ces crédits pouvait donner lieu à des difficultés et à des distorsions dans les plans de développement des pays bénéficiaires. On a exprimé la crainte que, bien que l'harmonisation des conditions et des dispositions visant à prévenir la création d'une dette à court terme excessive puisse être avantageuse, l'intérêt des pays créditeurs risquait de primer celui des pays en voie de développement dans l'adoption de cette mesure. L'attention a été appelée sur les problèmes du service de la dette, qui s'élevait avec les crédits commerciaux à court terme lorsque l'échéance n'était pas liée à la période de gestation ou d'amortissement du projet en cours de financement; on a suggéré qu'il soit tenu compte des crédits à l'exportation dans les rapports annuels sur le courant des capitaux à long terme.

141. La plupart des représentants ont accueilli avec satisfaction la tentative que le groupe d'experts des méthodes pour mesurer les courants de capitaux avait faite pour suggérer des moyens d'améliorer et d'interpréter les données relatives au mouvement des différents types de ressources à destination des pays en voie de développement. Un représentant a toutefois estimé que les experts n'avaient pas traité de manière adéquate le problème des courants inverses de capitaux et du revenu des investissements qui avait atteint des proportions considérables et fortement réduit le volume net de ressources nouvelles reçues par les pays en voie de développement.

142. Plusieurs représentants ont estimé qu'il serait opportun d'essayer de mesurer le transfert net de ressources à destination des pays en voie de développement, et de faire rapport à ce sujet, compte tenu des courants inverses des intérêts et des dividendes d'une part et des capitaux locaux d'autre part. On a suggéré de donner un rang de priorité peu élevé à une tentative pour établir une matrice des courants de capitaux à l'échelle globale sur la base d'un ensemble de comptes de la balance des paiements qui cherche à concilier les sorties de capitaux des pays développés et les courants vers les pays en voie de développement; il suffisait tout d'abord de considérer séparément les deux séries de données. Concernant les sorties de capitaux des pays développés à économie de marché, l'espoir a été exprimé que l'ONU puisse utiliser les données fournies par les gouvernements et rassemblées par l'OCDE. Quant aux courants de capitaux vers les pays en voie de développement, le problème consistait en partie à mesurer et à interpréter les données et en partie à évaluer leur utilisation: le Comité de la planification du développement pouvait examiner cette question dans ses études relatives à l'exécution des plans.

143. Concernant la mesure des sorties de capitaux par rapport à l'objectif, on a appuyé la pratique suivie par l'ONU qui consiste à limiter le nombre des pays considérés au numérateur et à prendre comme dénominateur le produit national brut.

MESURES PRISES PAR LE CONSEIL

144. A la fin de la discussion générale, le Conseil a adopté la résolution 1183 (XLI) intitulée "Courant de ressources extérieures dirigé vers les pays en voie de développement". Dans les 19 alinéas du préambule, le Conseil rappelait les résolutions 1522 (XV) et 1711 (XVI) de l'Assemblée générale et les recommandations pertinentes qui figurent à l'annexe A.IV.I de l'Acte final de l'UNCTAD qui, notamment, avaient défini les objectifs à atteindre quant au volume et aux conditions et modalités du courant des capitaux à long terme et

des donations publiques dirigé vers les pays en voie de développement; rappelait ses résolutions 1088 (XXXIX) et 1089 (XXXIX) et la résolution 2088 (XX) de l'Assemblée générale exprimant de l'inquiétude devant le peu de progrès fait vers la réalisation de ces objectifs et demandant à la communauté internationale de prendre immédiatement des mesures pour les atteindre; indiquait qu'il avait examiné le rapport annuel du Secrétaire général intitulé "Le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques, 1961-1965" et l'*Etude sur l'économie mondiale, 1965, première partie*, qui traite du financement du développement économique; reconnaissait que les pays en voie de développement devaient améliorer leurs propres efforts en vue d'accélérer leur progrès économique et social; rappelait la déclaration faite par le Secrétaire général selon laquelle, pendant la première moitié de la Décennie du développement, malgré les déceptions et les échecs, les pays en voie de développement avaient réussi, sur un large front, à accroître leur propre contribution à leur développement et il y avait toute raison de croire que les pays en voie de développement réussiraient à mobiliser une plus grande partie encore de leurs ressources internes aux fins du développement pendant la seconde moitié de la Décennie; notait avec une vive inquiétude qu'à quelques rares exceptions près, le transfert de ressources extérieures aux pays en voie de développement non seulement n'avait pas atteint le chiffre minimum, fixé comme objectif, de 1 p. 100 du revenu national des pays développés, mais avait eu tendance à diminuer constamment depuis 1961; notait que, selon l'estimation faite par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement dans son rapport annuel pour 1964-1965, les pays en voie de développement pourraient utiliser efficacement, chaque année, pendant les cinq années à venir, 3 à 4 milliards de dollars de plus que ce qu'ils avaient reçu de l'extérieur au cours des dernières années; considérait que des ressources extérieures concentrées sur une période limitée pouvaient, dans certains cas, apporter une contribution substantielle au progrès économique rapide des pays en voie de développement; soulignait qu'il conviendrait que des ressources extérieures accrues soient fournies dans toute la mesure possible de façon continue et à long terme pour la mise en œuvre effective des plans et programmes de développement et qu'elles devraient viser exclusivement à promouvoir le progrès économique et social des pays en voie de développement; estimait que l'assistance multilatérale aussi bien que l'assistance bilatérale devraient être accrues et étendues dans toute la mesure possible au plus grand nombre de pays en voie de développement; notait qu'outre les ressources extérieures, le commerce international pourrait jouer un rôle important pour promouvoir le développement des pays en voie de développement; se déclarait gravement préoccupé par l'accroissement rapide des charges qu'imposait aux pays en voie de développement le service de leur dette, qui avait absorbé en 1965 plus de la moitié du montant total net des prêts et dons qu'ils avaient reçus et qui, selon le Président de la BIRD, au rythme actuel, contrebalancerait complètement cet apport dans une quinzaine d'années; reconnaissait que les prêteurs et les emprunteurs avaient un même souci d'empêcher, dans leur intérêt mutuel, que l'accumulation des dettes et par conséquent leur service ne devienne un facteur de déséquilibre; prenait note avec satisfaction de la recommandation relative aux conditions et modalités financières que l'Organisation de coopération et de développement économiques avait

adoptée les 22 et 23 juillet 1965; constatait avec préoccupation que, si certains pays avaient récemment assoupli les conditions de leur aide, d'autres pays la subordonnaient à des conditions plus rigoureuses; notait en outre avec préoccupation que, dans quelques cas, l'aide liée avait eu comme conséquences pratiques l'adoption de projets parfois sans rapport avec les plans nationaux de développement ou n'occupant dans ces plans qu'un rang de priorité beaucoup moins élevé, et l'obligation d'utiliser l'aide pour l'achat de biens sur les marchés nationaux des pays développés, ce qui avait eu souvent pour effet un emploi inefficace de ressources dans les pays bénéficiaires et la fourniture de biens et services à des prix supérieurs aux prix mondiaux concurrentiels; faisait observer qu'en bien des cas la liaison des prêts par les pays fournissant les capitaux n'avait pas été assortie d'une liaison des remboursements, en totalité ou en partie, à des achats aux pays bénéficiaires; reconnaissait que les ressources extérieures étaient un facteur important contribuant au développement économique et social des pays en voie de développement; et notait que le Secrétaire général avait fait observer que, dans un nombre impressionnant de cas, le principal obstacle n'était pas d'ordre interne mais consistait plutôt dans l'insuffisance des ressources extérieures.

145. Se fondant sur ces considérants, le Conseil priait instamment les pays en voie de développement de faire tous leurs efforts pour accroître, dans toute la mesure possible, la mobilisation de leurs ressources internes; il recommandait que les pays développés qui ne l'avaient pas encore fait prennent d'urgence les mesures appropriées pour réaliser les objectifs énoncés dans les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social, ainsi que dans les recommandations de la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement mentionnées plus haut. Il priait instamment les pays développés, en particulier:

a) D'atteindre et, si possible, de dépasser avant la fin de la Décennie du développement, l'objectif de la fourniture aux pays en voie de développement, sous forme de ressources extérieures, de l'équivalent de 1 p. 100 de leur revenu national propre, compte tenu cependant de la situation spéciale de certains pays qui étaient des importateurs nets de capitaux;

b) De mettre des ressources extérieures à la disposition des pays en voie de développement à des conditions et selon des modalités assouplies:

- i) En fournissant, dans toute la mesure du possible, un courant accru d'aide à long terme et continue et en simplifiant les procédures d'octroi et de fourniture effective et rapide de l'aide;
- ii) En fournissant, en 1968 au plus tard, au moins 80 p. 100 de leur assistance sous forme de dons et de prêts à des taux d'intérêt de 3 p. 100 ou moins, avec des délais de remboursement de 25 ans ou davantage, exception faite des pays qui fournissaient déjà 70 p. 100 ou plus du total de leur aide publique sous la forme de dons ou de contributions équivalant à des dons;
- iii) En accroissant la proportion de l'assistance non affectée à des projets, et en particulier de l'assistance pour des plans ou programmes de développement ou pour des projets y ayant trait, compte tenu de la nécessité du maintien et de l'expansion de la capacité existante des pays bénéficiaires;

- iv) En faisant tous les efforts possibles pour délier progressivement les prêts par rapport aux sources de fourniture, en prenant en considération la nécessité d'accroître le volume de l'aide;
- v) Dans le cas où les prêts étaient liés à la fourniture de biens et services, en fournissant ces biens et services à des prix mondiaux concurrentiels;
- vi) Dans le cas où les prêts étaient liés essentiellement à des sources particulières, en faisant en sorte, dans toute la mesure du possible, qu'une partie des prêts puisse être utilisée par les pays bénéficiaires pour l'achat de biens et services dans d'autres pays en voie de développement ou en liant les prêts à la fourniture de biens par des pays appartenant à la même zone que le pays créateur;
- vii) Compte tenu de charges qu'imposait aux pays en voie de développement le service de leur dette, en s'efforçant de leur assurer des ressources supplémentaires en devises par des moyens appropriés et, en particulier, par des opérations de commerce extérieur, et en acceptant, si de tels arrangements existaient ou étaient possibles, sans préjudice des dispositions de l'annexe A.IV.4 de l'Acte final de l'UNCTAD, que les prêts, et notamment les prêts liés à la fourniture de biens et services, soient remboursés sous forme de biens industriels, d'excédents agricoles et de services fournis par les pays bénéficiaires, choisis d'un commun accord et s'ajoutant aux exportations normales de ces pays;
- viii) En faisant en sorte, autant que possible, qu'une partie croissante des remboursements de prêts soit réinvestie dans les pays débiteurs s'ajoutant au courant actuel de ressources extérieures; et
- c) De réexaminer le problème du service de la dette dans les pays en voie de développement, toutes les fois que cela serait nécessaire, conformément aux recommandations figurant à l'annexe A.IV.5 de l'Acte final de l'UNCTAD.

146. Le Conseil exprimait l'espoir que les objectifs fixés pour les contributions au Programme des Nations Unies pour le développement et au Programme alimentaire mondial seraient atteints le plus tôt possible et que les contributions à l'Association internationale de développement seraient encore accrues. Il priait le Secrétaire général:

- a) D'étudier la possibilité de créer, au sein de l'ONUDI ou de tout autre organisme approprié de l'ONU, un service consultatif qui puisse fournir aux pays en voie de développement des renseignements sur les sources d'approvisionnement, le coût et la qualité de l'équipement nécessaire pour leur développement;
- b) D'entreprendre, en consultation avec l'UNCTAD, le Fonds monétaire international, la BIRD et toutes autres organisations auxquelles il jugerait nécessaire de s'adresser, une étude concernant:
 - i) Les facteurs économiques qui affectaient l'aptitude des pays développés à transférer le maximum des ressources financières aux pays en voie de développement conformément aux recommandations pertinentes contenues dans l'Acte final de l'UNCTAD et notamment son annexe A.IV.2, vu l'accroissement du revenu national des pays développés;
 - ii) Les progrès réalisés par les pays développés dans la mise en œuvre de la recommandation figurant au paragraphe 3, b, ii, ci-dessus; et

c) De faire rapport au Conseil économique et social à sa quarante-troisième session sur la mise en œuvre de la résolution en insistant particulièrement sur les objectifs concernant le volume et les conditions et modalités du courant des ressources extérieures dirigées vers les pays en voie de développement. Le Conseil exprimait enfin le vœu que l'UNCTAD continue à accorder une attention spéciale, dans le domaine de sa compétence, aux problèmes du financement et du développement économique dans les pays en voie de développement.

147. Le Conseil a également adopté une résolution dans laquelle il priait le Secrétaire général d'inclure dans son rapport annuel sur "Le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques", dans la mesure où les données disponibles le permettaient, une analyse et une évaluation du courant inverse de capitaux et d'invisibles ainsi que d'intérêts et de dividendes allant des pays en voie de développement aux pays développés, afin de déterminer le montant net des ressources extérieures mises à la disposition des pays en voie de développement; il le priait également de convoquer le groupe d'experts visé dans la résolution 1938 (XVIII), en tenant compte de la nécessité d'une répartition géographique adéquate et d'inviter le Groupe à présenter un rapport définitif à temps pour la quarante-troisième session du Conseil.

Section II. — Rapports de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, de la Société financière internationale et de l'Association internationale de développement

148. Le rapport annuel de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (AID)¹⁰ ainsi que le rapport annuel de la Société financière internationale (SFI)¹¹ ont été soumis au Conseil, pour examen, à sa quarantième session¹². D'après les rapports et les renseignements complémentaires soumis au Conseil et portant sur une période de 18 mois à compter du 1^{er} juillet 1964, la BIRD avait annoncé l'ouverture de crédits s'élevant à 1 587 millions de dollars.

149. Présentant les rapports annuels de la Banque et de ses filiales, le Président de la BIRD a indiqué¹³ que, dans les sept premières semaines de 1966, la Banque avait envoyé dans différents pays près de 50 missions chargées d'étudier en profondeur leur économie et son fonctionnement. En 1966, la Banque avait ouvert son second bureau régional en Afrique, à Nairobi, afin d'aider les gouvernements africains à formuler des projets d'investissements et de superviser le Service de développement agricole de la Banque en Afrique. Depuis dix ans que l'Institut de développement économique de la Banque avait été créé, plus de

500 fonctionnaires de près de 100 pays et territoires avaient suivi ses cours.

150. Bon nombre de projets étaient en cours d'exécution dans le domaine de l'éducation, plusieurs d'entre eux avec la coopération de l'UNESCO, et les crédits accordés à cette fin s'élevaient à 110 millions de dollars. Le nombre des prêts et des crédits accordés au titre de projets agricoles n'avait cessé de s'accroître au cours des deux dernières années, et le volume de travail de la Division de l'agriculture de la Banque avait plus que triplé. Le Groupe de la Banque mondiale s'était particulièrement attaché à l'étude de projets touchant la production d'engrais. S'agissant des besoins des pays neufs en capitaux extérieurs destinés à financer le développement, le Président de la Banque a estimé que l'ensemble des pays en voie de développement pourrait utiliser efficacement au cours de chacune des cinq années à venir quelque 3 à 4 milliards de dollars de plus que le montant de l'aide extérieure qu'ils recevaient actuellement. Le courant d'assistance en vue du développement n'était pas seulement insuffisant en volume; il était d'une efficacité limitée, la fourniture de l'aide étant souvent liée à l'achat d'approvisionnements dans le pays donateur et des financements à long terme et à faible intérêt représentant une part insuffisante de l'aide au développement.

151. Au cours des débats au Conseil, on s'est félicité de l'intensification des activités de la Banque et de l'AID dans les domaines de l'agriculture et de l'éducation, ainsi que de la coopération entre la Banque, d'une part, et la FAO et l'UNESCO, d'autre part. Certains représentants ont souligné la nécessité d'accroître le nombre des prêts et des crédits destinés à financer des projets industriels. La Banque devait jouer un rôle essentiel dans le développement industriel des jeunes nations et coordonner ces activités avec celles du Centre des Nations Unies pour le développement industriel. Plusieurs représentants ont demandé l'assouplissement des conditions de l'aide accordée par la Banque aux pays en voie de développement et l'augmentation des ressources de l'AID et de la SFI. Une délégation a émis l'opinion que la Banque éprouvait une crainte maladroite à l'égard des formes étatiques du développement économique. D'autres ont estimé qu'il faudrait formuler de nouvelles propositions en vue d'alléger le lourd fardeau que le service de la dette extérieure imposait aux pays en voie de développement.

152. Dans sa résolution 1098 (XL), le Conseil a pris acte des rapports des trois institutions.

Section III. — Rapport du Fonds monétaire international

153. A sa quarantième session, le Conseil a examiné¹⁴ le rapport annuel du Fonds monétaire international (FMI) pour l'exercice clos le 30 avril 1965¹⁵.

154. A propos de la situation économique mondiale, le Directeur général du Fonds monétaire a fait observer¹⁶ que le taux de croissance des pays en voie de développement avait atteint en moyenne un niveau semblable à celui des pays développés, mais que ces progrès avaient été en grande partie contrebalancés par l'augmentation rapide de la population. Le déficit persistant

¹⁰ Banque internationale pour la reconstruction et le développement et Association internationale de développement, *Rapport annuel, 1964/1965* (Washington [D.C.]), et renseignements supplémentaires sur les faits nouveaux survenus entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 1965, communiqués au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4129 et E/4129/Add.1-E/4130/Add.1).

¹¹ Société financière internationale, *Rapport annuel, 1964/1965* (Washington [D.C.]), et renseignements supplémentaires sur les faits nouveaux survenus entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 1965, communiqués au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4130, E/4129/Add.1-E/4130/Add.1).

¹² E/SR.1406, 1407.

¹³ E/SR.1406.

¹⁴ E/SR.1404 à 1407.

¹⁵ Fonds monétaire international, *Rapport annuel des administrateurs pour l'exercice qui a pris fin le 30 avril 1965* (Washington, [D.C.]), et renseignements supplémentaires sur les faits nouveaux survenus du 1^{er} mai au 31 décembre 1965, communiqués au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4141 et Add.1).

¹⁶ E/SR.1404.

de la balance des paiements des Etats-Unis avait progressivement fait tomber les réserves d'or américaines de 26 milliards de dollars en 1949 à environ 10 milliards de dollars. Le problème le plus important à longue échéance était de savoir si des dispositions pouvaient être prises, afin d'éviter que le maintien de l'équilibre des comptes internationaux des Etats-Unis ait des effets néfastes sur l'économie mondiale. La question du niveau suffisant des liquidités internationales ainsi que les améliorations éventuelles à apporter au système monétaire international étaient depuis quelques mois les principales préoccupations du Fonds monétaire. Les Etats membres avaient accepté que le montant actuel des quotes-parts au Fonds soit porté de 16 milliards à 21 milliards de dollars, soit près de trois fois le niveau de 1946.

155. Parlant des activités du Fonds au cours des deux dernières années, le Directeur général a fait observer que cette période avait été la plus active dans l'histoire du Fonds monétaire, puisque le total des tirages avait atteint 2 milliards de dollars en 1964 et 2,4 milliards de dollars en 1965. Depuis mars 1947, le total cumulé de tous les tirages s'était élevé à 11,5 milliards de dollars, et le nombre de pays ayant fait appel aux ressources du Fonds atteignait maintenant 60. L'ampleur des opérations du Fonds monétaire au cours des dernières années résultait en grande partie des importants tirages effectués simultanément par le Royaume-Uni et les Etats-Unis d'Amérique.

156. A la demande de nombreux pays en voie de développement, le Fonds examinait actuellement le fonctionnement de son système de financement compensatoire, mis en place en 1963. Les études et les délibé-

rations du Fonds portaient à ce moment sur les problèmes que posait l'évolution future du système monétaire international et sur les possibilités d'emploi de nouvelles techniques en vue d'accroître le montant des réserves existantes. En conclusion, le Directeur général du Fonds monétaire a fait observer que le besoin de réserves ne se faisait pas sentir uniquement dans les pays les plus industrialisés et que toute proposition concernant la création de réserves devait tenir compte des besoins légitimes des pays en voie de développement comme des pays développés. Le Directeur général du Fonds a donc proposé que les pays en voie de développement soient associés à la décision qui serait prise en ce domaine.

157. Au cours des débats, bon nombre de représentants ont approuvé l'opinion selon laquelle le problème des liquidités n'était pas l'affaire des seuls pays riches, puisque les pays en voie de développement étaient les premiers à souffrir des fluctuations enregistrées dans le commerce international. Le Fonds pourrait jouer un rôle important en aidant les pays de production primaire à compenser le manque à gagner résultant d'une évolution défavorable des prix. Toute réforme du système monétaire international devrait tenir compte des opinions exprimées dans le mémoire soumis par les pays en voie de développement et transmis à la BIRD et au FMI par le secrétaire général de l'UNCTAD. Certains représentants ont estimé que le système de financement compensatoire était insuffisant; d'autres se sont félicités de l'augmentation des ressources du Fonds.

158. Dans sa résolution 1097 (XL), le Conseil a pris acte du rapport du Fonds monétaire international.

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL *

Section I. — Travaux du Centre de développement industriel

159. Au cours des débats du Conseil à sa quarante et unième session, on a souligné le rôle capital que l'industrialisation doit jouer dans la croissance économique des pays en voie de développement. Le Conseil était saisi du rapport du Comité spécial concernant l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel créé en vertu de la résolution 2089 (XX) de l'Assemblée générale (A/6229)¹ et du rapport du Comité du développement industriel sur sa sixième session (E/4203)² qui s'est tenue au Siège du 26 avril au 13 mai 1966. Dans son rapport, le Comité du développement industriel passait en revue les activités des organismes des Nations Unies relatives à l'industrialisation; il examinait les travaux du Centre de développement industriel envisagés notamment du point de vue des politiques d'industrialisation, de la planification et de la programmation industrielles, de la technologie industrielle, des institutions de développement industriel, de la formation et de la gestion industrielles, de la petite industrie, des aspects sociaux du développement industriel et des activités opérationnelles. Le Comité analysait les résultats des colloques régionaux sur le développement industriel et les travaux préparatoires pour le Colloque international sur le développement industriel et examinait le rapport du Comité spécial concernant l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (A/6229).

160. Dans l'exposé qu'il a fait au Conseil à sa quarante et unième session³, le Commissaire au développement industriel a indiqué les besoins et les possibilités d'une action dans le domaine du développement industriel et la manière dont l'industrialisation pouvait contribuer à la mise en valeur optimale des ressources humaines des pays en voie de développement. Face à la régression qui se manifestait dans l'assistance internationale, il importait de faire le meilleur usage possible des ressources extérieures disponibles en renforçant la capacité de production des pays en voie de développement pour en faire la base indépendante d'une croissance auto-entretenu. Il convenait donc de se concentrer sur les tâches pratiques que cela impliquait, tâches dont des exemples précis d'activités exécutées au titre du nouveau programme de services industriels spéciaux illustraient l'ampleur et la diversité. Au cours des premiers mois d'opérations, une assistance avait été accordée à ce titre à plusieurs pays tant pour l'exécution de projets industriels dont la rentabilité avait déjà été établie (il s'agissait de conseils et de services fournis graduellement jusqu'à ce que le projet soit financé et atteigne un stade opérationnel) que pour rendre plus efficace l'exploitation d'installations industrielles où l'on

s'était heurté à des difficultés pour atteindre les objectifs prévus.

161. L'élaboration d'un programme d'activités axé sur les besoins du développement industriel avait un effet cumulatif qui permettait de fournir une assistance de plus en plus efficace. A cet égard, il existait un rapport étroit de complémentarité entre les travaux dits de recherche et les activités pratiques. En outre, l'échange de renseignements sur le développement industriel était absolument nécessaire. Cet échange s'était fait jusqu'ici de manière empirique, par exemple au moyen de réunions techniques et de publications spécialisées. Le manque de ressources avait empêché le Centre de développement industriel de publier une étude périodique complète sur le développement industriel.

162. Dans l'appréciation globale qu'il a donnée des activités actuelles du Centre, le Commissaire a fait observer que l'expansion considérable qui s'était produite, si importante qu'elle fût, ne justifiait pas de se laisser aller à une satisfaction exagérée. Ce serait manquer de réalisme que d'évaluer les progrès accomplis d'après l'extension des activités d'une année à l'autre. Ce qui importait réellement, c'était de voir dans quelle mesure les activités du Centre répondaient effectivement aux besoins des pays en voie de développement et, à en juger par ce critère, il s'en fallait de beaucoup. Le Centre n'avait pas été en mesure de chercher à répondre à certains besoins essentiels du développement industriel. Le Commissaire a exprimé l'espoir que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel disposerait de ressources suffisantes pour développer les moyens de faire face à ces besoins d'une manière complète et suivie.

163. Au cours des débats du Conseil⁴ on a fait allusion aux grands espoirs qu'avait fait naître la décision de l'Assemblée générale de créer une Organisation des Nations Unies pour le développement industriel [résolution 2089 (XX) de l'Assemblée générale]. On a souligné d'une manière générale le rôle important que pourrait jouer ce nouveau mécanisme pour le développement industriel mais quelques membres ont émis l'opinion que sa création ne suffirait pas à elle seule pour assurer une action efficace à moins que l'organisation projetée ne dispose des ressources proportionnées aux besoins cruciaux du développement industriel.

164. On a exprimé l'opinion que seuls quelques pays en voie de développement pouvaient espérer établir un secteur industriel viable dans un avenir prévisible à moins que les pays industrialisés et les pays en voie d'industrialisation, unissant leurs efforts, n'abordent de front les problèmes du développement industriel. Les pays développés comme les pays en voie de développement devaient s'acquitter d'obligations précises pour qu'un effort coopératif à l'échelle mondiale puisse être fourni dans ce domaine. Les activités du Centre de développement industriel comportaient de nombreux

* Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

¹ Présenté au Conseil sous la cote A/4192.

² Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 6.

³ E/AC.6/SR.391; E/AC.6/L.345 et Add.1.

⁴ E/AC.6/SR.391 à 395, 397; E/SR.1445.

exemples du concours apporté par divers pays en faveur d'une action internationale plus efficace pour accélérer l'industrialisation, mais le mécanisme international n'avait pas encore une portée suffisante pour permettre la mobilisation complète des possibilités d'action commune. Dans les efforts qu'elles déploient pour accélérer l'industrialisation, les organisations nouvelles devaient donc s'attacher surtout à concevoir et à appliquer des mesures pratiques propres à assurer une coopération réelle entre tous les pays.

POLITIQUES D'INDUSTRIALISATION, NOTAMMENT POLITIQUES D'ENCOURAGEMENT DES INDUSTRIES ORIENTÉES VERS L'EXPORTATION

165. En application de sa résolution 1081 C (XXXIX) le Conseil a examiné à sa quarantième session un rapport sur les activités entreprises par le Centre de développement industriel comme suite aux recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/4131)⁵. Les activités exposées dans ce rapport faisaient suite aux travaux préparatoires effectués par le Centre de développement industriel pour la première Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Le Centre avait coopéré étroitement avec l'UNCTAD pour les questions relatives à l'encouragement des exportations d'articles manufacturés et d'articles semi-finis des pays en voie de développement. En particulier, des relations de travail étroites avaient été établies avec le secrétariat de l'UNCTAD pour toutes les questions auxquelles le Comité du développement industriel et la Commission des articles manufacturés de l'UNCTAD attachaient un intérêt commun.

166. Lors des débats du Conseil⁶, on a mis l'accent sur la façon pratique dont le Centre abordait les problèmes des industries orientées vers les marchés d'exportation. On a suggéré qu'il fasse porter ses travaux non seulement sur la capacité de production des pays en voie de développement mais aussi sur les possibilités d'écouler cette production sur le marché mondial. La fourniture d'une assistance aux pays en voie de développement en vue d'encourager les industries d'exportation a été considérée comme une initiative importante qui pourrait avoir des résultats heureux.

167. Dans le rapport qu'il a présenté au Conseil à sa quarante et unième session (E/4203) le Comité du développement industriel soulignait l'importance qu'il attachait aux activités du Centre relatives à l'élaboration de politiques visant à encourager les industries orientées vers l'exportation, du fait notamment des incidences favorables qu'elles pourraient avoir sur la balance des paiements des pays en voie de développement. Il faisait ressortir notamment la nécessité d'accroître les activités opérationnelles dans ce domaine et citait l'exemple du projet entrepris au Mexique concernant les possibilités d'exportation d'articles manufacturés mexicains vers le marché européen.

168. Sur la recommandation du Comité, le Conseil a adopté une résolution [1178 (XLI)] dans laquelle il exprimait l'opinion qu'outre les industries de remplacement des importations, qui pouvaient assurer aux pays en voie de développement des économies en devises, des industries offrant des possibilités d'exportation, comme les industries de transformation de métaux, les industries mécaniques ou d'autres branches d'industries offrant des possibilités d'exportation, pouvaient assurer

à ces pays de nouvelles sources de recettes en devises moins sujettes aux fluctuations de prix que les exportations traditionnelles de produits primaires. Le Conseil appelait l'attention des pays en voie de développement, en particulier de leurs organisations gouvernementales et non gouvernementales s'occupant de l'industrialisation, sur l'importance qu'il y avait à accorder la priorité voulue à l'expansion et à la création d'industries orientées vers l'exportation, par exemple celles qui étaient mentionnées dans le rapport du Secrétaire général (E/4131), en tenant compte des possibilités de remplacement des importations qui s'offraient en même temps, et à en faire l'un des objectifs de la diversification de leur industrialisation en vue d'améliorer leur balance des paiements. Le Conseil engageait également les pays développés et les institutions internationales compétentes à accorder une attention particulière dans leurs programmes multilatéraux d'assistance financière et technique aux industries aux pays en voie de développement offrant des possibilités d'exportation et à prendre des dispositions appropriées pour instituer des projets et des programmes d'assistance à ces industries. Le Conseil priait le Secrétaire général d'obtenir auprès des gouvernements et des institutions internationales compétentes les renseignements voulus sur les mesures pratiques prises pour atteindre ces objectifs et de faire rapport à ce sujet au Conseil du développement industriel à sa première session.

PLANIFICATION ET PROGRAMMATION INDUSTRIELLES

169. Le rapport du Comité du développement industriel (E/4203) notait la satisfaction exprimée par les membres du Comité à l'égard des travaux effectués par le Centre dans le domaine de la planification et de la programmation industrielles. Le Comité et le Conseil ont tous deux souligné que le programme de travail devait être orienté vers l'action et conçu pour répondre aux besoins pratiques des pays en voie de développement, compte tenu de l'ordre de priorité fixé par leurs gouvernements. On a estimé que les résultats du Colloque interrégional sur l'évaluation des projets industriels, qui a eu lieu à Prague du 11 au 29 octobre 1965, constituaient un très bon début dans les activités intéressant l'évaluation des projets industriels dans les pays en voie de développement. On a approuvé la recommandation selon laquelle le Centre devait prendre d'urgence des mesures pour aider les pays en voie de développement à former des cadres et à créer des institutions locales capables d'assurer le choix et l'élaboration judicieuse des projets de façon suivie et systématique.

170. Le Comité déclarait qu'il avait examiné un rapport intérimaire (E/C.5/109) sur les travaux relatifs aux données pour la programmation industrielle qui, au stade actuel, comprenaient deux catégories de projets : d'une part la constitution d'un dossier substantiel de données recueillies dans une dizaine de pays sur les caractéristiques structurelles et fonctionnelles des établissements industriels d'un certain nombre de branches choisies à l'avance ; d'autre part, la programmation des données à l'échelon des industries et à l'échelon du secteur, suffisamment détaillées pour permettre d'établir un lien technique entre la programmation par projet et la programmation par secteur.

171. Au cours de l'examen par le Comité du rapport du Centre sur l'emplacement des industries et le développement régional (E/C.5/107) on avait souligné l'importance stratégique que revêtait l'emplacement des industries pour la planification du développement.

⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour.

⁶ E/SR.1403, 1405, 1409.

Beaucoup de pays en voie de développement se heurtaient à de sérieuses difficultés pour choisir l'emplacement le plus avantageux possible des industries, du fait de leur connaissance imparfaite des critères et techniques devant régir ce choix. On avait exprimé l'opinion que les activités dans ce domaine devraient être liées aux problèmes et à la situation spécifiques de pays donnés.

NORMALISATION INDUSTRIELLE

172. Au cours des débats de sa quarante et unième session, le Conseil a été informé que des arrangements avaient été conclus par le Centre de développement industriel et l'Organisation internationale de normalisation en vue de l'élaboration d'un programme tendant à favoriser la normalisation industrielle. Les besoins des pays en voie de développement travaillant à établir leurs services nationaux de normalisation ont été tout particulièrement soulignés durant la discussion.

173. Le Comité du développement industriel examinait, dans son rapport au Conseil (E/4203), les résultats des travaux du Cycle d'études interrégional pour l'encouragement de la normalisation industrielle dans les pays en voie de développement, organisé par le Centre en octobre 1965. Le Comité soulignait l'importance de la normalisation industrielle pour le développement du commerce international. Il estimait que l'un des principaux objectifs du Centre, et ultérieurement de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, devait être d'établir des normes communes dans les principaux secteurs de la production industrielle et de veiller à leur application.

174. Le Conseil a adopté une résolution [1182 (XLI)] dans laquelle il a exprimé la conviction qu'une aide des Nations Unies pour l'introduction de la normalisation dans le développement industriel dans les pays en voie de développement, et notamment pour la création de services nationaux de normalisation, était une nécessité pressante. Le Conseil invitait le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à prendre dûment en considération les besoins des pays en voie de développement dans les domaines de la normalisation, en s'inspirant de la recommandation du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement (E/4178¹, par. 133) et il priait le Secrétaire général d'appeler l'attention des autres organes des Nations Unies, en particulier ceux qui s'occupent des problèmes du développement industriel, sur l'importance du problème susmentionné et sur la nécessité de lui accorder toute l'attention voulue dans leurs programmes d'activités.

TECHNOLOGIE INDUSTRIELLE

175. Dans le domaine de la technologie industrielle, le Comité du développement industriel avait examiné de nombreux rapports, notamment ceux du Groupe d'experts sur le matériel d'occasion pour les pays en voie de développement (E/C.5/104), de la Réunion de travail interrégionale sur l'industrie textile (E/C.5/101) et du Cycle d'études interrégional sur la production des engrais (E/C.5/106).

176. Le Comité notait en général avec satisfaction l'important travail accompli par le Centre de développement industriel dans le domaine de la technologie et l'attention qu'il avait accordée à certains secteurs

et branches d'activité. Il notait avec satisfaction, en particulier, le travail accompli par le Centre dans le domaine des engrais et il reconnaissait la valeur pratique des conclusions et recommandations contenues dans le rapport du Cycle d'études interrégional sur la production des engrais, qui avait eu lieu en 1965.

177. Sur la recommandation du Comité, le Conseil a adopté une résolution [1179 (XLI)] dans laquelle il prenait en considération la nécessité impérieuse, pour les pays en voie de développement, de créer leurs propres industries des engrais, afin d'augmenter leur production agricole et alimentaire jusqu'à un niveau suffisant et il notait que malgré les progrès de la technologie de la production d'engrais à bon marché, l'implantation de ces industries, grosses consommatrices de capitaux, dans les pays en voie de développement, était considérablement gênée par le manque de capitaux disponibles dans ces pays pour augmenter leurs propres ressources en vue d'importer le matériel et l'équipement nécessaires. Le Conseil priait en outre le Secrétaire général d'examiner et de proposer, en coopération avec les institutions internationales financières compétentes, et notamment les banques de développement régional, les institutions spécialisées intéressées et l'Agence internationale de l'énergie atomique, des mesures pratiques en vue d'appliquer les recommandations du Cycle d'études interrégional sur la production des engrais, et de présenter un rapport à ce sujet à la première session du Conseil du développement industriel.

INSTITUTIONS DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

178. Le Comité du développement industriel examinait les activités du Centre en matière d'institutions industrielles, lesquelles se rangeaient en trois grandes catégories, à savoir l'organisation, la recherche et les services consultatifs. Il avait été informé que dans ces trois domaines, le programme de travail du Centre consistait notamment à définir les problèmes qui se posaient dans les divers pays ainsi qu'à les étudier et à en suivre l'évolution, à rechercher les moyens de renforcer les services industriels existants ou, le cas échéant, d'en établir de nouveaux et à assurer le soutien et le contrôle, sur le plan organique, des opérations d'assistance technique dans les divers pays. Il se déclarait favorable aux mesures adoptées par le Centre pour renforcer et étendre les institutions et services industriels dans les pays en voie de développement et il estimait qu'il convenait d'étendre encore les activités opérationnelles du Centre dans ce domaine et de les orienter spécialement vers la promotion du développement industriel. Le Comité approuvait la proposition tendant à organiser un cycle d'études interrégional sur l'organisation et l'administration des services industriels dans les pays en voie de développement ainsi qu'un cycle d'études interrégional sur les renseignements industriels, et il approuvait la publication du *Bulletin de la recherche industrielle*.

179. Le Comité avait également examiné des propositions concernant un programme de travail dans le domaine de la législation industrielle (E/C.5/121), comprenant la publication par le Centre d'un "Recueil des lois industrielles". On estimait que ce service constituerait un bon instrument d'analyse de la législation industrielle et pourrait aider les pays en voie de développement à moderniser leur législation industrielle.

FORMATION ET GESTION INDUSTRIELLES

180. Le Comité du développement industriel soulignait l'importance de la formation pour l'accélération

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 12.

du processus d'industrialisation et il estimait que le Centre, ou l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, qui lui succéderait, avait un rôle vital à jouer en aidant les pays en voie de développement.

181. Le Comité notait avec satisfaction que le Centre avait organisé un plus grand nombre de programmes de formation en groupe dans l'industrie à l'intention d'ingénieurs et de techniciens, avec la collaboration de divers pays industrialisés. Il recommandait que le Centre et l'ONUDI continuent à encourager ou à entreprendre l'exécution de programmes de formation, tels que ceux qu'exécutait actuellement le Centre, dans les pays en voie de développement et en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement. Il prenait également note de l'avancement des travaux relatifs à la formation d'administrateurs des services économiques et industriels et notamment du cours spécial de formation en matière de planification et de développement industriel organisé au Caire, du 15 février au 11 mai 1965, à l'intention de fonctionnaires africains, et de la réunion, à Paris, du 2 au 10 septembre 1965, d'un groupe de travail inter-régional sur la formation, en matière de développement industriel, d'administrateurs des services économiques des pays en voie de développement.

182. Le Comité attachait une grande importance à l'adaptation des techniques modernes de gestion, qui étaient largement employées dans les pays industrialisés, aux conditions particulières des pays en voie de développement.

PETITES INDUSTRIES

183. Le Comité notait avec satisfaction que le programme de travail du Centre dans le domaine des petites industries était en grande partie consacré à des activités opérationnelles, notamment à fournir des services consultatifs aux gouvernements des pays en voie de développement sur leur demande, et il invitait les gouvernements à faire de plus en plus appel à ces services. On estimait que des opérations de ce genre devraient devenir une activité majeure de l'ONUDI dans tous les domaines du développement industriel. Le Comité était d'avis que la petite industrie devait être développée dans le cadre des programmes d'ensemble d'industrialisation et non pas à la place des grandes et moyennes industries ou de préférence à ces industries. Il notait avec satisfaction que le Centre avait concentré une large part de son travail à la recherche de moyens d'améliorer le fonctionnement des domaines industriels, de diffuser des renseignements, de stimuler l'intérêt des pays en voie de développement et d'aider les gouvernements à en créer et à en assurer le fonctionnement. Le Comité exprimait l'espoir que le Colloque international sur le développement industriel serait en mesure de formuler sur la base des conclusions des cycles d'études sur la petite industrie qui devaient se tenir à Quito et à Copenhague, des conclusions pratiques sur le rôle de la petite industrie et sur les limites qu'imposaient à son développement des facteurs tels que la nécessité de réaliser des économies d'échelle, l'automatisation et la concurrence des produits de remplacement.

ASPECTS SOCIAUX DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

184. Le Comité notait une prise de conscience plus généralisée du rôle important joué par les facteurs sociaux dans l'accélération de l'industrialisation et l'évolution des économies retardataires. On estimait

que le Secrétariat devrait continuer à analyser et à évaluer l'expérience acquise dans ce domaine par les différents pays, afin d'énoncer des principes pouvant guider les pays qui en étaient encore à un stade peu avancé d'industrialisation.

185. Des membres du Comité, commentant la note sur le Congrès mondial de la population de 1965 (E/C.5/140) avaient constaté que le Congrès avait contribué à faire mieux comprendre l'influence des facteurs socio-économiques sur les problèmes de l'accroissement démographique, en particulier l'incidence du développement industriel sur le taux de fécondité, les migrations et l'accroissement de la population urbaine. Dans les régions urbaines industrielles, les femmes participaient davantage à la vie culturelle et sociale et, parallèlement, la dimension des familles décroissait.

186. Le Comité avait examiné un rapport sur un projet de programme de recherche et de formation en vue du développement régional (E/CN.5/403) et on exprimait l'espoir que tous les services intéressés du Secrétariat, y compris le Centre de développement industriel, coopéreraient à la mise en œuvre de ce projet.

187. On notait avec satisfaction l'étroite collaboration qui s'était établie entre le Centre de développement industriel et le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification. Pendant la discussion du rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, on avait fait observer que dans de nombreux pays en voie de développement le prix des terrains augmentait et qu'il n'existait pas d'industries des matériaux de construction faute de personnel national et d'organismes de planification appropriés. On soulignait que, si l'habitation était généralement considérée comme un problème social, sa portée économique ne devait pas être méconnue, car des centres urbains bien conçus étaient essentiels pour assurer une production accrue. L'emploi de matériaux locaux dans le bâtiment était considéré comme un élément particulièrement important.

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

188. Les membres du Comité du développement industriel s'étaient accordés à reconnaître que les Nations Unies devraient appuyer davantage le développement industriel et l'on constatait avec satisfaction que depuis l'année précédente, l'élément Fonds spécial du Programme des Nations Unies pour le développement avait tendance à accroître son appui à l'industrialisation. Les membres du Comité, en insistant pour que l'on accorde de plus en plus d'importance au développement industriel dans les programmes d'assistance technique, s'étaient déclarés convaincus que l'affectation de personnel du Centre dans les pays en voie de développement faciliterait leur industrialisation et aurait pour effet d'accroître le volume d'assistance des Nations Unies dans le domaine de l'industrie.

189. Des observations avaient été formulées au cours des débats du Comité sur la politique et les activités qui devraient être menées par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel. On avait indiqué que la nouvelle organisation devrait orienter ses programmes vers l'action et coordonner tous les projets d'assistance technique en matière de développement industriel. Elle devrait concentrer davantage ses efforts sur l'assistance directe aux pays en voie de développement et à des projets industriels bien déterminés. Une attention accrue devrait être accordée aussi à l'étude des conditions et problèmes

propres aux différents pays en voie de développement et à l'analyse des obstacles qui empêchaient de rendre l'assistance plus efficace.

190. Au cours des débats de la quarante et unième session du Conseil, on a estimé que les premières opérations entreprises dans le cadre du programme récemment créé de services industriels spéciaux étaient encourageantes. On a exprimé l'espoir que le déroulement des opérations exécutées dans les divers pays au titre du programme se poursuivraient à une cadence accélérée. On a estimé qu'il était nécessaire de renforcer le programme en accélérant les procédures de préparation et d'approbation des projets.

Section II. — Colloques régionaux et Colloque international sur le développement industriel

191. A sa quarante et unième session, le Conseil était saisi des rapports sur les résultats des colloques régionaux et sur les préparatifs du Colloque international sur le développement industriel (E/C.5/135 et Add.1 à 5), ainsi que d'un résumé des réponses reçues des gouvernements et des institutions spécialisées et présentant leurs vues et propositions sur les questions qui pourraient être étudiées au Colloque international (E/C.5/135, annexe II).

192. On reconnaissait d'une façon générale que les colloques régionaux avaient été utiles et avaient donné des résultats satisfaisants et qu'ils constituaient un progrès notable pour les activités des Nations Unies dans le domaine du développement industriel. On exprimait l'opinion que les délégations envoyées au Colloque devaient être composées de fonctionnaires et d'experts au niveau des décisions.

193. Au cours des débats du Comité du développement industriel, à sa sixième session, la plupart des délégations avaient appuyé la suggestion selon laquelle le Colloque devrait être libre d'adopter des conclusions et des recommandations et de voter sur des questions de fond. En revanche, quelques représentants avaient estimé que la procédure de vote ne convenait pas à ce genre de réunion.

194. Un certain nombre de suggestions spécifiques avaient été formulées au Comité concernant les questions les plus importantes à examiner au Colloque. Ces questions étaient notamment : la création des conditions économiques et sociales et des institutions de développement industriel les plus appropriées au niveau national ; l'exploration et l'utilisation des ressources naturelles ; la mobilisation des ressources financières intérieures, y compris les bénéfices des sociétés étrangères ; les problèmes macro-économiques liés à la préparation et à l'exécution des plans de développement industriel.

195. Sur la recommandation du Comité, le Conseil a adopté une résolution [1180 (XLI)] dans laquelle il notait avec satisfaction les rapports et recommandations des colloques régionaux tenus à Manille, au Caire et à Santiago et du Colloque sur le développement industriel dans les Etats arabes, tenus au Koweït et décidait qu'un Colloque international sur le développement industriel se tiendrait en 1967. Le Conseil recommandait que les sujets énumérés à l'annexe I de la résolution soient inscrits à l'ordre du jour provisoire du Colloque international et que les délibérations du Colloque soient régies par le règlement intérieur figurant à l'annexe II. La résolution renouvelait l'invitation que le Conseil avait adressée aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou

membres d'institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ainsi qu'aux institutions spécialisées, à l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux commissions économiques régionales et au Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth, leur demandant de coopérer avec le Secrétaire général à la préparation du Colloque. Le Conseil recommandait aux gouvernements de créer les mécanismes nationaux nécessaires pour préparer leur participation au Colloque et les invitait instamment à faire en sorte que leur participation à cette réunion soit efficace. En outre, le Conseil reconnaissait l'importance des rapports et recommandations adoptés par les colloques et portait à l'attention des gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique et priait le Secrétaire général d'étudier des mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour donner suite aux recommandations des colloques, éventuellement avec la collaboration des gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, des commissions économiques régionales et du Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth, et de faire rapport au Conseil du développement industriel. En outre, le Secrétaire général était prié d'examiner, à la lumière des rapports sur les colloques, y compris le Colloque international et avec la collaboration des commissions économiques régionales et du Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth, la possibilité d'organiser périodiquement des colloques de cette nature et de présenter des propositions au Conseil du développement industriel.

196. Pour conclure, le Conseil a pris note des offres faites par les Gouvernements du Guatemala et de l'Inde, qui avaient proposé d'accueillir le Colloque (E/4230)⁸ et a prié le Secrétaire général de communiquer au Conseil, à la reprise de sa quarante et unième session, des renseignements sur les installations qui seraient disponibles en temps voulu pour la convocation du Colloque ainsi que sur les incidences financières et administratives qu'entraînerait sa tenue dans les lieux en question. En conséquence, le Conseil a ajourné toute décision quant à la date et au lieu du Colloque jusqu'à la reprise de la quarante et unième session.

Section III. — Activités des organismes des Nations Unies dans le domaine du développement industriel

197. Conformément à la demande qu'il avait formulée dans sa résolution 1081 D (XXXIX), le Conseil était saisi, à sa quarante et unième session, d'un rapport intérimaire sur la préparation du plan d'un rapport d'ensemble sur les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine du développement industriel (E/C.5/125), ainsi que d'un échantillon préliminaire du rapport d'ensemble sur ces activités, qui avait été également examiné par le Comité du développement industriel (E/C.5/125/Add.1).

198. Il a été généralement reconnu, tant par le Comité que par le Conseil, qu'en raison des nombreux

⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 10 de l'ordre du jour.

aspects de l'industrialisation, un examen complet des activités de toutes les institutions intéressées était très important et qu'il était indispensable de pouvoir disposer de rapports annuels établis pour faciliter cet examen. On a fait observer que, lorsqu'elle commencerait à fonctionner, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel devrait jouer un rôle des plus importants dans la coordination de toutes les activités relatives au développement industriel. Il était donc encourageant de constater le progrès accompli par le Secrétariat dans la préparation d'un rapport de l'ampleur indiquée par l'échantillon présenté (E/C.5/125/Add.1), qui montrait qu'une excellente coopération à cet effet existait déjà entre le Centre de développement industriel et les institutions spécialisées ainsi que d'autres organismes des Nations Unies.

199. Le Comité estimait cependant que le document avait encore besoin d'être amélioré pour devenir un instrument efficace pour l'examen des travaux des organismes des Nations Unies dans le domaine du développement industriel.

200. Sur la recommandation du Comité, le Conseil a adopté une résolution [1180 (XLI)] dans laquelle il prenait acte avec satisfaction du plan proposé et de l'échantillon préliminaire de rapport et priait le Secrétaire général de faire de nouveaux efforts, en coopération avec les institutions spécialisées, les commissions économiques régionales, le Bureau des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies à Beyrouth et d'autres organismes des Nations Unies, pour améliorer le contenu et la présentation du rapport d'ensemble, de façon à en faire un moyen efficace de passer en revue et d'analyser chaque année les activités, dans le domaine du développement industriel, des organismes des Nations Unies, y compris les commissions économiques régionales et le Bureau des affaires économiques et sociales de Beyrouth. Il fallait notamment s'efforcer de tenir compte des nécessités suivantes : a) assurer un plan de rapport aussi complet que possible, en vue d'étendre la portée du rapport à toutes les industries manufacturières, extractives et énergétiques et à l'infrastructure qui s'y rattachait ; b) faciliter la comparabilité des renseignements contenus dans le rapport d'ensemble en classant les données relatives à chaque projet sous des rubriques convenables, telles qu'origine du projet, buts, portée, méthodes d'exécution, importance par rapport à d'autres activités, etc. ; c) fournir des données plus précises sur l'exécution de chaque projet, et notamment la date à laquelle les travaux devaient commencer et s'achever, le coût estimatif et la source des fonds ; d) rattacher aux données contenues dans le rapport les renseignements touchant l'organisation du travail dans le domaine du développement industriel et les ressources qui y étaient consacrées, en se servant de tableaux appropriés ou de brefs exposés analytiques. Le Conseil considérait également que l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel serait le principal agent chargé d'examiner toutes les activités des organismes des Nations Unies dans le domaine du développement industriel et de favoriser la coordination et priait le Secrétaire général d'établir le prochain rapport annuel d'ensemble en coopération avec les organismes intéressés, pour le présenter au Conseil du développement industriel à sa première session.

Section IV. — Création d'une Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

201. A sa quarantième session, le Conseil était saisi de la résolution 2089 (XX) de l'Assemblée générale

portant création d'une organisation autonome des Nations Unies pour le développement industriel. Au cours du débat⁹, on a souligné que le Comité spécial prévu au paragraphe 6 de la résolution de l'Assemblée générale se verrait confier la tâche difficile d'élaborer les dispositions administratives et les procédures de fonctionnement d'un nouvel organisme.

202. Le Conseil a adopté une résolution [1096 (XL)] dans laquelle il priait le Secrétaire général de présenter au Comité spécial une liste annotée des problèmes de procédure, d'administration et de relations à examiner en liaison avec la création de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, en indiquant, le cas échéant, les divers moyens de les résoudre.

203. Conformément à la résolution de l'Assemblée générale, le rapport du Comité spécial (A/6229), qui contenait un projet de résolution à soumettre à l'Assemblée générale, a été présenté au Conseil à sa quarante et unième session⁹. Il avait été présenté auparavant au Comité du développement industriel, dont les observations ont également été soumises au Conseil.

204. Au cours de l'examen du rapport du Comité spécial au Comité du développement industriel, les membres s'étaient déclarés satisfaits des travaux du Comité spécial et avaient approuvé dans l'ensemble ses recommandations. Ils avaient exprimé leurs opinions sur un certain nombre de questions relatives aux recommandations du Comité spécial, notamment la composition du Conseil du développement industriel et le financement des activités opérationnelles de la nouvelle organisation au moyen de contributions volontaires.

205. Le Comité reconnaissait que la coordination entre l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel et les autres organismes était indispensable. La plupart des délégations avaient été d'avis qu'il fallait éviter toute disposition de nature à limiter le rôle central de l'ONUDI. On avait souligné que la principale considération qui avait guidé le Comité spécial lorsqu'il avait élaboré le projet de résolution était le désir d'assurer à la nouvelle organisation un degré d'autonomie compatible avec son but et ses vastes fonctions. Pour jouir d'une autonomie suffisante, il fallait que l'Organisation soit en mesure de jouer un rôle central de direction à l'égard des activités de toutes les organisations en matière de développement industriel et qu'à ce titre elle détermine en grande partie les grands principes sur lesquels devaient se fonder toutes ces activités. Ce faisant, l'ONUDI devait travailler en coopération étroite avec les organisations intéressées, de manière à éviter tout chevauchement et tout double emploi.

206. Le Comité avait pris note du rapport du Comité spécial et du projet de résolution que ce Comité avait décidé à l'unanimité (A/6229, par. 11) de transmettre à l'Assemblée générale, conformément aux dispositions du paragraphe 6 de la résolution 2089 (XX) de l'Assemblée générale.

207. Au cours du débat au Conseil, à sa quarante et unième session, on a souligné que la décision qui avait été prise de créer l'ONUDI représentait une étape importante dans les efforts persévérants déployés pour favoriser le développement économique. La plupart des orateurs ont souligné la nécessité d'établir une coopération étroite entre l'ONUDI et les autres organes des Nations Unies. On a généralement reconnu que la nouvelle organisation devait assumer la principale respon-

⁹ E/SR.1403, 1405.

sabilité dans ce domaine. Le Conseil du développement industriel s'occuperait de toutes les questions relatives au développement industriel et il ne faisait pas de doute que des dispositions pratiques et rationnelles seraient mises au point d'un commun accord entre l'ONUDI et les autres institutions reliées à l'Organisation des Nations Unies en vue d'établir une coopération et des relations de travail.

208. On a souligné que le projet de résolution que le Comité spécial avait recommandé à l'Assemblée générale d'adopter était le résultat d'un compromis équilibré entre diverses opinions. Ce compromis avait été rendu possible par le désir qu'avaient les intéressés de parvenir à une solution aussi satisfaisante que possible pour tous. Il était important de sauvegarder le compromis auquel on était parvenu et d'aborder la question à l'Assemblée générale dans le même climat de bonne

volonté. Quelques membres ont rappelé les réserves spécifiques qu'ils avaient formulées à l'occasion des recommandations du Comité spécial et qui figuraient dans le rapport et ils ont exprimé l'espoir qu'il serait tenu compte de ces réserves afin que l'on parvienne à une formule définitive que tous puissent accepter.

209. Le représentant du Pérou a informé le Conseil que son gouvernement souhaitait voir le siège de l'ONUDI s'établir à Lima.

210. A la fin des débats, le Conseil, à l'unanimité, a pris note avec satisfaction du rapport du Comité spécial (A/6229) et du projet de résolution que le Comité avait adopté à l'unanimité pour le soumettre à l'Assemblée générale.

211. Le Conseil a également pris note avec satisfaction du rapport du Comité du développement industriel sur sa sixième session (E/4203).

Chapitre VII

MISE EN VALEUR DES RESSOURCES NATURELLES

212. A sa quarantième session, le Conseil a examiné¹ trois rapports relatifs à la mise en valeur et à l'utilisation des ressources naturelles: le quatrième rapport biennal sur la mise en valeur des ressources hydrauliques (E/4138)², un rapport du Secrétaire général sur les faits nouveaux intervenus en 1965 dans le domaine du dessalement de l'eau (E/4142)³, et un rapport intitulé "Mise en valeur des ressources non agricoles" (E/4132)³.

Section I. — Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques

213. Le quatrième rapport biennal sur la mise en valeur des ressources hydrauliques (E/4138)² donne un aperçu général des travaux des organismes des Nations Unies dans le domaine des ressources hydrauliques en 1964 et 1965. Il examine les sujets suivants: l'hydrologie scientifique et la Décennie hydrologique internationale, la météorologie hydrologique; l'utilisation des isotopes en hydrologie; les bassins fluviaux internationaux; l'irrigation et le drainage; l'approvisionnement public en eau; l'évacuation des déchets; la pollution des eaux; le dessalement de l'eau de mer et de l'eau saumâtre; les institutions nationales des ressources hydrauliques; les aspects économiques du transport de l'eau et les questions de main-d'œuvre et de formation. Le rapport a également présenté en annexe un résumé complet des projets classés par catégories.

214. Commentant ce document, certains représentants ont déclaré que ce rapport, établi par le Secrétaire général en collaboration avec les institutions spécialisées intéressées, avait le mérite de fournir un tableau d'ensemble des activités des nombreux organismes des Nations Unies qui s'occupent de la mise en valeur des ressources hydrauliques. Ils ont dit qu'ils pensaient que le rapport serait utile aux administrateurs, aux planificateurs et aux techniciens des gouvernements, qui pourraient le prendre comme document de base pour formuler des propositions d'action, et qu'il faciliterait une évaluation générale des activités destinée à combler leurs lacunes et à en corriger les déséquilibres. Ils ont noté avec satisfaction les efforts répétés pour coordonner plus efficacement les activités et pour mettre au point des dispositions propres à faciliter la participation des différents organismes des Nations Unies intéressés à l'examen ou à la définition de projets déterminés avant leur mise en route. Plusieurs représentants ont accueilli avec satisfaction la décision prise par le Sous-Comité des ressources hydrauliques du CAC d'entreprendre un programme concerté de projets de formation supplémentaires. Plusieurs représentants ont également promis d'apporter par l'intermédiaire de

leurs comités nationaux leur concours au travail de la Décennie hydrologique internationale instituée par l'UNESCO. Des commentaires favorables ont été faits sur le nombre de projets relatifs aux ressources hydrauliques entrepris au titre du Programme des Nations Unies pour le développement.

215. Le Conseil a adopté une résolution [1111 (XL)] où il prenait acte avec satisfaction du quatrième rapport biennal sur la mise en valeur des ressources hydrauliques (E/4138) et demandait que la publication de rapports de ce genre soit poursuivie.

Section II. — Dessalement de l'eau

216. Le rapport sur le dessalement de l'eau (E/4142)³ était présenté conformément à la résolution 1069 (XXXIX) du Conseil où le Conseil priait le Secrétaire général de rechercher d'autres possibilités de hâter le progrès de l'ensemble des efforts déployés concernant le dessalement de l'eau et de faire rapport au Conseil à ce sujet.

217. Au cours du débat, les représentants ont pris note des progrès de la coopération internationale dans le domaine du dessalement de l'eau, accomplis par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies et notamment du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat et de l'Agence internationale de l'énergie atomique de même qu'à titre bilatéral. Des observations ont été faites sur les différents faits nouveaux rapportés dans le rapport. De l'avis général, le programme de travail défini était bien conçu. Les représentants ont notamment approuvé les plans du Secrétariat pour continuer l'étude des différents procédés de dessalement et faire rapport sur les projets déjà terminés ou en cours dans les Etats Membres, afin d'obtenir une meilleure évaluation des besoins et une planification plus pratique des mesures à prendre et pour présenter chaque année un rapport sur le fonctionnement des usines de dessalement, ce qui aiderait à encourager l'installation d'autres usines du même genre. On a également approuvé les autres études envisagées, dont une étude sur la distribution de l'eau dans des zones alimentées en eau dessalée, une étude des tarifs de vente de l'eau applicables à l'eau dessalée, une recherche sur le prix de revient et l'utilisation éventuelle de l'eau contaminée, une fois traitée, à des fins autres que la boisson, et une analyse des aspects économiques et techniques de la distillation solaire. On a suggéré en outre une étude sur l'évacuation de la saumure et les effets possibles de son rejet dans la mer sur la faune et la flore sous-marine.

218. Le Conseil a adopté à l'unanimité une résolution [1114 (XL)] où il approuvait le programme de travail proposé dans le rapport, priait le Secrétaire général de prendre des mesures pour réunir les ressources nécessaires à l'exécution de ce programme de travail, et notamment de prendre contact, s'il y a lieu, avec les gouvernements et les organisations susceptibles de

¹ E/SR.1408, 1409, 1417; E/AC.6/SR.376 à 379.

² Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Supplément n° 3.

³ Ibid., quarantième session, Annexes, point 7 de l'ordre du jour.

fournir à leurs frais des services d'experts et de consultants ainsi que d'autres ressources; et priait également le Secrétaire général de faire rapport périodiquement sur les faits nouveaux intervenus dans le domaine du dessalement.

Section III. — Ressources non agricoles *

219. Le troisième rapport présenté au Conseil était le rapport biennal du Secrétaire général sur la mise en valeur des ressources non agricoles (E/4132) ³ dont il était saisi conformément à la résolution 877 (XXXIII) du Conseil. Le rapport donnait un aperçu analytique du travail entrepris concernant l'établissement de levées et de cartes pour la mise en valeur des ressources; la mise en valeur des ressources minérales; les ressources énergétiques; et la mise en valeur des ressources hydrauliques. Il définissait également le programme de travail pour 1966-1967 et contenait des propositions en vue d'un programme d'études de cinq ans portant sur les neuf études globales suivantes: une étude des ressources mondiales en minerais de fer, une étude des métaux non ferreux importants, une étude de certaines mines des pays en voie de développement en vue d'augmenter les réserves et la production de minerais par l'utilisation de techniques modernes, une étude des gisements de minerais qui pouvaient exister le long des côtes des pays en voie de développement, une étude des besoins de ressources en eau des pays en voie de développement pauvres en eau, une étude des possibilités de mise en valeur des cours d'eau internationaux, une étude des sources d'énergie géothermique qui pouvaient exister dans les pays en voie de développement, une étude des ressources en schistes bitumineux et une étude des besoins des pays en voie de développement en petites génératrices de courant.

220. En ouvrant la discussion ⁴, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a souligné l'importance des ressources non agricoles dans l'économie mondiale et fait observer que les Nations Unies avaient accompli dans ce domaine une tâche obscure mais efficace, sans les ouvertures de crédit que justifierait la mise en valeur de ces ressources. Il a expliqué que les neuf études avaient, bien qu'elles aient trait à des domaines très différents, quatre objectifs communs: premièrement, fournir des renseignements, des idées et des méthodes nouvelles sur les ressources naturelles des pays en voie de développement; deuxièmement, rassembler des données permettant de se faire une idée de l'offre et de la demande mondiale à long terme des ressources considérées; troisièmement, aider les gouvernements à définir le cadre juridique et structurel qu'exigeait la mise en valeur optimale des ressources naturelles; quatrièmement, préparer des projets concrets d'investissement dans le cadre de programmes multilatéraux et bilatéraux d'assistance financière et technique. Pour ce qui est du coût, il a fait observer que le Secrétariat ne pensait nullement que ce programme sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies puisse être financé entièrement ni même principalement. Une partie des dépenses, qui pouvaient être évaluées à quelque 10 millions de dollars au total, pourrait peut-être être financée sur les ressources du Programme des Nations Unies pour le développement. Certains gouvernements de pays industrialisés, de l'Est et de l'Ouest, pourraient peut-être aussi prendre en charge une partie des entreprises projetées.

* L'Assemblée générale doit se prononcer à ce sujet.

⁴ E/SR.1408; E/L.1107.

221. Au cours du débat, les représentants ont loué les efforts de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des ressources non agricoles, l'ampleur de son action, et beaucoup de ses réalisations ainsi que des aspects particuliers du programme pour 1966-1967. Ils ont également isolé des aspects auxquels on avait, à leur avis, donné trop ou trop peu d'importance ou qui leur paraissent devoir être réévalués.

222. En ce qui concerne le programme d'études de cinq ans, les représentants ont généralement reconnu avec le Secrétaire général qu'un programme de ce genre pourrait apporter une contribution majeure à la seconde moitié de la Décennie pour le développement. Toutefois, certains ont estimé que la question de l'ordre de priorité des différentes études proposées et la question des sources de financement du programme demandaient à être étudiées de plus près. On a reconnu que le programme de cinq ans pouvait faire l'objet d'études plus poussées à la lumière notamment du travail pertinent des institutions spécialisées intéressées et d'autres organisations internationales et en consultation avec le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. On a aussi suggéré que pour aider le Conseil à poursuivre l'examen du programme, le Secrétaire général consulte des experts indépendants particulièrement qualifiés sur les différentes études proposées. Pour ce qui est des moyens de financement du programme, point sur lequel ont porté de nombreuses remarques, on a reconnu que la question devrait être traitée avec les gouvernements, compte tenu de renseignements plus complets sur les aspects techniques et financiers.

223. Au cours de la discussion, on a également proposé que l'Organisation des Nations Unies entreprenne une étude des ressources sous-marines au-delà de la plate-forme continentale, endroit où la mer offre de grandes possibilités. Afin d'atténuer le coût d'une étude de ce genre et d'éviter les doubles emplois, on a suggéré que le Secrétariat tire d'abord parti des ressources financières existantes et des services et documents que l'UNESCO et les autres organismes étaient en mesure de fournir.

224. Au terme du débat, le Conseil a adopté deux résolutions. Dans sa résolution 1112 (XL), il priait le Secrétaire général, agissant en coopération avec le Comité consultatif sur l'application de la science et la technique au développement et des institutions spécialisées, en particulier l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ainsi qu'avec les gouvernements des Etats Membres intéressés, de procéder à une enquête sur l'état actuel de la connaissance des ressources minérales et des ressources alimentaires autres que le poisson que renferme la mer au-delà de la plate-forme continentale et sur les techniques propres à leur exploitation. Il le priait également de s'efforcer, dans le cadre de cette enquête, d'identifier les ressources considérées actuellement comme susceptibles d'une exploitation rentable, particulièrement dans l'intérêt des pays en voie de développement et de déterminer, dans les connaissances actuelles, toutes lacunes méritant d'être examinées au plus tôt. Il le priait enfin de faire rapport au Conseil, lors d'une prochaine session, sur l'état d'avancement de cette enquête. Dans la résolution 1113 (XL), le Conseil notait avec satisfaction les résultats obtenus grâce aux activités de recherche et de formation ainsi qu'aux activités opérationnelles menées par le Département des affaires économiques et sociales dans le domaine de la mise en valeur des ressources non

agricoles, notamment en ce qui concerne l'accélération des transferts et de l'adaptation de techniques appropriées à la mise en valeur des ressources dans les pays en voie de développement, et approuvait l'orientation et l'ordre de priorité des activités continues décrites dans le rapport. Il accueillait avec satisfaction l'initiative que le Secrétaire général avait prise en soumettant au Conseil un programme à long terme conçu en tant que moyen d'apporter une importante contribution à la seconde moitié de la Décennie pour le développement et recommandait que le Secrétaire général, tenant compte des travaux pertinents des institutions spécialisées et de l'AIEA, sollicite l'avis d'experts extérieurs des divers secteurs de la mise en valeur des ressources non agricoles au sujet des différentes études et projets proposés, et en ce qui concerne les priorités à leur donner dans le cadre du programme envisagé. Il priait le Secrétaire général de solliciter l'avis du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, lors de sa cinquième session, et d'inviter les gouvernements à lui communiquer leurs avis et observations sur ce programme et à lui faire connaître dans quelle mesure ils pouvaient contribuer à son financement et, également, d'entreprendre, le cas échéant, des démarches auprès des gouvernements et des organisations qui étaient en mesure de fournir, à leurs frais, des services d'experts et de consultants ainsi que d'autres ressources. Le Conseil priait en outre le Secrétaire général de lui faire rapport, lors de sa quarante et unième session, sur les résultats des consultations susmentionnées et d'inclure dans ce rapport des renseignements détaillés concernant le coût de chaque étude et projet et les modalités de financement susceptibles d'être envisagées. Il décidait enfin de procéder à un examen d'ensemble lors de sa quarante et unième session en vue de définir les moyens et les possibilités d'exécution de ce programme.

225. A sa quarante et unième session, le Conseil a examiné⁵ un rapport complémentaire du Secrétaire général sur le programme de cinq ans pour la mise en valeur des ressources naturelles (E/4186)⁶. Le rapport reprenait les résultats des consultations du Secrétariat avec un groupe de six experts réunis au Siège du 12 au 15 avril 1966, les conclusions du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement qui avait été consulté à sa cinquième session en mars 1966 et les résultats d'une nouvelle analyse de l'estimation du coût du programme.

226. Ouvrant la discussion⁷, le représentant du Secrétaire général a souligné l'importance du programme de cinq ans qui permettrait non seulement aux pays peu développés de planifier leur développement et d'établir un ordre de priorité en pleine connaissance de cause, mais aussi aux diverses organisations intéressées, et notamment au Programme des Nations Unies pour le développement, de mieux peser les demandes d'assistance. L'ensemble du programme s'étendrait sur cinq ans, mais certaines des neuf études envisagées pouvaient ne durer que deux ou trois ans. Le premier objectif serait de rassembler et d'analyser toute la documentation existante — tâche que l'Organisation des Nations Unies était particulièrement bien équipée pour entreprendre. Des équipes d'experts se rendraient ensuite dans le pays intéressé pour y obtenir les renseignements nécessaires afin de combler les lacunes éventuelles de

cette documentation et de déterminer les domaines dans lesquels l'aide pourrait s'exercer de la façon la plus efficace. En ce qui concerne les demandes d'avis adressées aux gouvernements conformément à la résolution 1113 (XL) du Conseil, le représentant du Secrétariat a signalé qu'il n'avait encore reçu que très peu de réponses.

227. Au cours du débat, les représentants ont marqué à nouveau leur satisfaction de l'initiative prise par le Secrétaire général au sujet d'un programme d'études de cinq ans qui était considéré comme condition nécessaire à la préparation de plans d'investissement bien conçus pour la mise en valeur efficace des ressources naturelles.

228. On a noté que le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement avait fait siennes les grandes lignes d'un programme d'études de cinq ans⁸, après un examen préliminaire mais que le temps lui avait manqué pour faire une étude détaillée des incidences du programme d'études dans le contexte général des travaux dans le domaine des ressources naturelles.

229. Plusieurs délégations ont estimé que le Comité ne disposait pas encore d'assez de données pour pouvoir parvenir à des conclusions définitives sur la nature et la portée du programme et sur la façon dont on pourrait l'exécuter. On a noté que dans les conclusions du groupe d'experts (E/4186, annexe I), on recommandait avant toute étude d'engager un groupe de consultants pour établir le paramètre et la portée de l'objectif des études, les définitions et les critères, la planification détaillée de l'organisation et une évaluation plus précise sur la durée et le coût du programme. Les nouvelles études proposées s'imposaient de toute façon et il valait mieux les exécuter avant plutôt qu'après toute décision de mise en œuvre de ce programme.

230. Plusieurs représentants ont souligné la nécessité de tirer parti au maximum des commissions économiques régionales dans l'exécution des études ainsi que de prendre en considération le travail accompli par les institutions spécialisées et l'AIEA et de coordonner avec eux la planification et l'exécution des études.

231. On a exprimé l'opinion que le financement des études ne pouvait être étudié qu'après que le Secrétaire général et plusieurs organes aient entrepris un examen plus détaillé de certaines questions qui leur permettrait de parvenir à une évaluation plus précise du programme et du coût des études. En revanche, plusieurs délégations ont déclaré que leur gouvernement était disposé à fournir des services d'experts à leurs frais en vue d'examiner de plus près les études.

232. Certains ont jugé possible, d'autres non, d'imputer le coût des études au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies ou du PNUD; mais la plupart des représentants ont reconnu que des contributions volontaires seraient également nécessaires à la mise en application du programme.

233. A la clôture du débat, le Conseil a adopté à l'unanimité une résolution [1127 (XLI)] reconnaissant qu'il était souhaitable de mettre en œuvre un programme à long terme d'études dans le domaine des ressources naturelles, invitait les gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait à communiquer leur opinion au sujet de ce programme et des possibilités de le financer, pour le 30 septembre 1966 au plus tard, et priait le Secrétaire général: a) de consulter, au plus tard à sa

⁵ E/AC.6/SR.380 à 383, 385, 386; E/SR.1439.

⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 11 de l'ordre du jour.

⁷ E/AC.6/SR.380.

⁸ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 12, chap. IV, B, 4.

sixième session, le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, sur les incidences du programme d'études dans le cadre général des autres travaux relatifs aux ressources naturelles; *b*) de constituer trois petits groupes de consultants qualifiés dans les domaines des ressources minérales, des ressources hydrauliques et de l'énergie, qui seraient chargés d'effectuer une étude sur les paramètres et la portée des objectifs des études, les définitions et critères, une planification détaillée et une évaluation plus précise concernant le calendrier et le rapport coût/profit; *c*) de consulter les commissions

économiques régionales, les institutions spécialisées intéressées, l'AIEA et d'autres organismes compétents sur la planification et l'exécution du programme d'études; *d*) d'examiner les moyens d'organiser et de financer un programme de ce genre; et *e*) de présenter un rapport intérimaire au Conseil à la reprise de sa quarante et unième session et d'établir ensuite un rapport complet et définitif aussitôt que possible, mais au plus tard pour la quarante-troisième session du Conseil. Enfin, il recommandait que l'Assemblée générale, à sa vingt et unième session, note les progrès accomplis pour la mise en œuvre du programme d'études de cinq ans.

QUESTIONS RELATIVES À LA SCIENCE ET À LA TECHNIQUE

234. Le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement a tenu sa quatrième session à Genève, du 8 au 19 novembre 1965. La session a été consacrée principalement à l'examen des rapports présentés par les groupes techniques du Comité, notamment ceux du Groupe de travail chargé d'étudier les progrès accomplis et l'"offensive concertée", du Groupe de travail chargé d'étudier le transfert des informations scientifiques et techniques aux pays en voie de développement, et du Groupe de travail chargé d'étudier les moyens de faire comprendre le rôle de la science et de la technique dans le développement, ainsi qu'à l'examen des plans concernant le troisième rapport du Comité au Conseil.

235. Le Comité a décidé de ne pas adopter de rapport à la quatrième session, mais de rédiger pour son propre usage un bref compte rendu pouvant servir de base à son troisième rapport, qu'il doit préparer à sa cinquième session. Dans ce compte rendu, il a dressé un plan détaillé du travail à faire pour préparer sa prochaine session. Afin de faciliter les relations avec les organismes des Nations Unies, il a adopté une résolution (E/AC.52/R.3/Rev.1, par. 14) où il a recommandé que chaque organisation des Nations Unies coopérant avec lui prenne les dispositions voulues au point de vue du programme, du budget et du personnel, et désigne dans son propre secrétariat un fonctionnaire chargé de la liaison permanente avec le Comité. Parmi les autres mesures prises par le Comité à la quatrième session figurent deux décisions: rétablir deux groupes techniques, à savoir le Groupe technique sur les structures des institutions nécessaires au progrès scientifique et technique des pays en voie de développement et le Groupe technique des travaux des organismes des Nations Unies; mettre sur pied un groupe chargé de rédiger un ouvrage de vulgarisation sur le rôle de la science et de la technique dans le développement et d'étudier d'autres questions de publication. Le Comité a également inclus dans le compte rendu sur sa quatrième session deux notes du Sous-Comité du CAC sur la science et la technique, l'une sur l'analyse coût/profit (E/AC.52/R.3/Rev.1, annexe D) et l'autre sur les méthodes proposées aux organismes des Nations Unies pour l'établissement de leurs rapports au Comité consultatif (E/AC.52/R.3/Rev.1, annexe C).

236. Le Groupe régional pour l'Afrique du Comité s'est réuni à Addis-Abéba du 5 au 10 janvier 1966. Il a étudié, du point de vue de la région de l'Afrique, la nécessité de renforcer certaines installations de recherche de la région qui tendent actuellement à périr; l'application des connaissances existantes et le transfert des connaissances; le financement des dépenses d'enseignement; et les questions relatives à la coopération entre la Commission économique pour l'Afrique, les bureaux régionaux des institutions intéressées et d'autres organes régionaux, d'une part, et le Comité consultatif d'autre part. A sa cinquième session, le Comité consultatif a présenté au Groupe de la CEA, pour exa-

men, une liste de projets dans le domaine de la science et de la technique. Des représentants des institutions spécialisées et autres organismes compétents ont participé activement aux discussions.

237. Le Comité consultatif a tenu sa cinquième session au Siège du 22 mars au 4 avril 1966. Le principal point inscrit à l'ordre du jour était l'examen et l'adoption du troisième rapport du Comité au Conseil. Le Comité a également entendu une déclaration du Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement. Soucieux d'établir des contacts plus étroits avec le monde scientifique, il s'est félicité de voir le Président et le Vice-Président du Conseil international des unions scientifiques assister à la session en tant qu'observateurs. Le Président a parlé au Comité des questions auxquelles s'intéresse le Conseil international et des activités qu'il entreprend dans le domaine de l'application de la science et de la technique au développement.

238. Dans son troisième rapport au Conseil (E/4178)¹, le Comité décrit sa façon de penser et ses activités depuis sa création jusqu'à la cinquième session. Les principales recommandations faites dans le rapport tendaient en gros à ce que le Conseil économique et social patronne un plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement, dont les principaux éléments seraient les suivants: a) un plan quinquennal pour la mise en place d'une infrastructure scientifique et technique dans les pays en voie de développement; b) un ensemble d'objectifs concernant l'enseignement des sciences dans les pays en voie de développement, à atteindre au cours des cinq ou dix prochaines années; c) un programme visant à améliorer la documentation et les mécanismes de transfert des connaissances techniques à l'intention des pays en voie de développement; d) l'intensification de l'offensive concertée à l'égard d'un certain nombre de problèmes d'une grande importance pour les pays en voie de développement, tant par l'application des connaissances existantes que par l'acquisition de connaissances nouvelles; et e) un programme destiné à encourager la communauté scientifique des pays développés à aider les pays en voie de développement à résoudre leurs problèmes.

239. Le Comité a recommandé que le Conseil adopte une résolution, dont un projet a été inclus dans le rapport, pour lancer le plan d'action mondial proposé.

240. Dans son rapport, le Comité a fait un certain nombre de recommandations précises au sujet des différentes questions susmentionnées. En vue d'édifier une infrastructure scientifique et technique dans les pays en voie de développement, il a recommandé une série d'objectifs pour les cinq à dix années à venir, et notamment la création ou le renforcement d'un certain nombre d'instituts nationaux de formation à différents niveaux;

¹ Document officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 12.

la création de centres d'équipement scientifique et pédagogique des écoles primaires et secondaires; l'octroi de bourses d'étude pour la formation de chercheurs et d'enseignants; et la création de facultés des sciences et d'instituts de recherche dans les pays en voie de développement. Pour assurer l'accès aux renseignements scientifiques et techniques et le transfert des techniques, le Comité a recommandé que l'on invite les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies à créer un organe central chargé d'élaborer la politique à suivre en matière de centres de documentation et de centres de transfert de connaissances techniques; que l'on définisse un programme de création de maisons d'édition qui publieraient à bas prix des livres et des périodiques traitant de sujets scientifiques et techniques; que l'on entreprenne des enquêtes sur les moyens actuels de transfert des connaissances techniques dans un petit nombre de pays en voie de développement; que l'on mette au point un programme pilote destiné à favoriser les visites de techniciens de pays en voie de développement à des entreprises d'autres pays; et que l'on entreprenne, dans des pays représentatifs des différentes régions, des enquêtes pilotes sur l'effet des arrangements conclus entre entreprises (publiques ou privées) du point de vue du transfert des connaissances techniques aux pays en voie de développement. Vu la nécessité d'appliquer plus largement les connaissances actuelles et d'acquérir de nouvelles connaissances, le Comité a recommandé que l'on prenne le plus tôt possible des mesures pour résoudre un nombre limité de problèmes, et notamment pour accroître la quantité d'eau d'irrigation, pour augmenter les ressources en protéines comestibles, pour lutter contre la trypanosomiasse africaine, pour mieux comprendre les problèmes démographiques, pour étudier et utiliser les ressources naturelles non agricoles, pour accélérer l'industrialisation, et pour mettre au point de nouvelles techniques pédagogiques. Le Comité a souligné l'opinion exprimée dans son deuxième rapport (E/4026)², à savoir que dans les conditions actuelles, c'est une application plus large et plus intensive des connaissances existantes, convenablement adaptées aux conditions locales, qui représente la meilleure chance d'assurer le progrès rapide des pays en voie de développement.

241. Dans son rapport, le Comité a également exposé dans leurs grandes lignes les rôles respectifs de l'ONU et des organisations qui lui sont rattachées, des gouvernements et de la communauté scientifique dans la mise en œuvre du plan d'action mondial pour le développement de la science et de la technique. Il a souligné qu'il convenait de chiffrer avec plus de précision les dépenses de développement, projetées et effectives, qui ont trait à la science et à la technique, et d'élaborer une méthode pour l'établissement de rapports sur ces dépenses, y compris celles du Programme des Nations Unies pour le développement.

242. Le Comité s'est beaucoup préoccupé de la mobilisation des efforts de la communauté scientifique dans les pays développés, y compris les organisations non gouvernementales, et il a fait plusieurs recommandations concrètes à cet égard. Il a notamment recommandé d'entreprendre une étude détaillée des moyens permettant de créer l'atmosphère qui susciterait chez ceux qui orientent l'opinion publique un intérêt suffisant pour la science et la technique et une compréhension des problèmes qui se posent à cet égard, et aussi de publier un ouvrage de vulgarisation sur l'application de la science

et de la technique au développement faisant une large place aux programmes des Nations Unies.

243. Enfin, le Comité, dans son rapport, a traité de son propre rôle et de son programme de travail futur. Il a défini plusieurs facteurs qui, à son avis, devraient déterminer son efficacité pour le présent et pour l'avenir. En ce qui concerne ses activités futures, il a exprimé l'opinion que si l'on adoptait sa proposition de plan d'action mondial, il aurait un rôle permanent à jouer, car il devrait suivre les progrès accomplis par les organismes des Nations Unies dans l'exécution des programmes approuvés et faire les recommandations nécessaires au Conseil sur l'orientation à donner au plan. Dans son deuxième rapport au Conseil, le Comité avait énoncé quatre conditions qu'il jugeait nécessaires à son efficacité dans l'avenir; dans la conclusion de son troisième rapport, il a souligné une fois de plus ces conditions à l'intention du Conseil (E/4178, par. 265).

244. Au cours de la préparation de son troisième rapport, le Comité a pris connaissance du document intitulé "Directives pour l'application de la science et de la technique au développement", qui avait été examiné et approuvé par le Sous-Comité pour la science et la technique du CAC (voir E/4178, annexe I). Pour autant qu'il a pu le faire, vu le temps dont il disposait, il a tenu compte de ce document aux endroits voulus de son rapport, et il estime qu'il n'y a pas opposition entre les différentes dispositions des Directives et celles qu'il a recommandées.

245. Le rapport du Comité consultatif a été présenté au Conseil, sur sa demande, par le Président du Comité, M. S. Thacker³. Celui-ci a rapidement fait l'historique du Comité consultatif et il a indiqué que le Comité avait identifié de nombreux problèmes clefs dans le domaine de l'application de la science et de la technique au développement et avait recommandé certaines méthodes pour en venir à bout. Toutefois, le Comité consultatif pense maintenant que le Conseil n'attend pas seulement de lui des recommandations générales mais aussi des propositions permettant de donner suite systématiquement à ces recommandations. C'est dans cet esprit que le Comité consultatif a recommandé au Conseil de lancer un plan d'action mondial, afin d'assurer des mesures concertées et coordonnées dans le domaine de la science et de la technique et d'améliorer ainsi considérablement les résultats de la seconde moitié de la Décennie pour le développement. Le plan mondial proposé renforcerait les programmes existants d'application de la science et de la technique au développement et prévoirait de nouvelles dispositions susceptibles de compléter l'effort total et d'appeler l'attention du monde sur l'œuvre entreprise. Ses caractéristiques différeraient selon la région, et le Comité pense donc qu'il importe beaucoup de l'envisager sous une optique régionale. Le plan mondial d'action repose sur la conviction que le Conseil lui-même est l'organe le mieux placé pour amorcer et promouvoir un programme de ce genre, grâce à ses liens avec les différents organismes des Nations Unies, avec les organisations non gouvernementales et avec les gouvernements. L'orateur a attiré l'attention sur le rôle que pourrait jouer le PNUD pour encourager davantage l'application de la science et de la technique.

246. Le Conseil a également entendu des déclarations du Directeur général de l'UNESCO, du Secrétaire général de l'OMM et du Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui ont

² Ibid., trente-neuvième session, Supplément n° 14.

³ E/AC.24/SR.296; E/AC.24/L.287.

tous accueilli avec satisfaction le rapport du Comité consultatif et qui, sans souscrire nécessairement à tous les points de détail, ont souligné l'importance que leur institution y attachait. Il a été déclaré qu'il faudrait des ressources accrues pour mettre la science et la technique au service du développement, si l'on voulait appliquer les recommandations du Comité consultatif.

247. Au cours de son débat ⁴, le Conseil a vivement loué le Comité consultatif pour son travail. On a vu dans le rapport du Comité un document de haute tenue et de grande importance. Les membres qui ont pris la parole ont accueilli avec satisfaction l'idée d'un plan d'action mondial et ont entériné ses objectifs, mais plusieurs délégations ont estimé que les recommandations du Comité ne pouvaient être acceptées globalement, en tant que partie du plan, sans un examen plus approfondi, et qu'avant que le Conseil n'approuve le lancement du plan, il serait nécessaire de définir et d'élaborer son contenu plus en détail. Il y a eu des divergences d'opinions sur la façon de financer un plan de ce genre. Certaines délégations et des représentants d'institutions internationales ont jugé qu'il était indispensable de trouver davantage de ressources si l'on voulait accélérer l'application de la science et de la technique au développement. D'autres délégations ont été d'avis qu'il faudrait atteindre les objectifs du plan mondial grâce à une nouvelle orientation et à une adaptation des programmes actuels des institutions spécialisées et des autres organes. Il faudrait aborder franchement le problème des priorités, car il importait de ne pas susciter d'espoirs irréalisables.

248. La plupart des délégations ont souligné que le Comité consultatif devait rester un organe d'experts n'ayant que des fonctions consultatives. Il ne devrait pas chercher à se donner un rôle opérationnel; toutefois, on a admis que pour s'acquitter convenablement de ses fonctions, il aurait besoin d'un petit secrétariat d'experts. Puisqu'il était entendu que le Comité jouait un rôle spécialisé et que ses membres étaient nommés à titre individuel, un certain nombre de délégations ont souligné que seuls les membres du Comité devraient assister à ses réunions et que la participation directe de non membres n'était pas souhaitable. Il serait utile que des membres des groupes scientifiques et techniques des institutions spécialisées fassent également partie du Comité consultatif; cela permettrait d'obtenir une meilleure compréhension des programmes des institutions techniques et d'assurer une étroite coopération.

249. A la fin de son débat, le Conseil a adopté une résolution [1155 (XLI)] où il a rappelé qu'il avait accueilli avec satisfaction le deuxième rapport du Comité consultatif et où il a noté que l'Assemblée générale avait fait siennes les vues du Comité consultatif, à savoir qu'il serait souhaitable que le Conseil entreprenne un programme international visant à renforcer les programmes existants en vue de l'application de la science et de la technique au développement, et avait également admis que le Conseil lui-même serait l'organe qualifié, sous son autorité, pour mettre en route et orienter le programme. Le Conseil a également souligné l'importante contribution déjà faite par les institutions spécialisées et l'AIEA pour faire bénéficier les pays en voie de développement de la science et de la technique. Le Conseil s'est félicité de la proposition du Comité consultatif visant à établir un plan d'action mondial pour l'application de la science et de la technique au développement et a approuvé les objectifs énoncés par le Comité con-

sultatif, à savoir aider les pays en voie de développement à créer les structures institutionnelles (nationales et, le cas échéant, régionales) dont ils ont besoin et à former la main-d'œuvre qualifiée dont dépend leur aptitude à appliquer la science et la technique aux fins de leur développement; promouvoir une application plus efficace des connaissances scientifiques et des techniques existantes au développement des pays peu développés et, à cette fin, améliorer les systèmes de transfert et d'adaptation des connaissances et des techniques existant déjà et créer dans les pays en voie de développement un climat plus favorable à l'introduction d'innovations dans les techniques de production; concentrer de plus en plus l'attention et les efforts de la communauté scientifique des pays très développés ainsi que des pays en voie de développement sur les problèmes dont la solution présente un intérêt particulier pour ces derniers; faire mieux connaître aux gouvernements, à la communauté scientifique, au grand public et en particulier aux jeunes, dans les pays développés comme dans les pays en voie de développement, les besoins des pays en voie de développement dans le domaine de la science et de la technique.

250. Le Conseil a prié instamment les organismes des Nations Unies, notamment les commissions économiques régionales, les gouvernements des Etats Membres, les institutions spécialisées et l'AIEA, les groupements scientifiques et techniques et autres organismes intéressés d'examiner en priorité le troisième rapport du Comité consultatif et en particulier les vues qui y sont exprimées concernant la mise au point ou l'intensification, selon leur compétence et leurs ressources disponibles ou escomptées, des actions visant à accélérer la réalisation de ces objectifs. Il a également reconnu la nécessité pour les gouvernements d'établir des plans à long terme en vue de créer, sur le plan de la politique, des institutions et du personnel, les structures indispensables à l'application de la science et de la technique au développement. Le Conseil a invité les organisations intéressées du système des Nations Unies à établir, pour le 1^{er} janvier 1968, des états détaillés indiquant la mesure dans laquelle leurs programmes et activités actuels ou prévus visent à intensifier et accélérer la réalisation des objectifs énoncés pour le plan proposé, avec les données financières pertinentes. Il a également invité le PNUD, la BIRD et les institutions qui s'y rattachent, ainsi que les institutions régionales de financement du développement, à étudier, compte tenu de ses suggestions, les moyens de dégager de nouvelles ressources pour satisfaire les demandes des pays en voie de développement concernant l'aide financière et l'assistance technique pour les projets relatifs à l'application de la science et de la technique au développement conformément aux objectifs du plan proposé.

251. Le Conseil a également recommandé que les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées ou de l'AIEA qui exécutent des programmes d'aide bilatéraux tiennent pleinement compte des besoins d'assistance des pays en voie de développement dans le domaine de la science et de la technique et fournissent l'assistance nécessaire compte tenu des suggestions du Comité consultatif au sujet du plan d'action mondial. Le Conseil a en outre prié le Comité consultatif d'examiner les états et les propositions que les organismes des Nations Unies sont priés d'établir pour le 1^{er} janvier 1968 et toute autre documentation pertinente, en vue de déterminer la portée et l'étendue de ce qui se fait, ou est prévu, pour atteindre les objectifs

⁴ E/AC.24/SR.296, 297, 299 à 301, 308, 309; E/SR.1444.

énoncés dans le plan proposé, de déterminer et de faire ressortir les domaines dans lesquels les activités existantes ou prévues laissent des lacunes ou des déséquilibres apparents, de définir et d'élaborer de manière plus détaillée le contenu du plan d'action mondial envisagé et de recommander au Conseil d'autres mesures destinées à stimuler et, le cas échéant, à réorienter les activités de ces organismes concernant l'application de la science et de la technique au développement et à faciliter la coordination de ces activités.

252. Le Conseil a invité à nouveau le Comité consultatif, comme il l'avait fait lors de l'examen de son deuxième rapport, à étudier la possibilité de réduire encore la liste des problèmes prioritaires pour la solution desquels il a recommandé de lancer "une offensive concertée". Il a approuvé l'opinion exprimée par le Comité consultatif selon laquelle, lorsqu'il passe en revue les programmes du système des Nations Unies, en étroite collaboration avec le CAC et les organismes intéressés le cas échéant, il doit se concentrer sur les activités qui se rapportent directement à des problèmes concrets d'importance majeure.

253. Le Comité a fait sienne l'opinion exprimée par le Comité consultatif, à savoir qu'une connaissance précise des dépenses consacrées par les organismes des

Nations Unies à l'application de la science et de la technique au développement est une condition essentielle d'une action efficace, et il a prié le Comité, en coopération avec le Secrétaire général et le CAC, d'examiner aussitôt que possible le problème de la détermination des dépenses consacrées par le système des Nations Unies à l'application de la science et de la technique au développement.

254. Enfin, le Conseil a prié les gouvernements des pays développés Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées ou de l'AIEA, lorsqu'ils décideront d'intensifier leur coopération dans le domaine de la science et de la technique, de garder présent à l'esprit l'intérêt que cette coopération peut présenter pour le progrès scientifique et technique des pays en voie de développement.

255. Le Conseil a également décidé⁵ que le rapport concernant les recherches internationales et nationales sur la pollution, que l'OMM doit établir⁶, serait examiné en temps utile par le Comité consultatif et par le Conseil en 1967.

⁵ E/SR.1444.

⁶ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément n° 3*, par. 190.

Chapitre IX

COOPÉRATION RÉGIONALE *

256. A sa quarante et unième session, le Conseil a pris connaissance des rapports annuels de la Commission économique pour l'Europe, de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient, de la Commission économique pour l'Amérique latine et de la Commission économique pour l'Afrique et entendu les déclarations des secrétaires exécutifs des commissions qui ont exposé les grandes lignes des travaux de ces commissions en 1965 et donné un aperçu de la situation économique dans leurs régions respectives. Les rapports des commissions sont résumés ci-dessous aux paragraphes 258 à 315; on trouvera aux paragraphes 316 à 328 un résumé des déclarations des secrétaires exécutifs. Un résumé des études sur la situation économique de l'Europe, sur celle de l'Asie et de l'Extrême-Orient et sur celle de l'Amérique latine figure au chapitre III.

257. Le Conseil était également saisi d'un rapport sur la réunion des secrétaires exécutifs qui s'est tenue les 8 et 9 juillet 1966 (E/4239) ¹, présenté conformément à la résolution 1823 (XVII) de l'Assemblée générale. Ce rapport traitait des questions suivantes: Décennie des Nations Unies pour le développement; planification du développement et projections y relatives; rôle des commissions économiques régionales dans les travaux préparatoires de la deuxième session de l'UNCTAD; développement industriel; mise en valeur des ressources humaines; mise en valeur des ressources naturelles; application de la science et de la technique au développement; nouvel examen du rôle de la Commission des questions sociales; programme intégré et politique budgétaire; questions budgétaires et questions de personnel; voyages d'études de la CEE. Il insistait plus particulièrement sur quatre conclusions qui s'étaient dégagées du débat. En premier lieu l'augmentation du nombre d'institutions internationales visant à promouvoir le développement, telles que l'UNCTAD et la future Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), donnait plus d'importance au rôle des secrétariats des commissions régionales en tant que rouages essentiels de la coordination organique et de l'harmonisation des besoins nationaux et des ressources globales. En second lieu, les activités des commissions régionales dans le domaine des programmes et de la planification du développement avaient acquis plus d'importance en raison des travaux du Comité de la planification du développement récemment établi. En troisième lieu, la Décennie des Nations Unies pour le développement devrait notamment servir de cadre aux programmes de travail régionaux et nationaux qui s'y intégreraient rationnellement conformément aux hypothèses communes et aux perspectives globales. En quatrième lieu, les réunions

des secrétaires exécutifs avaient fait la preuve de leur utilité et il a été décidé qu'une réunion spéciale aurait lieu en janvier 1967, après la constitution de l'ONUDI, pour étudier les meilleurs moyens de coordonner les activités centrales et les activités régionales en faveur du développement industriel.

Section I. — Rapports des commissions économiques régionales

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

258. Comme elle l'a indiqué dans son rapport annuel (E/4177) ², la Commission économique pour l'Europe (CEE) a passé en revue à sa vingt et unième session les travaux de ses organes subsidiaires et l'ensemble de ses activités et a examiné la situation économique de l'Europe en prenant pour base l'*Etude sur la situation économique de l'Europe en 1965* (E/ECE/613) ³. Parmi les autres questions examinées figuraient: les résolutions du Conseil et de l'Assemblée générale intéressant les activités de la Commission, son rôle dans l'exécution des programmes de l'ONU destinés à aider les pays peu développés, ses activités en relation avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, les mesures prises par elle en application de la résolution 1940 (XVIII) de l'Assemblée générale sur l'action dans le domaine du développement industriel, et d'autres questions dont on trouvera l'exposé ci-après.

259. Avant l'adoption de l'ordre du jour, un certain nombre de délégations ont déclaré que la République démocratique allemande, qui joue un rôle important dans l'économie de l'Europe, devrait être admise à participer en tant que membre à part entière aux travaux de la CEE, étant donné qu'après la seconde guerre mondiale deux Etats souverains, ayant des droits égaux, se sont établis sur le territoire allemand — la République fédérale d'Allemagne et la République démocratique allemande — et que l'acceptation de la participation de cette dernière aux travaux de la CEE répondrait à l'esprit et à la lettre du mandat de la Commission et aux dispositions de la résolution 2129 (XX) de l'Assemblée générale sur les mesures à prendre, à l'échelon régional, en vue d'améliorer les relations de bon voisinage entre les Etats européens ayant des régimes sociaux et politiques différents. D'autres délégations ont déclaré que le mandat de la Commission, notamment au paragraphe 10, définit clairement les conditions dans lesquelles peuvent s'effectuer des échanges de renseignements et d'avis entre la Commission et le territoire en question, en ce qui concerne son économie dans ses rapports avec l'économie des pays membres de la CEE, et que, le statut international de ce territoire n'ayant subi aucun changement qui puisse justifier une modification du mandat, il était sans objet de soulever cette question.

* L'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale contient les points suivants: "Développement régional" et "Décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social".

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour.

² Ibid., quarante et unième session, Supplément n° 3.

³ Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.E.1.

260. La Commission a adopté une série de résolutions relatives à ses travaux (E/4177, troisième partie). Dans la première de ces résolutions, elle a pris note de la résolution 2129 (XX) de l'Assemblée générale, s'est félicitée des résultats qui avaient déjà été atteints en vue de la solution des problèmes qui se posaient dans les relations entre les pays membres ayant des régimes économiques et sociaux différents et a exprimé l'espoir que les gouvernements des pays membres s'attacheraient à poursuivre leurs efforts en vue d'améliorer leurs relations réciproques et de promouvoir une coopération toujours plus étroite entre eux.

261. En ce qui concerne son activité dans le domaine du développement industriel, la Commission a invité le Secrétaire exécutif à se tenir prêt à continuer d'accorder au Secrétaire général l'assistance que celui-ci pourrait lui demander et à coopérer avec le Centre de développement industriel en vue de la préparation du colloque international sur l'industrialisation.

262. Au sujet du tourisme, la Commission a pris note de la résolution 1108 (XL) du Conseil, par laquelle celui-ci a recommandé que l'année 1967 soit déclarée Année internationale du tourisme⁴, et elle a invité le Secrétaire exécutif à coopérer avec le Secrétariat de l'ONU, d'autres organismes des Nations Unies et l'Union internationale des organismes officiels de tourisme, aux activités qui découleraient de cette déclaration et au développement du tourisme sur le plan régional.

263. La Commission a adopté une résolution portant sur ses activités en relation avec la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, dans la première partie de laquelle: elle a noté avec satisfaction que des relations étroites avaient été établies entre la Commission et la Conférence; elle s'est félicitée des efforts entrepris par le Comité pour le développement du commerce à sa quatorzième session en vue de réaliser les objectifs de la Conférence; elle a invité ses organes subsidiaires, dans la mesure où ils ne l'avaient pas encore fait, à revoir leurs programmes de travail en vue d'accorder une priorité élevée aux études et aux projets concrets en relation avec les recommandations de la Conférence; elle a prié le Secrétaire exécutif d'accorder, dans les limites de sa compétence et des ressources disponibles, une priorité élevée aux activités visant à aider le Secrétaire général de la Conférence et à coopérer avec lui en ce qui concerne les travaux préparatoires de la deuxième session de la Conférence, ainsi que de présenter aux gouvernements des Etats membres, en temps utile avant la Conférence et pour examen lors de la vingt-deuxième session de la Commission, un rapport sur la suite qu'il aurait donnée à ladite résolution. Dans la deuxième partie de cette résolution, la Commission a invité le Secrétaire exécutif à continuer de fournir au Secrétaire général de la Conférence, au sujet des travaux de la Commission dans le domaine des relations commerciales entre pays à régimes économique et social différents, la documentation et les renseignements qui pourraient lui être utiles dans l'établissement de ses rapports périodiques sur les problèmes commerciaux qui se posent entre ces pays.

264. Dans le domaine des ressources hydrauliques, la Commission a fait sienné la proposition du Secrétaire exécutif tendant à convoquer, en 1966, un groupe spécial d'experts pour l'étude des concepts et des méthodes d'analyse des ressources hydrauliques et elle a approuvé l'intention du Secrétaire exécutif de convoquer en 1967

une réunion d'experts gouvernementaux qui examineraient les aspects économiques principaux de la politique des ressources hydrauliques des pays membres. Elle a prié le Secrétaire exécutif de porter à l'attention des experts gouvernementaux qui se réuniraient en 1967 tous les rapports du Groupe spécial d'experts ainsi que les rapports pertinents d'autres groupes d'experts qui étudient les ressources hydrauliques dans le cadre de la CEE, et elle l'a invité à tenir compte des relations qui existent entre l'étude de la Commission sur la lutte contre la pollution de l'eau et l'étude des problèmes généraux de l'utilisation des ressources hydrauliques, afin que les conclusions de l'étude sur la pollution soient examinées de façon adéquate dans le contexte plus général de l'étude sur les ressources hydrauliques. Elle a en outre invité le Secrétaire exécutif à coordonner les travaux de la Commission sur les ressources hydrauliques avec ceux d'autres institutions internationales.

265. Dans une résolution intitulée "Déclaration de principe de la CEE sur la lutte contre la pollution des eaux", la Commission a décidé d'adopter un certain nombre de principes en cette matière. Elle a recommandé aux gouvernements des Etats membres de la CEE d'envisager la possibilité de tenir compte de ces principes lorsqu'ils formuleraient et appliqueraient leur politique en matière de lutte contre la pollution des eaux et elle a invité ces gouvernements à lui faire rapport, lors de sa vingt-troisième session et ensuite tous les trois ans, sur les mesures qu'ils auraient prises à cet égard. Elle a prié le Secrétaire exécutif de communiquer ladite résolution aux gouvernements des Etats membres en tant que Déclaration de principe de la CEE sur la lutte contre la pollution des eaux en Europe, ainsi que de la communiquer aux organisations intéressées — notamment à l'OMS, à la FAO et à l'AIEA — en vue d'étendre la coopération internationale dans ce domaine.

266. En ce qui concerne les problèmes que pose la pollution de l'air, la Commission a prié le Secrétaire exécutif de s'informer des vues des gouvernements des pays membres au sujet des travaux que la Commission pourrait utilement entreprendre dans ce domaine et d'établir, en se fondant sur les réponses des gouvernements et sur des consultations avec d'autres organisations intergouvernementales intéressées, un projet de programme de travail sur la lutte contre la pollution de l'air qui serait soumis à l'examen de la Commission lors de sa vingt-deuxième session. Elle a demandé à ceux de ses organes subsidiaires qui s'occupent de la pollution de l'air d'accorder une haute priorité à ces problèmes et elle a prié le Secrétaire exécutif de faire en sorte que les travaux des divers organismes intergouvernementaux compétents en la matière ne fassent pas double emploi.

267. Les autres résolutions adoptées par la Commission portaient sur la célébration de son vingtième anniversaire en 1967, sur la publication d'un recueil des études et des bulletins statistiques de la CEE, sur les propositions soumises lors de sa vingtième session au sujet de la coopération économique, scientifique et technique et sur le programme de travail de la Commission pour la période 1966-1967.

268. En ce qui concerne l'application de ses résolutions 9 (XVI) et 8 (XX), relatives aux problèmes du commerce Est-Ouest, la Commission était saisie d'un projet de résolution présenté par les délégations belge et suédoise. A la demande de ces délégations le projet de résolution a été laissé en suspens et n'a pas été mis

⁴ Voir chapitre XIII, par. 629 et 630.

aux voix. Son texte figure dans le rapport de la Commission au Conseil. A cet égard, le représentant de la Hongrie a rappelé que les délégations tchèque et hongroise avaient soumis au Comité pour le développement du commerce, lors de sa quatorzième session, un projet de recommandation visant à l'application de la résolution 9 (XVI) de la Commission sur la suppression des obstacles économiques, administratifs et de politique commerciale qui s'opposent au commerce entre pays membres de la CEE. Comme suite à sa demande, le texte de ce projet de recommandation figure également dans le rapport de la Commission au Conseil.

269. La Commission a pris des décisions portant sur : l'utilisation de films par ses organes subsidiaires ; une étude des tendances et des perspectives du marché des produits chimiques ; les activités dans le domaine du développement industriel, dans le cadre de la résolution 1940 (XVIII) de l'Assemblée générale ; l'échange de résumés analytiques de documents scientifiques relatifs à l'économie appliquée ; l'utilisation des ressources hydrauliques ; les problèmes que pose la pollution de l'air ; les réunions des conseillers économiques principaux des gouvernements des Etats membres de la CEE ; l'automatisation ; les industries mécaniques et électriques ; la productivité du travail ; la participation d'experts des pays en voie de développement aux voyages d'études organisés par la Commission.

270. Au cours de l'année considérée, la Commission a poursuivi sa collaboration avec les institutions spécialisées et l'AIEA, ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales de tous genres. Elle a aussi maintenu ses contacts officiels avec les secrétariats d'un certain nombre d'organisations intergouvernementales qui ne font pas partie des organismes des Nations Unies.

271. Parmi les activités de ses organes subsidiaires que la Commission a examinées et analysées dans son rapport, on peut citer les suivantes. Le Comité des problèmes agricoles a passé en revue les faits nouveaux intervenus en matière de production, de politique et de commerce agricoles ; il a examiné tout spécialement les perspectives à court terme du marché des principaux produits agricoles et a poursuivi ses travaux techniques en coopération étroite avec d'autres organisations internationales et régionales. Le Comité du charbon a étudié le commerce du charbon par l'intermédiaire de son Sous-Comité du marché charbonnier, les problèmes relatifs à la production par l'intermédiaire de son Sous-Comité des problèmes miniers, et d'autres problèmes posés par la productivité sans cesse croissante de l'industrie charbonnière. Le Comité de l'énergie électrique a continué d'étudier, en se fondant sur des enquêtes annuelles, la situation et les perspectives d'avenir de l'approvisionnement de l'Europe en énergie électrique, ainsi que la situation de l'électrification rurale en Europe. Le Comité du gaz s'est tout particulièrement penché sur les tendances et les perspectives des ressources de gaz naturel et a entrepris une étude du statut juridique des feeders à gaz. Le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, qui avait entrepris la mise en œuvre d'un projet visant à promouvoir la coopération internationale dans le domaine de la recherche sur l'urbanisme et l'aménagement régional, a souligné qu'il importait pour lui de coopérer étroitement avec le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification du Conseil économique et social et avec les autres commissions économiques régionales, en vue d'aider les pays en voie de développement à résoudre les problèmes que leur posent l'habitation, la construction et

la planification. Le Comité des transports intérieurs a poursuivi ses activités et, conformément à la résolution 1082 B (XXXIX) du Conseil, a examiné un certain nombre de dispositions des projets de convention qui doivent être soumis à une conférence mondiale en vue de réviser la Convention de 1949 sur la circulation routière et le Protocole de 1949 relatif à la signalisation routière. Le Comité de l'acier a presque achevé ses travaux sur les comparaisons internationales de la productivité du travail dans l'industrie sidérurgique et a entrepris une étude sur les tendances à court terme et à long terme de la production de l'acier inoxydable. Par ailleurs, plusieurs des projets du Comité en voie d'exécution sont utilisés pour le colloque international et les colloques régionaux sur l'industrialisation. Le Comité du bois a étudié la situation du marché des sciages résineux, des feuillus, des bois à pâte, du bois de mine et des produits pour panneaux et il a évalué les perspectives pour l'année suivante. Le Comité pour le développement du commerce a passé en revue l'évolution et les perspectives du commerce intra-européen, et en particulier du commerce entre l'Est et l'Ouest, et a examiné les répercussions sur le commerce intra-européen des efforts visant à une plus grande intégration économique sous-régionale en Europe. Il a également entrepris une étude détaillée des recommandations de la Conférence sur le commerce et le développement intéressant le domaine de sa compétence et il a pris acte de la constitution d'un comité spécial prévu dans la Convention européenne de 1961 sur l'arbitrage commercial international. La Conférence des statisticiens européens a tenu sa treizième session et a continué à s'occuper de l'élaboration de recommandations concernant les recensements de la population et des habitations qui doivent avoir lieu en 1970, ainsi que de la révision du système de comptabilité nationale actuellement en vigueur.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT

272. Comme l'indique son rapport annuel (E/4180/Rev.1)⁵, la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient a accordé une attention particulière pendant l'année considérée à l'application de mesures visant à favoriser la coopération régionale et internationale entre les pays membres, compte tenu des décisions de la première et de la deuxième conférences ministérielles sur la coopération économique en Asie et de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. La Commission a également intensifié sa participation aux activités de coopération technique et activités connexes des Nations Unies, conformément aux directives concernant la décentralisation des activités en faveur des commissions régionales et aux objectifs fixés pour la Décennie des Nations Unies pour le développement et l'Année de la coopération internationale.

273. Lorsqu'elle a dressé son programme de travail pour 1966 et 1967, la Commission s'est tout spécialement efforcée de l'orienter vers l'accélération du développement économique et social pendant la seconde moitié de la Décennie du développement et vers l'intensification des activités opérationnelles et de la coopération économique régionale. Elle a estimé qu'il fallait renforcer le secrétariat de la CEAO, malgré les difficultés que cela comportait, et elle a exprimé l'espoir que le Secrétaire exécutif poursuivrait ses efforts à cette fin.

274. Elle a adopté des résolutions portant sur : la création d'un institut asiatique de formation et de

⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 2.

recherche statistiques; la création de la Banque asiatique de développement; la coopération commerciale régionale; la Foire internationale d'Asie; la Conférence asiatique sur l'industrialisation et le Conseil asiatique du développement industriel; la Route d'Asie; les projets prioritaires du Comité du Mékong; l'élimination de l'analphabétisme; le développement de l'agriculture; enfin, l'assistance technique, l'activité du Fonds spécial et les autres activités d'assistance technique (E/4180/Rev.1, troisième partie).

275. Lorsqu'elle a passé en revue la situation économique de la région, en se fondant sur l'*Etude sur la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1965*⁶ et sur une note du Secrétaire exécutif (E/CN.11/L.157), et qu'elle a examiné les taux de croissance économique des pays membres au cours des vingt ans qui se sont écoulés depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la Commission s'est inquiétée de la lenteur des progrès du secteur agricole, qui est le plus important et dont l'expansion demeure très en arrière de l'expansion rapide de la population. Elle s'est également préoccupée de la détérioration des termes de l'échange et de l'expansion relativement lente des exportations des pays en voie de développement. Elle s'est déclarée satisfaite de la croissance du secteur industriel, bien que celui-ci n'occupe encore qu'une place modeste dans la production nationale globale de chaque pays. La Commission s'est montrée préoccupée de la tendance des apports de capitaux étrangers à demeurer stationnaires, ainsi que du fardeau croissant imposé par le service de la dette extérieure, d'où découlait la nécessité d'améliorer les termes des prêts destinés au développement. L'excédent de liquidités intérieures et la pénurie de liquidités extérieures posaient des problèmes pour les pays de la région. La Commission a manifesté son inquiétude à l'égard de l'ampleur du chômage et du sous-emploi et a souligné la nécessité d'adopter des mesures destinées à accroître la productivité et le rendement de la main-d'œuvre grâce à des programmes d'enseignement et de formation. Elle a suggéré que chaque pays en voie de développement établisse, à un échelon administratif élevé, un conseil central de perfectionnement de la main-d'œuvre.

276. La Commission a décidé d'intensifier ses efforts en vue de favoriser l'harmonisation des plans de développement des pays de la région et des activités connexes. Elle a fait sienne la recommandation de la deuxième conférence ministérielle sur la coopération économique en Asie tendant à l'organisation de consultations périodiques entre les planificateurs des divers pays de la région pour leur permettre d'examiner les plans de développement et les perspectives à long terme des autres pays. Elle a exprimé l'espoir que le Centre régional des projections et de la programmation économiques élaborerait des procédures et programmes concrets à cet effet.

277. La Commission a examiné les progrès accomplis par les pays de la région en ce qui concerne leurs activités et leurs systèmes statistiques pendant la première moitié de la Décennie du développement. Elle s'est félicitée de la création d'une Division des statistiques au secrétariat de la CEAO. Elle a recommandé que soit étudiée la possibilité, compte tenu des installations et services existants et de ceux qui pourraient être créés, de créer un institut asiatique de formation et de recherche statistiques.

278. Tout en félicitant l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques des travaux qu'il avait menés à bien, la Commission a constaté que la demande de cours nationaux de brève durée augmentait si rapidement que l'Institut ne pouvait y répondre entièrement.

279. La Commission a vivement engagé les signataires de l'Accord portant création de la Banque asiatique de développement à prendre des mesures pour faire ratifier l'Accord au plus tôt, afin que la Banque puisse commencer à fonctionner dans les meilleurs délais. Elle a également engagé les signataires de l'Accord, ainsi que d'autres pays, à envisager d'augmenter les ressources de la Banque en contribuant à ses fonds spéciaux, qui sont destinés à financer des projets de développement dans des conditions particulièrement libérales.

280. La Commission a exprimé une vive inquiétude à l'égard de l'aggravation du déficit commercial des pays en voie de développement membres de la CEAO et de la détérioration de la situation de leur balance des paiements et elle a souligné que les pays développés devraient ouvrir plus largement leurs marchés aux produits des pays en voie de développement en éliminant les barrières tarifaires et autres et en accordant des préférences sans discrimination et sans réciprocité. Elle a aussi vivement engagé les pays développés à mettre rapidement en œuvre les résolutions et recommandations de la Conférence sur le commerce et le développement dans ce domaine. La Commission a demandé aux pays de la région de la CEAO de redoubler d'efforts pour favoriser la coopération commerciale sur le plan régional et sous-régional et d'adopter à cet effet des mesures financières, des mesures propres à libérer les échanges et des dispositions de coopération en matière de transports maritimes et de fret. Elle a recommandé que des Foires internationales d'Asie soient organisées à intervalles réguliers et appropriés. La première de ces foires devait avoir lieu en 1966.

281. La Commission a pris note d'une déclaration commune des pays en voie de développement membres de la CEAO, par laquelle ils ont demandé aux pays en voie de développement de la région de se consulter entre eux et avec les autres pays en voie de développement en ce qui concerne la préparation de la deuxième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (E/4180/Rev.1, annexe V).

282. La Commission a décidé de faire de la Conférence asiatique sur l'industrialisation un organe permanent de la CEAO, qui se réunirait tous les trois ans à l'échelon ministériel, et elle a créé un Conseil asiatique du développement industriel qui serait considéré comme l'exécutif de la Conférence et aurait pour tâche principale d'appliquer les recommandations de la première Conférence asiatique sur l'industrialisation. Le Conseil contribuerait à favoriser la création d'entreprises communes et l'harmonisation des plans de développement industriel. La Commission a appuyé une recommandation tendant à agrandir l'Institut de géologie appliquée des Philippines pour lui permettre d'effectuer des travaux régionaux, ainsi qu'une recommandation tendant à ce que soient rapidement mises en pratique les suggestions d'un groupe de travail relatives à une étude commune des plateaux continentaux de la région, qui porterait au début sur l'arc insulaire situé en bordure de l'océan Pacifique occidental. La Commission a également insisté pour que soit promptement installé en Iran l'institut régional du pétrole dont la création est envisagée. Elle a recommandé que les pays de la région entreprennent en commun l'exécution de projets éner-

⁶ Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.F.1 (publiée également dans le *Bulletin économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient*, vol. XVI, n° 4).

gétiques et l'échange d'énergie à travers les frontières nationales. Elle a demandé au secrétariat d'étudier la possibilité de créer un institut régional de la science et de la technologie qui serait particulièrement utile aux petits pays. La Commission a décidé d'accorder une attention spéciale au développement des petites industries traitant les ressources agricoles et à la fabrication des biens d'équipement pour ces industries. Elle a transformé le Groupe de travail sur l'habitation et les matériaux de construction en Sous-Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.

283. La Commission a fait sienne la recommandation du Comité de coordination pour la Route d'Asie selon laquelle au moins un axe direct reliant tous les pays que traverse la route devrait être mis en service avant la fin de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Elle a noté qu'un plan quinquennal d'aménagement de la Route d'Asie avait été mis au point et qu'il faudrait obtenir de sources extérieures une aide substantielle pour assurer l'achèvement de certains des grands travaux prévus dans ce plan. Elle a suggéré la création d'un bureau consultatif pour la Route d'Asie, semblable dans ses grandes lignes au Bureau consultatif du Comité du Mékong, et elle a recommandé aux pays intéressés de recourir à l'assistance qu'ils pouvaient recevoir du Programme alimentaire mondial pour aider à la construction routière en Asie. Rappelant la résolution 1082 B (XXXIX), par laquelle le Conseil a décidé qu'une conférence internationale serait convoquée en 1967 pour reviser la Convention de 1949 sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière, la Commission a proposé la convocation en 1966 d'une réunion d'experts des pays de la région qui étudieraient la Convention et le Protocole.

284. La Commission a pris note des travaux effectués dans le domaine des chemins de fer, ainsi que de la tâche entreprise par le Groupe d'étude des ports; elle a également noté les progrès accomplis dans l'établissement de réseaux nationaux et régionaux de télécommunications ainsi que les propositions soumises dans ce domaine.

285. La Commission a estimé qu'un groupe de consultants de la CEAO en matière de ressources hydrauliques pourrait entreprendre des enquêtes préliminaires, des recherches et autres travaux qui aboutiraient à l'élaboration d'études de viabilité de projets d'aménagement des ressources hydrauliques. Elle a fait l'éloge des travaux du Groupe d'experts CEAO/OMM sur les typhons, qui a formulé des recommandations concrètes visant à atténuer les effets nuisibles des typhons et des cyclones et à créer un centre régional de lutte contre les typhons et un centre régional de lutte contre les cyclones. Elle a également décidé de réunir un groupe de travail sur les codes de l'eau qui serait chargé de mettre à jour la législation des pays de la région en cette matière.

286. La Commission a pris note avec satisfaction des progrès accomplis dans l'aménagement du bassin inférieur du Mékong et a noté la décision du Comité du Mékong de faire surtout porter ses efforts, en 1966, sur le Cambodge et sur un certain nombre de projets au Viet-Nam. Elle a constaté que l'aménagement de l'affluent Nam Ngum, entrepris au Laos, permettrait le transport d'énergie électrique en Thaïlande. Le Comité du Mékong a décidé de présenter huit demandes intéressantes de nouveaux travaux ou l'expansion de travaux déjà entrepris qui seraient financés par le Fonds spécial ainsi que par d'autres pays participant au Projet.

287. En ce qui concerne les recherches et la recherche en matière de progrès social, la Commission s'est tout particulièrement attachée aux besoins de l'enfance et de la jeunesse dans le cadre de la planification d'ensemble du développement. Elle a fait sienne une proposition tendant à réunir un groupe de travail sur les études et les travaux d'expérimentation concernant les problèmes d'information que pose la mise en œuvre des politiques démographiques, de même qu'un groupe de travail sur les problèmes relatifs aux migrations internes, à l'urbanisation et au peuplement. Elle a également décidé de créer de nouveaux moyens de formation dans la région. Elle a estimé que le Secrétariat devait intensifier l'assistance qu'il fournit aux gouvernements pour la planification et l'exécution de leurs programmes de protection sociale en tant qu'élément du développement national, et pour le rassemblement et l'analyse des données statistiques nécessaires à cette planification. La Commission s'est félicitée de la coopération qui s'est instaurée entre la CEAO et le FISE et a exprimé l'espoir qu'elle s'intensifierait, conformément aux recommandations formulées par la Conférence asiatique sur l'enfance et la jeunesse dans la planification nationale et le développement. Elle a prié le secrétariat de la CEAO de prêter son concours au Programme mondial d'alphabétisation envisagé par l'UNESCO.

288. La Commission a constaté que, bien que la superficie des terres irriguées ait augmenté de 23,6 p. 100 au cours des dix dernières années, la production de denrées alimentaires ne s'était pas accrue au même rythme que la population et elle a demandé au Secrétariat de poursuivre ses négociations avec les pays membres en vue de la création d'un centre régional de formation en matière de financement et de crédit agricoles. Elle a également prié le Secrétariat d'entreprendre immédiatement, conjointement avec la FAO, une étude sur les intrants agricoles indispensables à l'accroissement rapide de la production agricole.

289. La Commission s'est félicitée de la fusion du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial en un Programme des Nations Unies pour le développement et elle a souligné qu'un rapport étroit pourrait s'établir entre les activités de ce Programme et celles de la Banque asiatique de développement. Elle a demandé aux pays et aux organisations fournissant une assistance de prêter leur concours pour faire en sorte que les activités de préinvestissement et les activités connexes soient, en fait, suivies d'investissements. Elle s'est félicitée que la collaboration se resserre sans cesse entre la CEAO, les institutions spécialisées et les représentants résidents du PNUD et que les formes d'assistance et leur structure aient pu s'améliorer grâce à une conception nouvelle de l'assistance et à la décentralisation des activités au profit des secrétariats des commissions régionales. L'assistance fournie laissait encore un peu à désirer quant à son ampleur et à sa qualité mais la Commission s'est déclarée satisfaite de l'accélération des activités en matière de projets régionaux d'assistance technique, qui se manifeste dans les projets de 1966 et dans les rapports du Cycle d'études sur la coordination nationale de l'assistance technique et du Groupe de travail sur les principaux problèmes administratifs des pays de la région. Les réunions régionales de cette nature, organisées par l'ONU et par les institutions spécialisées pour examiner différents aspects du développement, permettaient d'aboutir à une synthèse constructive qui aiderait les pays à formuler leurs décisions au sujet des investissements et de l'ordre de priorité en la matière. La Commission a invité

les pays en voie de développement de la région à identifier ceux de leurs projets qui pouvaient bénéficier d'une assistance du Fonds spécial et à en étendre la portée. Elle a aussi appelé l'attention sur les retards qui pouvaient se produire entre la présentation d'une demande au Fonds spécial et la fourniture de l'assistance proprement dite. On a souligné l'importance de la formation à l'intérieur de la région et la Commission a demandé au secrétariat de tenir une liste des institutions régionales et nationales et de prêter son assistance en cette matière aux pays de la région. La Commission s'est félicitée de l'expansion du Programme alimentaire mondial. Elle a adopté une résolution par laquelle elle a demandé, d'une part, que soient réunis, en consultation avec le PNUD, un cycle d'études sur les méthodes d'évaluation des programmes d'assistance technique et des programmes connexes et un cycle d'études sur les programmes d'assistance technique et programmes connexes auquel participeraient les pays et organismes fournisseurs d'assistance aussi bien que les pays bénéficiaires et, d'autre part, que soient renforcées les activités régionales dans le domaine de l'administration publique.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

290. Le Comité plénier de la Commission économique pour l'Amérique latine a tenu sa onzième session à Santiago (Chili), siège de la Commission, du 10 au 12 mai 1966. Le rapport de la Commission (E/4181)⁷ rend compte de ses débats. Le Comité a passé en revue les travaux du secrétariat de la CEPAL au cours de l'année écoulée, ainsi que les activités récentes de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale.

291. Se fondant sur les propositions formulées par le Conseil d'administration de l'Institut en exécution de la résolution 220 (AC.52) du Comité plénier, et tenant compte des recommandations relatives à la planification formulées par le Conseil économique et social dans la résolution 1079 (XXXIX) et des objectifs fixés pour la Décennie du développement, le Comité a adopté une résolution par laquelle il a recommandé aux gouvernements de prendre les mesures nécessaires pour permettre à l'Institut de poursuivre et d'intensifier ses activités, notamment dans le domaine de l'intégration économique de l'Amérique latine, et d'appuyer les propositions de financement présentées à cette fin au Programme des Nations Unies pour le développement et à la Banque interaméricaine de développement.

292. Dans une autre résolution, le Comité plénier a instamment prié le secrétariat d'accorder la plus haute priorité aux études relatives au commerce qu'avaient demandées la Commission à sa onzième session et le Comité du commerce, ainsi que de continuer à prêter son assistance et ses conseils aux gouvernements des pays d'Amérique latine en ce qui concerne les questions qui seraient traitées à la quatrième session du Conseil du commerce et du développement de l'UNCTAD et par les divers organes subsidiaires de l'UNCTAD, et en ce qui concerne la préparation de la deuxième session de la Conférence.

293. Le Comité s'est félicité de l'heureuse initiative que constitue la publication d'un résumé de l'*Economic Survey for Latin America* pour 1965⁸, ainsi que des tendances économiques au cours des deux dernières années, qui lui ont paru encourageantes. Le taux de

croissance de l'économie des pays d'Amérique latine avait été relativement élevé et l'augmentation annuelle du revenu réel par habitant avait été d'un peu plus de 3 p. 100. Cette évolution était particulièrement intéressante car elle ne représentait pas simplement un stade des fluctuations de l'économie de la région mais résultait en partie d'une planification plus efficace de l'action des gouvernements dans les domaines économique et social, du progrès de l'intégration économique régionale et d'autres facteurs susceptibles d'assurer le maintien d'un taux de croissance raisonnable. L'amélioration de la situation financière extérieure de plusieurs pays d'Amérique latine et celle de la situation fiscale constituaient également des facteurs positifs, qui étaient aussi significatifs à l'égard des objectifs fixés pour la Décennie du développement dans la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale. Un autre élément fondamental de l'avenir de l'Amérique latine était le progrès qu'elle accomplirait vers l'intégration régionale. Le volume des échanges entre les membres du Marché commun de l'Amérique centrale était passé de 33 millions à 140 millions de dollars entre 1960 et 1965, et les chiffres correspondants pour l'Association latino-américaine de libre échange étaient de 375 millions et 750 millions de dollars. Prenant de plus en plus conscience des perspectives qu'offrait l'intégration régionale, les pays d'Amérique latine avaient tendance à adopter une position plus unifiée vis-à-vis du reste du monde et cherchaient à améliorer la coordination des politiques régionales grâce à des politiques nationales conçues et planifiées de manière appropriée. On pouvait espérer des résultats positifs en ce qui concernait la conclusion d'accords visant à la spécialisation industrielle, ainsi que l'élaboration de projets intéressant le développement de l'infrastructure et permettant aux diverses économies de se compléter les unes les autres, ce qui mettrait l'Amérique latine à même de suivre le rythme du développement économique des autres parties du monde.

294. Le Comité a également noté les caractéristiques négatives de la croissance économique de l'Amérique latine, à savoir l'irrégularité de cette croissance, la situation peu satisfaisante du secteur extérieur et le déclin de la part de l'Amérique latine dans les échanges mondiaux. Bien que ceux-ci aient augmenté de 45 p. 100 entre 1960 et 1965, la part de l'Amérique latine n'avait augmenté que de 28 p. 100 et le déclin était tout particulièrement marqué dans son commerce avec les États-Unis d'Amérique. Par ailleurs, la formation de capital brut était insuffisante et, en particulier, les investissements privés avaient décliné, ce qui était extrêmement grave au moment où il fallait développer la structure industrielle de l'Amérique latine.

295. Le Comité s'est accordé à reconnaître que le bilan des résultats acquis et des défaillances faisait ressortir la nécessité d'une action coordonnée. La recherche devrait porter avant tout sur les problèmes qui se posent encore à l'économie des pays d'Amérique latine; à cet égard, les activités du secrétariat relatives à la répartition des revenus, à la planification sociale et à d'autres aspects du progrès social étaient fort utiles. On s'est félicité des travaux déjà accomplis en ce qui concerne les problèmes sociaux et tout particulièrement de la réunion de la Conférence latino-américaine sur l'enfance et la jeunesse dans le développement national, organisée par le FISE, la CEPAL et l'Institut, qui s'est révélée particulièrement utile. L'attention du Comité a également été attirée sur les dispositions prises par la CEPAL pour patronner, avec l'UNESCO, la Conférence des Ministres de l'éducation et des Ministres

⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 4.

⁸ *The Latin American Economy in 1965: Excerpt from ECLA Survey* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.G.8).

chargés de la planification des pays de l'Amérique latine et des Antilles, qui doit avoir lieu en juin 1966 à Buenos Aires.

296. Le Comité a également reconnu qu'une action concertée était nécessaire pour intensifier le processus d'intégration économique et pour rechercher de nouveaux marchés d'exportation pour les produits de base et, éventuellement, les articles manufacturés.

297. Le Comité a pris note avec intérêt des résultats de l'évaluation du marché commun à laquelle les gouvernements des pays d'Amérique centrale ont procédé lors de la neuvième session du Comité de la coopération économique de l'Amérique centrale, qui s'est tenue à Guatemala en janvier 1966. Une fois le cadre juridique et institutionnel du marché commun en place, il faudrait s'attaquer au développement de tous les secteurs du marché et à l'établissement de liens économiques suffisants entre l'entité régionale que constitue l'Amérique centrale et les autres pays ou groupes de pays.

298. Passant en revue les activités de l'Institut latino-américain de planification économique et sociale, le Comité plénier a pris acte des progrès déjà accomplis dans le domaine de la recherche, notamment en ce qui concerne les techniques de planification, le secteur social et l'intégration économique régionale. Plusieurs représentants ont mentionné expressément l'œuvre accomplie par l'Institut dans leur propre pays. Ils ont souligné la nécessité pour un gouvernement de disposer d'experts de la planification et ont insisté sur l'utilité des activités de l'Institut qui forme ces experts tant en matière de planification économique générale que dans des domaines spécialisés. On a souligné au cours du débat le rôle que jouaient les services consultatifs offerts aux gouvernements dans la création de services de planification; on a cependant souligné que ces services étaient tout aussi nécessaires à l'heure où les plans avaient atteint le stade de l'exécution. On a exprimé l'opinion que l'Institut devrait à l'avenir intensifier celles de ses activités qui intéressent l'intégration économique de l'Amérique latine. Le Comité a noté que la CEPAL, l'Institut et la Banque interaméricaine de développement s'étaient unis pour aider les gouvernements et les organismes d'intégration, en particulier l'ALALE, à élaborer des programmes concrets de développement industriel en vue de l'intégration. Le Comité a estimé qu'il importait que les pays d'Amérique latine adoptent une position commune lors du Colloque international sur le développement industriel en s'inspirant des débats du Colloque latino-américain sur le développement industriel, qui s'était réuni au siège de la CEPAL en mars 1966, conformément aux dispositions de la résolution 1940 (XVIII) de l'Assemblée générale.

299. Le Comité a noté l'insuffisance des mécanismes de planification, qui résulte en particulier de l'insuffisance des projections. Toutefois, les travaux s'étaient intensifiés à cet égard depuis la réorganisation, au début de 1965, du Centre de projections économiques pour l'Amérique latine.

300. Le Comité a noté que la CEPAL avait intensifié sa collaboration avec d'autres organisations, aussi bien les organismes des Nations Unies que ceux du système interaméricain, en particulier les organes de l'ALALE et du Traité général d'intégration économique de l'Amérique centrale. La Commission avait prêté son concours à la Conférence sur l'application de la science et de la technique au développement de l'Amérique latine, organisée par l'UNESCO en 1965 avec l'aide de la CEPAL. A la fin de mars 1966, le secré-

riat de la CEPAL, tenant compte de la résolution 2 (XX) de l'Assemblée générale, avait participé à cinquième session du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement. Parmi les autres activités de la Commission, on cite l'organisation, par l'OIT, la CEPAL et l'Institut d'un premier cours de planification du développement économique, destiné aux chefs syndicalistes, et l'organisation, par la CEPAL et l'Institut, d'un cours de l'urbanisme et de l'habitat.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

301. La Commission économique pour l'Afrique a décidé, à sa septième session, en février 1965, qu'elle se réunirait désormais que tous les deux ans et que, pendant les années où elle ne tiendrait pas de session, le Secrétaire exécutif soumettrait au Conseil un rapport sur les activités des organes subsidiaires et du secrétariat. Conformément à cette décision et aux dispositions de la résolution 1066 (XXXIX) du Conseil, le Secrétaire exécutif, après avoir consulté les gouvernements des États membres de la Commission, a soumis au Conseil, à sa quarante et unième session, un rapport sur les travaux accomplis depuis la septième session de la Commission (E/4173) ⁹.

302. Ayant présents à l'esprit les éléments du programme de travail que la Commission avait particulièrement fait ressortir au cours de sa septième session, le secrétariat a concentré ses efforts sur la coopération économique, particulièrement à l'échelon sous-régional en ce qui concerne le commerce, l'industrie, les transports, les télécommunications, les questions monétaires et bancaires, l'agriculture, les ressources naturelles, la formation et les statistiques. Il s'est particulièrement attaché à aider les États membres à constituer des mécanismes intergouvernementaux pour la coordination du développement économique et social des sous-régions où de telles institutions n'existaient pas, ou à étendre la portée des mécanismes existants.

303. L'ensemble de groupes de travail que la Commission avait créés à sa septième session, pour donner une impulsion à ses activités opérationnelles en faveur du développement de l'Afrique, a commencé à fonctionner. Le premier de ces groupes à se réunir a été celui du commerce intra-africain. Les réunions des groupes de travail de l'industrie et des ressources naturelles, de la gestion monétaire et des paiements intra-africains, du groupe des télécommunications qui fait partie du groupe de travail des transports et télécommunications ont été remises à 1967 du fait que le Colloque sur le développement industriel en Afrique, la Conférence des Gouverneurs des banques centrales africaines et la réunion conjointe de la CEA et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) sur les télécommunications en Afrique, qui s'étaient réunis pendant le premier trimestre de 1966, avaient étudié ces questions en détail et formulé des recommandations concrètes.

304. En application de la résolution 142 (VII) de la Commission, relative à la coopération économique à l'échelon sous-régional, une série de réunions ont été organisées: pour la sous-région de l'Afrique de l'Est à Lusaka (Zambie) en octobre et novembre 1965, pour l'Afrique centrale à Brazzaville (Congo) en avril 1966 et pour l'Afrique du Nord à Tanger (Maroc) en juin 1966.

305. La réunion sous-régionale de Lusaka a porté sur deux sujets principaux: la création, à l'échelon

⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 5.

sous-régional, d'un mécanisme intergouvernemental de coopération économique et l'harmonisation des programmes de développement industriel dans la sous-région. En ce qui concerne le premier sujet, il a été recommandé aux gouvernements de la sous-région de constituer une Communauté économique de l'Afrique de l'Est dont le fonctionnement serait dirigé par un conseil des ministres aidé d'un comité économique. Un Conseil intérimaire des ministres a été créé pour dresser un projet de traité portant création de la Communauté et prendre des mesures de coopération économique en attendant la ratification du traité. Le secrétariat de la CEA a été prié de prêter son concours à la Communauté et d'assurer le service de ses réunions jusqu'à ce qu'elle ait pu recruter son propre secrétariat permanent. Le Conseil intérimaire des ministres s'est réuni pour la première fois à Addis-Abéba en mai 1966 et sept Etats ont signé le Protocole d'association en vue de l'établissement de la Communauté, qui consacrait l'accord sur une série de principes destinés à régir la coopération entre les Etats intéressés jusqu'à la conclusion du traité¹⁰. En outre, le Conseil intérimaire a entrepris l'examen préliminaire du projet de traité.

306. En ce qui concerne le deuxième sujet d'étude de la réunion de Lusaka, l'harmonisation du développement industriel, un certain nombre de résolutions ont été adoptées intéressant les principaux secteurs de l'économie, et notamment les transports et la recherche industrielle. A la suite de ces résolutions et des discussions qui ont eu lieu lors du Colloque sur le développement industriel en Afrique (tenu au Caire en 1966), le secrétariat a été prié de chercher auprès de sources multilatérales et bilatérales une assistance lui permettant de procéder à des études approfondies du projet consistant à établir un réseau de transports dans la sous-région. Au sujet de la recherche industrielle, le secrétariat a pris des mesures en vue de la création d'un conseil de la recherche industrielle de l'Afrique de l'Est et le Fonds spécial a fourni les services d'un consultant pour préparer un projet de demande d'assistance au nom de trois Etats membres.

307. A la demande des pays de l'Afrique du centre, une mission de la CEA sur la coopération économique en Afrique du Centre s'est rendue deux fois dans les six pays de la sous-région pour étudier les divers aspects de la coopération économique et plus spécialement les transports, l'énergie, l'agriculture et l'industrie. La Mission a également examiné les problèmes qui touchent à la planification économique, à la main-d'œuvre et à l'enseignement et elle a soumis un rapport complet (E/CN.14/L.320), qui a constitué le principal document pour la Réunion sous-régionale sur la coopération économique en Afrique du Centre (Brazzaville). Un plan visant à relier les pays de la sous-région par un réseau de transports intérieurs a été adopté au cours de la réunion et recommandé aux gouvernements. Les pays de la sous-région se sont accordés sur les grandes lignes d'un plan de spécialisation agricole. En ce qui concerne la création d'un mécanisme intergouvernemental qui soit pleinement représentatif des Etats de la sous-région, il a été recommandé aux gouvernements, au cours de la réunion, de désigner un comité composé de ministres pour étudier les problèmes de la coopéra-

tion économique entre les Etats intéressés et proposer des mesures appropriées.

308. En Afrique du Nord, les pays du Maghreb, qui ont établi un Conseil ministériel et un Comité consultatif permanent du Maghreb, ont décidé de créer un centre commun d'études industrielles. Le Comité permanent, qui s'est réuni pour la première fois à Alger en mars 1965, a décidé de constituer une commission chargée d'élaborer une politique commerciale commune pour les quatre pays. Il a également constitué des commissions de la sidérurgie, du montage des véhicules automobiles, de l'électronique, des industries du verre et des télécommunications, qui doivent s'occuper avant tout de la coordination dans le domaine industriel.

309. En matière de développement et de coordination industriels, la Commission avait achevé les deux premières étapes de son action en faveur du développement, à savoir l'envoi de missions dans les divers pays et les travaux de recherche et de documentation. Elle dirigeait donc ses efforts vers les deux étapes suivantes, à savoir l'élaboration d'études préalables aux études de viabilité et la définition des projets qui seraient suivis de l'élaboration d'études de viabilité et d'études techniques. Le Colloque régional sur le développement industriel en Afrique, organisé conjointement par la CEA et le Centre de développement industriel des Nations Unies, a étudié la situation industrielle dans son ensemble. Les principaux points de l'ordre du jour du Colloque étaient: les sources extérieures de financement du développement industriel; les mesures d'ordre régional et international à prendre pour accélérer le développement industriel en Afrique; la programmation industrielle et l'évaluation des projets; la main-d'œuvre et la planification; la recherche et la normalisation industrielles. Le Colloque a reconnu l'utilité des études de la CEA sur divers secteurs industriels et sur les rapports entre industries et il a adopté des recommandations portant sur la coopération économique générale, sur les institutions de coopération économique, sur les problèmes que pose la coordination industrielle, sur différents secteurs de l'industrie, sur la programmation industrielle et l'évaluation des projets, sur la main-d'œuvre, sur le financement extérieur et intérieur, sur la recherche industrielle, sur les transports dans leurs relations avec le développement industriel, sur la normalisation, sur les statistiques industrielles, sur le commerce dans ses relations avec le développement industriel, sur l'emploi des ressources naturelles et des ressources extérieures pour le développement industriel. Le Colloque a approuvé la décision des Nations Unies de convoquer un colloque international sur le développement industriel en 1967; il s'est également félicité de la création de la nouvelle Organisation des Nations Unies pour le développement industriel.

310. Dans le domaine des questions monétaires et bancaires, la Conférence des Gouverneurs des banques centrales africaines s'est réunie à Addis-Abéba en février 1966. Elle a examiné la coopération entre les banques centrales d'Afrique, le recrutement et la formation de personnel bancaire, les publications bancaires, la recherche monétaire, les problèmes monétaires et financiers qui se posent en Afrique et la constitution d'une union africaine des paiements. Elle a décidé de créer une Association des banques centrales africaines qui serait chargée de toutes questions professionnelles, techniques et monétaires, des échanges de données d'expérience sur les questions monétaires et bancaires et des questions de coopération monétaire et bancaire entre les pays africains. La Conférence a décidé de créer

¹⁰ Le rapport du Conseil intérimaire des ministres sur sa première réunion a été publié sous la cote E/CN.14/352. Le Protocole d'association a été signé par le Burundi, l'Ethiopie, le Kenya, le Malawi, l'île Maurice, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie. D'autres Etats remplissant les conditions requises peuvent signer l'Accord.

un comité de la recherche, composé de représentants de la CEA, de la Banque africaine de développement et de l'Institut africain de développement et de planification économiques, pour assurer l'intensification des activités de recherche et étudier la possibilité d'établir un centre de recherches monétaires. La Conférence a également reconnu qu'il était nécessaire de mettre en commun les ressources disponibles pour la formation de personnel destiné aux banques centrales des pays africains et que chaque cours de formation devrait être orienté vers des objectifs particuliers. En ce qui concerne la question des paiements, la Conférence a estimé utile que le secrétariat de la CEA étudie la possibilité d'établir, entre pays africains voisins, un système de compensation multilatérale ou une union des paiements.

311. Un cycle d'études supérieur sur les problèmes actuels et les besoins en matière de formation dans le domaine de l'administration fiscale, qui s'est réuni en décembre 1965, a donné la possibilité à de hauts fonctionnaires des administrations fiscales de procéder à des échanges de vues et de se mettre au courant des régimes fiscaux appliqués dans les autres pays du continent. Le cycle d'études a notamment recommandé que la Commission établisse un programme fiscal africain.

312. Les questions commerciales et douanières ont été examinées de façon assez détaillée au cours de la première réunion mixte du Groupe de travail de la CEA sur le commerce intra-africain et du Comité *ad hoc* des Quatorze de l'OUA pour le commerce et le développement, qui a eu lieu à Addis-Abéba en mars et avril 1966. Les participants de cette réunion ont passé en revue les activités de la région en matière de commerce et de douanes (notamment les mesures prises par le secrétariat de la CEA en exécution des résolutions de la Commission et des recommandations de ses organes subsidiaires) et ils ont étudié les relations des Etats africains avec l'UNCTAD ainsi qu'un modèle de convention relative à la coopération commerciale en Afrique. Des recommandations ont été adoptées au cours de la réunion au sujet de la normalisation de la nomenclature douanière, de la simplification et de la normalisation des documents d'expédition, du développement du commerce de transit dans l'Afrique de l'Ouest, de la formation, de la diffusion de la documentation et des informations et de la coopération commerciale. Il a également été décidé qu'une nouvelle réunion mixte serait convoquée en session extraordinaire pour formuler la position africaine en prévision de la deuxième session de l'UNCTAD qui doit avoir lieu en 1967.

313. Le développement des télécommunications en Afrique a fait l'objet d'une réunion régionale convoquée conjointement par la CEA et l'OUA à Addis-Abéba en mars 1966. L'ordre du jour comprenait : l'examen général des activités en matière de télécommunications, des propositions concernant le plan d'un réseau panafricain, l'exécution de ce plan, l'établissement d'un programme associé de formation et le financement. D'autres recommandations ont été adoptées au sujet d'une étude de préinvestissement en vue de la construction d'un réseau panafricain, de la mobilisation des ressources financières intérieures et extérieures pour l'exécution des projets, de l'étude de la structure des tarifs douaniers en Afrique et de la formation de personnel. On a constamment fait ressortir l'importance de la coopération entre la CEA, l'OUA et l'UIT.

314. La quatrième Conférence des statisticiens africains s'est réunie en novembre 1965 pour examiner les questions qui découlaient des sixième et septième sessions de la Commission et de la treizième session de la

Commission de statistique des Nations Unies. La Conférence s'est tout particulièrement préoccupée des statistiques nécessaires à la planification. L'ordre du jour portait aussi, notamment, sur la formation, sur l'élaboration d'une méthodologie adaptée à la situation des systèmes de comptabilité nationale en Afrique et sur le Programme de recensement mondial de la population de 1970. Le programme de travail recommandé par la Conférence comprend des enquêtes statistiques, l'instauration d'une coopération régionale en matière de formation, l'élaboration de normes statistiques pour la région, l'échange de renseignements, la coopération régionale pour l'analyse des données et la publication de données statistiques.

315. La CEA a poursuivi et renforcé ses relations avec les institutions spécialisées et d'autres organisations. Les liens de coopération entre la Commission économique pour l'Afrique et l'Organisation de l'unité africaine ont été consacrés par un accord signé au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 15 novembre 1965.

Section II. — Débats du Conseil

316. Présentant le rapport de la CEE (E/4177)², le Secrétaire exécutif de la Commission a noté¹¹ que le taux de croissance dans la sous-région d'Europe occidentale serait probablement d'environ 4 p. 100, contre 3,5 p. 100 en 1965, année où l'Europe occidentale avait connu une phase d'expansion relativement lente et un taux de croissance moyen inférieur à celui des 10 ou 12 années précédentes. En Europe orientale, la croissance avait été légèrement plus lente que l'année précédente, bien que certains pays eussent connu des taux d'accroissement du revenu national relativement élevés. Les perspectives à court terme semblaient plutôt favorables pour l'ensemble de l'Europe orientale. Les pressions inflationnistes avaient continué de s'exercer dans la plupart des pays d'Europe occidentale, ce qui avait mis en lumière la nécessité de concilier l'expansion de la production et la stabilité monétaire. Il avait donc fallu recourir à des mesures de limitation du crédit et des dépenses publiques. La situation actuelle, caractérisée par le plein emploi et l'utilisation intensive de l'équipement, exigeait un ensemble de mesures mieux dosées que par le passé. Une action efficace sur la demande demeurerait un aspect essentiel de toute politique orientée vers la croissance et il était regrettable que la mise en œuvre d'une politique des revenus n'eût guère progressé jusqu'à présent. Si l'immigration de travailleurs étrangers pouvait jusqu'à un certain point favoriser l'expansion des ressources productives, il ne fallait en attendre que des avantages limités. L'accroissement de la productivité du travail nécessitait un surcroît d'investissements, surtout d'investissements productifs. L'expansion de la production des biens d'équipement était entravée par la pénurie de main-d'œuvre. La place que l'on continuait d'accorder à la politique monétaire dans la lutte contre l'inflation risquait de freiner les investissements. Il fallait donc s'attaquer délibérément aux problèmes structurels pour mieux répartir les ressources productives, améliorer l'éducation et la formation professionnelle, et pour accroître la mobilité de la main-d'œuvre. Une politique plus libérale en matière d'importation, à l'égard non seulement des pays développés mais aussi des pays en voie de développement, favoriserait sans doute l'expansion de la production dans les pays industrialisés en les aidant à spécialiser et à rationaliser leurs activités.

¹¹ E/SR.1431.

317. En Europe orientale, les plans nationaux continuaient de réserver une place de plus en plus large aux aspects qualitatifs de l'économie. De plus en plus, les responsables de la planification étaient invités à rechercher des taux de croissance et d'investissement optima plutôt que des taux maxima, et une plus grande hardiesse se faisait jour dans la réforme du système traditionnel de planification et de gestion. Il s'agissait d'introduire les méthodes économétriques modernes et autres techniques connexes, de trouver un meilleur équilibre entre décisions centralisées et décentralisées et de remplacer graduellement les anciennes méthodes de gestion administrative directe par un système de mesures macro-économiques destinées à influencer de façon indirecte sur le comportement des différents agents. Les entreprises nationales affronteraient progressivement la concurrence étrangère, de façon à soumettre les prix intérieurs et le niveau des coûts à l'influence des prix mondiaux. On pouvait donc s'attendre à voir de nouvelles perspectives s'ouvrir à la coopération commerciale et économique en Europe et à l'accroissement des échanges entre l'Europe et le monde en développement.

318. Abordant la question des activités de la CEE, le Secrétaire exécutif a relevé que les gouvernements faisaient de plus en plus appel à la Commission pour résoudre les nombreux problèmes relatifs à leur coopération économique multilatérale. Des progrès considérables avaient été réalisés grâce aux sérieux efforts accomplis par les gouvernements membres de la CEE pour parvenir à un accord sur certaines questions fondamentales de politique commerciale, qui se posaient dans les relations entre pays ayant des systèmes économiques différents. Il n'avait cependant pas été possible, à la dernière session de la Commission, de parvenir à un accord sur des recommandations tendant soit à supprimer certains obstacles aux échanges commerciaux soit à demander aux experts de continuer d'étudier ces questions fondamentales de politique commerciale, accord dont le Secrétaire exécutif a exprimé l'espoir qu'il pourrait être réalisé à la prochaine session du Comité de la CEE pour le développement du commerce. En revanche, les gouvernements membres étaient parvenus à se mettre d'accord sur les activités de la CEE en relation avec l'UNCTAD, comme l'indiquait la résolution 6 (XXI) de la Commission, qui avait trait, notamment, aux travaux préparatoires de la deuxième Conférence. Les réunions des conseillers économiques principaux des gouvernements membres de la CEE avaient connu un succès croissant. La quatrième réunion avait été consacrée à l'élaboration et à l'application pratique de modèles macro-économiques en tant qu'instruments de planification et de décision. Il fallait aussi noter les bons résultats auxquels était parvenue la Commission dans le domaine de l'utilisation des ressources hydrauliques et de la lutte contre la pollution de l'eau, tels qu'ils étaient exprimés dans les résolutions 8 (XXI) et 10 (XXI). La Commission entendait qu'une large part de ses activités fût également utile aux autres commissions économiques régionales; à cet égard, le Secrétaire exécutif a tout particulièrement attiré l'attention du Conseil sur la résolution 6 (XXI), ainsi que sur la résolution 2 (XXI) relative aux activités de la Commission dans le domaine du développement industriel. Il a indiqué que la Commission avait décidé de tenir une séance spéciale en 1967, à un niveau élevé, pour commémorer son vingtième anniversaire et il a exprimé l'espoir que les gouvernements saisiraient cette occasion pour évaluer l'efficacité de la Commission et pour définir l'orientation dans laquelle ils désiraient la voir s'engager

dans les années à venir, dans les limites du mandat défini par le Conseil.

319. Le Secrétaire exécutif de la CEAEO, présentant le rapport annuel de la Commission (E/4180/Rev.1)⁵, a indiqué¹² que le ralentissement de la croissance du revenu global et du revenu par habitant enregistré de 1960 à 1963 dans les pays en voie de développement membres de la CEAEO par rapport aux années 50 était imputable au faible niveau de la production agricole. La production d'articles manufacturés avait certes doublé dans la région entre 1953 et 1960 et avait progressé depuis à un rythme légèrement supérieur à la moyenne mondiale, mais son rôle dans la formation des taux de croissance globale était encore insignifiant. L'assistance économique étrangère n'avait pas atteint l'objectif de 1 p. 100 du revenu national des pays développés; elle paraissait au contraire stationnaire et certains signes inquiétants donnaient à penser qu'elle avait tendance à diminuer. D'autres graves difficultés ralentissaient le développement économique de la région, notamment la détérioration des termes de l'échange. Celle-ci était imputable aux barrières douanières et autres qui faisaient obstacle aux exportations de produits de base et d'articles manufacturés simples des pays en voie de développement vers les pays développés. Pour aider les pays neufs à accélérer leur développement, il fallait, de l'avis du Secrétaire exécutif, accroître l'aide étrangère, éliminer les obstacles au commerce et obtenir des pays développés qu'ils accordent aux pays en voie de développement, sans réciprocité, des préférences non discriminatoires. Le Secrétaire exécutif a déclaré que la Commission comptait sur les mécanismes de l'UNCTAD dont la deuxième session devait avoir lieu prochainement, pour amener les pays développés à prendre des mesures concrètes en vue d'accroître le commerce extérieur et les recettes d'exportation des pays en voie de développement de la région de la CEAEO.

320. *L'Etude de la situation économique de l'Asie et de l'Extrême-Orient en 1965*¹³ avait fourni l'occasion d'étudier en profondeur le problème de la mise en valeur des ressources humaines, puisque le chômage et le sous-emploi représentaient une menace pour le développement de l'Asie. Les études entreprises par la CEAEO avaient fait ressortir qu'il y avait lieu d'utiliser judicieusement des techniques exigeant une grande quantité de main-d'œuvre, que l'éducation et la formation avaient un rôle décisif à jouer pour répondre aux besoins du développement, et qu'il importait d'intégrer la mise en valeur des ressources humaines dans la planification économique globale.

321. Tout en intensifiant sa participation aux programmes concrets d'assistance à différents pays, la Commission se sentait plus particulièrement chargée de promouvoir la coopération régionale, en Asie, puisqu'il n'y avait pas d'autre institution d'une envergure et d'une continuité comparables à qui l'on pût confier cette tâche. Les activités de la Commission pouvaient être envisagées sous plusieurs aspects. Premièrement, ses études économiques et autres enquêtes avaient constamment servi de documents de base et de matériel de référence aux pays de la région. L'étude demandée par la Commission à sa vingt-deuxième session sur les besoins et disponibilités des pays de la région en intrants agricoles au cours des cinq prochaines années, qui devait être entreprise en commun par la CEAEO et la FAO, et l'étude sur la planification du développement agricole

¹² Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.F.1 (publiée également dans le *Bulletin économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient*, vol. XVI, n° 4).

dans le cadre de l'harmonisation régionale étaient de bons exemples. Deuxièmement, la Commission s'employait à favoriser le transfert des connaissances techniques et autres en faisant appel à des conseillers régionaux, et en organisant des groupes d'experts, des cycles d'étude, des colloques et des groupes de travail. Plus de 300 stagiaires avaient ainsi participé en moins de deux ans aux cours organisés par l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques, et une équipe de spécialistes avait dès à présent terminé l'étude de six grands ports de la région. Pour aider à susciter l'indispensable évolution des attitudes et des motivations, la Commission avait mis sur pied un groupe de travail préparatoire sur les méthodes propres à encourager une évolution sociale favorable au développement général. Un cycle d'études sur la coordination nationale des programmes d'assistance technique avec la planification du développement national avait permis de passer en revue, pour la première fois dans la région, les différents problèmes liés à la coordination de l'assistance technique. Troisièmement, la Commission contribuait utilement à encourager les investissements et l'aide financière au développement. Elle avait pris part aux travaux qui avaient abouti à la création de la Banque asiatique de développement, qui commencerait ses opérations avant la fin de 1966. Le capital de la Banque était entièrement souscrit, les souscriptions des pays de la région s'élevant à 650 millions de dollars et celles des autres pays à 350 millions de dollars. Non seulement la Banque favoriserait une meilleure compréhension et de meilleures relations entre les pays d'Asie, mais elle stimulerait également une plus étroite coopération entre ces pays et le reste du monde. Enfin, la Commission s'attachait à favoriser la coopération régionale et internationale. L'année écoulée était à cet égard une bonne année. On avait continué à enregistrer des progrès dans l'exécution de divers projets: mise en valeur du bassin du Mékong, Route d'Asie, activités de l'Institut asiatique pour le développement et la planification économiques, Banque asiatique de développement. La mise en place d'un Comité pour la coordination de la prospection des ressources minérales au large des côtes d'Asie avait marqué une nouvelle et importante étape de la coopération régionale. La création du Conseil asiatique du développement industriel qui prêterait son concours en vue d'études de viabilité économique concernant des projets spécifiques aux niveaux national, sous-régional et régional était également d'une grande importance. Le Conseil asiatique de développement industriel aiderait également à rechercher l'assistance d'organismes des Nations Unies comme le PNUD et bientôt de l'ONUDI ou celle des pays désireux de coopérer. Avec les progrès réalisés par le Centre régional des projections et de la programmation économiques du point de vue de l'harmonisation des programmes de développement, et avec la création du Conseil asiatique de développement industriel et de la Banque asiatique de développement, la région de la CEAO semblait inaugurer une étape importante du développement industriel. Vu les concours régionaux et internationaux dont avait bénéficié la Foire internationale d'Asie, qui devait se tenir à Bangkok en 1966, la Commission avait recommandé que des foires analogues fussent, à l'avenir, organisées périodiquement. Pour conclure, le Secrétaire exécutif a indiqué que la Commission avait toujours été d'avis que la meilleure manière d'accélérer le développement économique des pays en voie de développement de la région de la CEAO, c'était la coopération tant entre ces pays qu'entre eux et les pays plus avancés du globe.

322. Le Secrétaire exécutif de la CEPAL, présentant le rapport de la Commission (E/4181)⁷, a indiqué¹¹ que le taux de croissance des pays d'Amérique latine s'établissait autour de 6 p. 100, comme l'année précédente. L'accroissement par habitant avait été de 3 p. 100. La moyenne pour la période allant de 1960 à 1965 avait été de 4,5 p. 100, chiffre inférieur à celui enregistré pour la période allant de 1950 à 1960, et, si l'on ne tenait pas compte des deux plus grands pays de la région, le taux de croissance moyen des autres pays n'avait été que de 1,9 p. 100, ce qui était on ne peut plus défavorable. Les progrès les plus importants concernaient le secteur agricole et les travaux d'infrastructure. Mais la situation dans le secteur industriel était assez préoccupante: dans ce secteur, le taux de croissance n'avait pas dépassé 6,3 p. 100, taux inférieur à celui des années précédentes. De même, les investissements avaient diminué; en particulier, les investissements étrangers, qui en 1960 avaient constitué 9 p. 100 de l'ensemble des investissements, n'en avaient représenté que 2 p. 100 en 1965. Quant aux investissements privés, ils avaient augmenté au taux de 2,2 p. 100, alors que ce taux était de 5,4 p. 100 en 1960. L'inflation était une source d'inquiétude chronique pour de nombreux gouvernements d'Amérique latine, et l'amortissement et le service de la dette pesaient lourdement sur de nombreux pays. Pour l'ensemble de la région, les exportations avaient augmenté de 6 p. 100, mais cette amélioration était due en grande partie au progrès des exportations brésiliennes. Quoi qu'il en fût, l'écart entre les prix intérieurs et les prix étrangers s'était traduit par une détérioration correspondante des termes de l'échange. En 1965, les exportations de l'Amérique latine n'avaient représenté que 5,9 p. 100 de l'ensemble des exportations mondiales. Ce chiffre était d'autant plus inquiétant que les échanges commerciaux entre les pays d'Amérique latine avaient augmenté et que, abstraction faite de ce commerce intrarégional, on constatait que la part de l'Amérique latine dans les exportations mondiales était tombée à 4,5 p. 100 alors que sa part dans les importations représentait 9,5 p. 100. Les échanges avaient été particulièrement défavorables avec les Etats-Unis et le Canada. En revanche, l'éducation et l'administration s'étaient améliorées, et l'on avait pris des mesures pour perfectionner ou mettre en vigueur l'impôt foncier. De même, l'évolution du marché commun de l'Amérique centrale était satisfaisante et l'association latino-américaine de libre-échange avait permis une certaine réduction des tarifs douaniers entre les Etats membres. Le Secrétaire exécutif a souligné la nécessité pour les gouvernements des pays d'Amérique latine de diversifier les exportations et de rechercher des marchés pour les produits manufacturés et les produits semi-finis. Il a souligné l'intérêt que la CEPAL portait aux travaux de l'UNCTAD et la nécessité d'appliquer les résolutions adoptées à la première conférence de l'UNCTAD. Il a déclaré avec force que l'intégration économique semblait offrir aux pays d'Amérique latine la meilleure chance de se dégager des limites de leur marché intérieur.

323. Examinant les activités de la Commission, le Secrétaire exécutif a mentionné les études entreprises au sujet des ressources humaines, de la politique des revenus et des ressources naturelles, notamment les ressources minérales et pétrolières. La Commission avait étroitement collaboré avec l'UNCTAD, et elle avait mis sur pied avec le PNUD un cours régional sur les politiques commerciales destiné aux fonctionnaires de l'administration nationale. Les études de la Commission sur l'industrialisation avaient servi de base au colloque latino-américain sur le développement industriel, qui

s'était tenu au siège de la CEPAL en mars 1966. La Commission poursuivait également ses recherches sur l'intégration industrielle, et elle était prête à coopérer avec l'ONUDI en ce domaine. La Commission avait collaboré avec l'UNESCO à l'organisation de la Conférence sur l'application de la science et de la technique au développement de l'Amérique latine qui s'était tenue à Santiago du Chili en septembre 1965, et à la Conférence des ministres de l'éducation et des ministres chargés de la planification des pays de l'Amérique latine et dans la région des Caraïbes, qui s'était tenue en juin 1966 à Buenos Aires. Le Centre régional de planification avait entrepris des études approfondies concernant l'inadéquation de la répartition des revenus et s'employait actuellement à rassembler tous les documents disponibles sur la question de façon à formuler des conclusions du point de vue des ressources humaines et naturelles. La Commission avait également coopéré avec la Commission interaméricaine de l'alliance pour le progrès, avec d'autres institutions spécialisées et avec les autres commissions économiques régionales. En particulier, la Commission avait intensifié ses activités concernant les aspects sociaux du développement et elle avait récemment participé avec le FISE à une conférence sur le rôle de l'enfance et de la jeunesse dans le développement national. L'Institut latino-américain de planification économique et sociale avait organisé de nouveaux enseignements et développé ses activités. De manière générale, l'attention de la Commission se portait actuellement sur quatre domaines principaux : l'élaboration et la mise en œuvre des plans, les réformes de structure économiques et sociales, le commerce international et l'intégration économique.

324. Présentant le rapport annuel de la CEA (E/4173)¹³, le Secrétaire exécutif de la Commission a indiqué que l'Afrique était le seul continent où presque tous les pays avaient encore à réunir les conditions préalables de l'industrialisation — et cela à une époque où le coût d'une telle entreprise était très élevé. Les économies africaines connaissaient un taux de croissance bien inférieur à l'objectif de 5 p. 100 fixé pour la Décennie du développement et bien inférieur aux objectifs de développement que s'étaient fixés bon nombre de ces pays. De 1960 à 1964, le produit intérieur brut de l'ensemble de la région s'était accru à un taux moyen de 3,7 p. 100 par an, mais compte tenu d'un taux de croissance démographique de 2,5 p. 100 par an, le taux de croissance du revenu par habitant n'avait été que de 1 p. 100. L'industrialisation, qui n'avait pas encore vraiment marqué l'économie des pays d'Afrique, sauf en Afrique du Sud, représentait un revenu intérieur brut de 21 à 22 dollars par habitant. Mais le rôle de différentes régions dans la formation de cette moyenne était extrêmement inégal, puisque le revenu provenant de l'industrie variait de 25 dollars par habitant pour la sous-région septentrionale, la plus industrialisée, à 6 dollars par habitant pour la sous-région occidentale.

325. La croissance de l'économie des pays d'Afrique avait été lente, mais on pouvait déceler certains faits encourageants qui indiquaient que la première moitié de la Décennie du développement avait été pour l'Afrique une étape préparatoire. Dans le secteur des industries manufacturières, le taux de croissance qui était de 8 p. 100 par an pendant la période 1950-1963 semblait s'être établi autour de 10 p. 100 ; en 1960, la production brute avait représenté 8 milliards 600 millions de dollars en regard de 2 milliards 770 millions en 1950 et de 6 milliards 980 millions en 1963. L'expansion des indus-

tries manufacturières semblait favoriser certains changements structurels nécessaires au progrès des économies africaines, en particulier l'augmentation de l'emploi dans le secteur industriel. On avait enregistré, dans certains pays, notamment en Rhodésie, en République-Unie de Tanzanie et en Zambie, une amélioration de la productivité des travailleurs. Cependant, la structure industrielle de l'Afrique avait souffert d'un certain recul des investissements et de la production, conséquence de l'exode des populations non africaines qui avaient abandonné certains territoires africains au moment de leur accession à l'indépendance. La forte proportion de non-Africains aux postes de gestion et d'exécution était une autre raison importante de la faiblesse du secteur industriel en Afrique. Presque tous les Etats africains avaient cherché à répondre au besoin d'industrialisation en accordant des dégrèvements fiscaux, en donnant des garanties aux entreprises nationales et étrangères et en élaborant des codes d'investissement. Il fallait également fournir aux pays africains une assistance internationale pour les aider à identifier les projets viables et efficaces du point de vue de leurs besoins de développement.

326. Dans le secteur de l'agriculture, la production avait augmenté au même rythme que la population, mais le remplacement de l'agriculture de subsistance par des systèmes d'exploitation modernes se poursuivait très lentement. L'Afrique avait importé des céréales ainsi que de la viande et des produits à base de viande. Les prix des produits alimentaires avaient augmenté sous l'action de facteurs internes — insuffisance de la production et manque de services d'entreposage, de transport et de commercialisation suffisants — et par suite d'une augmentation sensible de la demande de produits agricoles due à l'évolution dans d'autres secteurs. Mais — chose encourageante — les industries alimentaires et les industries basées sur la sylviculture prenaient de l'importance dans les plans de développement des pays africains et un nombre modeste mais appréciable d'industries permettant de réaliser des recettes d'exportation avaient fait leur apparition.

327. Parlant des activités du secrétariat de la CEA, le Secrétaire exécutif a indiqué qu'en décidant, avec l'approbation du Conseil, de ne se réunir que tous les deux ans, la Commission avait permis au secrétariat de concentrer ses efforts sur des enquêtes et analyses, d'étudier les problèmes dans le cadre de groupes de travail composés de techniciens et d'entreprendre des enquêtes préliminaires pour évaluer les besoins. Dans le domaine du développement industriel, le secrétariat avait entrepris une étude sur la législation et la réglementation relatives aux investissements dans les pays africains. De même, le secrétariat travaillait en étroite coopération avec le Centre de développement industriel pour préparer le Colloque international sur le développement industriel, qui aurait lieu en 1967. Dans le domaine de l'agriculture, l'étude sur les tendances et les perspectives de la production, de la consommation et du commerce du bois en Afrique, publiée en collaboration avec la FAO, avait montré qu'il y avait place pour une exploitation plus intensive des ressources forestières de l'Afrique et mis en lumière les débouchés complémentaires que le bois et les produits à base de bois pourraient trouver dans les pays développés au cours de la prochaine décennie. Considérant que les progrès de l'industrialisation seraient compromis si des progrès correspondants n'étaient pas réalisés dans l'agriculture, la Commission se faisait une règle, dans son action au service du développement industriel en Afrique, d'accorder une large place à la production des articles nécessaires à l'agriculture, notamment des

¹³ E/SR.1432.

engrais, des insecticides et du matériel agricole. Dans le domaine du commerce, le secrétariat avait étroitement coopéré avec le secrétariat de l'UNCTAD. Le Groupe de travail CEA/OUA pour les questions de commerce avait élaboré un programme de travail en vue de la deuxième session de l'UNCTAD; il avait également accepté de participer aux consultations menées avec les 77 pays en voie de développement. En outre, c'était à l'activité de la Commission dans le domaine de la coopération monétaire entre États africains qu'était due la décision de créer une association des banques centrales africaines, association qui devait se réunir tous les deux ans pour procéder à un échange de données d'expérience et examiner les problèmes monétaires africains.

328. Depuis la septième session de la Commission, le développement de la coopération économique sous-régionale avait été l'un des principaux champs d'activité de la CEA. La Réunion sous-régionale sur la coopération économique en Afrique de l'Est qui s'était tenue à Lusaka (Zambie) du 26 octobre au 2 novembre, la Réunion sur la coopération économique en Afrique centrale, qui s'était tenue à Brazzaville en avril 1966, et la Réunion sur la coopération économique en Afrique du Nord qui s'était tenue à Tanger en juin 1966 avaient abouti à la mise en place d'un cadre pour la coopération économique entre les pays de chacune de ces sous-régions. Une réunion analogue devait avoir lieu vers la fin de 1966 pour la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Le rôle du secrétariat de la Commission serait de fournir à l'organisme sous-régional des documents de travail, des études de viabilité et des propositions concernant les projets pilotes, d'assurer la coopération et l'appui financier des pays donateurs et d'organiser des réunions entre pays africains et pays donateurs pour mettre au point des arrangements en vue de la mise en œuvre de projets viables. À l'avenir, la Commission accorderait une plus large place, dans son programme de travail, à l'exploration plus complète des ressources naturelles de l'Afrique, ainsi qu'au développement des moyens de transport et de communication, de façon à relier entre eux les pays africains et, dans chaque pays, à relier la capitale à l'intérieur. En ce qui concerne l'application de la science et de la technique au développement, la Commission pouvait jouer le rôle de "catalyseur, d'instigateur, de promoteur et d'honnête courtier", au lieu d'entreprendre elle-même les recherches et les études.

329. Les débats du Conseil¹⁴ sur les rapports des commissions économiques régionales ont mis en lumière leur rôle décisif dans le progrès économique et social des pays en voie de développement. Notant avec satisfaction que l'activité des commissions s'était considérablement élargie depuis quelques années et avait gagné en efficacité, plusieurs représentants ont dit qu'elles étaient devenues d'importants organismes qui traduisaient dans les faits les principes et orientations fondamentales définis par le Conseil. De par leur structure organique, les commissions s'étaient d'abord soucies de répondre aux besoins régionaux et, ce faisant, elles avaient largement contribué à accroître le niveau de l'activité économique dans leurs régions respectives. On a dit que les commissions avaient élaboré des programmes de travail bien conçus, adaptés aux conditions économiques, sociales et culturelles de chaque région. Par exemple, la CEPAL avait eu principalement pour but l'intégration économique régionale en Amérique latine, la CEA le développement de la coopération entre

tous les pays européens, tandis que la CEAE et la CEA, pour leur part, avaient encouragé la coopération dans le cadre de groupes sous-régionaux. Certains représentants ont estimé que le dynamisme dont avaient fait preuve les commissions dans l'exécution de ces programmes semblait traduire le succès des efforts des Nations Unies pour décentraliser leurs activités dans le domaine économique et social.

330. Tandis que les commissions économiques régionales avaient intensifié leur action, le nombre des organismes et des institutions chargés de promouvoir la coopération internationale était allé croissant. Vu la valeur exceptionnelle de l'expérience des commissions et vu leur efficacité dans les régions intéressées, le Conseil a fait sienne l'opinion exprimée à la réunion des secrétaires exécutifs — à savoir que les commissions étaient devenues les principaux centres de coordination de l'action régionale et internationale en faveur du progrès économique et social des pays en voie de développement. Plusieurs représentants se sont déclarés satisfaits des réunions annuelles des secrétaires exécutifs, qui offraient l'occasion de coordonner étroitement le travail des commissions régionales et celui du Secrétariat de l'ONU, au Siège; ils ont cité à titre d'exemples les arrangements de coopération dans des domaines comme la planification du développement économique et les projections économiques, ou l'application de la science et de la technique au développement. Certains membres du Conseil, tout en notant que les commissions régionales avaient déjà noué des liens de coopération avec le PNUD et les institutions spécialisées, ont estimé que cette coopération pouvait encore s'intensifier. Ils se sont félicités des efforts actuels visant à coordonner les programmes régionaux avec ceux de l'UNCTAD et du Centre de développement industriel, et ils ont approuvé l'idée d'organiser au début de 1967, peu après la création de l'ONUDI, une réunion entre les secrétaires exécutifs et le Directeur général de l'ONUDI. Certains représentants ont également insisté sur la nécessité pour les commissions régionales d'intensifier leur coopération mutuelle, l'expérience de certaines d'entre elles pouvant être intéressante et utile pour d'autres. On a dit aussi que leurs connaissances et leur expérience pouvaient se révéler extrêmement utiles pour d'autres organismes ou institutions. Vu l'efficacité croissante des commissions économiques régionales, on a souligné la nécessité de mettre à leur disposition des ressources suffisantes pour leur permettre de s'acquitter de leurs tâches.

331. La plupart des représentants qui sont intervenus dans le débat ont estimé que l'activité des commissions en matière d'industrialisation représentait une importante contribution au progrès économique des pays en voie de développement. Plusieurs représentants ont dit qu'il fallait accélérer le processus d'industrialisation de façon à modifier l'actuelle structure économique caractérisée par une "production de subsistance", à laquelle était imputable le faible taux de croissance des pays en voie de développement. Cependant, plusieurs représentants ont estimé que les programmes de travail de la Commission n'accordaient pas suffisamment de place au développement de l'agriculture, facteur le plus décisif du progrès des pays en voie de développement. Ces représentants ont dit que l'industrialisation n'était pas réalisable en l'absence d'une agriculture efficace. D'autres ont émis l'opinion que s'il fallait faire davantage pour l'agriculture, il fallait que ce fût en sus et non au détriment de l'industrialisation. Les tenants de cette opinion se sont réclamés de l'expérience passée,

¹⁴ E/SR.1431 à 1435.

affirmant qu'il ne saurait être question d'agriculture dynamique tant que l'industrialisation n'était pas une réalité. Il était évidemment souhaitable d'augmenter la production agricole, ce qui permettrait de réduire les importations de produits alimentaires et d'économiser des devises étrangères. Mais il faudrait alors trouver des débouchés pour l'exportation des produits agricoles, et une organisation internationale des marchés des produits de base semblait pour cela nécessaire. On a également souligné l'opportunité d'arrangements analogues pour les produits semi-finis des industries reposant sur l'agriculture, de façon à assurer aux pays en voie de développement des recettes d'exportation suffisantes. Les membres du Conseil ont noté les actuelles relations de coopération entre la FAO et certaines commissions régionales, coopération qui s'était traduite par la création de divisions mixtes de l'agriculture au siège de ces commissions. Certains participants ont jugé qu'il convenait de dresser le bilan des activités de ces divisions afin d'en mesurer l'efficacité. A cet égard, le Conseil a appris que la FAO avait mis sur pied un comité permanent chargé d'étudier les relations entre la FAO et les commissions régionales.

332. Examinant les activités des commissions régionales dans le domaine du commerce, le Conseil a entendu une déclaration du Secrétaire général de l'UNCTAD¹⁵; celui-ci, comme plusieurs orateurs qui étaient intervenus au Conseil, a insisté sur la précieuse collaboration que les commissions économiques régionales prêtaient à l'UNCTAD pour la préparation de la deuxième Conférence. Parmi les questions essentielles inscrites à l'ordre du jour de la Conférence, figurait le problème des liquidités internationales considéré du point de vue des pays en voie de développement. Un autre problème important dont la Conférence serait saisie concernait la mise en place d'un mécanisme financier permettant de disposer des ressources nécessaires au fonctionnement des stocks régulateurs prévus par les accords sur les produits de base. La Conférence traiterait également de la question du financement supplémentaire. Dans une récente étude, la BIRD avait exprimé l'opinion que les moyens de financement de base devaient préexister avant que des moyens de financement supplémentaires puissent être fournis. Avec une telle formule la planification du développement aurait moins à pâtir d'une brusque réduction des ressources extérieures. Plusieurs représentants ont exprimé les préoccupations des pays en voie de développement qui constataient que les recommandations de la première Conférence de l'UNCTAD n'avaient pas été appliquées, et ils ont indiqué que quelques-uns de ces pays avaient préconisé l'organisation d'une réunion où tous les pays en voie de développement étudieraient les moyens d'accroître l'efficacité de la deuxième Conférence. Cette réunion permettrait d'élaborer un programme d'action commun qui servirait de base en vue d'un dialogue constructif entre pays développés et pays en voie de développement. On ne pouvait que se féliciter de l'effort accompli par les commissions régionales pour favoriser le commerce régional et sous-régional, mais ces échanges devaient être le point de départ d'échanges multilatéraux à l'échelle intercontinentale et interrégionale. On a dit aussi qu'il fallait favoriser le commerce entre les pays en voie de développement eux-mêmes, l'accroissement des échanges étant en lui-même un facteur de croissance.

333. La création de banques régionales de développement, qui permettaient de disposer de ressources

supplémentaires pour le financement de projets touchant le développement des pays neufs, a été accueillie avec satisfaction. On a relevé que la dernière en date de ces institutions régionales, la Banque asiatique de développement, dont les opérations devaient commencer avant la fin de 1966, mettait en jeu les principes de la coopération tant internationale que régionale. Plusieurs représentants ont estimé que les banques régionales de développement seraient l'instrument le plus efficace pour financer le développement industriel, qui était devenu le principal objectif des pays en voie de développement. Certains représentants ont exprimé l'espoir que l'aide extérieure que les pays en voie de développement recevaient des pays développés les aiderait à accélérer leur progrès économique et social. Les membres du Conseil ont également noté les progrès réalisés par les commissions régionales tant dans le domaine de la mise en valeur des ressources hydrauliques, notamment en ce qui concerne le programme relatif à la mise en valeur du bassin du Mékong, que dans les domaines des transports et de la mise en valeur des ressources humaines. Un certain nombre de représentants ont estimé que les commissions régionales devaient consacrer davantage d'efforts aux aspects sociaux du développement.

334. Notant que la CEE était le seul organisme européen auquel participaient des Etats ayant des systèmes sociaux et économiques différents, certains représentants se sont félicités du programme de coopération économique mis au point par la Commission. On a également reconnu l'importance des activités de la CEE du point de vue des pays en voie de développement, puisque ces pays pourraient tirer de précieuses leçons de l'expérience de l'Europe quand ils auraient atteint un certain stade de développement économique et social. Quelques représentants ont dit que le groupe spécial chargé d'étudier le problème des échanges Est-Ouest devait, après ses débuts prometteurs, poursuivre ses efforts. La résolution de la CEE sur les activités de la Commission en rapport avec la résolution 2129 (XX) de l'Assemblée générale des Nations Unies, où il était demandé aux pays membres de la CEE d'améliorer leurs relations réciproques et de promouvoir une coopération toujours plus étroite entre eux, ne pouvait qu'encourager ces efforts. Certains représentants se sont félicités de la décision de la CEE d'organiser une réunion à un niveau élevé pour commémorer son vingtième anniversaire en 1967, et ils ont dit qu'une telle réunion fournirait non seulement l'occasion d'évaluer l'efficacité des activités passées de la Commission, mais imprimerait un nouvel élan aux activités de la CEE. La résolution 6 (XXI) de la CEE donnait une claire définition des activités de la Commission en relation avec l'UNCTAD. Les membres du Conseil ont souligné la nécessité de coordonner le programme de la CEE et celui de l'UNCTAD. Plusieurs représentants ont accueilli avec satisfaction les activités de la CEE concernant la lutte contre la pollution de l'air et de l'eau et la mise en valeur des ressources hydrauliques, ainsi que l'intensification de ses efforts dans le domaine de la planification du développement et de la programmation.

335. Les progrès qui ont marqué les activités de la CEAEO au cours de l'année écoulée ont été reconnus. Plusieurs orateurs ont salué les efforts de la Commission pour favoriser la coopération économique régionale, et notamment la création de la Banque asiatique de développement, qui devait commencer ses opérations à Manille à la fin de l'année. Il a été aussi question d'autres domaines où des progrès avaient été

¹⁵ E/SR.1434.

accomplis — projet relatif au bassin inférieur du Mékong, Route d'Asie, Institut asiatique pour le développement et la planification, Foire internationale d'Asie, projets relatifs aux ressources hydrauliques et aux ressources naturelles. Certains représentants ont approuvé la proposition tendant à créer un Conseil asiatique pour le développement industriel qui, à leur avis, devrait rendre plus efficaces et plus concrets les efforts en faveur de l'industrialisation de la région. On a également noté que la résolution sur la coopération économique dynamique adoptée à la deuxième conférence ministérielle tenue à Manille en décembre 1965 aiderait la CEAE0 à continuer de faire progresser les programmes d'action visant à résoudre les nombreux problèmes qui se posaient à la région. Vu le faible taux de croissance économique que la région de la CEAE0 avait connu ces dernières années, certains représentants ont estimé que la Commission devait intensifier ses efforts pour accélérer le courant des échanges et de l'aide extérieure. A côté des programmes d'industrialisation, le développement agricole devait bénéficier d'une attention accrue. Il a aussi été question des moyens de transport maritime qu'il convenait d'améliorer pour que le transport des produits de la région, surtout à partir des Etats maritimes, pût s'effectuer dans de meilleures conditions.

336. Les membres du Conseil ont rendu hommage aux récents efforts de la CEPAL pour réaliser l'intégration économique du continent latino-américain. Plusieurs représentants ont estimé que cette méthode permettrait de résoudre les problèmes économiques de l'Amérique latine sur la base de la coopération mutuelle en développant les relations économiques et commerciales avec les pays n'appartenant pas à la région. Attendu que l'Amérique latine visait à l'intégration considérée comme une fonction du développement, l'intégration économique nationale était un aspect important des efforts régionaux. Pour atteindre ces objectifs, la CEPAL avait entrepris des activités pratiques dont les résultats étaient prometteurs. Plusieurs représentants ont noté avec satisfaction le rôle joué par la CEPAL dans les activités de l'Association latino-américaine de libre échange et du Comité de coopération économique de l'Amérique centrale. Certains ont émis l'opinion que l'expérience de la Commission en matière d'intégration économique régionale pourrait être utile à d'autres régions en voie de développement qui s'efforçaient de promouvoir la coopération régionale. D'autres représentants ont estimé que la CEPAL, par une judicieuse concentration de ses efforts, pourrait devenir l'instrument d'une politique efficace au service du développement économique et social de certains pays d'Amérique latine. On a noté les efforts de la CEPAL et de l'UNCTAD pour coordonner leurs efforts, ainsi que

l'attention accrue que la Commission accordait aux aspects sociaux du développement, notamment à l'élimination de l'analphabétisme en Amérique latine. A la demande du Conseil, l'observateur de l'Organisation des Etats américains a fait une déclaration sur les activités de cette organisation dans le domaine économique et social.

337. Les résultats obtenus par la CEA au cours de l'année écoulée ont été accueillis avec satisfaction. La décision de la Commission de tenir des sessions biennales et de remplacer les comités permanents par des groupes de travail avait permis de mettre en route un certain nombre de programmes d'action. La Commission avait entrepris avec succès de rechercher les conditions préalables du développement et de la coopération mutuelle; ses efforts en vue d'organiser des groupes sous-régionaux pour la promotion du développement économique et social avaient particulièrement retenu l'attention. Plusieurs représentants ont estimé que le secteur industriel offrait à la coopération les meilleures chances de succès. On a émis l'espoir que la Commission s'engage dès que possible dans la deuxième phase de son programme de développement industriel, dont le but était de jeter un pont entre les investisseurs et les occasions d'investissement. On a dit aussi que les activités de la CEA en matière de ressources naturelles et de transports avaient pris un bon départ et devaient s'intensifier, puisque la mise en place de l'infrastructure ne pouvait qu'accélérer grandement le progrès des économies africaines. On a constaté que la réunion commune organisée par le Comité spécial de quatorze membres de l'OUA pour le commerce et le développement et par le groupe de travail de la CEA sur le commerce intra-africain avait renforcé les relations entre la CEA et l'UNCTAD. La Commission devait s'efforcer d'améliorer les données statistiques, qui étaient indispensables à la planification du développement des pays africains. L'Institut africain pour le développement et la planification devrait bientôt contribuer à l'amélioration des compétences et de la formation. Plusieurs représentants ont exprimé l'opinion que la coopération économique sous-régionale était un premier pas vers la création d'un marché commun africain, ce qui était l'objectif principal des Etats représentés à l'Organisation de l'unité africaine.

338. Dans ses résolutions 1116 (XLI), 1117 (XLI), 1118 (XLI) et 1119 (XLI), le Conseil a pris acte des rapports annuels de la CEE, de la CEAE0, de la CEPAL et de la CEA. Dans sa résolution 1116 (XLI), il a également exprimé l'espoir que la commémoration du vingtième anniversaire de la CEE permettrait de dégager des perspectives nouvelles pour le renforcement de la coopération économique entre les pays membres de la Commission.

Chapitre X

QUESTIONS SOCIALES

Section I. — Progrès social

339. A sa quarante et unième session¹, le Conseil a examiné les questions relatives au progrès social en se fondant sur les documents suivants: le rapport de la Commission des questions sociales sur sa dix-septième session (E/4206² et E/4206/Add.1), le rapport du Secrétaire général sur le réexamen du rôle de la Commission des questions sociales (E/CN.5/400 et Add.1 à 5), le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1965* (E/CN.5/402 et Add.1 et 2)³, un rapport du Secrétaire général sur le projet de conférence des ministres responsables de la protection sociale (E/CN.5/401 et Add.1) et deux rapports du Secrétaire général sur le programme de recherche et de formation pour le développement régional (E/CN.5/403 et E/4228⁴). Dans son rapport (E/4206), la Commission des questions sociales fait des observations sur ces questions; elle exprime également son opinion et fait des recommandations au sujet du deuxième rapport de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (E/CN.5/404) au sujet de la désignation de cinq nouveaux membres du Conseil d'administration de cet institut (E/CN.5/L.309 et Add.1). La Commission a également examiné et commenté le rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa troisième session (E/4124)⁵, une note du Secrétaire général transmettant un rapport préliminaire sur les aspects sociaux de l'habitation et du développement urbain (E/CN.5/392 – E/C.6/35), ainsi que les observations formulées à ce sujet par des gouvernements, des institutions spécialisées et des commissions économiques régionales (E/C.6/35/Add.1)⁶. Dans sa résolution 1144 (XLI), le Conseil a pris acte du rapport de la Commission des questions sociales sur sa dix-septième session (E/4206).

RÉEXAMEN DU RÔLE DE LA COMMISSION DES QUESTIONS SOCIALES

340. A sa dix-septième session, la Commission des questions sociales a entrepris de réexaminer son rôle et son programme et a soumis au Conseil, à sa quarante et unième session, ses observations et recommandations sur cette question⁷, conformément aux résolutions 1086 A (XXXIX) et 1086 E (XXXIX) du Conseil. Par ces résolutions, la Commission était invitée à réexaminer le rôle qu'elle doit jouer dans le cadre des programmes des Nations Unies, pour faire face aux besoins nouveaux des Etats Membres, dans le domaine social, et à cet effet le Secrétaire général avait été prié

de présenter à la Commission un rapport fondé sur les réponses des gouvernements à un questionnaire visant à déterminer les besoins des Etats dans le domaine social, et si possible les priorités à accorder, ainsi que les possibilités d'accroître les moyens de coopération technique que les Etats Membres pourraient offrir. Dans le rapport qu'il a présenté à la Commission, le Secrétaire général a formulé des observations et des propositions au sujet de ce réexamen (E/CN.5/400), donné un résumé et une analyse des réponses des gouvernements à son questionnaire (E/CN.5/400/Add.1 et E/CN.5/L.305), présenté un exposé provisoire des projections à long terme relatives aux programmes de travail des commissions économiques régionales dans le domaine social (E/CN.5/400/Add.2) et transmis des rapports sur les programmes de travail quinquennaux des institutions spécialisées dans le domaine social (E/CN.5/400/Add.3 à 5) et un memorandum des délégations de la Tchécoslovaquie et de l'URSS sur le réexamen (E/CN.5/L.304).

341. Depuis plusieurs années, la Commission, le Conseil et l'Assemblée générale examinent la question du rôle et du programme de la Commission des questions sociales. Les principales questions soulevées étaient notamment l'équilibre à établir entre son rôle d'organe chargé de donner des avis au Conseil pour l'élaboration d'une politique sociale internationale de grande portée et ses fonctions spécialisées dans des domaines tels que la protection sociale et la défense sociale, les rapports existant entre les programmes de la Commission elle-même et les activités dans les domaines de l'éducation, de la santé de la nutrition et de l'emploi, qui sont essentiellement du ressort des institutions spécialisées, et aussi l'équilibre à réaliser entre les programmes opérationnels et les activités de recherche qui en sont nécessairement la base et le support. Les objectifs d'ensemble des activités des Nations Unies dans le domaine social ont également fait l'objet de débats; il ressortait des travaux de la Commission et du Conseil que de nombreux pays estimaient que les objectifs fixés par la résolution 496 (XVI) du Conseil en 1953 pouvaient encore servir de principes directeurs de base pour le programme des Nations Unies, mais qu'il serait bon de les réviser en tenant compte notamment du fait que les besoins des pays en voie de développement en matière d'assistance dans le domaine social avaient changé. Un certain nombre de pays étaient d'avis que les objectifs essentiels des Nations Unies dans le domaine social, tels qu'ils sont définis dans les Articles 55 et 58 de la Charte, n'étaient pas servis de façon satisfaisante par les activités de la Commission et ils ont suggéré certaines modifications compte tenu du rôle de l'Etat, de la planification et des changements de la structure sociale. Dans sa résolution 1916 (XVIII), l'Assemblée générale avait prié le Conseil de réexaminer les objectifs fixés en 1953, et demandé, en particulier, que ce réexamen soit effectué dans la perspective de la Décennie du développement et compte tenu des conclusions du *Rapport sur la situation sociale dans*

¹ E/AC.7/SR.535, 544 à 548; E/SR.1421 à 1431, 1427, 1440.

² Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 10.

³ Ce rapport doit faire l'objet d'une publication des Nations Unies.

⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 17 de l'ordre du jour.

⁵ Ibid., quarante et unième session, Supplément n° 9.

⁶ Voir sect. III ci-après.

⁷ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 10, chap. II.

le monde, 1963⁸. Dans sa résolution 2035 (XX), l'Assemblée générale a énoncé plus en détail les principes qui doivent servir de base au programme social des Nations Unies.

342. Tous ces éléments avaient été pris en considération dans le rapport très complet dont la Commission était saisie à sa dix-septième session (E/CN.5/400). Les propositions du Secrétaire général concernant les objectifs du programme de progrès social des Nations Unies ne constituaient pas une révision fondamentale des objectifs fixés par la résolution 496 (XVI) du Conseil, mais marquaient plutôt un changement d'optique permettant de mieux circonscrire et de mieux saisir les principaux problèmes que pose actuellement le progrès social. C'est ainsi que l'on devrait insister davantage, par exemple, sur l'enseignement secondaire et la formation technique, l'introduction de réformes sociales, les nouveaux moyens d'obtenir une large participation populaire au processus du développement, tant au stade de la planification qu'à celui de l'exécution, le développement urbain et l'urbanisme, et la formation de cadres nationaux.

343. Cette prise de conscience du rôle des programmes sociaux dans le développement se traduit également dans le premier programme de travail de cinq ans adopté par la Commission des questions sociales (E/4206, annexe 1). La représentante du Secrétaire général a indiqué au Conseil que ce programme mettait l'accent sur la politique et la recherche sociales, la planification sociale, les réformes sociales et les changements institutionnels, ainsi que sur les questions sociales liées aux principaux secteurs du développement, tels que l'éducation, la santé, la nutrition, l'emploi et le logement. On attacherait plus d'importance également au développement et à la mobilisation des ressources humaines, en particulier au rôle de la jeunesse dans le développement national et à la formation de cadres nationaux du développement social. Le programme d'ensemble ferait une place relativement plus restreinte aux domaines spécialisés tels que la protection sociale, la défense sociale, la réhabilitation des handicapés, sans toutefois négliger les demandes d'assistance technique des gouvernements dans ces domaines. La représentante du Secrétaire général a également indiqué que ce programme avait été favorablement accueilli par la Commission des questions sociales et elle a mentionné le rôle que devraient jouer les institutions spécialisées en fournissant à la Commission des données qui serviraient de base pour examiner les questions de politique sociale soulevées à l'occasion d'activités dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la nutrition, de l'emploi et du logement. Pour parvenir à cette forme de coopération plus active et plus dynamique avec la Commission, le concours des institutions spécialisées représenterait un élément important du programme à long terme.

344. Quant au programme de travail pour les années 1967-1968 (E/4206, annexe 2), la représentante du Secrétaire général a indiqué qu'il ne devait porter initialement que sur les activités du ressort de la Direction des affaires sociales du Secrétariat des Nations Unies et non sur celles des institutions spécialisées, des commissions économiques régionales ou d'autres organismes des Nations Unies participant aux travaux de la Commission. Elle a indiqué cependant qu'à la suite des travaux de la Commission on avait déjà apporté certains remaniements au programme et que, si de nouvelles modifications se révélaient nécessaires, elles seraient

proposées à la Commission à sa prochaine session. Les deux programmes accordaient une importance accrue aux activités opérationnelles.

345. En ce qui concerne le double rôle de la Commission des questions sociales — qui est responsable tant de la politique sociale que d'activités spécialisées —, le Secrétaire général avait proposé à la Commission d'apporter certains changements dans sa structure, son organisation et ses méthodes de travail. Il semble que la Commission et le Conseil aient été d'avis que la Commission devait continuer à jouer ce double rôle, mais que ses fonctions devaient être précisées pour lui permettre de vraiment parvenir à l'équilibre désiré. Le Secrétaire général avait donc proposé de transformer la Commission en commission du développement social, chargée d'aider le Conseil dans l'élaboration d'une politique internationale de développement social, et de créer un ou plusieurs organes permanents qui rempliraient les fonctions spécialisées de la Commission dans les domaines de la protection sociale et du développement communautaire. Il existait déjà un organisme consultatif spécialisé de cette nature dans le domaine de la défense sociale.

346. Les débats du Conseil sur le réexamen du rôle et du programme de la Commission des questions sociales ont porté essentiellement sur le contenu du projet de résolution que la Commission avait soumis à l'examen du Conseil (E/4206, chap. VII). Après avoir examiné les propositions du Secrétaire général sur la question du réexamen, la Commission avait proposé une nouvelle définition très complète des principes, buts et objectifs des activités des Nations Unies dans le domaine social et recommandé certaines méthodes et techniques que les gouvernements et les organisations internationales pourraient appliquer à leurs activités dans le domaine du progrès social. La définition proposée s'étendait à tous les aspects essentiels du progrès social: élimination de la faim et relèvement des niveaux de nutrition; amélioration des normes de santé et développement des services de santé; lutte contre l'analphabétisme, développement et amélioration de l'enseignement général ainsi que de l'enseignement professionnel, éducation des jeunes en particulier; relèvement des niveaux de l'emploi et des revenus tant dans les zones rurales qu'urbaines; amélioration des conditions de logement et des installations collectives; développement urbain et urbanisme; organisation de services de protection sociale et de sécurité sociale, et étude des aspects sociaux et des conséquences sociales de l'industrialisation et de l'urbanisation. Le projet de résolution insistait particulièrement sur le rôle de la planification dans le développement économique et le progrès social et sur la nécessité d'aborder les aspects économiques et sociaux du développement dans une optique globale et équilibrée, tant au stade de la planification que de l'exécution. Elle insistait sur l'importance des changements de structure, tels que la réforme agraire et la répartition du revenu, considérés comme essentiels au processus du développement, et mettait l'accent, en particulier, sur la nécessité d'une mobilisation aussi complète que possible des ressources nationales, tant humaines que matérielles. La résolution attachait également une importance particulière à la nécessité de former des cadres nationaux, en particulier du personnel administratif, professionnel et technique et des spécialistes des questions sociales, et sur le rôle de l'Etat dans l'amélioration du bien-être de la population. Elle indiquait l'intérêt que présentent des études telles que les rapports périodiques sur la situation sociale dans le monde,

⁸ Publication des Nations Unies, numéro de vente: 63.IV.4.

sur les conséquences sociales du désarmement et sur l'influence du commerce international sur le progrès social.

347. En ce qui concerne le programme de progrès social des Nations Unies et les travaux de la Commission elle-même, la Commission a réaffirmé qu'il fallait accorder une importance particulière aux besoins des pays en voie de développement dans le domaine social et a souligné l'importance d'une action pratique et d'une utilisation totale de toutes les ressources dont disposent les Nations Unies et les institutions spécialisées. Elle a estimé qu'une partie plus importante de ces ressources devrait être consacrée aux activités opérationnelles visant à faire face à des besoins urgents dans les pays en voie de développement et recommandé que l'assistance technique dans le domaine social soit concentrée sur les secteurs prioritaires des pays en voie de développement, l'ordre de priorité étant fixé par les gouvernements, conformément à leurs plans économiques et sociaux d'ensemble. La Commission a également estimé qu'une collaboration étroite avec la Commission économique régionale, les institutions spécialisées et les services de coopération technique des Nations Unies était indispensable pour qu'elle puisse remplir ses fonctions dans ce domaine.

348. Enfin la Commission des questions sociales a recommandé certaines modifications de sa structure et de ses méthodes de travail qui lui permettraient de s'acquitter plus efficacement de sa tâche. Elle a estimé aussi qu'il était nécessaire de préciser son rôle en tant qu'organe chargé de préparer les travaux du Conseil pour tout ce qui concerne la politique de progrès social; elle a demandé à être appelée Commission du développement social et a proposé les critères pour une composition qui lui permettrait de remplir le mieux possible ce rôle. La Commission du développement social pourrait créer des sous-comités chargés de la conseiller en matière technique et dans les domaines sociaux plus spécialisés dont elle s'occupe et elle conseillerait en outre le Conseil au sujet des problèmes sociaux essentiels appelant une décision ou des recommandations de la part du Conseil lui-même ou de l'Assemblée générale, conformément à la résolution 2035 (XX) de l'Assemblée générale.

349. Tous les membres du Conseil ont accueilli favorablement les propositions de la Commission des questions sociales. On a fait observer au cours des débats que la Commission avait tendance à se placer plus directement dans le cadre du développement général et qu'elle devrait être considérée comme "la conscience sociale" du Conseil afin que les activités de développement économique tiennent pleinement compte des facteurs sociaux et de leur influence sur le niveau de vie. La révision du programme et des méthodes de travail ainsi que sa transformation en Commission du développement social lui permettraient d'assumer ses responsabilités d'une façon plus efficace et plus pratique et, par conséquent, d'être plus utile aux pays en voie de développement, par l'intermédiaire tant de ses programmes de recherche que de ses programmes opérationnels dans le domaine social. Les recommandations de la Commission telles qu'elles figurent dans le projet de résolution ont rencontré l'assentiment général, mais on a reconnu que le projet de résolution représentait une solution de compromis s'efforçant de tenir compte de tous les points de vue; certains représentants ont suggéré quelques modifications qui auraient pu être apportées dans la rédaction et dans l'importance relative accordée aux objectifs et aux méthodes de travail,

mais aucun amendement formel n'a été déposé. Certains représentants ont noté, par exemple, que la question des aspects sociaux d'un commerce international équitable était plutôt du ressort d'autres organes des Nations Unies, mais d'autres représentants ont estimé que lorsqu'elle s'occupait du progrès social la Commission ne devait pas manquer de prendre en considération l'influence des termes de l'échange. La planification sociale, la formation et les aspects sociaux de l'industrialisation ont été considérés comme occupant une place particulièrement importante dans les travaux de la Commission et on a souligné que la planification sociale devait être considérée comme faisant partie intégrante de la planification d'ensemble du développement.

350. Le Conseil a estimé que le programme de travail de cinq ans de la Commission marquait un grand pas en avant, et a reconnu qu'une programmation à long terme aiderait le Conseil à s'acquitter en particulier de ses fonctions de coordination. Le programme de deux ans, qui concerne essentiellement les travaux de la Direction des affaires sociales, a également été favorablement accueilli par le Conseil. On a attaché une importance particulière au développement envisagé des activités opérationnelles, mais plusieurs représentants se sont déclarés extrêmement préoccupés par le fait que les ressources dont les Nations Unies disposent pour les activités de développement social avaient diminué depuis quelques années et ne représentaient plus actuellement qu'un sixième des ressources totales que les Nations Unies consacrent au développement économique et au progrès social. Le Conseil a considéré que cette évolution était particulièrement grave, étant donné que les pays en voie de développement ont un besoin croissant d'une assistance pour stimuler leur progrès social, et étant donné que la Commission et le Conseil ont tous deux recommandé aux gouvernements d'accorder une priorité élevée aux programmes de développement social et à la planification du progrès social.

351. En ce qui concerne la transformation de la Commission en Commission du développement social, le Conseil a fait observer que le changement de nom en soi n'aboutirait pas à la réorientation souhaitée, mais que le succès de la Commission en tant qu'organe de préparation des activités du Conseil pour l'ensemble de la politique de progrès social dépendrait en grande partie des qualifications des membres de la Commission. A cet égard, plusieurs représentants se sont félicités de la recommandation de la Commission des questions sociales tendant à ce que les gouvernements désignent des candidats qualifiés pour s'occuper de la formulation et de la mise en œuvre des politiques sociales dans plusieurs secteurs du développement. Certains représentants ont également suggéré que, le moment venu, la Commission crée un Comité consultatif d'experts en matière de protection sociale et de développement communautaire. Plusieurs représentants ont estimé que le rôle des commissions économiques régionales dans le domaine du progrès social pourrait être renforcé si ces organes étaient appelés "commissions économiques et sociales régionales". Le Conseil a accueilli avec une satisfaction particulière les propositions de la Commission concernant le maintien d'une collaboration étroite avec les commissions régionales et les institutions spécialisées; il s'est félicité du rôle que ces institutions seraient appelées à jouer en fournissant des rapports sur les principales questions sociales relevant de leur domaine de compétence dans le cadre du programme quinquennal.

352. Le Conseil a terminé ses travaux sur le réexa-

men du rôle de la Commission des questions sociales en adoptant à l'unanimité la proposition présentée par cette Commission [résolution 1139 (XLI)].

RAPPORT SUR LA SITUATION SOCIALE DANS LE MONDE *

353. Le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1965* (E/CN.5/402 et Add.1)⁴, le deuxième d'une nouvelle série de rapports visant à analyser, dans des éditions alternées, d'une part la situation sociale et les programmes sociaux et d'autre part les problèmes sociaux généraux, traitait de la participation de la population et des facteurs psychologiques du développement. Le rapport, demandé par le Conseil dans sa résolution 830 A (XXXII), comportait deux parties: la première partie, après un bref tour d'horizon des tendances récentes dans le domaine social et notamment des obstacles qui ont entravé l'évolution et le développement pendant la première moitié de la Décennie du développement, examinait les moyens pratiques de promouvoir l'évolution sociale et d'obtenir la participation de la population au développement à l'échelon local. Les problèmes connexes liés à l'accroissement de la productivité dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture étaient traités dans la deuxième partie, dans deux chapitres rédigés l'un par l'Organisation internationale du Travail et l'autre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

354. Le rapport notait que le rythme de la progression dans le domaine social des pays à faible revenu pendant la première moitié de la Décennie du développement était d'une lenteur décevante et soulevait la question de savoir si les efforts de développement sur le plan national et international avaient été suffisants et orientés dans la bonne direction. La progression avait été entravée à la fois par des contraintes extérieures et par des réalités politiques et sociales internes. D'après l'avis d'experts, les problèmes qu'engendre la résistance des populations au changement avaient tendance à être surestimés et le succès d'un projet de développement local dépendait plutôt des méthodes employées pour l'exécuter et de l'appui politique dont il disposait. L'étude signalait qu'il existait une stratégie particulière à appliquer pour déclencher un processus de transformation et de développement à l'échelon local et les experts étaient en général d'accord sur les grandes lignes de cette stratégie. L'opinion des experts sur ce point avait évolué pendant ces dernières années, et à l'action simultanée sur tous les fronts on tendait maintenant à préférer une méthode sélective consistant à faire porter les efforts sur les insuffisances les plus graves. On insistait plutôt moins sur l'idée d'une politique autonome de développement local fondée sur les besoins effectivement ressentis et davantage sur celle d'une intégration des politiques locales et des politiques régionales et nationales.

355. Bien qu'il fut généralement admis que l'éducation permettrait d'aplanir les obstacles que les structures et les attitudes opposent à la modernisation, en réalité le rôle du système scolaire en tant que facteur d'évolution était trop souvent limité par un certain conservatisme imputable à son évolution historique propre ou aux rapports particulièrement étroits qui le liaient aux structures sociales existantes. Indépendamment de la nécessité générale d'une réforme de l'enseignement, on pouvait attendre d'immenses bienfaits d'une association plus étroite entre la jeunesse, notam-

ment les étudiants, et les objectifs et les tâches du développement.

356. Le rapport insistait sur la nécessité d'une meilleure compréhension de la façon dont les pratiques, les valeurs traditionnelles et les institutions pourraient être utilisées pour favoriser une évolution sociale constructive. De même, on pouvait utiliser les animateurs locaux d'une manière plus efficace en tant que partenaires dans le processus du développement. Les fonctionnaires continueraient probablement à faire le gros du travail en matière de développement local, et à cet égard le principal problème ne se limitait pas à une pénurie de personnel qualifié mais tenait aussi, dans de nombreux cas, à l'attitude impropre des fonctionnaires vis-à-vis de la population locale: par exemple des attitudes liées à des fonctions traditionnelles telles que la perception des impôts et le maintien de l'ordre public. La méthode consistant à intéresser la population locale à la planification et à l'évaluation de ses propres besoins a été reconnue comme l'une de celles que l'on pouvait utiliser avec le plus de succès pour inciter la population à participer à l'évolution sociale et au développement. Malheureusement le système administratif de nombreux pays en voie de développement n'était pas encore orienté vers les tâches du développement, les insuffisances les plus fréquemment notées résultaient notamment d'un compartimentage excessif, avec pour conséquence un manque de coordination et une centralisation excessive ainsi que le conservatisme des fonctionnaires. Il fallait s'intéresser davantage à la formation des planificateurs, des administrateurs et des agents de base professionnels en matière de développement pour arriver à une meilleure compréhension entre les fonctionnaires et la population touchée par les plans de développement.

357. En ce qui concerne les stimulants dans l'industrie, le rapport ne portait que sur les stimulants destinés à accroître la production industrielle en assurant le développement et l'emploi rationnels de la main-d'œuvre, par exemple les moyens d'inciter les travailleurs à acquérir des qualifications industrielles, à aller là où l'on a besoin d'eux et à s'acquitter de leur tâche de façon suffisamment diligente. Le rapport signalait que la politique sociale et l'action syndicale pouvaient contribuer à la solution des problèmes que pose l'adaptation des travailleurs des pays en voie de développement aux modes de vie et de travail qu'exige l'industrie. Parmi les moyens utilisés pour stimuler l'acquisition de qualifications figuraient les différences de salaires selon le niveau de qualification et la réduction des coûts de la formation assumés par l'apprenti et sa famille. Afin d'inciter les travailleurs à aller vers les régions où on a besoin d'eux — dans la plupart des pays les mécanismes d'un marché libre du travail ne suffisent pas à eux seuls à réaliser cet objectif —, on pouvait avoir recours à une structure différencielle centralisée des salaires, aux appels au public, à la propagande et à l'octroi de certains avantages. Parmi les stimulants visant à assurer un travail de bonne qualité figuraient le paiement au rendement, la participation des travailleurs à la gestion des entreprises et les appels à la ferveur patriotique et au loyalisme politique. Le rapport traitait également du problème de l'appauvrissement en ressources humaines créé par l'expatriation des personnes ayant acquis une formation supérieure et, en ce qui concerne l'agriculture, le rapport insistait sur l'interdépendance des facteurs qui influencent l'accroissement de la productivité et de ce fait sur la nécessité de tenir compte, dans les stimulants, d'une vaste gamme

* Point inscrit à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

de facteurs d'ordre technique, économique, social et culturel. Il indiquait qu'une simple réforme agraire n'avait guère de chances de provoquer une augmentation de la productivité à moins qu'on ne fournisse en même temps du crédit, des débouchés et diverses formes d'assistance technique. Le rapport traitait également d'autres mesures susceptibles d'être adoptées dans le domaine de l'agriculture, notamment les coopératives agricoles qui permettent de s'assurer la participation des cultivateurs au programme de développement, l'amélioration de la structure du marché accompagnée de mesures de stabilisation des prix, la mise en place de facilités de crédit adéquates et de mesures propres à en assurer l'utilisation efficace, en particulier les systèmes de crédit intégré, et le recours aux stimulants fiscaux pour influencer la production (ou pour faire obstacle à une utilisation improductive de la terre). La pauvreté elle-même était considérée comme un obstacle aux innovations, ceux qui arrivent tout juste à vivre n'ayant aucune envie de courir de risques. L'amélioration du niveau de vie (dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'alimentation, du logement, etc.) contribuait à accroître la productivité en aplanissant les obstacles et en suscitant des attitudes et des compétences favorables au développement.

358. Dans un document distinct (E/4206/Add.2) contenant le résumé et les conclusions du *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1965*, il était signalé qu'actuellement de nombreux aspects de la politique et de la planification du développement restaient étrangers à la population locale, et les gouvernements étaient instamment priés de procéder à une évaluation de leurs institutions et de leurs arrangements structurels et des possibilités d'accroître la participation de la population. La nécessité d'une réforme de l'enseignement y était également signalée et des suggestions étaient faites pour associer davantage la jeunesse, notamment les étudiants, au développement social et économique du pays. La nécessité d'une formation intensifiée était elle aussi mentionnée, non seulement pour augmenter le nombre de personnes directement en contact avec la population, tels que les agents de vulgarisation, les instituteurs et les fonctionnaires locaux, mais aussi pour améliorer les méthodes employées par ceux qui étaient déjà en fonction. Il a été recommandé de former aux techniques de gestion les fonctionnaires chargés de la planification dans les divers secteurs et aux différents niveaux de l'administration en vue d'introduire de nouvelles idées en ce qui concerne la participation de la population et les facteurs psychologiques du développement.

359. En présentant au Conseil le *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1965*⁹, la représentante du Secrétaire général a appelé l'attention sur la méthode appliquée pour l'élaboration de ce rapport, qui avait fait appel non seulement à la coopération des institutions spécialisées mais également à la coopération de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social. Celui-ci avait fait enquête auprès de 400 experts de la vulgarisation agricole, de la santé, du développement communautaire et autres services connexes. En outre, des agents du Siège avaient longuement interrogé des fonctionnaires et des experts dans les pays participant à l'étude. La représentante du Secrétaire général a fait remarquer que le problème de la participation de la population au développement était particulièrement pertinent vu l'importance que l'on attachait à présent à l'exécution des plans nationaux; il a d'ailleurs été récemment mis en relief par le

Comité de la planification du développement récemment créé.

360. Les membres du Conseil ont fait des commentaires favorables sur le rapport et ont souligné l'importance du problème à l'étude. Il a été noté que le rapport traitait de questions pratiques — les rapports sur la planification du développement étant trop souvent abstraits et théoriques — et qu'il mettait en évidence l'interdépendance des problèmes. Plusieurs représentants ont indiqué qu'ils appuyaient les conclusions du rapport, notamment le fait qu'il serait souhaitable de faire appel aux ressources de la jeunesse pour le développement à l'échelon national et local et la nécessité d'une réforme de l'enseignement. On a appelé l'attention sur la nouvelle conception du développement qui se dégageait du rapport et à laquelle l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social contribuait beaucoup. On a également fait remarquer que les Nations Unies étaient en réalité en train d'exercer une très forte influence à l'échelon national en suscitant une prise de conscience des problèmes sociaux, et que l'évolution économique ne progressait pas au rythme des exigences sociales.

361. Plusieurs représentants ont exposé les mesures adoptées dans leur pays en vue d'associer la population locale aux plans de développement. On a beaucoup insisté sur le fait que de nouvelles structures sociales (y compris la réforme agraire) étaient souvent nécessaires pour que les masses puissent participer de façon efficace au développement. Certains représentants ont fait observer qu'un système démocratique était le plus propice au progrès et que les autorités locales devraient y participer plus activement; une décentralisation plus poussée était souvent nécessaire.

362. On a noté que de graves déséquilibres se produisaient dans certains pays et que les organisations internationales pourraient, de façon pratique, aider ces pays à y remédier auprès des populations intéressées.

363. Plusieurs représentants ont demandé que l'on prenne des mesures à l'égard de l'"exode des cerveaux" qui, comme l'indiquait le rapport, diminuait considérablement les ressources techniques déjà limitées d'un certain nombre de pays en voie de développement.

364. Le principal reproche dont le rapport a fait l'objet était que tout en accordant une grande attention à l'analyse de certains problèmes particuliers (qui ne pouvaient pas cependant offrir un tableau d'ensemble de la situation sociale dans le monde), l'analyse ne tenait aucun compte des différentes méthodes utilisées dans les pays capitalistes et socialistes pour résoudre ces problèmes. Il lui était également reproché de ne pas avoir suffisamment mis en évidence le rôle de l'Etat et les possibilités qu'offre une bonne direction centrale dans le domaine de l'amélioration de la protection sociale et du relèvement des niveaux de vie de la population; en même temps, le rapport accordait trop d'importance à des problèmes d'ordre secondaire intéressant le développement à l'échelon local, en particulier le développement communautaire. On a dit en outre que le rapport passait sous silence le legs du colonialisme. La deuxième partie du rapport relative aux stimulants dans l'industrie et dans l'agriculture négligeait elle aussi le fait que la nature et les effets des stimulants dépendaient du mode de production et que dans ce domaine il existait également des différences entre les pays capitalistes et les pays socialistes. Dans cette optique, le rapport ne tenait pas suffisamment compte des renseignements fournis par les auteurs soviétiques sur les pays en voie de développement et contenait quelques

⁹ E/AC.7/SR.544; E/AC.7/L.496.

inexactitudes sur la politique des salaires en URSS qui devraient être corrigées. On a également fait observer que des rapports tels que le *Rapport sur la situation sociale dans le monde* devraient être distribués plusieurs mois à l'avance pour que les autorités compétentes des pays membres de la Commission disposent de suffisamment de temps pour les étudier et préparer leurs observations.

365. Le Conseil a terminé son examen du rapport par l'adoption d'une résolution sur la situation sociale dans le monde [1143 (XLI)], dans laquelle il priait le Secrétaire général de diffuser les conclusions du *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1965*, ainsi que les opinions pertinentes du Conseil et de la Commission des questions sociales, par les moyens d'information appropriés des Nations Unies et des Etats Membres, et appelait l'attention du Comité de la planification du développement sur ce rapport. La Commission du développement social était invitée à poursuivre ses travaux concernant la participation populaire au développement, en coopération avec le Comité de la planification du développement et en tenant compte de la nécessité de réformes et d'une réorientation de l'administration publique à cette fin. En poursuivant ses travaux sur la question, le Secrétaire général était également prié de faire appel, selon qu'il conviendrait, aux ressources de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social. En outre, le Conseil invitait l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et les autres organisations des Nations Unies intéressées à intensifier leurs efforts pour aider les pays en voie de développement à créer des stimulants capables de susciter une plus haute productivité. Il invitait également l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à accroître son assistance aux pays en voie de développement pour réorienter leurs systèmes d'enseignement en vue de promouvoir les changements sociaux souhaitables et une participation plus large au développement.

PROGRAMME DE RECHERCHE ET DE FORMATION PORTANT SUR LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

366. Dans le cadre de l'examen du programme de recherche et de formation portant sur le développement régional, le Conseil était saisi d'une note du Secrétaire général (E/4228) ⁴ ainsi que du rapport présenté par le Secrétaire général à la Commission des questions sociales à sa dix-septième session (E/CN.5/403) et des opinions de la Commission sur cette question ¹⁰. Le rapport que la Commission a examiné a été rédigé conformément à la résolution 1086 C (XXXIX) du Conseil, par laquelle le Secrétaire général était prié de préparer un projet de programme de recherche et de formation, en liaison avec des projets de développement régional actuellement en cours dans certains Etats Membres, devant permettre de formuler des suggestions touchant les méthodes et techniques qui pourraient aider les pays à promouvoir le développement et à organiser au mieux le peuplement urbain et rural et les activités de production. Il a été procédé à des consultations avec les secrétariats des commissions économiques régionales, les institutions spécialisées intéressées et un comité consultatif d'experts. Le rapport contient des propositions relatives à la nature et à la portée des activités de recherche et de formation envisagées dans le cadre du programme et donne une liste de certains projets de développement régional

exécutés dans des pays d'Afrique, d'Asie et d'Extrême-Orient, d'Europe, d'Amérique latine et du Moyen-Orient et proposés pour inclusion dans le programme, sous réserve de l'accord des pays intéressés, ainsi qu'un aperçu des plans proposés pour l'organisation, l'administration et le financement du programme. Le Secrétaire général proposait de choisir, pendant la première phase du programme, huit à douze projets de développement parmi les projets polyvalents actuellement en cours d'exécution dans le cadre de pays; les gouvernements des pays où étaient exécutés les projets provisoirement choisis seraient consultés afin de savoir s'ils souhaitaient participer au programme, et, à la suite de ces consultations, de petites équipes préparatoires se rendraient dans les pays pour entreprendre une étude préliminaire des projets afin de voir s'ils pouvaient s'adapter aux projets de recherche et de formation envisagés au titre du programme et, le cas échéant, de prendre des dispositions en vue d'organiser et de financer la participation des Nations Unies.

367. Dans sa note au Conseil (E/4228), le Secrétaire général exposait les nouvelles consultations qui avaient eu lieu avec les institutions spécialisées, les commissions économiques régionales et les autres organismes des Nations Unies. Le Secrétaire général signalait également qu'à la mi-juin neuf gouvernements avaient consenti à participer au programme.

368. La représentante du Secrétaire général a indiqué au Conseil ⁹ que les travaux préliminaires en vue d'établir le programme de recherche et de formation portant sur le développement régional avaient été effectués en consultation avec le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, le Comité du développement industriel, les commissions économiques régionales et les institutions spécialisées. Ces consultations avaient permis d'établir une liste de projets régionaux, dont douze dans des pays en voie de développement et six dans des pays européens, qui pourraient offrir des possibilités intéressantes en ce qui concerne la recherche, les échanges de données d'expérience et, dans certains cas, la formation de personnel de développement régional originaire d'autres pays. Les régions choisies pour un développement d'ensemble avaient des besoins variés: suivant le cas, le point de départ pouvait être la mise en valeur des ressources agricoles dans les régions déshéritées, le développement des ressources naturelles, le développement industriel ou encore la planification du développement d'une grande région métropolitaine. La représentante du Secrétaire général a indiqué que l'on attacherait une importance particulière au processus de planification du développement régional et à l'administration du développement régional en tant que facteur d'intégration, ainsi qu'aux aspects sociaux du développement, tels que l'incidence du développement régional sur l'urbanisation et sur les niveaux de vie de la population.

369. Un certain nombre de représentants ont vivement appuyé le nouveau programme. Ils ont estimé qu'il orientait les activités dans une nouvelle voie particulièrement importante, qui impliquait une action coordonnée en vue de résoudre les problèmes de développement économique, social et physique d'une région déterminée en tenant pleinement compte des ressources humaines et naturelles existantes. On a souligné que le développement régional devait s'inscrire dans le cadre de la planification nationale d'ensemble. Il convenait d'accorder une attention spéciale à la participation de la population dans la région intéressée ainsi qu'à celle de l'administration locale.

¹⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 10, chap. V, B.

370. Plusieurs représentants ont déclaré que leur gouvernement participerait au programme en faisant part de son expérience à l'Organisation des Nations Unies et à d'autres pays. Il a été reconnu que tous les États Membres, qu'il s'agisse de pays développés ou le pays en voie de développement, pouvaient bénéficier de ce programme. Un certain nombre de représentants ont souligné qu'il convenait de mettre surtout l'accent sur les aspects sociaux du développement régional, et un représentant a été d'avis qu'étant donné l'importance particulière des aspects économique et démographique, les commissions économiques régionales devraient jouer un rôle primordial dans le programme de développement régional.

371. Sur la recommandation de la Commission des questions sociales, le Conseil a adopté une résolution [1141 (XLI)], dans laquelle il priait le Secrétaire général de prendre les mesures nécessaires pour engager des consultations avec les pays intéressés pour déterminer s'il était possible d'incorporer au programme des projets de développement régional de ces pays, l'entreprendre les consultations nécessaires avec les commissions économiques régionales, les institutions spécialisées, le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification et les autres organes appropriés des Nations Unies et de faire rapport à la Commission du développement social et au Conseil économique et social sur les progrès accomplis en la matière.

CONFÉRENCE DES MINISTRES RESPONSABLES DE LA PROTECTION SOCIALE

372. A la demande du Conseil [résolution 1086 F (XXXIX)], le Secrétaire général, après avoir consulté les gouvernements des États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées sur l'opportunité d'une conférence des ministres responsables de la protection sociale, ainsi que sur les questions à inscrire à l'ordre du jour d'une telle conférence, a préparé un rapport contenant une analyse de ces consultations, ainsi que des propositions concernant la suite à donner au projet de conférence (E/CN.5/401 et Add.1). Le Conseil était saisi du rapport du Secrétaire général à sa quarante et unième session, ainsi que des vues de la Commission des questions sociales sur ce rapport et de ses propositions figurant dans son propre rapport¹¹.

373. Dans une déclaration préliminaire sur la question⁹, la représentante du Secrétaire général a indiqué que 58 gouvernements avaient répondu à la demande du Secrétaire général. Sur ce nombre, 53, dont tous les gouvernements des pays en voie de développement qui avaient répondu, indiquaient qu'ils approuvaient sans réserve la convocation de cette conférence. La Commission des questions sociales avait présenté plusieurs suggestions en vue d'assurer une préparation soignée de la conférence et de préciser ses objectifs. En particulier, la Commission avait recommandé de créer un comité préparatoire en vue de donner des avis au Secrétaire général sur l'organisation, l'ordre du jour et les méthodes de travail de ladite conférence. Les institutions spécialisées seraient associées de près à ses travaux et seraient invitées à participer à la conférence elle-même.

374. Au cours des débats du Conseil, la plupart des représentants se sont prononcés nettement en faveur de la conférence. Par ailleurs, quelques représentants ont déclaré que, bien que leurs gouvernements avaient

des doutes sur les résultats que pouvait donner une telle conférence, ils étaient disposés à y participer et à contribuer pleinement à son succès. Tout en appuyant le projet de conférence générale, un représentant a exprimé l'opinion que la conférence serait plus efficace si elle était précédée de conférences au niveau régional.

375. Les membres du Conseil ont été unanimement d'avis qu'il était indispensable de préparer la conférence avec soin. Un certain nombre de représentants ont souligné l'importance du rôle du comité préparatoire et ont fait observer que les experts invités à participer au comité devaient être des personnes éminemment compétentes. Des membres ont été d'avis que l'ordre du jour ne devait pas être trop chargé et que la conférence devait être organisée de façon à permettre aux participants de parvenir à des conclusions concrètes et pratiques qui seraient suivies d'une action de la part des gouvernements et de faire des recommandations en vue de renforcer davantage les travaux des Nations Unies dans le domaine de la protection sociale. Quelques représentants ont regretté que tous les gouvernements ne soient pas autorisés à participer à la conférence et ont été d'avis que cela limiterait son efficacité.

376. Sur la recommandation de la Commission des questions sociales, le Conseil a adopté une résolution [1140 (XLI)] dans laquelle il priait le Secrétaire général de poursuivre l'élaboration des plans en vue de réunir la conférence en 1968, sous réserve des dispositions du paragraphe 5 de la résolution 2116 (XX) de l'Assemblée générale. Il décidait en outre que la conférence devait être consacrée à l'examen du rôle des programmes de protection sociale dans le développement national, et autorisait le Secrétaire général à constituer un comité préparatoire aux travaux duquel les institutions spécialisées intéressées seraient invitées à participer. Le Conseil priait le Secrétaire général d'inviter les gouvernements des États Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique à se faire représenter par le ministre ou une autre personnalité officielle responsable de la protection sociale, accompagné, si possible, des conseillers principaux appropriés. Il priait en outre le Secrétaire général d'inviter les institutions spécialisées intéressées, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme alimentaire mondial et les commissions économiques régionales à participer à la conférence et d'inviter les principales organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil et qui s'occupent de protection sociale à envoyer des observateurs.

INSTITUT DE RECHERCHE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

377. Le Conseil a pris note des observations de la Commission des questions sociales¹² sur le deuxième rapport sur l'état d'avancement des travaux présenté par le Conseil d'administration de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (E/CN.5/404). En présentant la question à la quarante et unième session du Conseil⁹, la représentante du Secrétaire général a notamment attiré l'attention du Conseil sur l'avenir de l'Institut qui, au cours de ses premières années d'existence, a été financé par un don généreux du Gouvernement des Pays-Bas. Soulignant la nécessité d'assurer l'avenir de l'Institut grâce à des contributions provenant de gouvernements ou de sources privées, elle a fait observer que le Conseil d'administration de l'Institut s'était fixé pour objectif un montant

¹¹ *Ibid.*, chap. IV.

¹² *Ibid.*, chap. V, C.

de 1,5 million de dollars pour les trois années suivantes et a noté que la contribution de 885 000 dollars annoncée par le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique à la quarante et unième session du Conseil, sous réserve de certaines conditions pertinentes, constituait un appui des plus encourageants. L'Institut jouait un rôle fondamental dans la recherche des moyens pratiques d'intégrer le développement économique et le développement social, et la représentante du Secrétaire général espérait que les autres gouvernements pourraient envisager sérieusement de fournir des contributions financières à l'Institut ou de mettre à sa disposition du personnel qualifié.

378. Au cours des débats du Conseil, les travaux de l'Institut, et notamment sa contribution au *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1965*, ont fait l'objet d'éloges. Plusieurs orateurs ont souligné la valeur scientifique des publications de l'Institut et ont indiqué le rôle important qu'il pourrait jouer de par ses travaux sur la planification sociale, sur les rapports existants entre les facteurs économiques et sociaux du développement et sur les méthodes permettant d'obtenir des changements de la part des populations locales. On a également souligné la nécessité de préciser les concepts sur lesquels reposait la planification sociale dans les pays en voie de développement. En outre, on a noté que l'Institut semblait particulièrement bien placé pour coopérer avec les instituts nationaux, les gouvernements et les institutions des Nations Unies dans ses domaines d'intérêt.

379. Les membres du Conseil ont ainsi attaché une importance particulière à ce que l'Institut soit en mesure de poursuivre ses travaux après 1967, lorsque les fonds donnés par les Pays-Bas seraient épuisés, et d'obtenir les ressources supplémentaires nécessaires à cette fin. Approuvant une recommandation de la Commission des questions sociales, le Conseil a adopté une résolution [1142 (XLI)] dans laquelle il notait particulièrement les travaux de recherche que l'Institut avait effectués pour contribuer à la préparation du *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1965* et le rôle primordial qu'il devait jouer en matière de recherche fondamentale afin de donner l'appui nécessaire à l'action pratique menée dans le domaine du développement social par l'Organisation des Nations Unies et les Etats Membres, y compris aux activités de formation des instituts régionaux de planification. Considérant que plusieurs projets inscrits au programme de travail actuel des Nations Unies dans le domaine social exigeraient la participation technique de l'Institut, le Conseil priait le Secrétaire général de rechercher, en collaboration avec le Conseil d'administration de l'Institut, les moyens d'obtenir pour l'Institut un nouvel appui sous forme de contributions provenant tant de gouvernements que de sources privées.

380. A l'ordre du jour du Conseil, à sa quarante et unième session¹³, figurait également la question de l'élection de cinq nouveaux membres au Conseil d'administration de l'Institut, en remplacement des membres dont le mandat venait à expiration au début de juillet 1966. La Commission des questions sociales avait recommandé¹⁴ au Conseil de confirmer la nomination des cinq membres que la Commission avait élus à sa dix-septième session: M. Amid Ammar (République arabe unie), M. Mohamed Ennaceur (Tunisie), M. Phillip Hauser (Etats-Unis d'Amérique), M. Heikki Waris

(Finlande) et M. Jerzy Wiszniewski (Pologne). Le *curriculum vitae* de ces candidats (E/CN.5/L.309 et Add.1) avait été distribué aux membres du Conseil. L'un d'eux a noté que la composition du Conseil d'administration n'était pas entièrement satisfaisante du point de vue de la représentation géographique. Le Conseil a ensuite confirmé à l'unanimité¹⁵ la nomination des candidats élus par la Commission pour une période de trois ans à compter du 1^{er} juillet 1966.

Section II. — Population *

381. La Commission de la population ne s'étant pas réunie pendant la période considérée, l'ordre du jour de la quarante et unième session du Conseil ne comprenait pas de point spécialement consacré à la population.

382. Cependant, les questions de population ont été évoquées au cours du débat général du Conseil¹⁶, ainsi qu'au cours des discussions sur le rapport du Conseil d'administration du FISE¹⁷. Un certain nombre d'orateurs des pays en voie de développement ont estimé que le taux élevé de l'accroissement démographique était l'une des principales causes d'absence de progrès en matière économique et sociale. On a particulièrement signalé l'aggravation des problèmes sociaux due à l'accroissement rapide de la population, à l'importance des groupes d'âge non productifs, ainsi qu'aux déplacements massifs de population vers les zones urbaines. Ces tendances démographiques contribuaient à élargir l'écart entre les pays riches et les pays pauvres. Néanmoins, quelques représentants ont fait valoir qu'il n'était pas possible de généraliser en ce qui concerne les effets de l'accroissement démographique sur le développement. Si, dans certains pays en voie de développement, l'augmentation rapide de la population créait des problèmes qui exigeaient des solutions hardies, d'autres pays devaient être considérés comme sous-peuplés et, dans ce cas, les mesures prises pour freiner l'accroissement démographique comptaient moins que les efforts déployés pour mettre en valeur de vastes régions encore en friche et que le progrès technique permettrait maintenant d'exploiter.

383. Au cours des débats, on a souligné que le rôle que pouvait jouer l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées dans le domaine de la population n'avait pas retenu suffisamment l'attention et on a suggéré que, sur le plan de l'action internationale, la priorité soit accordée au problème démographique, comme elle l'avait été à des questions telles que le commerce et le développement et l'industrialisation, et qu'une action concertée soit entreprise par l'Organisation des Nations Unies en collaboration avec les institutions spécialisées intéressées pour aider les gouvernements qui en font la demande à élaborer et à exécuter des programmes d'action dans le domaine démographique. La mission consultative des Nations Unies sur la planification de la famille en Inde offrait un exemple de l'assistance pratique que l'Organisation des Nations Unies — et, par leur entremise, les pays développés — pouvait fournir aux pays en voie de développement. On a également considéré que la Conférence mondiale de la population, qui s'était tenue en 1965, ainsi que la résolution 1084 (XXXIX) du Con-

¹³ E/SR.1427.

* L'ordre du jour de la vingt et unième session de l'Assemblée générale comprend un point intitulé: "Accroissement démographique et développement économique".

¹⁴ E/SR.1421 à 1431.

¹⁷ Voir ci-dessous, sect. IV.

¹³ E/AC.7/SR.535; E/SR.1427.
¹⁴ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 10, par. 130 à 132.

seil sur les programmes de travail et les priorités dans les domaines intéressant la population représentaient des progrès encourageants.

Section III. — Habitation, construction et planification

HABITATION, CONSTRUCTION ET PLANIFICATION DANS LE CADRE DE LA DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

384. A sa quarante et unième session, le Conseil a examiné le rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur sa troisième session (E/4124)¹⁸ et en a pris acte dans sa résolution 1169 (XLI). Il a également examiné un rapport du Secrétaire général au sujet de la création d'un institut international de documentation en matière d'habitation, de construction et de planification (E/4217)¹⁹ et une note du Secrétaire général concernant la révision des dispositions relatives à l'organisation du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (E/4212)¹⁹.

385. Au cours du débat consacré à cette question²⁰, le Conseil s'est déclaré satisfait des travaux du Comité tels qu'ils sont exposés dans son rapport sur la troisième session (E/4124) mais a noté que malgré tous les efforts des Nations Unies la situation générale de l'habitation dans les continents en voie de développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine avait continué à se détériorer et était devenue critique vers la fin de la première moitié de la Décennie. La lenteur des progrès économiques et de l'accroissement des revenus réels et l'augmentation rapide de la population, surtout dans les régions urbaines, le manque de moyens financiers, une pénurie de matériaux de construction, la montée en flèche des prix des terrains dans de nombreux pays et le coût élevé de la construction avaient continué d'élargir le fossé entre l'offre et la demande d'habitations. Dans les régions en voie de développement, très peu de pays étaient parvenus à porter leur taux de production annuelle de logements à plus de deux ou trois unités d'habitation pour 1 000 habitants, taux ne suffisant même pas à assurer le remplacement des unités devenues inutilisables pour cause de vétusté. En conséquence, des millions de familles à faible revenu se trouvaient forcées de plus en plus à vivre dans des conditions inhumaines dans des taudis ou à gonfler les rangs des squatters et des habitants de bidonvilles.

386. Un grand nombre de membres du Conseil ont souligné la gravité de la situation et rendu compte également des mesures prises dans leur pays pour résoudre ce problème. Plusieurs représentants ont fait ressortir le rôle important des pouvoirs publics dans l'institution de réformes de la propriété foncière visant à empêcher la spéculation et à favoriser la construction d'habitations et d'installations collectives. D'autres représentants ont souligné l'importance d'une participation commune des secteurs public et privé à la construction d'habitations et le rôle des pouvoirs publics dans l'adoption de politiques de planification et de zonage permettant de loger tous les habitants, quel que soit leur revenu.

¹⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 9.

¹⁹ Ibid., quarante et unième session, Annexes, point 18 de l'ordre du jour.

²⁰ E/AC.7/SR.554, 555; E/SR.1445.

FINANCEMENT DE L'HABITATION ET DES SERVICES COLLECTIFS DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT

387. La pénurie chronique de capitaux disponibles pour les investissements nécessaires dans l'habitation et les services collectifs dans les pays en voie de développement est depuis plusieurs années un sujet de préoccupation croissante pour ces pays et pour les organisations internationales. Dès 1952, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies prenait conscience de ce problème et pria le Conseil d'étudier d'urgence des mesures destinées à aider les gouvernements à accroître le nombre de logements disponibles et, notamment, à élaborer des méthodes pratiques permettant de financer les programmes de logement en recourant à des fonds d'origine intérieure ou extérieure. Cette demande a été réitérée périodiquement sous des formes diverses au cours des années écoulées par l'Assemblée générale, le Conseil et son Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, les commissions économiques régionales, divers autres organismes internationaux ainsi que par des gouvernements et des organisations non gouvernementales.

388. Le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification a estimé que dans ce secteur les efforts déployés sur le plan international demeuraient dispersés, et leurs objectifs mal définis, et surtout que les principales institutions internationales de financement ne se faisaient pas une idée très nette de l'ordre de grandeur des besoins financiers de ce secteur ni des méthodes particulières à mettre en œuvre pour utiliser les ressources extérieures de la matière la plus féconde et la plus efficace. A l'issue d'un long débat²¹, le Comité a renvoyé la question au Conseil pour examen.

389. Le Conseil a été de l'avis du Comité et a adopté une résolution [1170 (XLI)] dans laquelle il prie le Secrétaire général de formuler des propositions pour mettre au point de nouveaux critères, méthodes, procédures et moyens institutionnels afin d'augmenter le volume et l'efficacité du courant de capitaux nationaux et étrangers vers le secteur de l'habitation. Le Conseil prie également le Secrétaire général de lui soumettre un ensemble de mesures touchant l'application de ces propositions.

RECHERCHE, FORMATION ET INFORMATION DANS LE DOMAINE DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION ET DE LA PLANIFICATION

390. A sa troisième session, le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification a adopté un projet de résolution dans lequel il recommandait au Conseil d'approuver le principe de la création d'un institut international de documentation en matière d'habitation, de construction et de planification en tant qu'organisme des Nations Unies, cette création étant subordonnée à l'obtention des moyens financiers nécessaires (voir E/4124)²². Le Conseil a examiné ce projet de résolution à la reprise de sa trente-neuvième session²³ et à sa quarantième session²⁴. Aux paragraphes 4 et 5 du dispositif du projet de résolution, le Comité avait suggéré que le Secrétaire général poursuive ses consultations avec le Gouvernement italien qui avait offert d'être l'hôte de l'institut ainsi qu'avec les services et organismes des Nations Unies intéressés, y compris

²¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 9, chap. III.

²² Ibid., par. 60, résolution 1 (III); et chap. XII, projet de résolution I.

²³ E/SR.1400.

²⁴ E/SR.1414.

le Bureau de l'assistance technique et le Fonds spécial, concernant les dispositions organiques, administratives et financières à prendre pour la création de l'institut, conformément aux principes énoncés dans les rapports du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification sur ses première, deuxième et troisième sessions, et en vue d'obtenir des contributions en espèces et en nature pour faire face au coût de création et de fonctionnement de l'institut en plus des fonds qui pourront être prélevés sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.

391. Vu le peu de temps disponible pour poursuivre les consultations avant sa quarantième session, le Conseil avait décidé qu'il fallait continuer à étudier les incidences de la résolution et réfléchir notamment à ce que seraient les fonctions de l'institut proposé, son organisation et son administration, ses besoins financiers, ses sources de financement et ses relations avec d'autres organisations internationales. L'Inde ayant offert d'être l'hôte de l'institut, il fallait également consulter à la fois le Gouvernement indien et le Gouvernement italien quant à l'emplacement projeté de l'institut.

392. A sa quarante et unième session, le Conseil a examiné le rapport du Secrétaire général sur les consultations qu'il avait été prié d'entreprendre (E/4217)¹⁹ et, après avoir appris que le Gouvernement italien avait retiré son offre d'être l'hôte de l'institut, a approuvé le principe de l'établissement de cet institut en Inde en tant qu'organisme des Nations Unies [résolution 1166 (XLI)] du Conseil. Le Conseil poursuivra à la reprise de sa quarante et unième session l'examen des fonctions, de l'organisation, des dispositions administratives et du financement de l'institut.

393. Le Conseil a noté l'importance de la formation de personnel national en matière d'habitation, de construction et de planification dans les pays en voie de développement et, sur recommandation du Comité, a adopté la résolution 1167 (XLI) dans laquelle il prie le Secrétaire général d'inscrire cette question à l'ordre du jour de la quatrième session du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. En outre, le Conseil invite le Secrétaire général à recommander aux gouvernements de continuer à prendre les mesures voulues pour assurer l'élaboration et le renforcement de programmes en vue de la formation du personnel qualifié nécessaire dans les domaines de l'habitation, de la construction et de la planification, en particulier pour répondre aux besoins des pays en voie de développement.

394. Le Conseil s'est félicité de la participation du Comité au programme de recherche et de formation qu'il a institué par sa résolution 1086 C (XXXIX) en liaison avec les projets de développement régional actuellement en cours.

INDUSTRIALISATION DE LA CONSTRUCTION

395. Le Comité avait constaté que l'urbanisation²⁵, principalement dans les pays en voie de développement, s'intensifiait à une cadence inquiétante, à tel point qu'on ne pouvait espérer répondre par les méthodes traditionnelles de construction à la demande de logements créée par l'afflux de migrants dans les régions urbaines. L'industrialisation de la construction, c'est-à-dire la production en série d'éléments préfabriqués, devenait donc une nécessité.

396. Il était de la plus haute importance de réduire le coût des matériaux de construction et de rationaliser

les méthodes de production, de façon à accélérer le progrès dans le domaine de l'habitation. On créait constamment de nouveaux matériaux de construction et il importait que, parmi ces matériaux, ceux qui convenaient aux pays en voie de développement puissent être fabriqués dans ces pays le plus tôt possible. On devait s'attacher à réduire les coûts, à employer des produits locaux, à former du personnel local, à normaliser les éléments de construction et à établir des normes appropriées par pays ou par région.

397. Le Conseil a noté avec satisfaction qu'une collaboration croissante s'établissait entre le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification et le Centre de développement industriel et a noté avec intérêt qu'un programme de travail commun avait été établi.

AMÉNAGEMENT DU MILIEU

398. Le Conseil a fait siennes dans l'ensemble les vues du Comité sur la planification et l'aménagement du milieu physique²⁶. Il a constaté que, si de nombreux pays avaient créé des organismes de planification économique pour diriger leur croissance économique, il était rare que des politiques nationales de développement aient tenu compte des aspects de la croissance économique relatifs à l'aménagement du milieu, qui étaient généralement laissés de côté par les programmes de développement.

ASPECTS SOCIAUX DE L'HABITATION ET DU DÉVELOPPEMENT URBAIN

399. Le Conseil a pris note de l'importance accordée par le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification à toute la question des aspects sociaux de l'habitation²⁷ ainsi que des utiles avis formulés à ce sujet par la Commission des questions sociales à sa dix-septième session²⁸.

400. Après avoir examiné la question, le Conseil, sur recommandation du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification et de la Commission des questions sociales, a adopté une résolution [1168 (XLI)] dans laquelle il prie le Secrétaire général de faire établir une étude sur l'expérience des pays qui ont réalisé des progrès substantiels en vue de résoudre les problèmes sociaux de l'habitation et du développement urbain, et d'intensifier l'échange international des données d'expérience acquises dans ce domaine, et recommande aux gouvernements de prendre des mesures pour faire face aux problèmes sociaux les plus importants de l'habitation et du développement urbain.

PROGRAMME DE COOPÉRATION TECHNIQUE

401. Le Conseil a noté avec satisfaction l'expansion des opérations d'assistance technique aux gouvernements effectuées par les Nations Unies dans les domaines de l'habitation, de la construction et de la planification. Il a notamment constaté que l'on avait de plus en plus tendance à transformer les projets du Programme élargi d'assistance technique en projets financés par le Fonds spécial. Le Conseil a exprimé l'espoir que cette tendance, à son avis très importante, se maintiendrait à l'avenir.

402. Le Conseil a noté que le Comité, jugeant la situation actuelle peu satisfaisante surtout dans les pays en voie de développement, avait recommandé, afin de

²⁵ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 9, chap. V.*

²⁶ *Ibid.*, chap. VI.

²⁷ *Ibid.*, chap. VII.

²⁸ *Ibid.*, Supplément n° 10, chap. III.

l'améliorer, d'augmenter rapidement le volume de l'assistance technique fournie dans ces domaines²⁹.

COORDINATION ET ORGANISATION

403. Le Conseil a noté avec satisfaction que, conformément à sa résolution 1024 C (XXXVII), le Centre de l'habitation, de la construction et de la planification avait été créé en tant qu'organe du Secrétariat. Le Comité avait adopté une résolution (E/4124, par. 157) dans laquelle il priait le Secrétaire général de faire le nécessaire pour que le Centre ait le statut fonctionnel et les responsabilités opérationnelles qui lui permettraient de s'acquitter de ses fonctions de la manière la plus efficace, et d'affecter au Centre des ressources supplémentaires conformément à la haute priorité de ses travaux dans les programmes économique et social de l'Organisation des Nations Unies.

PROGRAMME DE TRAVAIL

404. Le principal problème qui se posait au Comité à sa troisième session était de décider s'il fallait réduire les dimensions du programme de travail pour tenir compte des ressources disponibles, ou si le Comité devait au contraire recommander aux organes responsables d'augmenter les ressources du Centre pour permettre à celui-ci d'entreprendre un programme dont la portée s'accorderait mieux à l'ampleur du problème mondial³⁰. Cependant, comme on l'a fait observer, quelles que soient les priorités recommandées par le Comité, une grande partie des ressources du Centre continueraient d'être consacrées au soutien technique, au programme toujours grandissant de coopération technique et à la préparation des rapports demandés par l'Assemblée générale et ses organes subsidiaires.

405. Le Centre en était encore au premier stade de son développement et il serait malaisé d'en attendre un programme trop ambitieux: de l'avis général, avant d'aborder de nouveaux domaines d'activités, le Centre devait s'efforcer d'achever les projets en cours ou dont l'approbation avait déjà été demandée. On avait également jugé que pour estimer l'importance et l'étendue de tout futur programme d'activité, il fallait tenir compte de l'expérience acquise en évaluant les travaux déjà accomplis.

406. Etant donné la nature des problèmes qui se posaient aux pays en voie de développement en matière d'habitation, de construction et de planification, et pour tenir compte dans toute la mesure possible des conditions existant dans les régions en voie de développement, on avait souligné la nécessité d'établir des rapports aussi étroits que possible entre le programme de travail du Comité et celui des organes subsidiaires compétents des commissions économiques régionales. Le Centre devrait utiliser aussi souvent que possible les résultats des travaux exécutés par les secrétariats des commissions économiques régionales afin de tirer parti de l'expérience accumulée dans les régions en voie de développement. En particulier, le Comité pourrait plus efficacement coordonner ses programmes avec ceux des commissions économiques régionales si ses membres participaient activement aux travaux des commissions économiques régionales dont ils étaient également membres.

407. Le Comité avait laissé au Secrétaire général toute latitude pour répartir le personnel entre les différents projets déclarés hautement prioritaires, compte

tenu de l'ampleur de ces projets et de la compétence du personnel qui deviendrait disponible d'ici au début de 1966 pour l'exécution de tâches données.

408. Le Comité avait approuvé un programme comprenant 19 projets reconnus hautement prioritaires (E/4124, par. 181) et 24 autres auxquels le Comité avait accordé un rang de priorité moins élevé (E/4124, annexe III). Au cours des débats du Conseil, on a exprimé l'opinion qu'étant donné les ressources dont dispose le Centre ce programme pourrait s'avérer trop ambitieux et qu'il serait souhaitable que le Centre concentre ses efforts sur un plus petit nombre de projets et en achève l'exécution dès que possible.

DISPOSITIONS RELATIVES À L'ORGANISATION DU COMITÉ DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION ET DE LA PLANIFICATION

409. A sa trente-septième session³¹ le Conseil avait reporté à sa quarante et unième session la revision des dispositions relatives à l'organisation du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification prévue par sa résolution 903 C (XXXIV). Le Conseil n'ayant pris à sa quarante et unième session aucune décision visant à modifier le mandat et le mode de présentation des rapports du Comité, le Comité continuera à rendre compte au Conseil par l'entremise de la Commission du développement social et à soumettre également son rapport au Comité du développement industriel et aux commissions économiques régionales, de sorte que le Conseil puisse examiner le rapport du Comité ainsi que les observations y relatives desdits organes.

Section IV. — Fonds des Nations Unies pour l'enfance

410. Le rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance sur la session qu'il a tenue à Addis-Abéba en mai 1966 (E/4220/Rev.1)³² a été examiné par le Conseil à sa quarante et unième session³³.

411. En présentant le rapport³³, le Président du Conseil d'administration a évoqué l'encouragement qu'avait apporté au FISE l'attribution du prix Nobel de la paix en décembre 1965. Cependant, dans ses efforts en faveur des enfants du monde, le FISE n'avait encore pu s'attaquer qu'à une infime partie de leurs besoins.

412. La session qui a eu lieu à Addis-Abéba est la première que le Conseil ait tenue en Afrique. A l'occasion de cette session, les Gouvernements de la Côte d'Ivoire, du Kenya, de la Nigéria, de la République arabe unie, de la République-Unie de Tanzanie, de la Tunisie et de la Turquie ont invité des groupes de membres du Conseil à visiter leurs pays respectifs où ils ont pu étudier des projets bénéficiant de l'aide du FISE.

413. Une réunion spéciale de trois jours consacrée aux besoins de l'enfance africaine a également eu lieu. Sur la population du continent africain, estimée à 280 millions de personnes, on en comptait 40 p. 100 de moins de quinze ans, et sur dix enfants qui venaient au monde, trois à cinq mouraient pendant la première enfance. Le Conseil a étudié les besoins en ce qui concerne les services médicaux de base, une nutrition adéquate, les moyens d'éducation et de formation profes-

³¹ E/SR.1531.

³² Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 13.

³³ E/SR.1441.

²⁹ *Ibid.*, chap. VIII.

³⁰ *Ibid.*, chap. X.

sionnelle et les services sociaux élémentaires qui manquaient à la majorité des jeunes Africains.

414. A la session du Conseil d'administration, les membres du Conseil avaient approuvé une assistance à 224 projets intéressant 89 pays et territoires et à 11 projets régionaux; les engagements au titre de ces projets s'élevaient au total à 28,8 millions de dollars. Ce montant avait été réparti entre les différents domaines d'activité dans les proportions habituelles: 65 p. 100 pour la santé, y compris la lutte contre les maladies, 15 p. 100 pour la nutrition, 12 p. 100 pour l'enseignement et la formation professionnelle, 4 p. 100 pour la protection de la famille et de l'enfance et 4 p. 100 pour les projets de services intégrés et autres projets.

415. Le FISE a accordé une attention croissante à la formation de personnel dans les pays en voie de développement. En 1965, environ 36 p. 100 des allocations approuvées au titre des programmes avaient été consacrés à cette tâche contre une moyenne de 29 p. 100 au cours de la période 1962-1965. Un autre fait nouveau important est l'accent qui a été mis sur les projets de services intégrés, qui recevaient un appui dans trois pays. Dans le cadre de ces projets, on répondait à l'ensemble des besoins des enfants et des jeunes dans un domaine déterminé, dans la limite des ressources disponibles; ce domaine comprenait l'hygiène maternelle et infantile, la nutrition, les garderies pour les jeunes enfants, la formation dans des écoles primaires et professionnelles et certaines formes d'éducation des femmes.

416. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance continuait à aider les pays en veillant avec leurs spécialistes de la planification du développement à ce que les programmes en faveur de l'enfance et de la jeunesse fassent dûment partie de la stratégie du développement économique et social.

417. La nutrition a continué à jouer un rôle important dans l'assistance du FISE, qui a mis particulièrement l'accent sur la mise au point d'aliments riches en protéines de coût peu élevé et d'autres aliments complémentaires destinés aux nourrissons et aux enfants. Un examen et une évaluation de la politique d'assistance du Fonds dans le domaine de la nutrition devaient être étudiés à la session de 1967 du Conseil d'administration. A la même session, on étudierait également un examen et une évaluation de l'assistance en matière d'hygiène maternelle et infantile ainsi qu'un rapport sur les résultats obtenus grâce à l'assistance fournie aux enfants de un à six ans.

418. A sa session, le Conseil d'administration a étudié le rôle que le FISE pourrait jouer dans la planification de la famille, comme suite à une demande faite par le Conseil à sa session de 1965 tendant à ce que le Directeur général présente un rapport sur la question. A la suite d'un long débat, il a été décidé que la question de politique devrait être ajournée jusqu'à la session de 1967 du Conseil et que, dans l'intervalle, on aurait intérêt à demander l'opinion du Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires sur la manière dont le FISE pourrait participer de la façon la plus efficace aux programmes de planification de la famille. Le Conseil d'administration a formulé les quatre principes ci-après pour servir de guides aux membres du FISE faisant partie du Comité mixte des directives sanitaires lorsqu'il se réunirait: l'assistance du FISE devrait être fournie en réponse aux demandes des gouvernements, dans le cadre des services de santé d'un pays; elle devrait se limiter aux formes habituelles de

l'aide du FISE; le FISE ne devrait pas assumer la responsabilité de l'organisation et de l'administration d'un programme gouvernemental de planification de la famille et il devrait demander les conseils techniques de l'OMS et de la Direction des affaires sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Comme les membres du Conseil s'étaient entendus pour ne pas prendre de décision avant la session de 1967, deux projets présentés par l'Inde et le Pakistan ont été renvoyés aux pays intéressés pour être étudiés plus avant en vue de leur conversion en une assistance aux services d'hygiène maternelle et infantile des pays en question. Lorsque les projets auraient reçu l'approbation technique de l'OMS, les membres du Conseil d'administration seraient appelés à se prononcer à leur sujet par un vote par correspondance.

419. Un certain nombre de membres du Conseil ont souligné qu'il était souhaitable de se concentrer sur des projets moins nombreux et de plus grande envergure. Il a été décidé qu'à la session de 1967 on devrait entreprendre l'examen des questions générales de stratégie, de critères et de priorités à adopter pour orienter l'aide du FISE à l'avenir. Le Directeur général rédigerait un rapport à cet effet.

420. Pour conclure, le Président du Conseil d'administration a attiré l'attention des membres du Conseil sur la situation financière du Fonds eu égard aux demandes toujours plus importantes dont ses ressources faisaient l'objet. Les membres du Conseil ont appuyé une proposition tendant à ce que le FISE fixe, pour les recettes, un objectif de 50 millions de dollars à atteindre à la fin de 1969, contre 33 millions de dollars en 1965. Comme les contributions versées au FISE de source gouvernementale ou de source non-gouvernementale étaient des contributions volontaires, la réalisation de cet objectif dépendrait de la réaction des gouvernements et des efforts des organisations, des groupes et des particuliers qui soutenaient le Fonds.

421. Lors de l'examen du rapport du Conseil d'administration du FISE, un grand nombre de représentants ont félicité le FISE d'avoir obtenu le prix Nobel de la paix et ont rendu hommage au Fonds pour l'assistance qu'il fournissait dans leurs propres pays.

422. Plusieurs représentants, reconnaissant l'importance qu'il y avait à prendre des dispositions pour répondre aux besoins des enfants et des adolescents dans le cadre des programmes nationaux de développement, ont exprimé l'espoir que le FISE ne s'engagerait pas dans la planification du développement économique et social, qui, craignaient-ils, serait préjudiciable à son assistance pratique et humanitaire. C'était là une tâche qui incombait aux gouvernements des pays intéressés et le FISE devait concentrer ses efforts sur l'assistance aux projets que les gouvernements des pays avaient décidé de présenter. Il appartenait davantage à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées qu'au FISE de donner des avis au sujet des programmes de développement. En réponse, le Président du Conseil d'administration a déclaré que grâce aux échanges de vues entre les planificateurs et les spécialistes des programmes relatifs aux besoins de l'enfance et de la jeunesse on pouvait compter que les projets les plus utiles faisaient partie du programme de développement et que ce programme lui-même bénéficiait de mesures tendant à préparer les enfants et les adolescents à une vie productive. En outre, le FISE a pu constater que les projets pour lesquels il était demandé une assistance manquaient de continuité et exigeaient inutilement une aide financière et les services

de personnel s'ils ne s'inscrivaient pas dans le cadre du programme national de développement.

423. Plusieurs représentants ont accueilli avec satisfaction la suggestion selon laquelle le FISE devrait concentrer son attention sur des programmes plus vastes et éviter une diversification excessive de son assistance. Un représentant a préconisé la fourniture d'une assistance accrue pour les campagnes d'éradication du paludisme. D'autres se sont élevés contre l'utilisation de fonds du FISE pour des projets dont bénéficiait l'ensemble de la communauté et ont insisté pour que seuls soient appuyés ceux qui permettraient de fournir une assistance directe aux enfants. Toutefois, on a fait observer qu'en dernière analyse l'aide prêtée par le FISE dépendait des demandes émanant des gouvernements. Un représentant a demandé instamment que le FISE se cantonne strictement dans les domaines d'assistance traditionnels en matière d'hygiène de l'enfance et de nutrition, pour l'exécution desquels il avait été créé à l'origine, et qu'il évite de se laisser attirer par de nouveaux domaines. En particulier, on s'est prononcé en faveur d'une augmentation de l'aide pour le développement des services de santé ruraux. Un appel a été adressé au FISE pour qu'il fournisse une assistance plus importante aux pays africains ayant récemment accédé à l'indépendance. Bien qu'un très grand nombre de projets aidés par le FISE soient exécutés dans les pays d'Afrique, on a insisté sur l'importance particulière des besoins de l'enfance dans ces pays. On a également lancé un appel pour que soient davantage reconnus les efforts que les pays africains nouvellement indépendants déploient avec les ressources limitées dont ils disposent. Le Président du Conseil d'administration a noté que le FISE cherchait toujours à ce que les enfants tirent le meilleur parti possible de l'utilisation de l'assistance que fournissait le Fonds. Dans la plupart des pays, cependant, les services même établis directement au bénéfice de l'enfance n'étaient pas organisés isolément mais étaient intégrés à des services analogues destinés à la famille et à l'ensemble de la population. Le Conseil d'administration était d'avis que l'on servait souvent mieux les intérêts des enfants en participant à une opération combinée en association avec les institutions spécialisées compétentes; en fait, il ne s'était posé aucun problème de double emploi.

424. Plusieurs représentants ont estimé que le FISE aurait intérêt à s'attacher davantage à fournir une assistance à l'enfance et ne devrait pas assumer au nombre de ses responsabilités celle de la jeunesse. De cette manière, il serait possible de fournir une assistance plus étendue pour les services d'hygiène maternelle et infantile et les services analogues dont bénéficieraient les jeunes enfants. Le Président du Conseil d'administration a remarqué, cependant, que la résolution de l'Assemblée générale en vertu de laquelle le FISE avait été créé avait prévu que le Fonds devrait être utilisé, dans la limite de ses ressources disponibles, en vue "de porter secours aux enfants et aux adolescents". Le FISE s'occupait des premières et non des dernières années de la "jeunesse". Dans nombre de pays en voie de développement, un grand nombre d'enfants quittaient l'école pour chercher du travail très jeunes. Ils n'aimaient pas qu'on les appelle "enfants", mais ils avaient un très grand besoin d'assistance pour leur bien-être et leur développement futur, et celle qu'ils avaient reçue auparavant devenait inutile s'ils n'étaient pas aidés pendant cette période.

425. Des représentants ont approuvé l'importance croissante que le FISE ainsi que d'autres membres des

organismes des Nations Unies attachaient à la formation professionnelle. Le FISE a été félicité d'utiliser le montant du prix Nobel de la paix créé à la mémoire de Maurice Pate, aujourd'hui disparu, pour créer un fonds qui serait utilisé chaque année en vue de rendre hommage à une institution qui répondait aux besoins des personnes venues de pays de la région et leur offrait ses services dans des domaines intéressant le développement et le bien-être de l'enfance. On a également insisté sur le fait qu'il était souhaitable d'insister le plus possible sur la formation dans les pays en voie de développement et d'étudier la mesure dans laquelle le FISE devait aider cette formation dans les pays développés.

426. Des représentants ont mentionné la décision prise par le Conseil d'administration, telle que l'a expliquée le Président, au sujet de la question de l'assistance que le FISE pourrait fournir en matière de planification de la famille. Certains représentants ont estimé que la planification de la famille n'était pas une question dont le FISE devait s'occuper. De nouvelles études sur l'ensemble de la question étaient nécessaires et il existait d'autres organisations internationales et d'autres organismes extérieurs beaucoup plus compétents pour apporter l'aide qui pourrait être considérée comme appropriée dans ce domaine. D'autres représentants ont jugé que, dans les conditions établies par le Conseil d'administration, le FISE pouvait jouer un rôle très utile, en tant que prolongement de son assistance aux services d'hygiène maternelle et infantile plutôt qu'à titre de contribution à la solution d'un problème démographique. Ces représentants ont exprimé le regret que le Conseil d'administration n'ait pas approuvé en principe l'assistance du FISE dans ce domaine et n'ait pas accepté les deux projets présentés par l'Inde et le Pakistan. Toutefois, étant donné que les aspects techniques de la question devaient être examinés par le Comité mixte FISE/OMS des directives sanitaires et que le Conseil d'administration avait ajourné l'adoption de mesures jusqu'à sa session de 1967, aucune proposition sur la question n'a été soumise au Conseil.

427. Les représentants ont déclaré qu'ils appuyaient la proposition tendant à entreprendre une nouvelle évaluation de la stratégie, des critères et des priorités à adopter pour la fourniture d'une assistance du FISE à l'avenir et ont dit qu'ils souhaitaient vivement connaître les conclusions qui seraient formulées à la session de 1967 du Conseil sur cette importante question.

428. D'une manière générale, les représentants ont accueilli avec satisfaction l'objectif de 50 millions de dollars, appuyé par le Conseil, que devaient atteindre les recettes à la fin de 1969. Compte tenu des prix courants et des prix prévus, cet objectif représenterait une augmentation réelle légèrement moindre qu'elle ne se dégageait des chiffres. Plusieurs représentants, tout en appuyant cet objectif, ont expliqué qu'ils ne pouvaient s'engager, au nom de leur gouvernement, à promettre une augmentation rapide de leurs contributions, mais ils ont déclaré que l'on étudierait la question. On a rappelé au Conseil l'offre du Gouvernement des Etats-Unis de verser, en contrepartie des contributions accrues des autres gouvernements, une contribution qui en représenterait une proportion de 40 p. 100. On a souligné que ces contributions devraient être versées en monnaies librement convertibles.

429. Plusieurs représentants ont exprimé leur désapprobation au sujet de l'assistance que le FISE fournissait dans la République du Viet-Nam. On a fait valoir que, dans les conditions existant dans le pays, il

serait presque impossible de faire parvenir l'aide à ceux qui en avaient besoin et que l'on pouvait fort bien considérer que sa fourniture avait des incidences politiques. On a demandé instamment que l'assistance du FISE à la République du Viet-Nam soit interrompue. D'autres représentants ont regretté cette interprétation politique qu'ils ont considérée comme injustifiée. En réponse, le Président du Conseil d'administration a expliqué que le FISE avait aidé des projets dans la République du Viet-Nam depuis les années 50 et que les besoins des enfants qui affluaient de la campagne dans les villes de province augmentaient. La résolution de l'Assemblée générale en vertu de laquelle le FISE a été créé [57 (I)] prévoyait que l'assistance du Fonds devrait être accordée "compte tenu des besoins et sans distinction de race, de religion, de nationalité ou d'opinion politique". Les projets qui bénéficiaient à l'heure actuelle d'une assistance dans la République du Viet-Nam comprenaient les services de santé de base, la formation pour les projets de nutrition appliquée, les services sociaux et la formation pédagogique des enseignants. A la session de mai 1966 du Conseil, une nouvelle assistance avait été approuvée pour l'organisation de services d'hygiène maternelle et infantile et de services sociaux.

430. Un représentant a accueilli avec satisfaction la proposition tendant à renforcer les services d'information du Fonds. D'autres ont appuyé une augmentation de l'aide en vue d'améliorer la nutrition des enfants, en particulier dans le cadre des programmes de nutrition appliquée. Le succès de la solution apportée sur le plan

régional aux problèmes de nutrition en Afrique devrait être suivi par une aide directe à divers pays.

431. On a exprimé le regret que le FISE doive trouver des locaux hors du bâtiment du Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, sans que le Conseil d'administration ait reçu un préavis suffisant, dans des conditions qui obligent le Fonds à quitter le territoire diplomatique, qui le contraignent à verser un loyer très élevé et qui compliqueront l'accès des représentants aux bureaux du Fonds. On a recommandé instamment que le Conseil d'administration considère la solution actuelle comme provisoire et cherche avec soin d'autres emplacements pour le siège du FISE; un représentant a suggéré que Genève constituerait un centre plus approprié.

432. A l'issue du débat, le Conseil a adopté une résolution [1145 (XLI)] dans laquelle il reconnaissait l'importance croissante de l'assistance du FISE, accueillait avec satisfaction le fait que les programmes de formation étaient un élément important de l'aide du FISE, notait que le FISE portait une attention spéciale à la protection de l'enfance et de la jeunesse dans le cadre des programmes de développement économique et social et, notant avec approbation l'objectif de 50 millions de dollars à atteindre en matière de recettes pour la fin de 1969, priait instamment les gouvernements d'accroître leurs contributions au FISE et invitait les organisations, les groupes et les particuliers qui soutiennent le FISE à intensifier leurs efforts afin que le nouvel objectif en matière de recettes puisse être atteint.

Chapitre XI

DROITS DE L'HOMME

433. A sa quarantième session, le Conseil avait examiné la question des modalités d'organisation et de procédure appliquées pour la mise en œuvre des conventions et recommandations relatives au domaine des droits de l'homme¹, et des mesures en vue de l'application rapide de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale². A sa quarante et unième session, il a examiné³ le rapport de la Commission des droits de l'homme à sa vingt-deuxième session (E/4184)⁴ dont il a pris note dans la résolution 1162 (XLI); il a examiné⁵ également le rapport de la Commission de la condition de la femme sur sa dix-neuvième session (E/4175)⁶ dont il a pris note dans la résolution 1137 (XLI); il a examiné à nouveau les mesures à prendre en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁷, et étudié le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme⁸ et la question de l'esclavage⁹. Les mesures prises par le Conseil au sujet de ces questions sont exposées ci-après.

A

Section I. — Mesures prises en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale *

434. La question des mesures prises en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, qui avait été examinée par le Conseil à ses trente-septième et trente-neuvième sessions¹⁰ et dont l'Assemblée générale avait traité dans ses résolutions 1905 (XVIII) et 2017 (XX), a de nouveau été examinée par le Conseil au cours de la période considérée.

435. Conformément à la résolution 2017 (XX) de l'Assemblée générale, le Conseil a examiné la question à sa quarantième session¹¹ et a adopté la résolution 1103 (XL) dans laquelle il invitait la Commission des droits de l'homme et la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à recommander, compte tenu de l'étude spéciale sur la question de la discrimination raciale dans les domaines politique, économique, social et cul-

turel entreprise par la Sous-Commission¹² et mentionnée dans la résolution 1076 (XXXIX) du Conseil, toutes nouvelles dispositions que pourraient prendre les organes appropriés de l'Organisation des Nations Unies en vue de l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et à soumettre ces recommandations à l'Assemblée générale. La Commission a été priée de présenter au Conseil, lors de sa quarante et unième session, ses observations sur la façon dont cette tâche confiée par l'Assemblée générale pourrait être exécutée le plus rapidement possible. Le Conseil a prié le Secrétaire général de fournir les concours et services nécessaires pour que l'étude mentionnée plus haut soit menée rapidement à bonne fin, en donnant à ce travail un rang de priorité approprié. Comme l'Assemblée générale l'avait recommandé dans sa résolution 2017 (XX), le Secrétaire général a en outre été prié d'organiser un cycle d'études sur la question de l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale au titre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme et dans le cadre du programme d'activités prévu pour l'Année internationale des droits de l'homme.

436. A sa quarante et unième session, le Conseil était saisi de la résolution 5 (XXII) adoptée à ce sujet par la Commission des droits de l'homme¹³. La Commission, notant que la Sous-Commission n'avait pas encore achevé son étude spéciale sur la discrimination raciale, a déclaré qu'elle n'était pas actuellement en mesure de soumettre des recommandations au Conseil en tenant compte de cette étude, ainsi qu'il était prévu dans la résolution 1103 (XL) du Conseil. Elle a toutefois condamné la discrimination raciale sous toutes ses formes, partout où elle existait, et a prié le Conseil économique et social, à sa quarante et unième session, de demander à nouveau à tous les Etats où se pratique la discrimination raciale qu'ils se conforment rapidement et de bonne foi à la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux résolutions 1905 (XVIII) et 2017 (XX) de l'Assemblée générale, et de recommander à l'Assemblée générale de rappeler que la mise en œuvre de politiques de discrimination raciale par un Etat Membre quel qu'il soit est incompatible avec les obligations assumées par lui en vertu de la Charte des Nations Unies. La Commission a en outre invité la Sous-Commission à prendre les mesures nécessaires en vue d'effectuer le plus rapidement possible l'étude spéciale sur la discrimination raciale et à prévoir notamment une procédure accélérée pour la préparation de cette étude conformément à la résolution 1103 (XL) du Conseil. D'autres dispositions de la résolution

* Subdivision d'un des points de l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

¹ E/SR.1410 et 1412.

² E/SR.1411 à 1415.

³ E/AC.7/SR.550 à 554; E/SR.1445.

⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 8.

⁵ E/AC.7/SR.539, 540, 542 à 544; E/SR.1439.

⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 7.

⁷ E/AC.7/SR.548 à 550; E/SR.1441.

⁸ E/AC.7/SR.513 à 517; E/SR.1439.

⁹ E/AC.7/SR.534 à 536, 538, 540, 541; E/SR.1439.

¹⁰ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Supplément n° 3, chap. IX, sect. VII; et ibid., vingtième session, Supplément n° 3, chap. XIII, sect. IV.

¹¹ E/SR.1412 à 1414.

¹² Voir E/CN.4/882 (Rapport de la Sous-Commission sur sa dix-septième session), résolution 6 (XVII); et E/CN.4/903 (Rapport de la Sous-Commission sur sa dix-huitième session), résolution 8 (XVIII).

¹³ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 8, chap. VI, par. 389.

5 (XXII) de la Commission portaient notamment sur le cycle d'études sur l'*apartheid* qui devait avoir lieu en 1966 conformément à la résolution 2060 (XX) de l'Assemblée générale, et sur le cycle d'études sur la question de l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale recommandé par l'Assemblée générale dans sa résolution 1017 (XX) et par le Conseil dans sa résolution 1103 (XL).

437. Outre son précédent rapport [A/5698, établi conformément à la résolution 1076 (XXXIX) du Conseil], le Secrétaire général a présenté au Conseil un nouveau rapport (E/4174 et Add.1 à 5) sur les mesures prises par les Etats Membres, l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organisations régionales intergouvernementales en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Le Conseil a également été informé qu'au 30 juin 1966 la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale avait été signée par 23 Etats, et qu'aucun instrument de ratification n'avait été déposé auprès du Secrétaire général.

438. Au cours des débats du Conseil⁷, on a pris note avec satisfaction des mesures déjà prises par plusieurs Etats Membres en vue de l'application de la Déclaration, mais plusieurs représentants se sont inquiétés du fait que la politique et les pratiques d'*apartheid*, de discrimination raciale ou de ségrégation continuaient, notamment dans les territoires africains administrés par le Portugal, en Rhodésie, en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain. Il a été convenu à l'unanimité que l'Assemblée générale devrait être priée, entre autres, de condamner en termes énergiques ces politiques et pratiques, qui ont été considérées comme incompatibles avec les obligations assumées par les Etats Membres en vertu de la Charte des Nations Unies. Certains représentants ont été d'avis que les résolutions n'avaient eu aucun effet dans ce domaine et qu'il fallait donc maintenant prendre des mesures plus énergiques, telles que celles prévues au Chapitre VII de la Charte.

439. Plusieurs membres ont déclaré que le colonialisme devait être expressément mentionné dans toute résolution que le Conseil adopterait en la matière, étant donné qu'à leur avis la discrimination raciale et l'*apartheid* étaient d'essence coloniale. Certains autres représentants se sont élevés contre cette opinion et ont formulé des réserves en ce qui concerne la condamnation proposée des "pratiques de discrimination inhérentes au colonialisme". On a convenu que l'Assemblée générale devrait adresser un appel aux Etats pour qu'ils signent et ratifient la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ou adhèrent à cette Convention. Certains membres ont estimé que tous les Etats devaient avoir la possibilité de le faire, et ils ont déclaré que cet appel ne devait pas être limité aux Etats "remplissant les conditions requises".

440. Le Conseil a adopté une résolution [1146 (XLI)] dans laquelle il a recommandé que l'Assemblée générale condamne, partout où elles existent, toutes politiques et pratiques d'*apartheid*, de discrimination raciale et de ségrégation, y compris les pratiques de discrimination inhérentes au colonialisme; qu'elle réaffirme que de telles politiques et pratiques sont de la part d'un Etat Membre incompatibles avec les obligations qu'il a assumées aux termes de la Charte des Nations Unies; qu'elle invite à nouveau tous les Etats où est pratiquée la discrimination raciale ou l'*apartheid* à se conformer rapidement et scrupuleusement à la

Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux résolutions 1905 (XVIII) et 2017 (XX) de l'Assemblée générale, et à prendre toutes les mesures nécessaires, y compris des dispositions législatives, à cet effet; et qu'elle invite tous les Etats remplissant les conditions requises à signer et ratifier la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale ou à y adhérer sans délai. Aux termes de cette résolution, l'Assemblée générale recommanderait également aux Etats Membres d'entreprendre, s'il y a lieu, des programmes d'action pour éliminer la discrimination raciale et l'*apartheid*, comprenant en particulier l'instauration de possibilités égales d'accès à l'éducation et à la formation professionnelle et des garanties pour la jouissance, sans distinction fondée sur la race, la couleur ou l'origine ethnique, des droits fondamentaux de l'homme, tels que le droit de vote, le droit à une justice égale, le droit à des possibilités économiques égales et à un accès égal aux services sociaux. Le Conseil a recommandé que l'Assemblée générale affirme l'importance, dans la lutte contre les pratiques discriminatoires, d'une éducation visant à éliminer les préjugés et les croyances erronées, telles que celle de la supériorité d'une race sur une autre, qui encouragent ces pratiques, et qu'elle prie les Etats Membres qui n'ont pas encore rendu compte au Secrétaire général des mesures qu'ils avaient prises en vue de l'application de la Déclaration de le faire sans retard.

441. Dans la partie II de la résolution, le Conseil a décidé d'inscrire la question des mesures prises en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale à l'ordre du jour de sa quarante-troisième session. Il a prié le Secrétaire général de présenter au Conseil, à temps pour qu'il puisse l'examiner à sa quarante-troisième session, un nouveau rapport sur les progrès accomplis dans l'application de la Déclaration. Le Secrétaire général a également été prié de prendre les mesures nécessaires pour que l'Assemblée générale, lorsqu'elle examinera, à sa vingt et unième session, les questions relatives à l'*apartheid* et aux mesures d'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, ait à sa disposition le rapport du cycle d'études sur l'*apartheid* tenu en août 1966, et pour que ce rapport soit mis à la disposition du Conseil à sa quarante-troisième session.

Section II. — Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation ainsi que la politique d'*apartheid*, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants *

442. Dans une résolution datée du 18 juin 1965¹⁴, le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a attiré l'attention de la Commission des droits de l'homme sur les témoignages des pétitionnaires relatifs aux violations des droits de l'homme commises dans les territoires administrés par le Portugal ainsi qu'au Sud-Ouest africain et en Rhodésie du Sud.

* L'Assemblée générale doit se prononcer à ce sujet.

¹⁴ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Annexes, additif au point 23 de l'ordre du jour (A/6000/Rev.1), chap. II, par. 463.

443. Après avoir examiné la question à sa quarantième session¹⁵, le Conseil a adopté une résolution [1102 (XL)] dans laquelle il a rappelé la résolution du Comité spécial du 18 juin 1965 ainsi que les résolutions 2022 (XX) et 2074 (XX) de l'Assemblée générale et invité la Commission des droits de l'homme à examiner, lors de sa vingt-deuxième session, en tant que question importante et urgente, la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation et la politique d'*apartheid*, dans tous les pays, en particulier les territoires coloniaux et les autres territoires dépendants, et à présenter au Conseil, lors de sa quarante et unième session, des recommandations sur les mesures propres à faire cesser ces violations. Le Conseil a également prié le Secrétaire général de préparer à l'intention du Conseil un document contenant le texte (ou des extraits) des décisions prises par des organes de l'Organisation des Nations Unies où figurent des dispositions pertinentes, de compléter chaque année ce document en y faisant figurer le texte (ou des extraits) des décisions nouvelles et de le soumettre à la Commission des droits de l'homme, à la Commission de la condition de la femme et à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

444. A sa vingt-deuxième session¹⁶, dans sa résolution 2 (XXII) [E/4184, par. 222], la Commission des droits de l'homme a notamment invité le Conseil à soumettre plusieurs recommandations à l'examen de l'Assemblée générale. Elle a demandé au Conseil de communiquer sa résolution 2 (XXII) au Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Elle a informé le Conseil que, pour examiner complètement la question des violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans tous les pays, il faudrait que la Commission étudie à fond les moyens qui lui permettraient d'être plus amplement informée des violations des droits de l'homme afin d'élaborer les recommandations relatives aux mesures propres à les faire cesser. Elle a décidé d'examiner à sa vingt-troisième session la question de ses tâches et de ses fonctions, ainsi que celle du rôle qu'il lui appartient de jouer en ce qui concerne les violations des droits de l'homme, y compris l'assistance qu'il convient de prêter au Comité spécial pour l'aider à appliquer la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et les décisions pertinentes de l'Assemblée générale touchant les droits de l'homme et les libertés fondamentales, compte tenu des opinions et des recommandations que pourrait présenter à ce sujet le Comité spécial.

445. A sa quarante et unième session, le Conseil a été saisi, en plus de la résolution 2 (XXII) de la Commission, d'un rapport (E/4226) établi par le Secrétaire général conformément au paragraphe 2 du dispositif de la résolution 1102 (XL) du Conseil.

446. Au cours du débat³, le Conseil a reconnu qu'il conviendrait d'inviter l'Assemblée générale à condamner les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales partout où elles se produisent et à demander à tous les Etats Membres de redoubler d'efforts pour promouvoir et protéger les droits de l'homme. Un certain nombre de représentants, rappe-

lant que cette question était examinée comme suite à une résolution du Comité spécial relative à certaines politiques et pratiques dans des territoires précis, ont souligné que le Conseil ne devait pas se contenter de condamnations abstraites, mais devait attacher une attention particulière et mentionner expressément les violations des droits de l'homme, y compris les politiques de discrimination raciale et de ségrégation, ainsi que l'*apartheid* dans les pays coloniaux et autres pays et territoires dépendants tels que les territoires portugais d'Afrique, la Rhodésie, l'Afrique du Sud et le Sud-Ouest africain. Il était nécessaire et urgent de prendre des mesures énergiques pour mettre fin aux violations des droits de l'homme commises dans ces pays et territoires. Certains autres représentants se sont opposés à cette mention qui risquait, à leur avis, de déséquilibrer la résolution du Conseil et de laisser penser, de façon peu réaliste, que la situation en ce qui concerne les droits de l'homme était satisfaisante dans tous les pays, à l'exception de ceux que plusieurs membres désiraient voir expressément cités. D'autres membres ont également déclaré qu'il ne serait pas conforme aux faits de dire, comme on le proposait, que des violations graves des droits de l'homme continuaient à se produire "en particulier dans les colonies et dans les territoires dépendants" dans certains domaines tels que la liberté d'expression et d'opinion, le droit à la vie, la liberté et la sécurité de la personne et le droit à la protection par des tribunaux indépendants.

447. En ce qui concerne les mesures à recommander, on s'est accordé à reconnaître qu'il faudrait que toutes les conventions dont le but est de protéger les droits de l'homme obtiennent la ratification ou l'adhésion d'un nombre de plus en plus grand d'Etats. Toutefois, certains membres ont fait remarquer qu'il serait préférable que cet appel ne s'adresse pas aux seuls Etats remplissant "les conditions requises", formule qui, à leur avis, limiterait indûment la portée territoriale de ces conventions.

448. Plusieurs représentants ont appuyé une proposition demandant qu'on invite tous les Etats qui ne l'avaient pas encore fait à se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale recommandant l'application de mesures économiques et diplomatiques contre l'Afrique du Sud et aux résolutions du Conseil de sécurité concernant un embargo contre les livraisons d'armes à ce pays. Certains autres se sont élevés contre cette proposition en faisant valoir que le Conseil n'était pas compétent, en vertu de la Charte des Nations Unies, pour discuter de questions ayant trait aux sanctions contre un Etat Membre ou pour faire des recommandations à l'Assemblée générale à ce sujet.

449. Plusieurs membres ont accueilli avec satisfaction la décision de la Commission des droits de l'homme d'étudier la question de ses tâches et fonctions ainsi que de son rôle en ce qui concerne les droits de l'homme dans tous les pays, et ils ont été d'avis que le Conseil et la Commission devraient examiner d'urgence les moyens propres à mettre les Nations Unies mieux en mesure de mettre fin à ces violations. A leur avis, il était temps que les Nations Unies, après avoir fixé des objectifs dans le domaine des droits de l'homme, établissent des procédures appropriées pour en assurer l'application effective. D'autres représentants ont estimé que l'examen de telles questions de procédure ne ferait que retarder et affaiblir l'action internationale qu'il fallait entreprendre d'urgence pour porter remède à la situation en ce qui concerne les droits de l'homme

¹⁵ E/SR.1413 à 1415.

¹⁶ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 8*, chap. III.

dans diverses parties du monde et notamment dans les colonies et les autres pays et territoires dépendants.

450. Le Conseil a adopté une résolution [1164 (XLI)] dans laquelle il a condamné les violations des droits de l'homme partout où elles se produisent, déclarant qu'il partageait en particulier la profonde indignation de la Commission des droits de l'homme devant les violations des droits de l'homme commises dans les colonies et les territoires dépendants. Il a approuvé la décision de la Commission des droits de l'homme d'examiner, à sa vingt-troisième session, la question de ses tâches et de ses fonctions, ainsi que celle du rôle qu'il lui appartient de jouer en ce qui concerne les violations des droits de l'homme dans tous les pays, et a partagé l'opinion de la Commission selon laquelle celle-ci devrait étudier à fond les moyens qui lui permettraient d'être plus amplement informée des violations des droits de l'homme afin d'élaborer les recommandations relatives aux mesures propres à les faire cesser. Le Conseil a décidé de transmettre au Comité spécial la résolution 2 (XXII) de la Commission (E/4184, par. 222) ainsi que sa résolution 1141 (XLI).

451. Dans la même résolution, le Conseil a formulé une recommandation aux termes de laquelle l'Assemblée générale devrait se déclarer convaincue que de graves violations des droits de l'homme continuent de se produire dans certains pays, en particulier dans des colonies et des territoires dépendants, en ce qui concerne différents droits de l'homme, et se déclarer vivement préoccupée par les nouvelles preuves de la persistance des pratiques de discrimination raciale et d'*apartheid* dans la République sud-africaine, au Sud-Ouest africain, dans la colonie de la Rhodésie du Sud et dans les territoires portugais d'Afrique, pratiques qui, selon les résolutions 2022 (XX) et 2074 (XX) de l'Assemblée générale, constituent des crimes contre l'humanité. L'Assemblée générale a été invitée par le Conseil à condamner les violations des droits de l'homme partout où elles se produisent et à inviter tous les Etats Membres à redoubler d'efforts pour favoriser le respect total des droits de l'homme, conformément à la Charte, et réaliser les idéaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Tous les Etats Membres devraient être priés instamment de prendre toutes les mesures possibles pour supprimer la politique d'*apartheid* et de ségrégation et éliminer la discrimination raciale partout où elle existe, en particulier dans les colonies et les pays et territoires dépendants. Tous les Etats qui remplissent les conditions voulues devraient être engagés à devenir parties le plus tôt possible à toutes les conventions qui visent à protéger les droits de l'homme, notamment la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. L'Assemblée devrait demander instamment à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait de se conformer aux résolutions pertinentes qui recommandent l'application de sanctions économiques et diplomatiques contre la République sud-africaine, ainsi qu'aux résolutions du Conseil de sécurité concernant un embargo contre les livraisons d'armes à la République sud-africaine.

452. L'Assemblée générale, conformément à la proposition du Conseil, inviterait également les Etats Membres, les organisations intergouvernementales et les organisations non gouvernementales à placer la célébration de la Journée des droits de l'homme de 1966 sous le signe de la protection des victimes de la violation des droits de l'homme, en particulier dans les colonies et les pays et territoires dépendants. On lance-

rait un appel à l'opinion publique, et en particulier aux associations juridiques ainsi qu'à d'autres organisations compétentes, pour qu'elles prêtent toute l'assistance possible à ces victimes, et en particulier aux victimes des politiques de discrimination raciale, de ségrégation et d'*apartheid*. Le Conseil et la Commission des droits de l'homme seraient invités par l'Assemblée générale à examiner d'urgence les mesures à prendre afin de renforcer les moyens dont les Nations Unies disposent pour mettre fin aux violations des droits de l'homme. Enfin, le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux serait prié de tenir la Commission des droits de l'homme informée de ses débats et décisions ainsi que des renseignements qui lui parviennent au sujet de questions des droits de l'homme dans les territoires coloniaux et dépendants.

Section III. — Projet de déclaration et projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse *

453. Dans sa résolution 2020 (XX), l'Assemblée générale avait prié le Conseil d'inviter la Commission des droits de l'homme à s'épargner aucun effort pour achever de préparer, à sa vingt-deuxième session, le projet de déclaration et le projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse, afin qu'ils puissent être soumis à l'Assemblée générale lors de sa vingt et unième session. Le Conseil économique et social, à la reprise de sa trente-neuvième session¹⁷, avait communiqué cette résolution à la Commission des droits de l'homme.

454. La Commission, à sa vingt-deuxième session, a poursuivi l'élaboration du projet de convention et adopté cinq articles, en plus du préambule et des quatre articles qu'elle avait déjà adoptés à sa vingt et unième session. Elle n'a toutefois pas été en mesure d'achever le projet et elle a décidé, dans sa résolution 1 (XXII), de donner la priorité absolue à l'achèvement de la préparation de ce projet lors de sa vingt-troisième session¹⁸.

455. Le Conseil a examiné la question à sa quarante et unième session¹⁹. Dans sa résolution 1157 (XLI), le Conseil a prié la Commission des droits de l'homme de faire tout son possible pour achever l'examen du projet de convention à sa vingt-troisième session et a appelé l'attention de l'Assemblée générale sur la résolution 1 (XXII) de la Commission.

Section IV. — Esclavage

456. Conformément à la décision adoptée à sa trente-neuvième session²⁰, le Conseil a examiné²¹, à sa quarante et unième session, un rapport sur l'esclavage (E/4168 et Add.1 à 5), présenté par M. Mohamed Awad, rapporteur spécial sur l'esclavage nommé par le Secrétaire général conformément à la résolution 960 (XXXVI) du Conseil. Ce rapport contenait des renseignements fournis par les gouvernements de 75 Etats Membres et par des organisations non gouvernemen-

* Point de l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

¹⁷ E/SR.1401.

¹⁸ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 8, chap. II; et chap. XVIII, projet de résolution I.

¹⁹ Voir E/AC.7/SR.550 à 552; E/SR.1445.

²⁰ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément n° 3, par. 498 à 500.

²¹ E/AC.7/SR.534 à 536, 538, 540, 541; E/SR.1439.

tales intéressées, en réponse à un questionnaire sur l'esclavage établi par le Secrétaire général en consultation avec le Rapporteur spécial.

457. Le Conseil a entendu une déclaration liminaire du Rapporteur spécial²² et a consacré un débat général à la question de l'esclavage. L'esclavage a été décrit comme un fléau dont des vestiges subsistaient sous différentes formes en diverses régions du monde, et les membres du Conseil ont demandé que des mesures efficaces soient prises sans retard pour y mettre fin. Quelques représentants ont déclaré à cette occasion que l'*apartheid* et certaines formes d'exploitation coloniale constituaient peut-être l'une des formes d'esclavage les plus insidieuses auxquelles les Nations Unies avaient affaire.

458. Comme le lui avait demandé le Conseil dans sa résolution 1077 (XXXIX), le Rapporteur spécial avait inclus dans son rapport un certain nombre de suggestions sur les mesures que l'Organisation des Nations Unies pourrait prendre sur la question de l'esclavage. Il avait également rédigé un projet de résolution à soumettre au Conseil (E/4168/Add.3, par. 78), dans lequel il proposait notamment la création d'un Comité d'experts de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, composé de sept membres siégeant à titre individuel.

459. Au cours du débat, certains membres du Conseil ont donné leur accord de principe à cette proposition tandis que d'autres ont formulé certaines réserves quant à l'opportunité de créer un nouvel organe pour poursuivre l'étude de la question de l'esclavage. On a suggéré qu'il serait peut-être préférable de renvoyer la question à un organe existant, tel que la Commission des droits de l'homme ou la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. On a dit également que l'Assemblée générale était seule compétente pour s'occuper de la question de l'esclavage.

460. A l'issue du débat, le Conseil a adopté la résolution 1126 (XLI) dans laquelle il a pris acte avec satisfaction du rapport du Rapporteur spécial sur l'esclavage et prié le Secrétaire général de le faire imprimer, si possible, et de lui donner une très large diffusion. Le Conseil a invité à nouveau tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées qui ne l'étaient pas encore à devenir parties, aussitôt que possible, à la Convention internationale de 1926 sur l'esclavage et à la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, et a invité le Comité préparatoire de la Conférence internationale des droits de l'homme à inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations. Il a renvoyé la question de l'esclavage et de la traite des esclaves dans toutes leurs pratiques et manifestations, y compris les pratiques esclavagistes de l'*apartheid* et du colonialisme, à la Commission des droits de l'homme, et a demandé à la Commission de soumettre au plus tard à la quarante-troisième session du Conseil un rapport sur la question qui contiendrait des propositions concrètes sur les mesures efficaces et immédiates que les Nations Unies pourraient prendre pour mettre fin à l'esclavage dans toutes ses pratiques et manifestations. Enfin, le Conseil a invité l'UNESCO

à poursuivre son programme d'éducation destiné à corriger la conception sociale qui tolère l'existence de l'esclavage ou de formes de servitude analogues à l'esclavage.

Section V. — Année internationale des droits de l'homme *

461. L'Assemblée générale, par sa résolution 2081 (XX), a approuvé le programme provisoire de mesures et d'activités à entreprendre par l'Organisation des Nations Unies à l'occasion de l'Année internationale des droits de l'homme, que le Conseil a recommandé dans sa résolution 1074 E (XXXIX)²³. Elle a décidé de convoquer en 1968 une conférence internationale qui sera chargée de passer en revue les réalisations enregistrées dans le domaine des droits de l'homme depuis l'adoption de la Déclaration universelle, d'évaluer l'efficacité des méthodes employées par l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine et de préparer un programme de nouvelles mesures à prendre après la célébration de l'Année internationale en 1968. L'Assemblée a constitué un Comité préparatoire chargé d'achever les préparatifs de la conférence internationale.

462. La Commission des droits de l'homme, à sa vingt-deuxième session, a prié le Conseil de recommander notamment à l'Assemblée générale d'approuver le nouveau programme de mesures et activités envisagé pour l'Organisation des Nations Unies, les Etats Membres, les institutions spécialisées et les autres organisations nationales et internationales à l'occasion de l'Année internationale des droits de l'homme²⁴. La Commission a également soumis au Conseil un projet de résolution tendant à inviter le Secrétaire général à prendre des dispositions pour que des observateurs du Conseil de l'Europe, de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et d'autres organismes intergouvernementaux régionaux qui s'occupent tout particulièrement des droits de l'homme assistent, comme il conviendra, aux sessions de la Commission des droits de l'homme et de sa sous-commission, et à assurer des échanges de renseignements entre la Commission et ces organismes sur des questions relatives aux droits de l'homme.

463. Au cours des débats du Conseil²⁵, plusieurs représentants ont dit qu'ils approuvaient dans l'ensemble le nouveau programme de mesures proposé par la Commission des droits de l'homme. Toutefois, certains membres ont formulé des réserves sur les recommandations B et C contenues dans ce programme. Selon eux, la recommandation C concernant l'attribution de prix dans le domaine des droits de l'homme n'offrait pas de garanties suffisantes d'impartialité étant donné qu'elle ne définissait ni les critères à appliquer ni la procédure à suivre pour le choix et confiait le soin de choisir les lauréats à un comité de cinq membres et non à l'Assemblée générale elle-même. Cependant, le Conseil a décidé de ne pas adopter une proposition qui tendait à renvoyer cette recommandation à la Commission des droits de l'homme.

464. La proposition de la Commission tendant à ce que des observateurs d'organismes intergouvernementaux

* Point inscrit à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

²³ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-tième session, Supplément n° 3*, chap. XIII, sect. III.

²⁴ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 8*, chap. VII; et chap. XVIII, projets de résolution III et IV.

²⁵ E/AC.7/SR.550 à 553; E/SR.1441.

²² E/AC.7/SR.534; E/AC.7/L.485.

taux régionaux assistent à ses sessions a rencontré l'agrément de la plupart des représentants, après qu'il eut été convenu de mentionner expressément dans le texte l'Organisation de l'unité africaine et la Ligue des Etats arabes.

465. En conséquence, le Conseil, dans sa résolution 1159 (XLI), a invité le Secrétaire général à prendre des dispositions pour que des observateurs du Conseil de l'Europe, de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, de l'Organisation de l'unité africaine, de la Ligue des Etats arabes et d'autres organismes intergouvernementaux régionaux qui s'occupent tout particulièrement des droits de l'homme assistent, comme il conviendra, aux sessions de la Commission des droits de l'homme et de la Sous-Commission, et à assurer des échanges de renseignements entre la Commission et ces organismes sur des questions relatives aux droits de l'homme.

466. Le Conseil, dans sa résolution 1160 (XLI), a recommandé que l'Assemblée générale approuve le nouveau programme de mesures et activités tel qu'il avait été recommandé par la Commission des droits de l'homme; invite les Etats Membres, les institutions spécialisées, les organisations intergouvernementales régionales et les organisations nationales et internationales intéressées à intensifier, en 1968, les efforts et les initiatives dans le domaine des droits de l'homme, notamment les mesures indiquées dans le programme susmentionné, et à tenir le Secrétaire général au courant de leurs plans; invite le Secrétaire général à prendre toutes dispositions nécessaires pour faciliter la coopération entre les organisations intergouvernementales régionales compétentes en vue d'observer en 1968 l'Année internationale des droits de l'homme, conformément à la résolution 2081 (XX) de l'Assemblée générale; et prie le Secrétaire général de coordonner les mesures et les activités entreprises par les Etats Membres, l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées, les organisations régionales et les organisations nationales et internationales intéressées, et en particulier de rassembler et de diffuser à intervalles réguliers des renseignements relatifs aux activités envisagées ou entreprises par lesdits Etats ou organisations à l'occasion de l'Année internationale des droits de l'homme.

Section VI. — Question du châtiement des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité

467. La question du châtiement des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité, que la Commission des droits de l'homme avait examinée à sa vingt et unième session²⁶ et que le Conseil avait étudiée à sa trente-neuvième session²⁷, a été examinée à nouveau par la Commission des droits de l'homme à sa vingt-neuvième session²⁸. Ayant examiné une étude du Secrétaire général sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité (E/CN.4/906), la Commission a présenté au Conseil des recommandations tendant à assurer le châtiement des auteurs de ces crimes.

²⁶ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, trente-neuvième session, Supplément n° 8, chap. IX*; et par. 567, résolution 3 (XXI).

²⁷ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-tième session, Supplément n° 3, chap. XIII, sect. VI*.

²⁸ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 8, chap. IV*; et chap. XVIII, projet de résolution II.

468. Au cours des débats qui se sont déroulés au Conseil²⁹, on a convenu que l'adoption par l'Assemblée générale d'un projet de convention prévoyant l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité aiderait dans une large mesure à assurer le châtiement des auteurs de ces crimes. Un représentant a estimé que l'Organisation des Nations Unies aurait peut-être intérêt à examiner ces problèmes ainsi que d'autres problèmes relatifs aux criminels de guerre dans le cadre de questions telles que la définition de l'agression, le projet de codification des crimes contre la paix et contre l'humanité et de l'institution d'une juridiction criminelle internationale, dont l'Assemblée générale s'est déjà occupée.

469. Certains membres ont estimé que le projet de résolution proposé par la Commission des droits de l'homme était vague et ambigu, qu'il ne précisait pas quels étaient les crimes à punir, les guerres pendant lesquelles ces crimes avaient été commis ni le droit international applicable en la matière. Ils ont été d'avis qu'une mention des principes du droit international appliqués lors du jugement du Tribunal de Nuremberg pouvait avoir un caractère trop limité étant donné que ces principes semblaient avoir trait uniquement aux crimes commis à l'occasion de la seconde guerre mondiale. Selon eux, l'Organisation des Nations Unies devait aussi se préoccuper expressément du châtiement des individus qui se sont rendus coupables d'atrocités dans les territoires portugais d'Afrique, en Rhodésie, en Afrique du Sud et au Sud-Ouest africain, puisque les actes commis dans certains de ces pays ou territoires ont été qualifiés de "crimes contre l'humanité" par l'Assemblée générale dans ses résolutions 2022 (XX) et 2074 (XX).

470. Certains membres ont estimé que la Commission des droits de l'homme devrait préparer un projet de déclaration sur la coopération internationale pour le châtiement des individus coupables de crimes contre l'humanité. Plusieurs autres représentants ont pensé qu'avant d'entreprendre une telle tâche, la Commission devrait confier au Secrétaire général le soin d'effectuer une étude de tous les aspects du problème. Le premier groupe de représentants a soutenu cependant qu'après l'examen d'une telle étude la Commission devrait entreprendre l'élaboration d'un instrument international approprié concernant la coopération internationale pour assurer le châtiement des individus coupables de crimes contre l'humanité.

471. Sur la recommandation de la Commission, le Conseil a adopté la résolution 1158 (XLI) dans laquelle il a invité instamment tous les Etats à prendre toutes les mesures voulues pour empêcher l'application de la prescription aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité, à poursuivre leurs efforts en vue de l'arrestation, de l'extradition et du châtiement des auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité et à mettre à la disposition d'autres Etats tous documents relatifs à ces crimes qu'ils auraient en leur possession. Le Conseil a invité tous les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées à informer le Secrétaire général des mesures qu'ils auraient adoptées pour donner suite à cet appel, de sorte que le Secrétaire général puisse soumettre le rapport y relatif à la Commission des droits de l'homme à sa vingt-troisième session. Le Conseil a invité la Commission des droits de l'homme à préparer, à sa vingt-troisième session, en tant que tâche prioritaire, un projet de convention sti-

²⁹ E/AC.7/SR.550 à 552; E/SR.1445.

pulant l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, quelle que soit la date à laquelle ils ont été commis, qui serait examiné par le Conseil à sa quarante-troisième session et soumis à l'adoption de l'Assemblée générale à sa vingt-deuxième session, et à envisager et formuler toutes autres recommandations qu'elle jugerait souhaitables pour développer la coopération internationale en ce qui concerne la poursuite et le châtimement des auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. Le Conseil a prié le Secrétaire général de préparer l'avant-projet d'une telle convention pour aider la Commission des droits de l'homme dans sa tâche et d'effectuer une étude des mesures en vue d'assurer l'arrestation, l'extradition et le châtimement des auteurs de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, ainsi que l'échange de documentation en la matière.

Section VII. — Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités

472. Conformément à la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil, la Commission a élu, à sa vingt-deuxième session, quatre nouveaux membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités pour porter le nombre des membres de cet organe de 14 à 18 de manière à assurer une représentation satisfaisante des différentes régions, des différents systèmes juridiques et des différentes cultures⁸⁰.

473. La Commission a décidé de ne pas donner suite à sa vingt-deuxième session à une proposition soumise à sa vingt et unième session qui tendait à modifier le nom et élargir le mandat de la Sous-Commission⁸¹.

474. La Commission des droits de l'homme n'a pas pu examiner les rapports de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur les travaux de sa dix-septième (E/CN.4/882) et de sa dix-huitième session (E/CN.4/903)⁸². Dans sa résolution 14 (XXII) [E/4184, par. 487], elle a prié la Sous-Commission de présenter, à sa dix-neuvième session, des projets de résolution relatifs aux questions traitées dans les rapports susmentionnés sur lesquelles elle souhaitait que la Commission prenne des décisions.

475. Cependant, dans sa résolution 13 (XXII) [E/4184, par. 486], la Commission a donné suite à une proposition faite par la Sous-Commission⁸³ sur laquelle le Conseil avait appelé son attention à sa trente-neuvième session⁸⁴. Elle a recommandé au Conseil d'adopter un projet de résolution concernant l'impression et la mise en vente au public d'un mémorandum du Secrétaire général, où sont énumérées et classées les mesures spéciales de protection de caractère international en faveur de groupes ethniques, religieux ou linguistiques (E/CN.4/Sub.2/221) et de la compilation des textes d'instruments internationaux et de mesures analogues de caractère international qui ont un intérêt actuel et qui prévoient des mesures spéciales de protection pour des groupes ethniques, religieux ou linguistiques (E/CN.4/Sub.2/214).

476. A la quarante et unième session du Conseil, certains représentants ont mentionné cette proposi-

tion⁸⁵. Certains membres ont pensé qu'une large diffusion de ces documents pourrait être très utile. Un représentant a estimé toutefois que ces documents, que des Etats Membres connaissaient déjà, ne présentaient qu'un intérêt limité et que l'Organisation des Nations Unies ne devrait pas engager les dépenses envisagées.

477. Sur la recommandation de la Commission, le Conseil a adopté la résolution 1161 (XLI), dans laquelle il autorisait le Secrétaire général à prendre les dispositions nécessaires, dans la limite des crédits dont il disposait, pour faire imprimer, distribuer et mettre en vente au public le mémorandum et la compilation, sous forme de publication unique.

Section VIII. — Rapports périodiques sur les droits de l'homme

478. A sa vingt-deuxième session, conformément à la nouvelle procédure établie par le Conseil dans la résolution 1074 C (XXXIX)⁸⁶, la Commission des droits de l'homme a examiné les rapports périodiques soumis par les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées sur les droits civils et politiques⁸⁷. La Commission a adopté deux résolutions sur cette question [E/4184, par. 462, résolution 11 (XXII), et par. 464, résolution 12 (XXII)] et a fait rapport au Conseil.

479. A la quarante et unième session du Conseil, au cours de la discussion générale⁸⁸ sur le rapport de la Commission des droits de l'homme (E/4184), certains membres ont souligné l'importance de la procédure des rapports périodiques qui, à leur avis, pouvaient donner à la Commission une vue d'ensemble des faits nouveaux intervenus dans le domaine des droits de l'homme dans le monde et contribuer à la mise en œuvre de ces droits. D'autres ont regretté toutefois qu'un certain nombre de gouvernements n'aient pas envoyé de rapports. Selon un représentant, les rapports qui avaient été reçus n'avaient pas toujours eu un caractère suffisamment objectif pour permettre à la Commission d'évaluer de façon réaliste la situation qui existe dans le domaine des droits de l'homme dans divers pays. On a également exprimé l'opinion que les suggestions concernant l'examen préliminaire des rapports périodiques, dont il est question dans la résolution 12 (XXII) de la Commission, méritaient d'être examinées.

Section IX. — Modalités d'organisation et de procédure pour la mise en œuvre des conventions et des recommandations relatives au domaine des droits de l'homme

480. A sa quarantième session, le Conseil était saisi, conformément à sa résolution 1075 (XXXIX), d'un rapport du Secrétaire général (E/4133)⁸⁹, ainsi que de rapports présentés par le Directeur général de l'OIT (E/4143)⁹⁰ et le Directeur général de l'UNESCO (E/4144)⁹¹ sur les modalités d'organisation et de procédure adoptées par leurs organisations respectives pour la mise en œuvre des conventions et des recommandations relatives au domaine des droits de l'homme.

481. Au cours de l'examen de cette question⁹², plusieurs membres ont souligné l'intérêt de ces rapports et

⁸⁰ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 8, chap. X, i.*

⁸¹ *Ibid.*, chap. X, ii.

⁸² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 8, chap. X, iii.*

⁸³ Voir E/CN.4/882, résolution 7 (XVII); et E/CN.4/903, résolution 6 (XVIII).

⁸⁴ E/SR.1392.

⁸⁵ E/AC.7/SR.551, 553; E/SR.1445.

⁸⁶ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément n° 3, chap. XIII, sect. II.*

⁸⁷ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 8, chap. IX.*

⁸⁸ E/AC.7/SR.550 à 552.

⁸⁹ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes, point 9 de l'ordre du jour.*

⁹⁰ E/SR.1410 à 1412.

ont déclaré qu'à leur avis l'Organisation des Nations Unies devrait maintenant mettre au point un système global efficace de mise en œuvre des conventions et des recommandations adoptées dans le domaine des droits de l'homme. Un grand nombre de représentants se sont déclarés satisfaits des dispositions de mise en œuvre de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et ont exprimé l'espoir que des clauses analogues seraient incorporées aux conventions relatives aux droits de l'homme qui seront adoptées à l'avenir. Certains représentants ont appelé l'attention sur les procédures d'application employées par l'OIT et l'UNESCO et ont fait observer que l'ONU devrait peut-être étudier la possibilité d'adopter des procédures analogues, en les adaptant à ses propres besoins.

482. Certains représentants ont estimé qu'il fallait coordonner les diverses procédures décrites dans les rapports de manière à éviter la confusion et les doubles emplois. D'autres ont été d'avis que l'ONU devait prendre, dans chaque domaine relatif aux droits de l'homme, les mesures qu'appelaient la situation dans ce domaine particulier.

483. Certains représentants ont souligné qu'en mettant au point des modalités d'application sur le plan international, l'ONU et les institutions spécialisées ne devraient jamais perdre de vue le principe de la souveraineté des Etats.

484. Il a été proposé de porter les trois rapports à l'attention du comité créé par l'Assemblée générale pour préparer la Conférence internationale des droits de l'homme de 1968, afin de l'aider à définir les objectifs à atteindre dans le domaine de la mise en œuvre des droits de l'homme.

485. Le Conseil a adopté la résolution 1101 (XL) dans laquelle il s'est félicité du fait que l'Assemblée générale avait fait figurer des mesures de mise en œuvre dans la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, pris note avec satisfaction des rapports qui lui avaient été présentés, recommandé que les futures conventions des Nations Unies relatives au domaine des droits de l'homme contiennent des dispositions appropriées en vue de leur mise en œuvre et invité tous les Etats remplissant les conditions voulues et qui ne l'avaient pas encore fait à devenir parties aux conventions en vigueur dans le domaine des droits de l'homme. Le Conseil a demandé en outre instamment que les modalités d'organisation et de procédure prévues pour la mise en œuvre des conventions et recommandations existantes relatives au domaine des droits de l'homme soient pleinement utilisées et a renvoyé les rapports mentionnés ci-dessus à la Commission des droits de l'homme pour qu'elle les étudie et les utilise éventuellement, selon qu'il conviendra.

Section X. — Question relative à la mise en œuvre des droits de l'homme par un Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ou quelque autre organe international approprié *

486. Par sa résolution 2062 (XX), l'Assemblée générale avait prié le Conseil économique et social de transmettre à la Commission des droits de l'homme

une proposition présentée par le Costa Rica⁴¹ concernant la création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme pour que la Commission l'examine sous tous ses aspects et fasse rapport à ce sujet, par l'intermédiaire du Conseil, à la vingt et unième session de l'Assemblée générale. A la reprise de sa trente-neuvième session, le Conseil a transmis cette résolution à la Commission des droits de l'homme.

487. La Commission a examiné, à sa vingt-deuxième session, la proposition qui lui avait été transmise conformément à la résolution 2062 (XX) de l'Assemblée générale, dans le cadre d'un point de son ordre du jour intitulé: "Question relative à la mise en œuvre des droits de l'homme par un Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ou quelque autre organe international approprié"⁴². Par sa résolution 4 (XXII) [E/4184, par. 328], la Commission, accueillant avec satisfaction la proposition tendant à créer un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, a reconnu l'importance de la proposition et a décidé de créer un groupe de travail chargé d'étudier toutes les questions pertinentes touchant la création de ce poste, compte tenu des débats de la Commission des droits de l'homme sur ce point et de toutes les questions soulevées lors de ces débats, et de faire rapport à la Commission à sa vingt-troisième session. Par cette résolution, la Commission a prié en outre le Secrétaire général de rédiger une étude analytique et technique en vue d'aider le groupe de travail à s'acquitter de son mandat et a décidé d'accorder à sa vingt-troisième session une haute priorité à l'examen du rapport du groupe de travail. La Commission a prié également le Conseil économique et social d'appeler l'attention de l'Assemblée générale sur sa résolution.

488. Au cours des débats du Conseil⁴³, la plupart des membres ont approuvé la décision de procédure prise par la Commission de renvoyer la question à un groupe de travail, car ils estimaient que la question devait faire l'objet d'une étude approfondie. Plusieurs membres ont étudié quant au fond la proposition tendant à créer un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. Certains d'entre eux ont estimé que la création d'un tel poste contribuerait dans une très large mesure à favoriser le respect des droits de l'homme dans le monde et à assurer la protection de ces droits. D'autres se sont opposés à la proposition en faisant valoir, notamment, que du point de vue juridique un Etat souverain n'est pas tenu d'accepter des recommandations s'il ne s'est pas engagé, par une convention internationale, à le faire, qu'il serait extrêmement difficile, sinon impossible, de trouver une personne qui puisse jouir de la confiance de tous et que les fonctions et pouvoirs du Haut Commissaire que l'on proposait de nommer étaient mal définis. De l'avis de certains représentants, la meilleure façon dont l'ONU pouvait assurer le respect des droits de l'homme sur le plan international était de faire figurer dans les projets de pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme des dispositions de mise en œuvre et de veiller à ce que ces dispositions soient appliquées. En adoptant la proposition relative à la création d'un poste de Haut Commissaire, on risquait, selon eux, de compro-

⁴¹ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Annexes, point 98 de l'ordre du jour, document A/5963.

⁴² Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 8, chap. V.

⁴³ E/AC.7/SR.550 à 553; E/SR.1445.

* Une question intitulée: "Création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme" figure à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

mettre ou de retarder l'accomplissement de cette tâche. Soulignant que la Commission des droits de l'homme avait décidé d'examiner des propositions relatives non seulement à la désignation d'un Haut Commissaire mais à tout autre organe international approprié, certains représentants ont exprimé l'espoir que l'ONU accorderait toute l'attention voulue à d'autres procédures de mise en œuvre existantes ou proposées. Plusieurs membres du Conseil ont fait observer que si le poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme était créé, il serait indispensable de coordonner les fonctions et les activités du Haut Commissaire et celles d'autres organes internationaux chargés de l'application des diverses conventions adoptées dans le domaine des droits de l'homme, de manière à éviter la confusion et les doubles emplois et à mettre finalement au point, dans toute la mesure possible, un système global uniforme de mise en œuvre.

489. Par sa résolution 1163 (XLI), le Conseil a informé l'Assemblée générale que la Commission des droits de l'homme, ayant reconnu l'importance de la proposition relative à la création d'un poste de Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, avait examiné le point intitulé: "Question relative à la mise en œuvre des droits de l'homme par un Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme ou quelque autre organe international approprié" et avait décidé de créer un groupe de travail chargé d'étudier toutes les questions pertinentes touchant une telle institution, compte tenu du débat de la Commission des droits de l'homme sur ce point et de toutes les questions qui y avaient été soulevées, et de faire rapport à la Commission à sa vingt-troisième session. Le Conseil a décidé également de transmettre à l'Assemblée générale les comptes rendus pertinents des débats de la Commission des droits de l'homme et du Conseil.

Section XI. — Autres questions découlant du rapport de la Commission des droits de l'homme

490. Le Conseil a été informé par la Commission des droits de l'homme que le Directeur général de l'OIT avait demandé à la Commission d'inscrire à l'ordre du jour de sa vingt-deuxième session une question intitulée: "La question de la violation des droits de l'homme au Burundi", et que, compte tenu des déclarations faites par l'observateur du Burundi et par le représentant de l'OIT, la Commission n'avait pas inscrit ce point à son ordre du jour⁴⁴. Dans une lettre datée du 30 juin 1966, le Directeur général de l'OIT a fait savoir au Conseil que le Gouvernement du Burundi s'était déclaré prêt à coopérer pleinement avec l'OIT, particulièrement au sujet de l'établissement des faits en cas de plaintes concernant la violation des droits syndicaux⁴⁵.

491. Au cours de l'examen du rapport de la Commission des droits de l'homme⁴⁶, un membre du Conseil, sans examiner quant au fond les allégations en question, a fait observer que le gouvernement intéressé s'était probablement déclaré prêt à discuter la question et à coopérer avec l'OIT parce que la question avait été soulevée, ne serait-ce que sur le plan de la procédure, à la Commission des droits de l'homme. A son avis, ce fait pouvait avoir de l'importance car il prouvait que

l'Organisation des Nations Unies s'engageait maintenant sur la voie des mesures concrètes en vue de la mise en œuvre des droits de l'homme. Un autre représentant s'est opposé formellement à ce que le Conseil examine la question, que la Commission des droits de l'homme n'avait pas inscrite à son ordre du jour.

Section XII. — Méthodes de travail de la Commission des droits de l'homme et durée de ses sessions

492. A l'issue de l'examen du point de l'ordre du jour intitulé: "Revisions du programme de travail dans le domaine des droits de l'homme"⁴⁷, la Commission des droits de l'homme a adopté, à sa vingt-deuxième session, une résolution [E/4184, par. 523, résolution 17 (XXII)] dans laquelle, entre autres, elle se déclarait convaincue que la Commission aurait besoin de plus d'une session de quatre semaines chaque année pour pouvoir faire face à un ordre du jour chargé et, notamment, mener à terme l'examen des points de son ordre du jour reportés de sessions antérieures. La Commission a attiré l'attention du Conseil économique et social sur cette question et exprimé l'espoir que la Commission pourrait disposer du temps nécessaire pour s'acquitter plus efficacement de ses tâches et ses responsabilités.

493. Au cours du débat⁴⁸, on a reconnu que la Commission des droits de l'homme avait de grandes difficultés à venir à bout de son programme de travail chargé. Plusieurs membres ont regretté, par exemple, que du fait de ces difficultés la Commission n'ait pas encore pu achever l'élaboration d'un projet de convention sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance religieuse. On a également estimé qu'il faudrait faire en sorte que la Commission puisse examiner avec toute l'attention qu'elles méritent les questions relatives à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités et à la liberté de l'information, qu'elle n'a pas examinées au cours de ses dernières sessions. D'autres représentants ont estimé cependant que le Conseil ne devait pas faire de recommandations sur ce sujet à la Commission, car ce serait préjuger dans une certaine mesure les décisions de la Commission concernant l'établissement des priorités.

494. Un certain nombre de représentants ont estimé que le Conseil devait autoriser la Commission à prolonger la durée de ses sessions, qui est normalement de quatre semaines, sans toutefois dépasser six semaines. D'autres membres se sont demandé si une telle décision contribuerait réellement à la solution du problème. Ils ont appelé l'attention sur les incidences financières de cette proposition (E/4184, annexe II) et sur certaines difficultés d'ordre pratique qui pourraient surgir en ce qui concerne le calendrier des conférences et les délais fixés pour la distribution du rapport de la Commission. Il vaudrait mieux, à leur avis, que le Conseil invite la Commission à améliorer ses méthodes de travail.

495. Les membres du Conseil se sont accordés pour reconnaître qu'il y avait lieu de procéder à une telle revision, quelle que soit la durée des sessions de la Commission. On a suggéré, notamment, que la Commission fasse davantage appel aux services de la Sous-Commission pour ce qui est de l'élaboration d'études, qu'elle renonce à la discussion générale, qu'elle crée des groupes de travail qui se réuniraient en même temps

⁴⁴ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 8*, par. 8, 9 et 13 à 15.

⁴⁵ Voir document E/4237.

⁴⁶ E/AC.7/SR.550 à 552.

⁴⁷ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 8*, chap. XIV.

⁴⁸ E/AC.7/SR.550 à 554; E/SR.1445.

que la commission plénière, qu'elle fixe des délais pour la présentation de propositions et d'amendements et qu'elle les respecte rigoureusement. De l'avis d'un représentant, l'augmentation du nombre des membres de la Commission conformément au principe de la représentation géographique équitable donnerait des résultats favorables, car la Commission pourrait vraisemblablement accorder une plus grande attention que par le passé à l'étude de mesures concrètes propres à assurer le respect des droits de l'homme dans diverses parties du monde.

496. Le Conseil a adopté une résolution [1165 (XLI)] dans laquelle il a exprimé la conviction que la Commission des droits de l'homme aurait besoin de plus d'une session de quatre semaines chaque année pour pouvoir faire face à son ordre du jour chargé et, notamment, mener à terme l'examen des nombreux points de son ordre du jour reportés de sessions antérieures. Il a recommandé que la Commission accorde l'attention voulue aux diverses questions figurant sous le titre "Lutte contre les mesures discriminatoires et protection des minorités" et qu'elle reprenne l'examen de la question "Liberté de l'information". Il a recommandé également que la Commission entreprenne un réexamen de ses procédures et de ses méthodes de travail et a prié le Secrétaire général de présenter des suggestions tendant à faciliter le travail de la Commission à cet égard. Le Conseil a décidé en outre d'autoriser la Commission à tenir une session plus longue, mais ne dépassant pas six semaines, à partir de 1967.

B

Section XIII. — Condition de la femme

497. A sa quarante et unième session, le Conseil a examiné⁴⁹ le rapport de la Commission de la condition de la femme sur sa dix-neuvième session (E/4175)⁵⁰, qui s'est tenue du 21 février au 11 mars 1966, et il a pris acte de ce rapport dans sa résolution 1137 (XLI). De nombreux représentants ont insisté sur l'utilité des travaux de la Commission. Ils ont plus spécialement noté que la Commission avait adopté le projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, et relevé les décisions qu'elle avait prises concernant l'institution d'un programme unifié et à long terme pour le progrès de la femme. Les mesures adoptées par le Conseil comme suite à ces recommandations et à d'autres recommandations importantes formulées par la Commission à sa dix-neuvième session sont résumées ci-dessous.

PROJET DE DÉCLARATION SUR L'ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION À L'ÉGARD DES FEMMES *

498. Comme l'Assemblée générale l'y avait invitée par sa résolution 1921 (XVIII), la Commission a achevé l'élaboration du projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, qu'elle avait commencé en 1965 à sa dix-huitième session. Le projet de déclaration, adopté à l'unanimité par la Commission dans sa résolution 1 (XIX) [E/4175, par. 160], a été transmis au Conseil accompagné d'un projet de résolution priant le Conseil de soumettre ledit projet à l'Assemblée générale⁵¹.

499. De nombreux représentants, tant au Conseil qu'à la Commission, ont souligné l'importance de la

* Rubrique d'une question figurant à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

⁴⁹ E/AC.7/SR.539, 540, 542 à 544; E/SR.1439.

⁵⁰ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément no 7.

⁵¹ Ibid., chap. II; et chap. XVI, projet de résolution I.

déclaration. Ils ont émis l'opinion que ce texte, une fois adopté par l'Assemblée générale, ferait date dans l'histoire et fournirait de précieuses directives tant aux gouvernements, et notamment aux législateurs, qu'aux organisations non gouvernementales qui travaillent au progrès de la femme. Quelques membres du Conseil ont émis l'idée que la déclaration pourrait être utilement suivie d'une convention ayant force obligatoire. Mais d'autres ont déclaré qu'il était trop tôt pour tenter d'élaborer une convention. Dans bien des pays, l'application des différentes dispositions du projet de déclaration, notamment de celles qui ont trait au droit de la famille, exigerait du temps; ce domaine touchait souvent de près à des coutumes et à des traditions qu'il n'était pas possible de modifier du jour au lendemain.

500. Plusieurs représentants ont souligné que la déclaration avait le mérite de fixer un objectif à atteindre, et qu'elle ne devait pas se borner à refléter la législation en vigueur dans les Etats Membres, sous peine de n'être que le plus petit dénominateur commun des diverses législations nationales; au contraire, la déclaration devait dans sa version finale être orientée vers l'avenir et proposer à tous les pays des normes à atteindre le plus rapidement possible. On a jugé important que la Commission, dont les membres représentaient des cultures et des traditions très diverses, fût parvenue à un accord unanime sur le texte de la déclaration.

501. La plupart des représentants ont estimé que le texte tel qu'il leur était soumis était acceptable, mais plusieurs ont formulé des observations sur certains points, notamment sur l'article 6 qui a trait à des questions relevant du droit de la famille. Quelques représentants ont dit que la rédaction du projet de déclaration était par trop comminatoire et conviendrait mieux à une convention qu'à une déclaration. A quoi il a été répondu que la Commission s'était inspirée d'autres déclarations adoptées récemment dans le domaine des droits de l'homme. Certains représentants ont proposé des amendements formels au sujet de différents articles. Mais il a été jugé préférable de ne pas engager de discussion détaillée au Conseil.

502. Dans la résolution 1131 (XLI), le Conseil, ayant pris note de la résolution 1 (XIX) de la Commission relative au projet de déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, a transmis à l'Assemblée générale le projet de déclaration, les amendements soumis à sa quarante et unième session⁵² et les comptes rendus analytiques du débat sur ce sujet à ladite session⁴⁹, ainsi que le rapport de la Commission de la condition de la femme à sa dix-neuvième session (E/4175) et les comptes rendus analytiques des débats pertinents⁵³.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES, UNIFIÉ ET À LONG TERME, POUR LE PROGRÈS DE LA FEMME

503. La question d'une aide des Nations Unies pour le progrès de la femme est à l'examen depuis 1962, date à laquelle l'Assemblée générale, dans sa résolution 1777 (XVII), a demandé que l'on étudie la possibilité de fournir et de développer de nouvelles ressources, en vue notamment de mettre en œuvre un programme des Nations Unies, unifié et à long terme, pour le progrès de la femme.

504. A sa dix-neuvième session, la Commission était saisie d'un rapport du Secrétaire général sur cette ques-

⁵² E/AC.7/L.490; E/AC.7/SR.540, 543.

⁵³ E/CN.6/SR.440 à 443, 445 à 449, 452, 454, 455, 461, 464.

tion (E/CN.4/450 et Add.1 à 3), faisant suite à l'étude préparée en application de la résolution 961 F (XXXVI) du Conseil, de la résolution 10 (XVII)⁵⁴ de la Commission, et de la résolution 1777 (XVII) de l'Assemblée générale⁵⁵. Le rapport contenait notamment des suggestions au sujet d'un programme, unifié et à long terme, et au sujet des mesures qui pourraient être prises pour définir des objectifs précis, déterminer les besoins et les problèmes particuliers de la femme envisagés tant du point de vue de ces objectifs que du point de vue du développement économique et social, et pour intensifier l'action visant à répondre à ces besoins et à résoudre ces problèmes de façon à atteindre les objectifs fixés. Dans sa résolution 6 (XIX) [E/4175, par. 250], la Commission demandait que le rapport fût imprimé en tant que publication destinée à la vente.

505. La Commission a soumis au Conseil deux propositions concernant le programme considéré. L'une tendait à prier le Secrétaire général d'établir et d'envoyer aux gouvernements, ainsi qu'aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, un questionnaire demandant leur opinion sur le rôle que les femmes peuvent jouer dans le développement économique et social de leur pays; et à inviter les Etats Membres à établir, en étroite coopération avec les organisations bénévoles féminines, des programmes à long terme pour le progrès de la femme qui comprendraient, en tant que première étape, les mesures urgentes à prendre au cours de la décennie commençant en 1968. La seconde proposition contenait diverses recommandations et tendait notamment à inviter le Secrétaire général à entreprendre des études préliminaires concernant la possibilité de créer un fonds destiné à financer un programme unifié et à long terme pour le progrès de la femme.

506. Lors des débats qui ont eu lieu au Conseil sur ces propositions, plusieurs membres ont noté avec intérêt qu'il était suggéré d'inviter les gouvernements à élaborer des programmes à long terme pour le progrès de la femme. Quelques représentants ont émis l'opinion qu'une période décennale risquait d'être trop longue vu l'évolution rapide des facteurs qui influent sur la situation de la femme en de nombreux pays. Le succès d'un programme des Nations Unies, unifié et à long terme, pour le progrès de la femme, a-t-on dit, dépendrait pour une large part du degré de priorité que les gouvernements accorderaient, dans le cadre national, à des programmes pour le progrès de la femme; et les gouvernements n'appréciaient pas toujours comme il fallait la valeur de l'apport que les femmes pouvaient faire pour le développement économique et social de leur pays. C'est pourquoi les recommandations de la Commission concernant les consultations avec les gouvernements par voie de questionnaires et l'élaboration de programmes nationaux ont été accueillies avec satisfaction.

507. Quelques représentants ont formulé des réserves sur la proposition tendant à envoyer aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif un questionnaire sur le rôle des femmes dans le développement économique et social. Ces représentants ont fait observer que le texte recommandé par la Commission plaçait les organisations non gouvernementales sur le même pied que les gouvernements, ce qu'ils jugeaient inadmissible. Ils estimaient en outre que la mise en œuvre de cette proposition alourdirait considé-

ablement la tâche du Secrétariat et risquait d'avoir, par conséquent, des incidences financières. Qui plus est, les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif n'étaient pas suffisamment représentatives de l'ensemble des pays et des idéologies et ne pouvaient donc prétendre connaître la situation dans certains pays. D'autres membres ont exprimé l'opinion que, puisque la plupart des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif avaient des associations nationales dans de nombreux pays, leurs opinions et suggestions seraient précieuses même si la portée devait en être limitée. On a dit aussi qu'il serait contraire à la pratique des Nations Unies de consulter des organisations nationales ou des organisations ne jouissant pas du statut consultatif. Des arguments analogues ont été mis en avant pour et contre la référence aux organisations gouvernementales figurant dans le deuxième texte proposé par la Commission, où les institutions spécialisées et les organisations non gouvernementales étaient invitées à élaborer des programmes à long terme pour le progrès de la femme.

508. Certains représentants ont également formulé des réserves touchant les recommandations de la Commission concernant la création d'un fonds destiné à financer un programme unifié et à long terme des Nations Unies pour le progrès de la femme. Quelques-uns ont jugé qu'il était inopportun de faire appel à des contributions privées pour financer un tel programme et que l'on créerait un précédent fâcheux en invitant des entreprises industrielles et commerciales à verser des fonds à cet effet. D'autres ont fait observer que l'on se bornait, pour l'instant, à prier le Secrétaire général d'entreprendre des études préliminaires sur la question. On a estimé que la rédaction proposée par la Commission était trop rigide et risquait de laisser croire que le programme ne serait financé que par un fonds spécialement créé à cet effet. Or, ce que voulait, semble-t-il, la Commission, c'était qu'il fût possible, le cas échéant, de compléter les ressources disponibles dans le cadre des programmes de coopération existants. On a dit aussi que la deuxième proposition de la Commission complétait la première, puisque c'était en fonction des besoins nationaux, tels qu'ils seraient évalués par les gouvernements, qu'il se révélerait nécessaire ou non de disposer de ressources supplémentaires.

509. Approuvant les recommandations de la Commission sous réserve de quelques modifications, le Conseil a, dans sa résolution 1133 (XLI): pris note avec satisfaction des suggestions du Secrétaire général au sujet de l'institution et de l'exécution par étapes d'un programme unifié et à long terme pour le progrès de la femme (E/CN.6/450 et Add.1 à 3); prié le Secrétaire général, agissant en consultation avec les institutions spécialisées selon qu'il conviendrait, d'établir et d'envoyer aux gouvernements ainsi qu'aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui s'intéressent à la question un questionnaire demandant leur opinion sur le rôle que les femmes peuvent jouer dans le développement économique et social de leurs pays, sur le degré de priorité qui devrait être accordé à la contribution des femmes dans les divers domaines du développement économique et social national, sur les problèmes rencontrés dans ces domaines, sur les façons possibles de surmonter ces problèmes et sur le type d'assistance qui pourrait être nécessaire; et invité la Commission de la condition de la femme à examiner, si possible à sa prochaine session, les réponses à ce questionnaire en même temps que le rapport du Secrétaire général relatif à l'assistance des Nations Unies

⁵⁴ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, trente-sixième session, Supplément n° 7, par. 137.*

⁵⁵ *Ibid.*, quarante et unième session, Supplément n° 7, chap. V.

pour le progrès de la femme, en vue de l'établissement de principes directeurs pour un programme unifié et à long terme des Nations Unies en cette matière. Le Conseil a en outre invité les gouvernements des Etats Membres à établir dans leurs pays, en étroite coopération avec les organisations bénévoles féminines nationales, si possible avant la fin de 1967, des programmes à long terme pour le progrès de la femme, qui comprendraient en tant que première étape les mesures urgentes à prendre au cours de la décennie commençant en 1968; et il a attiré l'attention des gouvernements sur les suggestions formulées par le Secrétaire général dans l'annexe à son rapport.

510. Le Conseil a également entériné, après l'avoir amendée, l'autre proposition de la Commission. Dans sa résolution 1134 (XLI), il a invité les institutions spécialisées (dans les limites de leur compétence et de leurs possibilités budgétaires) et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif qui s'intéressent à la question à élaborer des programmes à long terme pour le progrès de la femme. Il a noté avec satisfaction qu'un tel programme à long terme serait proposé à la Conférence générale de l'UNESCO à sa prochaine session; et il a invité la FAO, l'OMS et le FISE à présenter à la Commission de la condition de la femme, lors de sa prochaine session, des rapports sur leurs activités qui présentent un intérêt particulier pour le progrès de la femme. Il a prié le Secrétaire général d'étudier les possibilités de consultation collective ou d'échange d'informations et de collaboration entre la Commission de la condition de la femme et les organisations non gouvernementales internationales dotées du statut consultatif qui s'intéressent à la question. Il a en outre invité le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement, après avoir consulté le Bureau consultatif interorganisations, à faire figurer dans son rapport au Conseil d'administration du PNUD des renseignements sur la mesure dans laquelle les femmes participent aux projets de coopération technique et à communiquer lesdits renseignements à la Commission de la condition de la femme. Enfin, le Conseil a prié le Secrétaire général, agissant en consultation avec les institutions spécialisées et d'autres organes du système des Nations Unies, selon qu'il conviendrait, d'entreprendre des études préliminaires concernant: a) la possibilité de compléter l'action entreprise par les autorités des Nations Unies chargées de l'assistance technique et du développement en vue de l'élaboration d'un programme unifié et à long terme, en créant un fonds auquel les entreprises industrielles et commerciales, les organisations non gouvernementales, les fondations et les particuliers pourraient être invités à contribuer et qui pourrait être utilisé pour aider les gouvernements à mettre en œuvre leurs programmes nationaux pour le progrès de la femme; et b) la possibilité de procéder à des échanges d'informations sur des questions intéressant le progrès de la femme dans diverses régions géographiques.

DROITS POLITIQUES DE LA FEMME

511. Au Conseil comme à la Commission, les représentants se sont félicités des progrès que l'on continuait d'enregistrer dans le domaine des droits politiques de la femme. Il a cependant été noté que les faits étaient quelque peu en retard sur le droit et qu'il restait beaucoup à faire, notamment pour éveiller la conscience politique des femmes. Quelques représentants ont à cet égard souligné l'intérêt de la nouvelle série de cycles d'études sur l'éducation civique et politique des femmes,

qui débutera en Finlande en 1967. Certains ont également indiqué que l'indépendance nationale était une condition importante du respect et de l'exercice des droits politiques de la femme.

512. Dans sa résolution 1132 (XLI), le Conseil a entériné les recommandations de la Commission⁵⁶ en ce qui concerne les mémorandums relatifs aux droits politiques de la femme, établis annuellement par le Secrétaire général. Il a prié le Secrétaire général: a) d'établir en 1966, avec les mises à jour nécessaires, un rapport récapitulatif fondé sur les mémorandums annuels relatifs aux constitutions, aux lois électorales et aux autres textes législatifs concernant les droits politiques de la femme et de distribuer, par la suite, des suppléments annuels à ce rapport; b) de préparer tous les deux ans les rapports sur la mise en œuvre des principes énoncés dans la Convention sur les droits politiques de la femme, demandés par la résolution 961 B (XXXVI) du Conseil et de combiner ces rapports aux rapports supplémentaires en un document unique; et c) de distribuer le document ainsi établi à l'Assemblée générale lors de sa vingt-troisième session en 1968 et par la suite tous les deux ans.

CONDITION DE LA FEMME EN DROIT PRIVÉ

513. En ce qui concerne la condition de la femme en droit privé, le Conseil a noté que la Commission avait examiné un rapport préliminaire du Secrétaire général sur les droits et devoirs des parents, y compris la tutelle (E/CN.6/R.1)⁵⁷. Comme la Commission l'avait demandé à sa seizième session, le rapport avait été établi à partir de la documentation dont disposait le Secrétaire général, notamment de la documentation préparée pour les cycles d'études des Nations Unies sur la condition de la femme en droit privé. La Commission a reconnu que la documentation disponible était nécessairement incomplète et ne portait pas sur tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées. En conséquence, dans sa résolution 10 (XIX) [E/4175, par. 290], la Commission a prié le Secrétaire général de transmettre aux gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et membres des institutions spécialisées le rapport préliminaire accompagné d'une note explicative et d'inviter ces gouvernements à fournir des renseignements complémentaires; et de reviser le rapport compte tenu des réponses reçues et des observations faites par les membres de la Commission. La Commission a également émis l'opinion qu'à sa vingtième session, en 1967, la question des droits et devoirs des parents devrait recevoir une haute priorité.

514. La Commission a en outre décidé de prier le Secrétaire général de passer en revue ce qu'elle avait fait dans le domaine du droit de la famille en vue de recommander la question qui devrait être son prochain sujet d'étude dans ce domaine.

DROITS ÉCONOMIQUES DE LA FEMME ET ACCÈS DE LA FEMME À LA VIE ÉCONOMIQUE

515. Le Conseil a pris note des différentes recommandations de la Commission concernant les droits économiques de la femme et l'accès de la femme à la vie économique⁵⁸. Ces recommandations figurent dans la résolution 14 (XIX) [E/4175, par. 337] par laquelle la Commission s'est félicitée que la Conférence inter-

⁵⁶ *Ibid.*, chap. IV; et chap. XVI, projet de résolution II.

⁵⁷ *Ibid.*, chap. VII.

⁵⁸ *Ibid.*, chap. IX.

nationale du Travail ait adopté à l'unanimité, à sa quarante-neuvième session, la recommandation concernant l'emploi des femmes ayant des responsabilités familiales, et a exprimé sa conviction que l'adoption de cette recommandation est d'une importance fondamentale pour les travaux des organisations internationales qui s'attachent à combattre et à supprimer la discrimination à l'égard des femmes. Dans deux autres résolutions, la Commission a prié le Bureau international du Travail de lui communiquer des renseignements sur son activité concernant l'élaboration de normes internationales pour la protection de la femme qui travaille [E/4175, par. 333, résolution 13 (XIX)] et sur l'état d'avancement de ses travaux relatifs aux employés de maison [E/4175, par. 340, résolution 15 (XIX)].

516. Une quatrième résolution de la Commission [E/4175, par. 328, résolution 12 (XIX)], concernant l'étude des répercussions du progrès scientifique et technique sur la condition de la femme qui travaille, est revenue devant le Conseil, pour être adoptée en tant que résolution du Conseil et non de la Commission. A l'appui de cette procédure, on a dit que la question était d'une importance particulière et méritait donc de faire l'objet d'une décision du Conseil lui-même. La proposition a été approuvée et, en conséquence, le Conseil a, dans sa résolution 1136 (XLI), prié l'Organisation internationale du Travail, dans le cadre de son programme général d'activité, d'étudier l'influence du progrès scientifique et technique sur la condition de la femme dans les domaines du travail et de l'emploi et de présenter à la Commission de la condition de la femme, si possible lors de sa vingt et unième session, un rapport concernant les études et activités entreprises par l'Organisation internationale du Travail qui ont trait particulièrement aux répercussions de ce progrès sur la condition de la femme qui travaille. Le Conseil a également proposé que la Commission examine la question en liaison avec le rapport qui lui sera présenté par l'Organisation internationale du Travail.

ACCÈS DE LA FEMME AUX ÉTUDES

517. Le Conseil a noté que la Commission avait pris connaissance d'un rapport de l'UNESCO sur l'accès des jeunes filles et des femmes à l'enseignement supérieur (E/CN.6/451 et Add.1 et 2), mais il n'avait pu, faute de temps, procéder à un examen complet de ce document et n'avait adressé aucune recommandation au Conseil sur ce sujet⁶⁰. Elle avait cependant décidé d'accorder à cette question une haute priorité à sa session suivante.

518. Dans sa résolution 11 (XIX) [E/4175, par. 301], la Commission avait également noté avec satisfaction que la Conférence générale de l'UNESCO serait saisie lors de sa quatorzième session d'un projet de programme à long terme pour la promotion de la femme par son accès à l'éducation, à la science et à la culture; et avait exprimé l'espoir que l'UNESCO serait en mesure de mettre en œuvre ce programme, en collaboration avec les organismes intéressés des Nations Unies, unifié et à long terme, pour le progrès de la femme.

519. Les membres du Conseil ont eux aussi pris note avec satisfaction des mesures prises par l'UNESCO et ont insisté sur le rôle capital de l'éducation dans l'amélioration de la condition de la femme.

L'ANNÉE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME⁶⁰ ET LA PROMOTION DES DROITS DE LA FEMME

520. Lors des débats qui ont eu lieu au Conseil, plusieurs représentants ont souligné qu'en 1968 l'attention se porterait aussi bien sur l'amélioration de la condition de la femme que sur le progrès d'autres droits fondamentaux. Ils ont noté avec satisfaction que le Comité préparatoire de la Conférence internationale des droits de l'homme, créé conformément à la résolution 2081 (XX) de l'Assemblée générale, avait recommandé d'inscrire dans le projet d'ordre du jour provisoire de la Conférence une question concernant le programme unifié et à long terme des Nations Unies pour le progrès de la femme.

521. Dans la résolution 1135 (XLI), le Conseil, entérinant avec de légères modifications les recommandations de la Commission⁶¹, a déclaré que l'Année internationale des droits de l'homme lui paraissait devoir constituer un nouveau stimulant pour le développement et l'application pratique des droits de la femme et qu'il était indispensable d'inclure dans le programme de l'Année internationale des droits de l'homme et dans l'ordre du jour de la Conférence internationale des droits de l'homme la question des droits de la femme dans le monde moderne. Il considérait également que la mise en route envisagée en 1968 d'un programme des Nations Unies, unifié et à long terme, pour le progrès de la femme devrait être un des événements importants de l'Année internationale des droits de l'homme; et il se déclarait convaincu que les normes énoncées dans la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes envisagée devraient fournir certains des grands objectifs de l'Année internationale des droits de l'homme.

OBSERVATIONS DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME CONCERNANT LES RAPPORTS PÉRIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

522. Au Conseil, certains représentants ont noté avec intérêt que les membres de la Commission avaient souligné les mérites du nouveau système de rapports périodiques institué conformément à la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil, et exprimé l'opinion que ce nouveau système se prêtait mieux à un examen critique des faits nouveaux intervenus dans le domaine des droits de l'homme. Les observations formulées par la Commission dans sa résolution 2 (IX) [E/4175, par. 177] sur les rapports concernant les droits civiques et politiques ont été prises en considération par la Commission des droits de l'homme à sa vingt et unième session lors de l'examen de cette question⁶². La Commission de la condition de la femme a, entre autres choses, noté avec une satisfaction particulière que, pendant la période en question, plusieurs gouvernements avaient pris des mesures concrètes pour promouvoir et assurer les droits civiques et politiques de la femme, et notamment des dispositions législatives générales accordant à la femme l'égalité des droits civiques et politiques et des dispositions particulières lui accordant l'égalité des droits pour ce qui concerne le droit public et le droit privé, le vote, l'accès aux fonctions publiques, l'exercice des professions libérales, la participation aux jurys, l'héritage et la possession des biens, le mariage, la rémunération, la nationalité et l'aide des pouvoirs

⁶⁰ Voir sect. V.

⁶¹ Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 7, chap. X; et chap. XVI, projet de résolution VI.

⁶² Voir sect. VIII.

⁶⁰ Ibid., chap. VIII.

publics en matière d'emploi. Elle a en outre suggéré que, dans leurs rapports, tout en exposant les mesures qui concernent expressément les femmes, les gouvernements indiquent avec plus de détails si les autres dispositions législatives et administratives dont ils faisaient état étaient appliquées sans discrimination fondée sur le sexe. Elle a souligné l'intérêt des observations présentées à ce propos sur les droits civiques et politiques de la femme par certaines organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, et prié la Commission des droits de l'homme de tenir pleinement compte, lorsqu'elle examinerait les rapports des gouvernements, des institutions spécialisées et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif, des dispositions déjà prises pour améliorer la condition de la femme et de la nécessité pressante pour les gouvernements de prendre de nouvelles mesures dans ce domaine.

C

Section XIV. — Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme

523. A la trente-neuvième session, le Président du Conseil économique et social a attiré l'attention des membres sur une demande qu'il avait reçue du Président et du Vice-Président de la Commission des droits de l'homme et du Comité chargé d'étudier la politique d'*apartheid* de la République sud-africaine concernant l'organisation au Brésil en 1966 d'un cycle d'études international sur l'*apartheid*⁶³. Le Président a informé le Conseil que cette demande ne pouvait être examinée à la session en cours puisque les travaux sur les services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme étaient déjà achevés, mais qu'il serait possible de l'étudier, à la reprise de la trente-neuvième session, au début de la session de l'Assemblée générale. Par la suite, le Conseil a cependant été informé — à la reprise de sa trente-neuvième session — que l'Assemblée générale se trouvait elle-même saisie de la question; le Conseil pouvait donc en rester là. Par sa résolution 2060 (XX) du 16 décembre 1965, l'Assemblée générale a demandé que le cycle d'études envisagé soit organisé.

524. A la quarante et unième session, le Conseil était saisi de deux rapports du Secrétaire général sur les services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/896-E/CN.6/452 et Add.1, E/CN.4/896/Add.2; E/4213⁶⁴). Le Conseil avait également à examiner un rapport du Secrétaire général sur l'évaluation du programme de bourses (E/CN.4/897-E/CN.6/453); les sections pertinentes du rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa vingt-deuxième session (E/4184⁶⁵, chap. VIII; et chap. XVIII, projet de résolution V, avec l'état des incidences financières figurant à l'annexe II); les sections pertinentes du rapport de la Commission de la condition de la femme sur sa dix-neuvième session (E/4175⁶⁶, chap. VI; et chap. XVI, projet de résolution V, avec l'état des incidences financières figurant à l'annexe II); les sections pertinentes du rapport du conseil d'administration du PNUD sur sa deuxième session (E/4219)⁶⁷ et une lettre datée du 27 mai 1966 adressée au Secrétaire général par le représentant permanent de l'Afrique du Sud (E/L.1119).

⁶³ Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-troisième session, Supplément n° 3, par. 549.

⁶⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 23 de l'ordre du jour.

⁶⁵ Ibid., quarante et unième session, Supplément n° 8.

⁶⁶ Ibid., Supplément n° 7.

⁶⁷ Ibid., Supplément n° 11 A.

525. Dans ses rapports sur le programme de services consultatifs, le Secrétaire général a informé le Conseil que, outre le cycle d'études international sur l'*apartheid* qui devait se tenir à Brasília (Brésil), conformément à la résolution 2060 (XX) de l'Assemblée générale, trois cycles d'études régionaux avaient été ou seraient organisés en 1966: un cycle d'études sur les droits de l'homme dans les pays en voie de développement, à Dakar (Sénégal) [pour les pays africains membres de la CEA]; un cycle d'études sur la participation à l'administration locale comme moyen de promouvoir les droits de l'homme, à Budapest (Hongrie) [pour les pays européens membres de l'ONU ou d'une institution spécialisée]; et un cycle d'études sur les mesures nécessaires pour le progrès de la femme, et notamment sur l'institution d'un programme à long terme à Manille (Philippines) [pour les pays et territoires du ressort de la CEAEO]. Le Secrétaire général espérait organiser quatre cycles d'études en 1967: un cycle d'études sur la mise en œuvre effective des droits de l'homme sur le plan national qui aurait lieu à la Jamaïque pour les pays et territoires de l'hémisphère occidental; un cycle d'études sur la mise en œuvre des droits économiques et sociaux énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme qui aurait lieu en Pologne pour les pays européens membres de l'ONU ou d'une institution spécialisée; un cycle d'études sur une question intéressant la condition de la femme; et un cycle d'études sur l'éducation civique et politique de la femme, le premier d'une nouvelle série autorisée par le Conseil dans ses résolutions 1062 (XXXIX) et 1067 A (XXXIX). Le Secrétaire général déclarait également dans ses rapports que deux cycles d'études internationaux étaient envisagés pour 1968: l'un serait organisé au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord sur une matière à décider; l'autre serait un cycle d'études sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, faisant suite à la recommandation formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 2017 (XX) et à la demande exprimée par le Conseil dans sa résolution 1103 (XL), qui prie le Secrétaire général d'organiser un tel cycle d'études dans le cadre du programme pour l'Année internationale des droits de l'homme. Le Secrétaire général a informé le Conseil qu'aucun pays n'avait encore proposé d'accueillir ce dernier cycle d'études.

526. Dans le rapport sur l'évaluation du programme de bourses de perfectionnement établi conformément à la résolution 1062 (XXXIX) du Conseil, le Secrétaire général a présenté dans la troisième partie un bref résumé de l'évolution du programme ainsi qu'une description des types de bourses attribuées et des domaines d'études et a passé en revue la planification des programmes de bourses et le choix des boursiers, le placement des boursiers, les résultats obtenus grâce aux bourses et l'utilisation de la formation reçue. Le Secrétaire général a informé le Conseil qu'à la suite de la résolution 2060 (XX) de l'Assemblée générale, concernant l'organisation d'un cycle d'études international sur l'*apartheid*, le programme de bourses d'études pour 1966 serait probablement réduit de moitié par rapport à ce qui avait été prévu à l'origine. Le Secrétaire général espérait être en mesure d'octroyer en 1967 deux fois plus de bourses qu'en 1962 conformément aux dispositions de la résolution 1782 (XVII) de l'Assemblée générale.

527. Le Secrétaire général a, en outre, informé le Conseil qu'il n'avait pu se conformer à la résolution 959 (XXXVI) du Conseil par laquelle il était prié

d'envisager l'organisation, avec les économies disponibles sous le titre V du budget des Nations Unies et à titre d'expérience, d'un ou plusieurs cours régionaux de formation dans le domaine des droits de l'homme dès que les dispositions nécessaires pourraient être prises. Compte tenu des recommandations du Comité de l'assistance technique et de leur approbation par le Conseil, un cours régional de formation avait été maintenu au programme de 1966 et 1967 en tant que projet de la catégorie II.

528. L'attention du Conseil a été attirée sur les recommandations concernant le programme de services consultatifs faites par la Commission des droits de l'homme à sa vingt-deuxième session (E/4184, chap. VIII). Ces recommandations figuraient dans la résolution 10 (XXII) [E/4184, par. 429] par laquelle la Commission prenait note avec satisfaction des plans du Secrétaire général quant au programme futur, exprimait sa satisfaction quant au plan proposé en vue d'un cycle d'études international sur l'*apartheid* qui aurait lieu en 1966 et se félicitait que l'Assemblée générale et le Conseil économique et social aient prié le Secrétaire général d'organiser un cycle d'études sur la question de l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale dans le cadre du programme d'activité prévu pour l'Année internationale des droits de l'homme. La Commission a également prié le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission à ses sessions ordinaires les rapports des cycles d'études récents.

529. Le Conseil a également examiné une recommandation de la Commission des droits de l'homme (E/4184, chap. XVIII, projet de résolution V) concernant la participation personnelle d'experts venant de quelques pays dotés d'institutions particulières pour la garantie des droits de l'homme et des libertés fondamentales au cycle d'études régional sur la mise en œuvre effective des droits de l'homme sur le plan national qui sera organisé à la Jamaïque en 1967 pour les pays et territoires de l'hémisphère occidental.

530. L'attention du Conseil a également été attirée sur les recommandations concernant le programme de services consultatifs formulées par la Commission de la condition de la femme à sa dix-neuvième session (E/4175, chap. VI). A propos du cycle d'études régional portant sur les mesures nécessaires pour le progrès de la femme et notamment sur l'institution d'un programme à long terme, qui doit avoir lieu aux Philippines en décembre 1966, la Commission a, par sa résolution 9 (XIX) [E/4175, par. 280], prié le Secrétaire général d'étudier la possibilité de prendre des dispositions pour qu'assiste au cycle d'études un participant de chacun des quatre pays extérieurs à la région de la Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient qui ont accueilli des cycles d'études régionaux sur des questions relatives à la condition de la femme.

531. En outre, le Conseil a examiné une proposition de la Commission de la condition de la femme (E/4175, chap. XVI, projet de résolution V), tendant notamment à ce que, indépendamment des cycles d'études régionaux portant sur l'éducation civique et politique de la femme qui auraient lieu conformément à la résolution 1067 A (XXXIX) du Conseil, un cycle d'études sur l'éducation civique et politique de la femme soit organisé sur une base mondiale.

532. Conformément à la résolution 1008 (XXXVII) du Conseil, les propositions des deux commissions et leurs incidences financières ont été soumises à l'atten-

tion du Conseil d'administration du PNUD à sa deuxième session. Le Conseil d'administration en a pris note (E/4219, par. 225) et a recommandé de maintenir à 220 000 dollars le montant des crédits alloués au programme de services consultatifs pour 1967 (E/4219, par. 218).

533. Au cours de débats ultérieurs au Conseil économique et social⁶⁸, de nombreux représentants ont souligné l'importance qu'avait prise depuis sa création en 1955 le programme des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. Certains ont noté avec regret que le programme ne bénéficiait que d'un pourcentage bien faible des ressources consacrées aux programmes de coopération technique des Nations Unies et ont exprimé l'espoir que des crédits plus importants lui seraient alloués, notamment pour l'Année internationale des droits de l'homme en 1968.

534. Les avis se sont partagés sur l'intérêt relatif des cycles d'études et des bourses prévus par le programme de services consultatifs. Bon nombre de représentants ont souligné l'intérêt du rapport du Secrétaire général sur l'évaluation du programme de bourses (E/CN.4/891-E/CN.6/453); à leur avis, ce rapport contenait des renseignements très utiles et montrait également combien il était difficile d'évaluer les résultats des bourses. Certains représentants ont estimé que les résultats obtenus ne justifiaient pas les dépenses engagées. Il a été dit également que le choix des sujets d'étude était trop restreint et qu'une place trop large avait été faite aux questions juridiques. Cependant, d'autres représentants ont approuvé le programme de bourses et regretté qu'il ait fallu distraire une partie des fonds alloués aux bourses d'études pour faire face aux dépenses de plus en plus élevées des cycles d'études. Les sujets étudiés portaient sur des aspects importants des droits de l'homme; d'ailleurs ils étaient proposés par les boursiers eux-mêmes ou par leurs gouvernements et indiquaient quelles étaient les questions jugées importantes et utiles par les intéressés. Certains représentants ont déclaré regretter que les candidatures féminines fussent rares et ont exprimé l'espoir que les gouvernements s'efforceraient à l'avenir de présenter davantage de candidates. On a dit au cours des débats qu'il y aurait peut-être intérêt à mettre au point un projet pilote de bourses collectives: les bénéficiaires pourraient en effet procéder à des échanges de vues et d'expérience très fructueux sur un sujet d'intérêt commun.

535. Les membres du Conseil ont dans l'ensemble approuvé le programme de cycles d'études. On a dit que les cycles d'études seraient plus profitables s'ils étaient entourés d'une plus vaste publicité et qu'à cet égard il serait bon de publier et de diffuser plus largement la documentation préparée. On a noté avec intérêt la tendance à élargir la participation aux cycles d'études en les organisant sur une base mondiale ou en invitant aux cycles d'études régionaux des participants d'autres régions. Certains représentants ont noté avec inquiétude que les cycles d'études coûtaient de plus en plus cher et déclaré que le programme de bourses ne devrait pas faire les frais de cet état de choses. On a exprimé l'espoir que la recommandation de la Commission de la condition de la femme concernant la présence de participants d'autres régions au cycle d'études qui doit se tenir aux Philippines en décembre 1966 (voir par. 530 ci-dessus) pourrait être mise en œuvre grâce aux économies réalisées sur les cycles d'études ayant déjà eu lieu en 1966.

⁶⁸ E/AC.7/SR.537 à 540; E/SR.1439.

536. Les membres du Conseil ont noté avec intérêt qu'en 1967 le Gouvernement finlandais avait proposé d'accueillir le premier d'une nouvelle série de cycles d'études sur l'éducation civique et politique de la femme prévue par la résolution 1067 A (XXXIX) du Conseil, et que le cycle d'études en question serait organisé sur une base mondiale. Il a également été noté qu'outre les cycles d'études régionaux qui seraient organisés à la Jamaïque et en Pologne, un quatrième cycle d'études sur un sujet intéressant la condition de la femme était prévu dans le programme proposé pour 1967, encore qu'à ce jour aucun pays n'eût proposé de l'accueillir. Cependant, si l'on décidait d'organiser sur une base mondiale le cycle d'études sur l'éducation civique et politique de la femme et d'adopter la proposition de la Commission des droits de l'homme tendant à inviter des experts d'autres régions à participer au cycle d'études de la Jamaïque (voir par. 529 ci-dessus), les incidences financières de ces décisions rendraient peut-être problématique l'organisation du quatrième cycle d'études. Il a été suggéré que si les fonds disponibles devaient être utilisés pour couvrir le supplément de dépenses entraîné par les deux autres cycles d'études, une partie du solde pourrait être affectée à la préparation du cycle d'études sur l'éducation civique et politique de la femme, qui devait s'apparenter à un projet de démonstration, ou à un projet pilote, destiné à servir de modèle, sous réserve des adaptations nécessaires, à des projets complémentaires de portée nationale et locale susceptibles d'aider les femmes à servir leur pays de manière plus efficace.

537. Bon nombre de représentants ont noté avec inquiétude que le programme de 1968 prévoyait deux cycles d'études de portée mondiale, risquait d'absorber la quasi-totalité des fonds alloués aux cycles d'études pour l'année en question, ce qui exclurait l'organisation d'un cycle d'études sur la condition de la femme. On a décidé qu'il convenait d'opérer des réajustements à l'intérieur du programme afin de pouvoir consacrer un cycle d'études au moins à la condition de la femme.

A cet égard, on a dit qu'un cycle d'études international ne devrait pas rassembler plus de 35 participants.

538. Dans la résolution 1123 (XLI), le Conseil, approuvant la recommandation de la Commission des droits de l'homme (par. 529 ci-dessus), a prié le Secrétaire général de prendre des dispositions en vue de la participation, à concurrence de quatre au plus, d'experts non originaires de pays et territoires de l'hémisphère occidental au cycle d'études régional sur la mise en œuvre effective des droits de l'homme sur le plan national qui doit avoir lieu à la Jamaïque en 1967.

539. Dans sa résolution 1124 (XLI), le Conseil a approuvé la recommandation de la Commission de la condition de la femme concernant l'organisation sur une base mondiale d'un cycle d'études sur l'éducation civique et politique de la femme (voir par. 531 ci-dessus) et a prié le Secrétaire général, agissant en consultation avec le gouvernement du pays hôte et la présidente de la Commission de la condition de la femme, d'inviter les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées à désigner les participants à un tel cycle d'études en tenant compte du fait que les diverses régions géographiques et les diverses cultures devraient être représentées.

540. Dans la résolution 1125 (XLI), le Conseil a approuvé le programme de services consultatifs proposé pour 1967 et a autorisé le Secrétaire général à apporter les modifications appropriées au programme de cycles d'études de manière à tenir compte des deux décisions énoncées ci-dessus. Le Conseil a, en outre, prié le Secrétaire général d'organiser le programme de cycles d'études pour 1968 de telle façon qu'il soit possible de tenir un troisième cycle d'études sur un sujet se rapportant à la condition de la femme. Enfin, le Conseil a prié le Secrétaire général d'envisager la possibilité d'utiliser certains des fonds affectés aux bourses de perfectionnement pour un projet pilote de formation en groupe plutôt que de formation individuelle.

PROGRAMMES DE COOPÉRATION TECHNIQUE

Section I. — Programme des Nations Unies pour le développement

541. A sa quarante et unième session, le Conseil économique et social a examiné¹ les rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur ses première et deuxième sessions (E/4150 et E/4219)², qui ont eu lieu respectivement en janvier et juin 1966. Etant donné que le Conseil d'administration doit tenir une brève session à la fin de novembre 1966 pour approuver le programme d'assistance technique du PNUD, qui sera recommandé par le Directeur pour 1967-1968, il s'est contenté à sa deuxième session, en ce qui concerne l'élément assistance technique du PNUD, de prendre acte des modifications du programme biennal en cours (DP/TA/L.1), ainsi que du rapport sur les allocations autorisées pour cas d'urgence (DP/TA/L.2 et Add.1). C'est pourquoi les rapports du Conseil d'administration sur ses première et deuxième sessions portent essentiellement sur l'élément Fonds spécial du PNUD et, dans les chapitres VII et VIII sur la question des experts associés et sur le programme ordinaire d'assistance technique des Nations Unies.

542. Lorsqu'il a présenté ces rapports, le Président du Conseil d'administration a rappelé³ que le Conseil était un organe intergouvernemental composé de 37 membres et créé conformément à la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale pour s'acquitter des fonctions précédemment exercées par le Conseil d'administration du Fonds spécial et par le Comité de l'assistance technique. Il a déclaré que la fusion avait permis de faire face aux exigences nouvelles de la coopération technique tout en maintenant l'identité du programme d'assistance technique et du Fonds spécial au sein du PNUD et en leur donnant une nouvelle impulsion. Lors de ses deux premières sessions, le Conseil d'administration avait concentré son attention sur les innovations et les changements progressifs qui lui permettraient de jouer le rôle d'organe central qui lui incombe à l'égard des activités des organismes des Nations Unies dans le domaine de l'assistance technique. Le Conseil d'administration avait pris des décisions concernant l'organisation des travaux du PNUD et décidé d'encourager les gouvernements intéressés à présenter des demandes pour la construction d'usines pilotes et de démonstration. Il avait autorisé la création, à titre expérimental, d'un fonds de roulement qui permettrait d'employer des ressources pour accélérer le démarrage des projets de préinvestissement. Le Conseil d'administration avait demandé au Directeur de faire une étude des besoins futurs en matière d'activités de

préinvestissement, par rapport aux moyens dont disposaient les organismes des Nations Unies sur le plan administratif pour la programmation et la mise en œuvre de ces activités.

543. Le Directeur associé du PNUD a fait le point des réalisations de l'élément Fonds spécial du PNUD auxquelles le Directeur avait déjà fait allusion⁴. Le Conseil d'administration ayant déjà approuvé 82 projets lors de sa première session et 55 lors de sa deuxième session, le programme actuel du Fonds spécial comprenait 657 projets intéressant 137 pays et territoires, dont le coût total était évalué à 1 565,3 millions de dollars, dont le PNUD fournissait 644,5 millions de dollars et les gouvernements bénéficiaires l'équivalent de 920,8 millions de dollars. Sur les 657 projets approuvés, 282 étaient des enquêtes sur les ressources et des études de viabilité, 243 intéressaient essentiellement la formation de spécialistes et 132 concernaient la recherche appliquée. Au 30 avril 1966, les travaux d'exécution de 79 projets étaient achevés, et 380 projets étaient en cours d'exécution. Les plans d'opérations de 145 projets étaient toujours en préparation. En 1965, les agents chargés de l'exécution s'étaient assurés les services de 942 experts pour des projets nouveaux et des projets en cours. Il y avait en tout 2 503 experts en mission dont les services représentaient 1 740 années de travail. Les experts avaient été recrutés dans 74 pays différents, et 488 d'entre eux venaient de 49 pays qui recevaient eux-mêmes une assistance du Fonds spécial. Les effectifs du personnel de contrepartie travaillant avec les experts atteignaient 28 000 personnes, soit 5 000 de plus qu'en 1964; 10 500 d'entre elles étaient des administrateurs et des techniciens et 17 500 des agents et commis (services administratifs et personnel de service). Le nombre des projets en cours d'exécution étant beaucoup plus élevé en 1965 qu'au cours des années antérieures, une plus large proportion des cadres du personnel de contrepartie avaient pu être dégagés de leur mission pour recevoir à l'étranger une formation supérieure au titre d'une bourse du Fonds spécial. Au cours de la même année, 672 bourses avaient été accordées contre 330 en 1964. Depuis la création du Fonds, sur les 1 232 administrateurs et techniciens de contrepartie ayant obtenu des bourses, 752 étaient revenus exercer les fonctions correspondant à la formation supérieure qu'ils avaient reçue. Au 31 décembre 1965, 107 500 personnes au total avaient suivi des cours de formation spécialisée dont étaient sortis ou allaient sortir 16 300 ingénieurs diplômés, 19 100 techniciens de niveau moyen, 22 700 moniteurs pour les programmes de formation industrielle, 32 300 directeurs et contre-maîtres d'usines, 5 300 professeurs de l'enseignement secondaire et 11 800 spécialistes de l'administration publique, de la planification, des transports et des communications.

544. Au 30 avril 1966, 27 études de préinvestissement d'un coût de 25 millions de dollars avaient suscité

* A l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale figure la question suivante: "Activités opérationnelles pour le développement: activités du Programme des Nations Unies pour le développement: activités du Programme des Nations Unies pour le développement".

¹ E/SR.1435, 1436.

² Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Suppléments n° 11 et 11 A.

³ E/SR.1435.

⁴ Voir E/SR.1421.

des investissements s'élevant à 1216,5 millions de dollars, dont 844 millions provenaient de l'étranger et 373 millions de sources nationales, dans les pays bénéficiaires. Ces fonds étaient investis dans des entreprises visant au développement de l'énergie, des transports, de l'exploitation minière, des communications, de l'agriculture et de l'industrie.

545. Le volume croissant des demandes témoignait de l'utilité des activités de préinvestissement: 318 demandes avaient été présentées officiellement jusqu'alors ou étaient sur le point de l'être; d'autres demandes étaient en préparation et certains projets avaient atteint leur deuxième phase. Cependant la situation financière du PNUD était extrêmement préoccupante, et le Directeur comme le Directeur associé ont rappelé que les contributions annoncées pour 1966 atteignaient approximativement 160 millions de dollars alors que l'objectif fixé par l'Assemblée générale à sa vingtième session [résolution 2093 (XX)] était de 200 millions de dollars. Même si cet objectif était atteint lors de la Conférence pour les annonces de contributions de l'automne 1966, le niveau des affectations de crédits limiterait le montant du programme de 1967 à un chiffre inférieur de 25 millions de dollars environ à celui de 1966. L'essor progressif de l'ancien Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial s'en trouverait freiné. Le PNUD serait dans une situation encore plus difficile si l'objectif de 200 millions de dollars n'était pas atteint. La situation était encore aggravée du fait que la diminution des ressources financières affectait également les investissements proprement dits. Il était donc indispensable d'utiliser au mieux les ressources disponibles. C'est pourquoi le PNUD et la BIRD s'efforçaient conjointement d'encourager les projets visant à favoriser l'investissement de capitaux pour le développement et à en obtenir le meilleur rendement. Un lien direct entre le préinvestissement et l'investissement se trouvait donc établi dans un certain nombre de cas. Si les vastes connaissances techniques des institutions spécialisées et de l'AIEA étaient mises à profit et si les pays fournissant une aide et les pays bénéficiaires prenaient soin de ne permettre aucun ralentissement du développement, on espérait que le PNUD serait en mesure de jouer un rôle important dans la tâche essentielle qui consiste à établir pendant les dernières années de la Décennie du développement les bases nécessaires à une augmentation marquée du taux de croissance au cours de la prochaine décennie.

546. Au cours de la discussion, les membres du Conseil ont remercié le Président du Conseil d'administration et le Directeur associé des déclarations qu'ils venaient de faire et le Directeur de sa déclaration antérieure. De l'avis général, la fusion avait marqué un pas en avant et constituait un des résultats encourageants de la Décennie. Le PNUD pourrait devenir le centre des activités des Nations Unies dans le domaine du développement. Plusieurs représentants de pays en voie de développement ont exprimé leur gratitude des avantages que leurs pays avaient tirés des activités du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial et formulé l'espoir que ces avantages seraient encore accrues du fait de la fusion des deux organes au sein du PNUD.

547. En ce qui concerne la situation financière du PNUD, les représentants qui ont pris la parole se sont déclarés partisans convaincus d'une augmentation des ressources mises à la disposition des pays en voie de développement aux fins du préinvestissement. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que son

gouvernement espérait porter sa contribution au PNUD de 65 à 70 millions de dollars en 1967. Les représentants d'un certain nombre d'autres grands pays donateurs ont donné l'assurance qu'ils feraient tout en leur pouvoir pour que l'objectif de 200 millions de dollars soit atteint. Un des membres du Conseil a estimé qu'une augmentation annuelle de 33 millions de dollars des contributions volontaires serait nécessaire pour maintenir le rythme du Programme. On a également préconisé la pratique consistant à annoncer des contributions plusieurs années à l'avance. Tout en souhaitant une augmentation des ressources du PNUD, un membre du Conseil a fait observer que le Directeur devait, en tout état de cause, déterminer les activités du Programme en fonction des ressources effectivement disponibles. Certains membres ont émis l'avis que l'éventualité alarmante d'une diminution des affectations de crédits, venant précisément au moment où le nombre des demandes d'assistance allait croissant, devrait tout au moins inciter tous les intéressés à choisir les projets en fonction d'une planification d'ensemble à long terme.

548. On s'est félicité que le PNUD prépare la voie aux investissements en encourageant l'action de la BIRD et de ses filiales ou de banques régionales et en favorisant les projets pilotes et de démonstration. Cependant, certains représentants ont estimé que les activités du PNUD ne devaient pas se limiter au domaine du préinvestissement mais que le Programme devait progressivement diriger une partie de ses ressources vers les investissements proprement dits. De l'avis d'un représentant, une somme de 25 millions de dollars environ pouvait être affectée chaque année à des projets d'investissement dans le domaine du développement industriel. Un autre représentant a déclaré qu'une partie considérable de ressources qui n'avaient pas été utilisées jusqu'alors pourrait être employée de façon à contribuer directement au financement du développement industriel. Il a ajouté que les activités du Programme devaient se fonder sur le principe de l'universalité pour ce qui est des contributions, que l'on devait s'abstenir de toute ingérence économique ou politique dans les affaires intérieures des pays en voie de développement qui demandaient l'assistance du PNUD, et que le principe de la répartition géographique équitable devait être pleinement respecté lors du recrutement des représentants résidents, des experts et des consultants et lors de l'octroi des bourses.

549. Les décisions prises par le Conseil d'administration à sa deuxième session ont été accueillies avec satisfaction, en particulier celles qui concernent: l'approbation des projets pilotes et des projets de démonstration; la création d'un fonds de roulement; la demande adressée aux institutions spécialisées et à l'AIEA afin qu'elles fournissent une étude sur leur programme ordinaire d'assistance technique, pour assurer la coordination des activités des différents organismes des Nations Unies; la préparation d'un rapport sur la possibilité d'étendre la technique budgétaire des projets à l'élément assistance technique, et la poursuite de l'expérience fructueuse consistant à réserver les deux ou trois premiers jours de chaque session à des réunions privées entre les membres du Conseil d'administration et la direction du PNUD, afin de leur permettre de procéder à un échange de vues sur les questions ayant trait au Programme et aux politiques qui régissent les opérations du PNUD.

550. Plusieurs orateurs ont suggéré que le PNUD envisage les mesures qui permettraient une fusion plus intime des éléments assistance technique et Fonds spé-

cial du Programme, tout en maintenant encore leurs caractéristiques propres. A cet égard, un membre du Conseil a exprimé à nouveau l'avis que le programme ordinaire de coopération technique des Nations Unies devrait être rattaché au PNUD afin d'accroître l'efficacité de l'assistance fournie aux pays en voie de développement. On a également suggéré que le PNUD accorde une priorité spéciale aux demandes concernant des projets régionaux, remplace les enquêtes générales par des études de viabilité tout en assurant l'équilibre du développement, établisse des prévisions de demandes de fonds dans des domaines tels que l'industrialisation et l'étude des ressources naturelles, entretienne et développe une coopération étroite avec l'UNCTAD et avec la future ONUDI, s'intéresse plus particulièrement au rôle qu'il peut jouer dans l'accroissement de la production agricole et l'amélioration des conditions du commerce dans les pays en voie de développement et fasse connaître ses activités afin d'éveiller l'intérêt du public et d'encourager les investissements. Plusieurs délégations se sont félicitées que le Conseil d'administration ait demandé au Directeur de préparer une étude sur la question de savoir s'il était nécessaire et possible d'intensifier l'assistance au préinvestissement. Un grand nombre de représentants ont déclaré que la position des représentants résidents devrait être encore renforcée afin qu'ils soient mieux en mesure de fournir une aide pour la planification et l'exécution des programmes et leur coordination avec d'autres programmes, dans les pays dont ils s'occupent. A cet égard, les membres du Conseil ont félicité le Directeur d'avoir organisé la première réunion générale des représentants résidents, qui s'était tenue récemment à Turin et avait fourni l'occasion d'examiner les problèmes présentant un intérêt commun pour le Directeur, les fonctionnaires des bureaux extérieurs et les institutions spécialisées. En ce qui concerne la fourniture d'experts, on a émis l'avis que la Direction devrait offrir un choix plus large et maintenir soigneusement l'équilibre entre la fourniture d'experts, l'octroi de bourses et les autres moyens permettant de former des homologues locaux qui puissent, le moment venu, poursuivre l'exécution d'un projet.

551. A l'issue du débat, le Conseil a adopté la résolution 1121 (XLI) dans laquelle il a pris acte des rapports du Conseil d'administration du PNUD sur les travaux de ses première et deuxième sessions.

Section II. — Programmes d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies *

552. Au cours de l'examen des rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, le Conseil a étudié le chapitre VIII du rapport sur la deuxième session (E/4219)⁵, qui traite des activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général.

553. Conformément aux nouvelles dispositions selon lesquelles le Conseil d'administration est l'organe intergouvernemental chargé par le Conseil économique et social et par l'Assemblée générale de superviser les activités de coopération technique des Nations Unies, le rapport annuel du Secrétaire général sur les programmes entrepris par lui (DP/RP/1 et Add.1) a été soumis directement au Conseil d'administration. Cette

* A l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale figure la question suivante: "Activités opérationnelles pour le développement: activités du Programme entreprises par le Secrétaire général".

⁵ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 11 A.

procédure s'est substituée aux dispositions antérieures selon lesquelles les mêmes documents étaient examinés par le Comité de l'assistance technique et par le Conseil économique et social. Le chapitre VIII du rapport du Conseil d'administration contient un aperçu des observations que celui-ci a formulées au sujet du rapport du Secrétaire général et des décisions qu'il a prises.

554. En présentant au Conseil la question du programme opérationnel de l'ONU⁶, le Commissaire à l'assistance technique a passé brièvement en revue les activités de 1965, dernière année complète d'activités, en soulignant que celles-ci comportaient la participation au Programme élargi d'assistance technique, le programme ordinaire financé par des crédits ouverts au titre V du budget de l'ONU, les projets du Fonds spécial pour lesquels l'ONU est l'agent chargé de l'exécution, et les opérations financées par des *funds-in-trust*. Le Commissaire a noté que les dépenses et engagements relatifs aux activités d'assistance technique de 1965 avaient atteint 34 millions de dollars, contre 32,9 millions de dollars en 1964 et 23,2 millions de dollars en 1963. Cette expansion avait été due à l'accroissement du nombre de projets du Fonds spécial et des programmes financés par des *funds-in-trust*. Ces derniers avaient dépassé 4 millions de dollars en 1965. La totalité des sommes engagées et dépensées en 1965 ont permis de payer les services d'experts venant de 94 pays, chargés de 2 364 missions; des bourses d'études ont été octroyées à 1 262 ressortissants de 115 pays et territoires pour des études dans 72 pays. Ce montant total comprenait un crédit de 6,4 millions de dollars que l'Assemblée générale avait ouvert pour les programmes ordinaires sur la recommandation du Comité de l'assistance technique et du Conseil économique et social. Le programme effectivement exécuté en 1965 avait coûté 6 393 000 dollars, soit 99,89 p. 100 des crédits ouverts.

555. Pour l'exercice budgétaire 1967, le Conseil d'administration, par l'entremise du Conseil économique et social, avait recommandé à l'Assemblée générale d'ouvrir des crédits de 6,4 millions de dollars. Il avait approuvé en principe les propositions détaillées relatives au programme (DP/RP/1/Add.2), qui se fondaient sur les demandes reçues de divers gouvernements et sur l'ordre de priorité qu'ils avaient eux-mêmes fixé, ainsi que sur les propositions émanant de comités et de commissions du Conseil économique et social. Le programme de 1967 se répartissait initialement de la manière suivante entre les principaux domaines d'activité: développement économique: 3 449 600 dollars; développement social: 1 818 200 dollars; administration publique: 837 000 dollars; services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme: 220 000 dollars; contrôle des stupéfiants: 75 000 dollars.

556. En examinant les propositions relatives au programme de 1967, le Conseil d'administration avait pris note de plusieurs recommandations formulées par les comités et commissions du Conseil économique et social (E/4219, par. 214), et notamment des propositions relatives au programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme pour 1967 et 1968, qui avaient une incidence immédiate sur les crédits à ouvrir au budget ordinaire pour les exercices en question. Le Conseil d'administration avait pris note du fait qu'il serait donné suite aux nouvelles propositions selon un ordre de priorité et dans les limites du montant actuel des crédits ouverts pour les services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.

⁶ E/SR.1436.

Cette interprétation se retrouve au premier alinéa du préambule de la résolution 1125 (XLI) du Conseil économique et social, relative au programme de services consultatifs.

557. Dans une résolution relative au programme ordinaire d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies [résolution 1120 (XLI)], le Conseil, approuvant une proposition du Conseil d'administration du PNUD, a recommandé de fixer à 6,4 millions de dollars le montant des crédits pour 1967 et il a autorisé le Secrétaire général à prendre le chiffre provisoire de 6,4 millions de dollars comme objectif pour élaborer le programme ordinaire de l'ONU pour 1968. Il a recommandé à l'Assemblée générale de prendre les décisions budgétaires nécessaires pour 1967.

558. Au cours de la discussion au Conseil économique et social⁷, un représentant a déclaré que son gouvernement était d'avis que toutes les activités opérationnelles de l'ONU devraient être financées par des contributions volontaires. Un autre représentant, tout en souhaitant qu'il soit pris acte de son vote en faveur du projet de résolution, a fait certaines réserves de principe au sujet du financement. Un autre encore a déclaré que le programme ordinaire pourrait désormais prendre plus d'importance en raison de sa souplesse et a exprimé l'opinion qu'il faudrait augmenter les crédits ouverts à ce titre. Une autre délégation a demandé que, dans les années à venir, on inscrive à l'ordre du jour du Conseil économique et social l'examen des observations et décisions du Conseil d'administration relatives aux activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général comme question distincte de l'examen général du Programme des Nations Unies pour le développement.

Section III. — Programme alimentaire mondial

559. A sa quarante et unième session, le Conseil a examiné⁸ le quatrième rapport annuel du Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial ONU/FAO⁹. Dans ce document, le Comité rendait compte des faits nouveaux intervenus entre le 15 avril 1965 et le 26 avril 1966, période au cours de laquelle la phase expérimentale du Programme s'était achevée et l'Assemblée générale et la Conférence de la FAO avaient décidé de donner au programme un caractère permanent. Le Comité appelait en particulier l'attention sur le fait que les fonds dont disposait le Programme étaient loin d'atteindre la somme de 275 millions de dollars que l'on s'était fixée comme objectif pour les trois années 1966, 1967 et 1968 et suggérait au Conseil économique et social et au Conseil de la FAO d'envisager de faire appel aux gouvernements pour qu'ils versent de nouvelles contributions.

560. Présentant le rapport du Comité intergouvernemental, le Directeur général du Programme a souligné¹⁰ que le Conseil examinait la question à un moment où le déficit alimentaire de certains des pays en voie de développement les plus peuplés posait un problème extrêmement urgent, tandis que les réserves alimentaires des régions développées diminuaient rapidement. L'assistance alimentaire avait été conçue au début comme un moyen de faire face à la surproduction des régions développées, mais elle était devenue un

moyen de faire face à la sous-production des pays en voie de développement. C'était là un changement radical qui impliquait, par exemple, la production de denrées expressément destinées à l'aide alimentaire. Il faisait apparaître l'intérêt qu'il y aurait à mettre en commun les ressources et à partager les dépenses, et, partant, la nécessité de donner un caractère multilatéral à cette assistance à laquelle tous les pays devraient participer.

561. L'assistance alimentaire pouvait être administrée de manière à contribuer directement à l'accroissement de la production agricole. Le Programme alimentaire mondial aidait par exemple les pays en voie de développement partout dans le monde à étendre la superficie cultivée ainsi qu'à augmenter le rendement des terres déjà cultivées. L'assistance alimentaire qui pouvait contribuer à la création de valeurs durables était préférable à une simple opération de secours dont les bénéficiaires ne retireraient pas d'avantages permanents. En étudiant les dispositions à prendre en vue de l'assistance alimentaire, il fallait avant tout avoir présent à l'esprit le besoin d'assurer sa continuité : il n'était guère possible de mettre en œuvre un programme de développement sérieux avec des ressources en produits de base qui varieraient considérablement d'une année à l'autre. Si l'on voulait augmenter le volume de l'assistance alimentaire, il fallait non seulement produire plus de denrées, mais aussi mettre à la disposition des bénéficiaires des fonds et des services en quantités proportionnelles pour leur permettre de couvrir les frais de transport et dépenses connexes et d'acheter les denrées en question. De tels achats présentaient un double avantage : ils permettaient d'améliorer l'équilibre des denrées fournies sur le plan nutritif et ils facilitaient la participation au Programme des pays en voie de développement qui pouvaient produire plus de denrées alimentaires mais ne pouvaient pas faire don, au titre de l'assistance alimentaire, des produits qu'ils pouvaient exporter.

562. Au stade actuel, le Programme alimentaire mondial souffrait d'une pénurie grave de ressources. On cherchait par tous les moyens à tirer le meilleur parti possible des contributions reçues, notamment en formulant les projets avec grand soin et en choisissant de préférence des projets relativement vastes. Le Programme alimentaire mondial était très désireux de se joindre à d'autres organisations et programmes pour financer certaines entreprises. Une mission chargée d'étudier la façon dont le "système des programmes généraux" (la fourniture d'une assistance alimentaire non pas au titre de projets distincts mais comme moyen de faciliter l'exécution des plans de développement général d'un pays) pourrait s'appliquer à la Jamaïque avait mis au point une méthode permettant de calculer pour un pays donné l'importance du déficit alimentaire qui pouvait être comblé par une aide extérieure. A sa session d'octobre 1966, le Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial déciderait s'il fallait poursuivre l'étude de la question du "système des programmes généraux" dans son ensemble.

563. Les membres du Conseil ont rendu hommage au Programme pour l'œuvre utile qu'il accomplissait malgré ses ressources limitées. Le Conseil a adopté la résolution 1150 (XLI) dans laquelle, après avoir noté avec satisfaction l'œuvre que le Programme alimentaire mondial avait accomplie jusque-là pour répondre aux besoins alimentaires urgents et mettre en route des projets de développement dans de nombreux secteurs économiques et sociaux, il lançait un appel pressant aux Etats Membres de l'Organisation des Nations

⁷ E/SR.1435, 1436.

⁸ E/AC.6/SR.397, 398; E/SR.1442.

⁹ Transmis au Conseil par une note du Secrétaire général (*Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 16 de l'ordre du jour, document E/4211).

¹⁰ E/AC.6/SR.397.

Unies ou membres associés de la FAO pour qu'ils apportent au Programme de nouvelles contributions en nature, en espèces ou en services, afin que l'objectif de 275 millions de dollars fixé pour la période 1966-1968 puisse être atteint.

Section IV. — Programme d'études sur l'assistance alimentaire multilatérale *

564. Conformément aux dispositions de la résolution 2096 (XX) de l'Assemblée générale, le Conseil était saisi à sa quarante et unième session¹¹ d'un rapport du Secrétaire général (E/4210)¹² qui contenait le schéma provisoire d'une étude interinstitutions sur l'aide alimentaire multilatérale, préparé conjointement avec le Directeur général de la FAO, ainsi qu'un exposé plus détaillé de ce schéma soumis par le Directeur général au Comité des produits de la FAO, à sa quarantième session. Le Conseil était également saisi d'une note du Secrétaire général (E/4236)¹² contenant des extraits du rapport du Comité des produits sur son examen du schéma, ainsi que d'une proposition du Secrétaire général (E/4210/Add.1)¹² tendant à ce qu'un rapport intérimaire soit présenté au Conseil économique et social à sa quarante-troisième session.

565. On a estimé en général que le schéma provisoire préparé par le Secrétaire général et le Directeur général (E/4210) établissait un cadre satisfaisant pour l'étude projetée. Plusieurs délégations ont toutefois appelé l'attention sur certains aspects qui, à leur avis, devaient recevoir toute l'attention qu'ils méritaient dans l'étude définitive. Il fallait indiquer clairement, par exemple, qu'une augmentation de l'assistance alimentaire ne devait pas être considérée comme un substitut pour l'accroissement d'autres formes d'aide. On a fait valoir que dans l'étude il fallait insister davantage que dans le schéma sur le rapport qu'il pouvait y avoir entre l'assistance alimentaire et les accords internationaux sur les produits de base: diverses positions pouvaient être adoptées sur ce point, et il fallait définir les conséquences de chacune d'elles. On s'est également demandé si l'étude définitive devait contenir des recommandations précises à l'intention des gouvernements. De l'avis d'une délégation, le schéma accordait trop d'importance à l'assistance alimentaire multilatérale au détriment des arrangements bilatéraux. Le titre de l'étude qui se référait à l'assistance alimentaire multilatérale était en fait mal choisi, car il s'agissait avant tout de procéder à un examen d'ensemble des politiques qu'il fallait adopter sur le plan national et international pour faire face au déficit alimentaire croissant. Il fallait également tenir compte, dans cette étude, des répercussions que l'assistance alimentaire pouvait avoir sur le commerce international dans son ensemble, en raison par exemple de son effet sur la balance des paiements d'un pays. Une autre délégation a appelé l'attention sur l'intérêt qu'il y aurait à étudier les politiques que les pays bénéficiaires devaient adopter sur le plan national pour tirer le plus grand avantage possible de l'assistance alimentaire.

566. De l'avis d'un représentant, on n'accordait pas assez d'attention, dans le schéma aussi bien que dans l'ensemble des activités des organismes des Nations Unies, à la réforme agraire. Pour la plupart des pays en voie de développement, c'était là un des problèmes

les plus importants et les plus urgents, un problème que ces pays devaient résoudre s'ils voulaient affranchir réellement leur économie. Les organismes des Nations Unies envisageaient ce problème sous un angle trop technique: or, il fallait surtout essayer d'obtenir un appui aussi large que possible pour l'instauration d'une réforme agraire dans les pays où elle était nécessaire.

567. Un certain nombre de représentants ont souligné l'urgence de l'étude. Non seulement le problème fondamental s'aggravait progressivement mais certains débats le concernant auraient lieu d'ici la fin de 1967, notamment au sein de l'UNCTAD et du GATT. Même si le rapport définitif — qui devait s'inspirer largement du plan indicatif mondial pour l'agriculture établi par la FAO — n'était publié qu'au début de 1968, il était essentiel qu'un rapport provisoire substantiel soit distribué le plus tôt possible.

568. A l'issue du débat, le Conseil a adopté la résolution 1149 (XLI) dans laquelle il recommandait un projet de résolution à l'adoption de l'Assemblée générale. Aux termes de ce projet, l'Assemblée générale inviterait le Secrétaire général, agissant en coopération avec le Directeur général de la FAO et en consultation avec les autres organisations et programmes intéressés, à soumettre dès que possible l'étude définitive et à soumettre un rapport préliminaire détaillé au Conseil économique et social, lors de sa quarante-troisième session, et à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-deuxième session.

Section V. — Evaluation des programmes de coopération technique

569. Conformément aux résolutions 1042 (XXXVII) et 1092 (XXXIX) du Conseil, sur l'évaluation de l'incidence d'ensemble et de l'efficacité des programmes des organismes des Nations Unies du point de vue de leur bonne exécution et des résultats obtenus, le Conseil a examiné, à sa quarante et unième session¹³, le rapport rédigé par le Secrétaire général sur l'évaluation des programmes de coopération technique (E/4151)¹⁴, les rapports des équipes d'évaluation envoyées en Thaïlande (E/4151/Add.1)¹⁴, en Tunisie (E/4151/Add.2)¹⁴ et au Chili (E/4151/Add.3)¹⁴, une note du Secrétaire général transmettant les observations de l'UNESCO sur le rapport de l'équipe d'évaluation envoyée en Thaïlande et la réponse à ces observations par le président de l'équipe (E/4151/Add.4)¹⁴, une note du Secrétaire général transmettant les observations du Directeur général du Département de la coopération technique et économique et du Ministre adjoint au développement national du Gouvernement thaïlandais sur le rapport de l'équipe d'évaluation envoyée en Thaïlande (E/4151/Add.5)¹⁴, ainsi que les observations du Comité administratif de coordination (A/4191¹⁵, chap. VII).

570. Dans son rapport (E/4151), préparé en consultation avec les institutions spécialisées et l'AIEA, le Secrétaire général attirait l'attention sur les principales observations et conclusions contenues dans les rapports des trois équipes et formulait des propositions concernant les mesures à prendre éventuellement dans l'avenir.

571. Il notait que, si les trois équipes s'accordaient à considérer les programmes de coopération technique avec satisfaction, elles avaient conclu d'une manière générale que l'on pourrait améliorer les principales

* Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

¹¹ E/AC.6/SR.397, 398; E/SR.1442.

¹² Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 16 de l'ordre du jour.

¹³ E/AC.24/SR.302, 304, 306; E/SR.1443.

¹⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 15 de l'ordre du jour.

¹⁵ Ibid., point 3 de l'ordre du jour.

étapes opérationnelles des projets et des programmes, à savoir l'élaboration, l'exécution, la poursuite et l'évaluation.

572. Sur la base de l'expérience acquise grâce aux trois missions, le Secrétaire général formulait plusieurs propositions concernant les mesures à prendre à l'avenir. Il suggérait tout d'abord de créer, en consultation avec d'autres membres du Comité administratif de coordination, un groupe d'étude qui serait chargé d'examiner toutes les questions soulevées dans les rapports d'évaluation afin de proposer des mesures concrètes destinées à rendre plus efficace le fonctionnement des programmes de coopération technique des organismes des Nations Unies. En deuxième lieu, il suggérait que l'on entreprenne un nombre limité de nouveaux projets d'évaluation et demandait instamment que les institutions soient plus étroitement et constamment associées à l'organisation et à l'exécution de ces projets qu'elles avaient pu l'être auparavant et que l'on tire tout le profit possible des autres leçons de l'expérience précédente. Il proposait, en troisième lieu, qu'un petit nombre de spécialistes qualifiés ayant une grande expérience des activités de coopération technique et d'évaluation puissent prêter leur concours à ces évaluations, à la demande du Conseil, des gouvernements, des organismes des Nations Unies — y compris le PNUD, le FISE, le Programme alimentaire mondial ou autres programmes ou institutions de caractère spécial. Enfin, il suggérait d'inviter les Etats Membres à n'épargner aucun effort pour renforcer leurs propres procédures de coordination et d'évaluation et de leur offrir une assistance à cette fin.

573. Lorsqu'ils ont examiné le rapport du Secrétaire général, les rapports des trois missions d'évaluation et le rapport du CAC, les membres du Conseil ont remercié les gouvernements intéressés (Chili, Thaïlande et Tunisie) de leur collaboration ainsi que les membres des équipes qui avaient effectué les études et le Secrétaire général et les directeurs des institutions spécialisées qui avaient fourni leur appui aux missions.

574. Le Sous-Secrétaire adjoint aux affaires économiques et sociales a expliqué, en présentant les rapports¹⁶, la nature des observations et recommandations du Secrétaire général contenues dans les paragraphes 34 à 50 de son rapport (E/4151). Il s'est référé en particulier à la proposition visant à créer, par l'intermédiaire du CAC, un groupe d'études interinstitutions pour examiner toutes les questions soulevées dans les rapports d'évaluation au sujet des relations entre les diverses institutions et il a rappelé que le Secrétaire général avait estimé qu'il serait prématuré d'essayer de prendre des décisions définitives à cette session du Conseil quant à la forme exacte des méthodes et du mécanisme futurs d'évaluation; cette question pourrait faire l'objet d'un rapport au Conseil, lors de sa quarante-troisième session (E/4151, par. 50).

575. D'une manière générale, les membres du Conseil se sont déclarés satisfaits des rapports des trois missions d'évaluation. Malgré des méthodes un peu différentes, les équipes étaient parvenues à des conclusions intéressantes, qui pourraient servir de directives pour des missions futures et qui pourraient également être utiles aux pays en voie de développement eux-mêmes pour leurs évaluations. Le Conseil a noté que le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement souhaitait que les rapports des équipes d'évaluation lui soient communiqués.

576. On s'est accordé à reconnaître qu'il fallait poursuivre les travaux d'évaluation. Il fallait accorder une plus grande attention à tous les aspects des activités de coopération technique afin que chacun des projets et programmes soit aussi efficace que possible. Les problèmes de recrutement, la programmation des projets de coopération technique, leur mise en œuvre et la suite à donner aux projets terminés devaient également faire l'objet d'une attention particulière. Il importait aussi de mettre au point un système d'évaluation automatique des projets en cours afin d'assurer l'efficacité de leur gestion. On a mentionné la nécessité d'accorder plus d'attention à la formation, et en particulier à la formation systématique de personnel de contrepartie des pays en voie de développement. Certains ont pensé qu'il serait souhaitable de synchroniser la formation de personnel de contrepartie avec le programme de travail des experts.

577. On a émis l'opinion qu'il fallait renforcer l'évaluation de l'incidence d'ensemble de la coopération technique sur le progrès économique et social des pays en voie de développement. Il était nécessaire d'uniformiser les normes, les méthodes et les critères. Le Conseil a pris note de la proposition du Secrétaire général tendant à charger ultérieurement un petit nombre de spécialistes qualifiés de prêter leur concours aux activités d'évaluation entreprises à la demande de gouvernements et d'organismes des Nations Unies. Cela assurerait une certaine continuité aux programmes d'évaluation et faciliterait la mise au point de méthodes et de normes. On a également attiré l'attention sur la suggestion du CAC visant à inclure dans les rapports futurs un exposé concis sur l'économie du pays intéressé et sur ses principaux problèmes économiques et sociaux, un résumé de ses plans de développement en cours avec leurs principaux objectifs et priorités et un exposé succinct de ses principales sources d'aide bilatérale et multilatérale (E/4191, par. 75).

578. Le Conseil a accueilli avec satisfaction la proposition du Secrétaire général visant à ce que le CAC constitue un groupe d'étude interinstitutions pour examiner les trois rapports et proposer des mesures pratiques en vue d'améliorer l'efficacité des programmes de coopération technique. Les spécialistes des normes et méthodes d'évaluation qui, espérait-on, seraient fournis par l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies, devraient travailler en liaison étroite avec ce groupe.

579. Plusieurs représentants ont pensé qu'il serait utile que, dans toute la mesure possible, les futures études d'évaluation de caractère général tiennent compte de l'assistance bilatérale. Toutefois, un représentant a exprimé la crainte que cela n'introduise des complications inutiles. Un autre a pensé qu'il faudrait envisager d'autres méthodes d'évaluation, fondées sur les rapports d'experts, sur l'analyse par les pays en voie de développement eux-mêmes et sur la documentation dont disposaient les organisations participantes. On a également estimé que si d'autres études d'évaluation étaient entreprises, il conviendrait de prévoir plus de temps pour les travaux et les consultations préparatoires.

580. D'une façon générale, on a jugé souhaitable que les équipes d'évaluation comprennent à l'avenir des experts venant de l'extérieur. On a été d'avis que les membres de ces équipes devraient être choisis sur la base d'une large représentation géographique.

581. Plusieurs délégations ont suggéré que le mandat défini dans les résolutions 1042 (XXXVII) et 1092

¹⁶ E/AC.24/SR.302.

(XXIX) du Conseil continue de servir de directives pour les activités futures.

582. Un grand nombre de représentants ont attiré l'attention sur le rôle important que les représentants résidents du Programme des Nations Unies pour le développement devraient continuer à jouer dans la coordination sur place des programmes, afin d'assurer le lien indispensable entre l'aide internationale et les priorités définies par les pays dans leurs plans de développement.

583. Le Conseil a accueilli avec satisfaction la proposition du Secrétaire général de faire rapport au Conseil à sa quarante-troisième session sur les méthodes et mécanismes d'évaluation envisagés pour l'avenir ainsi que sur d'autres aspects de l'évaluation des programmes de coopération technique des organismes des Nations Unies.

584. Dans sa résolution 1151 (XLI), le Conseil a noté les rapports présentés par le Secrétaire général (E/4151 et Add.1 à 5), ainsi que les observations du CAC sur ces rapports (E/4191), et a remercié les Gouvernements du Chili, de la Thaïlande et de la Tunisie et les experts qui avaient préparé les rapports. Convaincu que des méthodes d'évaluation adéquates non seulement assureraient une utilisation plus efficace des ressources disponibles mais contribueraient aussi à renforcer l'appui donné aux activités de coopération technique des organismes des Nations Unies, le Conseil a décidé de poursuivre et de développer son évaluation systématique de l'incidence et de l'efficacité globales et particulières des programmes opérationnels. Il a approuvé la création, par le CAC, d'un groupe d'étude inter-institutions chargé d'examiner les rapports des équipes d'évaluation et de proposer les mesures pratiques de nature à rendre plus efficace le fonctionnement des programmes de coopération technique. Le Conseil s'est

félicité de ce que le Secrétaire général ait entrepris une étude des aspects des rapports qui intéressent l'Organisation des Nations Unies elle-même et l'a prié de présenter à la quarante-troisième session du Conseil un rapport sur les résultats de cette étude ainsi que de celle du groupe interinstitutions.

585. Le Conseil a noté les responsabilités des gouvernements intéressés en ce qui concerne la coordination et l'évaluation des programmes de coopération technique financés par des sources diverses et la liaison à établir entre ces programmes et les priorités économiques et sociales. Il a exprimé la conviction qu'il fallait une expérience supplémentaire pour déterminer les techniques adéquates permettant d'évaluer l'incidence des programmes internationaux de développement économique et social. Il a pris note avec intérêt des propositions du Secrétaire général visant à améliorer la continuité des travaux d'évaluation. Le Conseil a invité les Etats Membres des Nations Unies à n'épargner aucun effort pour renforcer leurs propres procédures de coordination et d'évaluation et il a prié le Secrétaire général, en coopération avec le Directeur du Programme des Nations Unies pour le développement et en consultation avec les chefs des organismes des Nations Unies, d'entreprendre un nombre limité de nouveaux projets d'évaluation conformément aux résolutions en vigueur. Il a prié en outre le Secrétaire général de l'informer, à sa quarante-troisième session, des progrès réalisés, ainsi que des mesures qui auraient été prises en vue de favoriser la mise au point de méthodes et de critères.

586. Enfin, le Conseil a prié l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et l'AIEA de lui présenter, à sa quarante-troisième session, par l'intermédiaire du CAC, un rapport d'ensemble sur les pratiques existantes concernant l'évaluation de leurs projets et programmes de coopération technique.

QUESTIONS SPÉCIALES

Section I. — Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés *

587. A sa quarante et unième session, le Conseil a examiné¹ le rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et le rapport sur la quinzième session du Comité exécutif du programme du Haut Commissaire (A/6311)². Le rapport du Haut Commissaire, qui portait principalement sur les activités du Haut Commissariat entre le 1^{er} avril 1965 et le 31 mars 1966, traitait des activités dans les domaines de la protection internationale, de l'assistance matérielle et de la coopération internationale en faveur des réfugiés. Il indiquait de quelle manière les problèmes des réfugiés avaient évolué dans les différentes régions et montrait que la tâche du Haut Commissaire avait pris une ampleur considérable.

588. En présentant son rapport¹, le Haut Commissaire a souligné que si les besoins matériels des réfugiés européens diminuaient, il se posait en Afrique et en Asie de nouveaux problèmes de réfugiés particulièrement urgents. La situation était très grave en Afrique où il fallait assurer à quelque 650 000 personnes les moyens de subsister. Le nombre des missions du HCR dans cette région avait dû être porté de 2 à 9 au cours des trois dernières années.

589. Conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, les pays d'accueil avaient l'obligation morale d'accorder le droit d'asile aux réfugiés. La communauté internationale avait elle aussi l'obligation de fournir une assistance chaque fois qu'elle était nécessaire et justifiée par les circonstances. Dans certaines régions, la présence d'un grand nombre de réfugiés pouvait devenir un facteur de désordre et de tension et, en aidant les pays d'accueil à s'acquitter de leurs responsabilités à l'égard des réfugiés, le Haut Commissariat contribuait à assurer la stabilité nécessaire au progrès économique et social.

590. Le principal objectif du Commissariat en fournissant une aide matérielle aux réfugiés avait été, comme par le passé, de les aider à se suffire à eux-mêmes le plus rapidement possible. Les solutions appliquées pour y parvenir étaient le rapatriement volontaire, l'intégration sur place ou l'émigration. Toutefois, dans le cas particulier des régions de l'Afrique situées au sud du Sahara, l'intégration s'était révélée la solution la plus appropriée pour la plupart des réfugiés. Les réfugiés avaient pu être installés sur des terres généreusement mises à leur disposition par les gouvernements qui leur avaient donné asile. Mais le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, dans

ses efforts pour créer et développer de nouvelles communautés agricoles, se heurtait à des problèmes ayant trait notamment au défrichement et à l'assèchement des terres, à l'éradication de la mouche tsé-tsé et au choix des cultures, ainsi qu'à la création d'une infrastructure sociale limitée comprenant notamment des installations d'écoles primaires. Le Haut Commissariat avait donc dû entreprendre des tâches qui nécessitaient l'entière coopération d'autres organismes de l'ONU tels que l'OIT, l'OMS, la FAO, l'UNESCO et le Programme alimentaire mondial. Le Haut Commissaire était particulièrement reconnaissant de l'aide alimentaire importante apportée par le Programme alimentaire mondial. Le Haut Commissaire a déclaré que l'appui et la coopération de ces organisations étaient indispensables au Haut Commissariat, notamment pendant la période où la consolidation de l'installation des réfugiés dépendait en grande partie de l'aide accordée aux pays intéressés aux fins du développement. Ce problème a amené le Haut Commissariat à associer plus étroitement ses activités à celles du Conseil économique et social et du Comité administratif de coordination.

591. Se référant à la question de l'utilisation des ressources humaines, le Haut Commissaire a illustré par des exemples la contribution considérable que de nombreux groupes de réfugiés ont apportée aux pays qui leur ont donné asile, lorsque les méthodes appropriées étaient utilisées et l'assistance adéquate fournie. De l'avis du Haut Commissaire, cette assistance devait être fournie par l'intermédiaire des Nations Unies sur une base multilatérale internationale.

592. Le Haut Commissaire a appelé l'attention du Conseil sur l'importance du problème de l'enseignement pour les réfugiés africains et sur le rôle bénéfique que l'enseignement pouvait jouer en facilitant la solution du problème des réfugiés. Il a indiqué également ce qui avait été fait dans ce domaine et exposé les nouveaux plans qui seraient soumis au Comité exécutif en ce qui concerne les mesures à prendre en coopération avec l'UNESCO en matière d'enseignement.

593. En ce qui concerne la protection internationale des réfugiés, le Haut Commissaire a déclaré qu'un projet de protocole avait été préparé afin d'étendre les dispositions de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés à tous les réfugiés dont le Haut Commissariat s'occupait. Le Haut Commissaire espérait que le projet de protocole pourrait être soumis à l'examen de l'Assemblée générale dans un avenir rapproché. Le Haut Commissariat attachait une grande importance à la coopération dans le domaine juridique avec les organismes régionaux, tels que le Conseil de l'Europe, l'Organisation des Etats américains et l'Organisation de l'unité africaine.

594. Le Haut Commissaire a signalé à l'attention du Conseil qu'il manquait un million de dollars environ pour atteindre l'objectif financier de 4,2 millions de dollars approuvé pour 1966 par le Comité exécutif. Il a rendu hommage à l'effort remarquable des organi-

* Question figurant à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

¹ E/SR.1438.

² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° II, communiqués au Conseil sous forme de notes du Secrétaire général (E/4201 et Add.I).

sations bénévoles qui se sont efforcées de trouver des fonds supplémentaires pour les réfugiés. Toutefois, le Haut Commissariat ayant été créé par les gouvernements, il était essentiel que ceux-ci mettent à la disposition du Haut Commissaire les moyens financiers qui lui permettront de s'acquitter de sa tâche. Le Conseil lui-même avait souligné l'effort considérable accompli par les pays en voie de développement. Certains de ces efforts visaient précisément à résoudre les problèmes des réfugiés. Même dans le cadre d'un programme très limité, le Haut Commissariat avait pu fournir aux réfugiés une assistance efficace. Cependant, le financement intégral de ce programme limité devait être assuré. Etant donné l'étendue et la complexité des nouveaux problèmes qui se posaient, il serait peut-être difficile que le programme du Haut Commissaire reste de caractère marginal. Si le manque de fonds retardait la solution de ces problèmes, des conséquences d'ordre politique, financier et humanitaire beaucoup plus graves pourraient en résulter.

595. La plupart des représentants qui ont pris la parole au cours du débat ont félicité le Haut Commissaire de son rapport et de l'exposé qu'il avait fait au Conseil. Plusieurs orateurs ont constaté que le centre névralgique, pour ce qui est du problème des réfugiés, n'était plus l'Europe mais l'Afrique et l'Asie. On a toutefois souligné la nécessité de continuer à fournir une aide et une protection internationale à ceux des réfugiés européens qui étaient âgés et handicapés, ainsi que la nécessité de compléter le plus tôt possible les grands programmes d'aide entrepris à leur intention. Quelques représentants ont indiqué qu'ils étaient conscients de l'ampleur croissante que prenaient les nouveaux problèmes de réfugiés, notamment dans des pays africains en voie de développement. Le nombre élevé de réfugiés représentait une charge très lourde pour les pays d'accueil et il était essentiel de continuer à prévoir des plans pour leur installation. Plusieurs représentants ont loué les efforts faits par ces pays pour aider les réfugiés se trouvant sur leur territoire et ont reconnu que ces pays ne pouvaient leur fournir à eux seuls toute l'assistance nécessaire. On a souligné les effets bénéfiques du programme actuel et le rôle d'agent catalyseur que joue le Haut Commissaire pour chercher à résoudre rapidement les nouveaux problèmes de réfugiés.

596. Certains représentants ont déclaré que, dans les régions en voie de développement, les programmes d'assistance matérielle aux réfugiés devraient, à un certain stade, être liés à l'assistance accordée pour le développement. Ils ont reconnu que lorsque le programme initial du Haut Commissariat prendrait fin, il faudrait prévoir d'autres projets pour consolider la position des réfugiés et leur permettre de contribuer de manière positive à l'économie du pays d'asile. Ils ont noté avec satisfaction que le Haut Commissaire cherchait à coopérer étroitement avec d'autres organismes rattachés à l'ONU, et avec des organisations régionales et non gouvernementales s'intéressant aux programmes de développement ou plus particulièrement aux problèmes des réfugiés. Certains représentants ont estimé que, grâce à cette coopération, le Haut Commissariat pourrait aussi contribuer utilement au développement économique et social des pays intéressés.

597. Un certain nombre de représentants ont félicité le Haut Commissaire de ses efforts pour fournir des moyens d'enseignement primaire aux réfugiés et ont appuyé sa proposition relative à la création, en collaboration avec l'UNESCO, d'un fonds d'éducation pour

les réfugiés. Ils ont reconnu que des efforts accrus étaient nécessaires pour fournir une instruction et une formation de base aux réfugiés se trouvant dans des régions en voie de développement. Un représentant a insisté en particulier sur la nécessité de consolider, dans le domaine de l'enseignement, les divers programmes de l'ONU déjà mis en œuvre dans certaines régions de l'Afrique.

598. Se référant spécialement à l'Afrique, certaines délégations ont déclaré que les causes fondamentales des problèmes des réfugiés étaient étroitement liées à des phénomènes tels que l'*apartheid* et la persistance du colonialisme.

599. Plusieurs membres du Conseil ont insisté sur le fait qu'une protection internationale était également importante pour tous les réfugiés dont s'occupait le Haut Commissariat. Ils ont appuyé la proposition du Haut Commissaire tendant à soumettre à l'Assemblée générale un projet de protocole à la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés destiné à étendre l'application *ratione personae* de cet instrument et ont exprimé l'espoir que le plan serait approuvé sans réserve par l'Assemblée.

600. En ce qui concernait les difficultés financières du Haut Commissariat, et notamment le financement du programme de 1966, plusieurs représentants se sont inquiétés de constater que la participation financière des gouvernements n'augmentait pas avec l'importance des problèmes. Ils espéraient que tous les Membres de l'ONU contribueraient à l'œuvre entreprise. Ils ont également exprimé l'espoir que la Journée des Nations Unies, qui sera consacrée en 1966 aux réfugiés, aurait des répercussions favorables sur le financement des travaux du Haut Commissaire.

601. En conclusion, le Conseil a pris acte avec satisfaction, dans la résolution 1122 (XLI), du rapport établi par le Haut Commissaire pour être transmis à l'Assemblée générale.

Section II.—Institut de formation et de recherche des Nations Unies *

602. A sa quarante et unième session, le Conseil a examiné³ le rapport du Directeur général de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies (UNITAR) [E/4200]⁴ qui lui avait été soumis conformément à la résolution 2044 (XX) de l'Assemblée générale et qui traitait principalement des activités de l'Institut depuis novembre 1965. Le statut de l'Institut, qui avait été promulgué par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en novembre 1965, était joint au rapport. Aux termes de l'article 1 du statut, l'Institut était "un organisme autonome créé dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies à l'effet d'aider l'Organisation... à atteindre plus efficacement ses objectifs principaux, en particulier pour ce qui est de maintenir la paix et la sécurité, et de favoriser le développement économique et social".

603. Le rapport indiquait que le Directeur général avait pris, avec le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, des dispositions en vue de transférer trois programmes de formation à l'Institut, à savoir : programme de formation de l'ONU à l'intention des fonctionnaires aux affaires étrangères des nouveaux pays indépendants ; stage de formation de groupe en

* Point de l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

³ E/SR.1437, 1439, 1440.

⁴ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 28 de l'ordre du jour.

matière de techniques et de procédures d'assistance technique et stage de formation en matière de financement du développement économique. Pour l'essentiel, ces programmes étaient organisés en 1966 selon les mêmes principes que par le passé en attendant l'analyse critique des activités que le Directeur général devait soumettre au Conseil d'administration à sa quatrième session, en septembre 1966. L'Institut organisait aussi deux nouveaux programmes, tous deux dans le domaine de l'assistance technique, un "Stage de formation de groupe à l'intention des représentants résidents adjoints", qui devait être financé conjointement par l'Institut et le Programme des Nations Unies pour le développement, et un "Cycle d'études sur les principaux problèmes relatifs à l'assistance technique des Nations Unies, qui serait financé par l'Institut seulement.

604. Ayant réaffirmé que l'importance des activités de recherche de l'Institut découlait des besoins de l'Organisation des Nations Unies elle-même, le Conseil d'administration avait, à sa troisième session, autorisé son Comité administratif et financier à examiner, à sa réunion de juin 1966, l'orientation, les méthodes et l'ordre de priorité proposés pour le programme de recherche de l'Institut. En ce qui concerne le rôle de l'Institut dans l'évaluation des programmes opérationnels des Nations Unies, le rapport indiquait que le Directeur général avait procédé, avec le Directeur exécutif du Programme alimentaire mondial, à des consultations au sujet de la participation de l'Institut à l'évaluation des projets exécutés au titre du PAM.

605. Le rapport traitait également du programme de bourses de l'Institut, qui se ramènerait au départ à la gestion des "Bourses Adlai E. Stevenson" pour lesquelles le Congrès des Etats-Unis avait déjà alloué 100 000 dollars.

606. Le rapport du Directeur général mentionnait également une disposition selon laquelle deux institutions spécialisées étaient invitées à participer aux réunions du Conseil selon un système de roulement, étant entendu que l'un des sièges serait toujours occupé soit par l'OIT, soit par l'UNESCO. L'Institut était pleinement conscient de la nécessité de maintenir une collaboration aussi étroite que possible avec tous les instituts des Nations Unies en général et avec les instituts de développement en particulier.

607. Dans une déclaration faite au Conseil⁵, le Directeur général de l'Institut a indiqué les grandes lignes des programmes et activités actuels de l'Institut, dont les principes de base avaient été ainsi définis par le Conseil d'administration: l'action de l'Institut serait orientée essentiellement vers les besoins des Nations Unies, la priorité étant donnée aux besoins des pays en voie de développement; son approche des problèmes serait pragmatique; la formation et la recherche seraient étroitement liées; enfin, la recherche devrait conduire à la formulation de politiques. Tout en assumant la direction des programmes de formation transférés du Secrétariat de l'ONU, l'Institut procédait à une évaluation des résultats obtenus et des méthodes utilisées. L'évaluation des anciens programmes ainsi que l'expérience apportée par les deux nouveaux programmes permettraient à l'Institut de mettre au point de nouvelles méthodes en matière de formation. L'un des points essentiels était de consacrer les ressources disponibles à former des hommes dont l'action, dans leurs pays, aurait un effet multiplicateur de par le poste qu'ils occupaient. Les principaux domaines dans les-

quels l'Institut pourrait être appelé à entreprendre des recherches avaient été définis dans un memorandum préparé par le Directeur général et qui serait soumis au Conseil d'administration à sa quatrième session. Ces domaines étaient notamment les suivants: critères et méthodes d'évaluation des programmes d'assistance des Nations Unies aux pays en voie de développement; transfert des connaissances techniques aux pays en voie de développement; problèmes qui se posent dans les Etats nouvellement indépendants ou dans les territoires en cours de décolonisation et qui pourraient nécessiter des dispositions spéciales sur le plan international; développement du droit international par l'intermédiaire des Nations Unies; instruments et procédures pour le règlement pacifique des conflits et le maintien de la paix; méthodes et techniques employées par les Nations Unies pour encourager le respect et la protection des droits de l'homme; problèmes posés par les relations interorganisations et par la coordination à l'intérieur du système des Nations Unies; problèmes posés par l'administration internationale; recherches sur les programmes de formation; enfin, problèmes touchant la documentation et l'information concernant les activités des Nations Unies.

608. Soulignant que l'Institut accordait un rang de priorité élevé à l'évaluation, le Directeur général a dit que le rôle de l'Institut était de tirer des leçons de ses études et de mettre au point des méthodes et des techniques dont tous les organismes des Nations Unies puissent profiter. L'Institut avait des liens étroits, par l'intermédiaire de son Conseil d'administration, avec les autres organismes des Nations Unies, les milieux universitaires et les Etats Membres. Les commissions économiques régionales et leurs instituts étaient des partenaires indispensables de l'UNITAR. L'Institut utilisait pleinement les ressources mises à sa disposition par le Secrétariat et par d'autres organes de l'ONU. Par exemple, l'Institut participait au groupe de travail du Comité administratif de coordination sur l'Année internationale des droits de l'homme et travaillait en étroite collaboration avec la Division des droits de l'homme du Secrétariat de l'ONU à la préparation de la Conférence de 1968 sur les droits de l'homme. En outre, l'Institut devait participer à la première réunion des directeurs des instituts des Nations Unies qui devait se tenir en juillet 1966 à Genève, et au cycle d'études sur l'*apartheid* qui aurait lieu à Brasilia en août 1966.

609. En ce qui concerne les promesses de contributions financières et les versements faits à l'Institut, le Directeur général a dit que, au 25 juillet 1966, près de 70 pays, ainsi que plusieurs sources non gouvernementales, avaient souscrit 4 007 703 dollars, dont 1 708 824 avaient déjà été versés.

610. Au cours des débats du Conseil, de nombreux représentants se sont déclarés satisfaits des progrès réalisés jusqu'alors dans la formulation et l'inauguration du programme de travail initial de l'Institut. On a insisté sur le rôle que l'Institut pouvait jouer pour renforcer l'efficacité de l'ONU. Etant donné le caractère spécial de l'Institut, plusieurs représentants ont souligné la nécessité de coordonner ses programmes et ses activités avec ceux du Secrétariat de l'ONU et des autres organes et organisations à l'intérieur du système des Nations Unies. Certains orateurs ont parlé de la nécessité d'établir des relations de travail chaque fois que cela était possible et souhaitable, avec des institutions n'appartenant pas au système des Nations Unies qui se consacraient à des tâches semblables à celles de

⁵ E/SR.1437; E/L.1132.

l'Institut, afin d'échanger des services et des données d'expérience. Plusieurs représentants pensaient que les besoins actuels des pays en voie de développement exigeraient que l'Institut donne plus d'importance à la formation dans ses programmes d'activité. Toutefois, certains représentants ont fait remarquer qu'il serait préférable de maintenir une certaine souplesse dans les programmes, car il y aurait inévitablement des changements dans l'ordre des priorités, compte tenu des ressources et de l'expérience de l'Institut.

611. De nombreux orateurs se sont félicités du transfert de certains programmes de formation du Secrétariat de l'ONU à l'Institut, et des efforts faits pour évaluer ces programmes et les réorienter. Il fallait maintenir l'équilibre entre l'opportunité de donner à des fonctionnaires des pays en voie de développement une formation qui les prépare au service international et la nécessité de mettre les connaissances qu'ils auraient acquises à la disposition de leur propre pays. On a également insisté sur l'importance de la formation dans les pays en voie de développement eux-mêmes. En ce qui concerne la recherche, de nombreux orateurs ont estimé que l'Institut pouvait fournir une aide très utile en formulant des critères et des méthodes d'évaluation des programmes de coopération technique. Plusieurs représentants ont souligné qu'il conviendrait d'orienter les recherches de l'Institut vers l'étude de problèmes concrets dans divers domaines. Les recherches de l'Institut devaient porter sur les besoins fondamentaux du Secrétariat de l'ONU et avoir comme but principal l'efficacité du système des Nations Unies dans son ensemble.

612. A l'issue de ses débats, le Conseil a adopté une résolution [1138 (XLI)] dans laquelle il a pris note du rapport du Directeur général (E/4200) et de sa déclaration au Conseil. Il a exprimé l'espoir que les organisations du système des Nations Unies utiliseraient au maximum, dans la mesure où cela serait indiqué et possible, les moyens dont disposait l'Institut et qu'elles aideraient l'Institut dans l'exécution de ses programmes et activités. Le Conseil a souligné l'importance qu'il y avait à coordonner les programmes et activités de l'Institut avec ceux d'autres organismes du système des Nations Unies, en particulier les instituts de planification, de formation et de recherche. Enfin, le Conseil a exprimé ses remerciements aux gouvernements, aux institutions privées et aux particuliers qui avaient déjà apporté ou annoncé des contributions financières à l'Institut.

Section III. — Conséquences économiques et sociales du désarmement *

613. Pour l'examen de la question des conséquences économiques et sociales du désarmement, le Conseil était saisi, à sa quarante et unième session, d'un rapport du Secrétaire général (E/4169⁶ et Add.1) contenant les réponses des gouvernements à une note verbale qui leur avait été adressée en octobre 1965. La note verbale était accompagnée d'une classification générale des questions soulevées par l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées à la suite du désarmement, ainsi que d'un questionnaire visant à recueillir des renseignements sur les mesures de désarmement et de reconversion déjà prises, les mesures de réduction

* A l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale, figure un point intitulé : "Affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement".

⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour.

des armements décidées mais non encore entièrement exécutées, et les programmes élaborés en vue d'un désarmement éventuel.

614. Trente et un gouvernements ont envoyé des réponses, dans lesquelles ils ont donné un aperçu des mesures et des études récentes concernant la question. Le document contenait également un résumé des activités et études entreprises dans ce domaine par les divers organismes des Nations Unies.

615. Le Secrétaire général faisait observer dans sa note que son enquête avait permis de compléter les renseignements disponibles mais que les réponses ne se prêtaient guère à des comparaisons significatives sur le plan international, et ne faisaient pratiquement pas mention de la possibilité d'utiliser les ressources libérées à la suite du désarmement pour accroître le courant de l'assistance aux pays en voie de développement. Il indiquait également que, comme les gouvernements principalement intéressés étaient engagés à maintenir le plein emploi, et comme ils jugeaient difficile de fournir les données dont on aurait précisément besoin pour entreprendre des études utiles sur le plan international, il avait suggéré au Conseil, à sa quarantième session, de ne procéder à une enquête que tous les deux ans et non plus tous les ans (E/4157⁷, par. 10).

616. Au cours du bref débat qui a eu lieu lors de la quarante et unième session du Conseil⁸, on a fait observer que les discussions se poursuivaient sur différentes propositions visant au désarmement mondial mais que l'accord n'avait pas encore pu se faire. Des sommes énormes étaient consacrées chaque année aux armements tant par les pays développés que par les pays en voie de développement. Si un accord pouvait se faire sur le désarmement et si une partie des ressources actuellement affectées aux armements étaient consacrées au développement économique et social, les pays en voie de développement en tireraient des avantages immenses. Il était maintenant clair que, malgré les problèmes de transition que pourrait poser l'affectation de ces ressources à des utilisations pacifiques, l'économie des pays développés, aussi bien que des pays en voie de développement, profiterait grandement du désarmement.

617. Le Conseil a pris note du rapport du Secrétaire général sur les conséquences économiques et sociales du désarmement (E/4169 et Add.1) et a accepté la proposition qu'il avait soumise au Conseil à sa quarantième session (E/4157, par. 10) selon laquelle il ne ferait rapport au Conseil sur cette question que tous les deux ans, le prochain rapport devant être présenté en 1968.

Section IV. — Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle *

618. A sa quarante et unième session, le Conseil était saisi d'un rapport du Directeur général de l'UNESCO (E/4214)⁹ sur l'application de la résolution 2043 (XX) par laquelle l'Assemblée générale avait prié le Conseil économique et social et les commissions économiques régionales d'étudier, dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour le développement, les mesures concrètes les plus appropriées pour favoriser l'intégration effective de l'alphabétisation au développement, et qui

* Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

⁷ Ibid., quarantième session, Annexes, point 17 de l'ordre du jour.

⁸ E/AC.7/SR.392, 393; E/SR.1440.

⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 19 de l'ordre du jour.

soulignait l'étroite corrélation entre l'alphabétisation et le développement économique.

619. Dans son rapport (E/4214), le Directeur général de l'UNESCO signalait que des progrès très encourageants avaient été accomplis en matière d'éducation et que des investissements sans précédent y avaient été consacrés mais que le nombre absolu des analphabètes s'était accru pendant la première moitié de la Décennie du développement bien que les efforts consentis en faveur de l'alphabétisation aient permis d'en réduire le pourcentage. Pour qu'au terme de la Décennie le nombre des analphabètes ne dépasse pas ce qu'il était à son début, il faudrait que soit doublé l'effort d'alphabétisation des nations où le taux d'analphabétisme est élevé.

620. La corrélation que l'on avait établie entre le sous-développement et l'analphabétisme a fait place à la corrélation entre l'alphabétisation et le développement. Le concept de l'alphabétisation fonctionnelle liée aux priorités du développement, qui avait inspiré le programme mondial d'alphabétisation examiné par le Conseil lors de sa trente-septième session, avait, depuis lors, été attentivement étudié au cours d'une série d'importantes réunions internationales et régionales — et notamment le Congrès mondial des ministres de l'éducation sur l'élimination de l'analphabétisme, qui s'est tenu à Téhéran en septembre 1965 —, qui avaient toutes approuvé les principes sur lesquels se fondait le programme. Depuis l'adoption du programme expérimental d'alphabétisation par la Conférence générale de l'UNESCO à sa treizième session, pour une période de cinq ans (1966-1970), 46 pays avaient décidé d'accorder une haute priorité à des projets d'alphabétisation fonctionnelle liés au développement économique. L'importance du rôle que peut jouer l'alphabétisation dans la solution de problèmes économiques et sociaux avait été généralement admise, de même que la nécessité de mobiliser les ressources nationales au profit de campagnes d'alphabétisation. Le programme expérimental devrait permettre de mesurer l'incidence de l'alphabétisation sur le développement.

621. Le Conseil d'administration du PNUD avait approuvé au cours de ses sessions de janvier et de juin 1966 une contribution financière aux cinq premiers projets pilotes intéressant l'alphabétisation qui devaient être entrepris en Algérie, en Iran, au Mali, en Équateur et dans la République-Unie de Tanzanie. Le principal objectif de ces projets étant de montrer qu'il existait une corrélation fondamentale entre l'éducation et la productivité, ils devraient répondre avec une particulière rigueur aux exigences qu'implique l'alphabétisation fonctionnelle liée aux priorités du développement économique. Des efforts visant à promouvoir l'alphabétisation faisaient également partie des projets de développement agricole et industriel entrepris en étroite collaboration avec la FAO et l'OIT.

622. Au cours des débats du Conseil¹⁰, plusieurs représentants se sont félicités des conclusions formulées par le Directeur général, et notamment des propositions relatives au programme expérimental entrepris avec l'aide financière du PNUD. Cependant, on a signalé que les pays en voie de développement éprouvaient des difficultés à affecter un pourcentage suffisamment élevé de leur revenu national au secteur de l'enseignement qui entraînait en concurrence avec d'autres secteurs pour la répartition des ressources limitées dont ils disposaient. Il fallait obtenir des moyens de financement supplémentaires provenant de sources internationales et une aide des pays plus développés fournie sous forme

d'experts, de personnel et de matériel et auxiliaires pédagogiques dans le cadre d'arrangements bilatéraux, multilatéraux et autres. On a rendu hommage à l'Iran pour son don généreux de 700 000 dollars à l'UNESCO, destiné à financer des mesures visant à promouvoir l'alphabétisation fonctionnelle. La main-d'œuvre instruite et qualifiée représentait un capital; la qualité de la main-d'œuvre et sa productivité étaient des facteurs de développement économique. La simple alphabétisation sans le secours de l'enseignement ne pouvait cependant conduire à une augmentation de la productivité ou à une amélioration des conditions sociales. Il importait que l'alphabétisation et les programmes d'éducation des adultes fassent partie intégrante de tous les programmes d'enseignement.

623. Le Conseil a adopté la résolution 1128 (XLI) dans laquelle il a pris note avec satisfaction du rapport présenté par le Directeur général de l'UNESCO (E/4214). Convaincu que les mesures nécessaires à l'élimination de l'analphabétisme ne pouvaient être exécutées sans que soient assurées les conditions de leur financement, il a invité les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, où l'analphabétisme constituait un obstacle majeur au développement, à intégrer leurs programmes d'éducation des adultes, y compris l'alphabétisation, à leurs plans de développement, à accorder une priorité appropriée à l'alphabétisation fonctionnelle liée à la formation professionnelle et à inclure les crédits nécessaires dans les programmes d'investissement nationaux et autres. Le Conseil a également invité tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées et de l'AIEA à tenir compte, dans le cadre de l'aide culturelle, technique et financière bilatérale, des priorités établies par les pays bénéficiaires et à renforcer la solidarité régionale et internationale dans l'action mondiale contre l'analphabétisme, notamment par la mise en œuvre de méthodes propres à mobiliser de nouvelles ressources humaines, matérielles et financières. Il a aussi invité l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les commissions économiques régionales à inclure des programmes d'alphabétisation appropriés dans les projets relevant de leur compétence chaque fois que la réalisation de ces projets le nécessitait. Enfin, il a invité l'UNESCO : à continuer d'apporter son concours aux pays en voie de développement afin de faciliter l'intégration de leurs programmes d'éducation des adultes, y compris l'alphabétisation, à leurs plans nationaux de développement; à poursuivre la mise en œuvre du programme mondial expérimental d'alphabétisation; à instituer une évaluation systématique de l'incidence de l'alphabétisation sur le développement et à mieux éclairer, par les analyses appropriées, la corrélation entre l'alphabétisation fonctionnelle, le développement économique et le progrès social.

Section V. — Tourisme et voyages internationaux

TOURISME

624. A sa quarantième session, le Conseil a examiné¹¹ un rapport du Secrétaire général (E/4145)¹² relatif aux progrès accomplis dans la mise en œuvre des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux, tenue à Rome en 1963. Le Conseil a adopté la résolution 1109 (XL) par laquelle, tenant compte des recommandations contenues dans l'annexe A.IV.24 de

¹¹ E/AC.6/SR.374 à 376; E/SR.1417.

¹² Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes, point 5 de l'ordre du jour.

¹⁰ E/AC.6/SR.382 à 386; E/SR.1439.

l'Acte final de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement¹³ au sujet des mesures destinées à accroître les recettes que les pays en voie de développement tirent du tourisme, il a accueilli avec satisfaction le programme de travail, dans le domaine du tourisme, proposé par la Commission des invisibles et du financement lié au commerce de l'UNCTAD (TD/B/42, annexe 1, b). Conscient du rôle du tourisme national et international en tant que moyen propre à favoriser le développement économique et à contribuer à la compréhension mutuelle, le Conseil a reconnu les activités croissantes entreprises par le Département des affaires économiques et sociales dans le domaine du tourisme et a exprimé sa satisfaction de la contribution que l'Union internationale des organismes officiels de tourisme (UIOOT) apportait à l'application des recommandations de la Conférence de Rome.

625. Le Conseil a pris note avec satisfaction des résultats obtenus jusque-là à la suite des recommandations de la Conférence de Rome et des activités croissantes des organes des Nations Unies et des institutions spécialisées intéressées dans le domaine du tourisme. Il a invité ces organes et institutions spécialisées, y compris la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Association internationale de développement, la Société financière internationale et le Programme des Nations Unies pour le développement, à examiner favorablement les demandes tendant à la fourniture d'une assistance technique et financière accrue aux pays en voie de développement en vue d'accélérer la mise en valeur de leurs ressources touristiques.

626. Le Conseil a prié la Commission de statistique d'étudier, en coopération avec l'UNCTAD et l'UIOOT, les méthodes et les définitions les plus appropriées en vue d'améliorer les statistiques du tourisme sans augmenter les formalités de voyage, et de soumettre ses recommandations au Conseil, lors de sa session d'été de 1968.

627. Le Conseil a exprimé l'espoir que l'UNCTAD inclurait une étude périodique de l'application des recommandations de la Conférence de Rome qui sont de son ressort dans l'examen continu du développement du tourisme prévu dans son programme de travail.

628. Le Conseil a prié le Secrétaire général de préparer, périodiquement et au moins tous les trois ans, en coopération avec l'UIOOT s'il y a lieu, des rapports et études sur les aspects du développement du tourisme et de l'application des recommandations de la Conférence de Rome qui visent à accélérer le progrès social et la croissance économique, y compris des études sur la possibilité d'appliquer des techniques et méthodes opérationnelles nouvelles au développement du tourisme; enfin, il a invité l'UIOOT à continuer de coopérer avec les organes des Nations Unies et les institutions spécialisées selon les besoins et à fournir une assistance aux gouvernements pour aider à l'application, chaque fois que cela serait nécessaire, des recommandations pouvant résulter des études entreprises.

ANNÉE INTERNATIONALE DU TOURISME *

629. A sa quarantième session¹⁴, le Conseil, ayant pris note du vœu exprimé par l'UIOOT à sa dix-

neuvième assemblée générale de voir désigner l'année 1967 par l'Organisation des Nations Unies comme "Année internationale du tourisme", et reconnaissant que le fait de consacrer une année au tourisme international faciliterait la compréhension entre les peuples du monde entier, favoriserait la coopération internationale en général et conduirait à une meilleure prise de conscience des richesses des différentes civilisations, a adopté la résolution 1108 (XL) par laquelle il a recommandé à l'Assemblée générale de désigner, à sa vingt et unième session, l'année 1967 comme "Année internationale du tourisme".

630. A sa quarante et unième session¹⁵, le Conseil a pris note avec intérêt du rapport de l'UIOOT (E/4218)¹⁶ sur les préparatifs en vue de l'Année internationale du tourisme, ainsi que des propositions qu'il contenait au sujet de la promotion du tourisme, en particulier à destination des pays en voie de développement. Il a adopté la résolution 1130 (XLI) dans laquelle il s'est déclaré satisfait des préparatifs entrepris; il a invité les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, membres des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique et les organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales intéressées à tenir compte, pour leurs préparatifs, des propositions contenues dans le rapport de l'UIOOT; et il a appelé l'attention de l'Assemblée générale sur ce rapport.

Section VI. — Dispositions relatives à la revision de la Convention internationale sur la circulation routière et du Protocole relatif à la signalisation routière faits à Genève le 19 septembre 1949

631. A sa quarante et unième session, le Conseil a examiné¹⁷ un rapport du Secrétaire général (E/4194)¹⁸ qui donnait un aperçu des préparatifs faits en vue de la revision de la Convention de 1949 sur la circulation routière et du Protocole relatif à la signalisation routière, ainsi qu'une note du Gouvernement autrichien (E/4241)¹⁹ proposant que la Conférence internationale, dont la convocation avait été décidée en principe par le Conseil à sa trente-neuvième session [résolution 1082 B (XXXIX)], se réunisse à Vienne au cours du premier trimestre de 1968.

632. Le Conseil a adopté une résolution [1129 (XLI)] prévoyant qu'il appartiendrait à la Conférence internationale qui devait être convoquée de décider si plus d'un instrument devait être préparé pour remplacer la Convention et le Protocole de 1949 et si certaines dispositions relatives à la signalisation routière devaient avoir un caractère obligatoire ou être simplement des pratiques recommandées. S'écarter légèrement de la résolution qu'il avait adoptée à sa trente-neuvième session [résolution 1082 B (XXXIX)], le Conseil a décidé également que les organisations intergouvernementales intéressées et les organisations non gouvernementales intéressées dotées du statut consultatif auprès du Conseil seraient invitées à la Conférence comme observateurs. Il a décidé en outre que la Conférence se tiendrait à Vienne en mars 1968 pendant une période qui ne dépasserait pas 25 jours ouvrables et à une date qui serait fixée par le Secrétaire général de concert avec le Gouvernement autrichien.

* Question figurant à l'ordre du jour de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

¹³ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. I, *Acte final et Rapport* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11), p. 63 à 65.

¹⁴ E/AC.6/SR.384 à 386; E/SR.1439.

¹⁵ *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 20 de l'ordre du jour.

¹⁶ E/AC.6/384, 386; E/SR.1439.

¹⁷ *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes*, point 20 de l'ordre du jour.

633. Le Conseil a prié le Secrétaire général de faire distribuer un nouveau projet de convention sur la circulation routière et un nouveau projet de convention sur la signalisation routière, établis à partir des projets rédigés antérieurement (E/3998 et Add.1 et E/3999 et Add.1)¹⁸ compte tenu des amendements proposés par les commissions économiques régionales. Enfin, le Conseil a prié le Secrétaire général de diffuser, deux mois au moins avant l'ouverture de la Conférence, les amendements et les suggestions qu'il aurait reçus et de prendre les autres dispositions voulues pour la convocation de la conférence.

Section VII. — Transport des marchandises dangereuses

634. A sa quarantième session, le Conseil a examiné¹⁹ le rapport du Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses sur sa quatrième session et sur les travaux de ses organes subsidiaires, le Groupe d'experts en matières et objets explosibles et le Groupe de rapporteurs sur l'emballage des marchandises dangereuses (E/CN.2/CONF.5/16 et Add.1). Par sa résolution 1110 (XL), il a prié le Secrétaire général de modifier la version révisée des recommandations concernant le transport des marchandises dangereuses (ST/ECA/81-E/CN.2/CONF.5/10)²⁰ et de communiquer les modifications aux gouvernements des Etats Membres, aux institutions spécialisées, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et aux autres organisations internationales intéressées. Il a également prié le Secrétaire général d'organiser des réunions du Comité d'experts et de ses organes subsidiaires.

Section VIII. — Contrôle international des stupéfiants

635. Lorsqu'il a passé en revue à sa quarantième session²¹ la question du contrôle international des stupéfiants, le Conseil a examiné le rapport de la Commission des stupéfiants sur sa vingtième session, tenue du 29 novembre au 21 décembre 1965 (E/4140)²², ainsi que le rapport du Comité central permanent des stupéfiants sur son activité en 1965 (E/OB/21 et Add.)²³. Dans ses résolutions 1104 (XL) et 1107 (XL), le Conseil a pris acte de ces rapports. On trouvera ci-après un aperçu des travaux de la Commission et du CCPS, ainsi qu'un compte rendu des mesures prises par le Conseil en ce qui concerne les stupéfiants.

MISE EN ŒUVRE DES TRAITÉS ET CONTRÔLE INTERNATIONAL

636. Le Conseil a été informé que, d'une manière générale, les gouvernements s'étaient acquittés de l'obligation qui leur incombe, aux termes des divers traités sur les stupéfiants, de fournir des renseignements et des rapports aux organes de contrôle. Du 16 mars 1964 au 30 septembre 1965, 46 pays avaient communiqué au Secrétaire général 116 textes de loi relatifs aux stupé-

fiant, à d'autre part, le nombre de pays et territoires pour lesquels il avait reçu un rapport annuel relatif à 1963 s'élevait à 152.

637. Conformément aux dispositions du Protocole de 1948 et de la Convention de 1961, un nouveau produit synthétique, la piritramide, avait été placé sous contrôle international; 89 stupéfiants de base, dont 60 stupéfiants synthétiques, se trouvaient donc placés sous contrôle.

638. De nouveaux pays, notamment un certain nombre de nouveaux pays africains, étaient devenus parties aux traités sur les stupéfiants. Au 31 décembre 1965, 53 pays étaient parties à la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants²⁴. La Commission avait demandé à tous les Etats qui ne figuraient pas parmi ce nombre de prendre les mesures nécessaires pour adhérer à la Convention afin d'assurer l'universalité de son application et de réduire au minimum la période pendant laquelle demeureraient en vigueur les multiples systèmes institués par les traités antérieurs.

639. A sa vingtième session, la Commission avait consacré une bonne part de son attention à la préparation du guide administratif pour l'application de la convention que le Conseil avait demandé dans sa résolution 914 D (XXXIV). Elle avait examiné et adopté les propositions d'un groupe de travail qu'elle avait chargé de passer en revue un projet établi par le Secrétariat sur la base des observations communiquées par les gouvernements, par l'OMS et par l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) au sujet d'un projet antérieur, et elle avait estimé que le guide devait être révisé et modifié compte tenu de l'expérience ainsi que des observations communiquées par les gouvernements. La Commission avait également adopté le texte des questionnaires que les gouvernements devaient utiliser pour présenter chaque année les renseignements exigés par la Convention de 1961 comme par les traités antérieurs.

640. Dans sa résolution 1106 (XL), le Conseil a pris acte des dispositions prises en vue de l'application de la Convention, telles qu'elles étaient énoncées dans le rapport de la Commission (E/4140, par. 52 à 92), et il a décidé de fixer au 2 mars 1968 la date à laquelle l'Organe international de contrôle des stupéfiants entretrait en fonctions, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 45 de la Convention unique. Comme suite à une suggestion du Secrétaire général²⁵, il a décidé de constituer un comité de 13 membres²⁶ qui serait chargé d'examiner les candidatures, et il a approuvé la procédure d'élection des membres de l'Organe international de contrôle des stupéfiants, telle qu'elle était indiquée dans le rapport de la Commission des stupéfiants et esquissée dans la note du Secrétaire général. Le Conseil a en outre prié le Secrétaire général de mettre en marche le processus des premières élections à l'Organe international de contrôle, et il a demandé instamment à tous les Etats qui étaient parties aux traités antérieurs sur les stupéfiants et non à la Convention de 1961 de coopérer avec l'Organe international de contrôle dans l'accomplissement de ses fonctions. Le Conseil a été informé que la Commission avait renvoyé à sa vingt et unième session l'examen des dispositions administratives à prendre pour assurer la pleine indépendance technique de l'OIICS dans l'exer-

¹⁸ Ibid., trente-neuvième session, Annexes, point 23 de l'ordre du jour.

¹⁹ E/AC.6/SR.375; E/SR.1417.

²⁰ *Transport of Dangerous Goods (1964)* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 1964.VIII.1).

²¹ E/SR.1416 E/AC.7/SR.532, 533.

²² *Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Supplément n° 2.*

²³ Publications des Nations Unies, numéros de vente: 65.XI.9 et 66.XI.5.

²⁴ Publication des Nations Unies, numéro de vente: 62.XI.1.

²⁵ *Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes, point 11 de l'ordre du jour, document E/4158/Rev.1.*

²⁶ Voir l'annexe II.

cice des fonctions qui lui sont confiées par la Convention de 1961²⁷.

TRAFFIC ILLICITE

641. Le Conseil a été informé que le trafic illicite des stupéfiants continuait à prospérer partout où il existait un marché pour ces produits. Le système de contrôle créé au cours des cinquante dernières années avait permis dans une large mesure de mettre fin au détournement à des fins illicites de stupéfiants licitement fabriqués en dehors des vols ou des faux qui ne portaient que sur des quantités minimales. C'était la production illicite qui alimentait la plus grande partie du trafic illicite. Aussi longtemps qu'il existerait de grandes quantités de matières premières et qu'on pourrait se les procurer, les trafiquants les utiliseraient à leurs propres fins. Cette remarque s'appliquait à l'opium produit illicitement ou sans contrôle effectif en Asie du Sud-Est et au Moyen-Orient, à la feuille de coca produite en Amérique du Sud et au cannabis poussant à l'état sauvage ou cultivé illicitement dans de nombreuses régions du monde. La Commission avait examiné les facteurs responsables du développement du trafic illicite des stupéfiants, et elle avait étudié en particulier : les techniques auxquelles les trafiquants avaient recours ; la fabrication clandestine des "drogues blanches" (morphine, héroïne et cocaïne) ; les moyens de transport utilisés par les contrebandiers ; et les prix des stupéfiants sur le marché illicite. Elle avait envisagé l'efficacité des mesures préconisées, telles que l'imposition de peines sévères aux trafiquants, le resserrement de la coopération internationale, une répression plus efficace grâce à une formation plus poussée des fonctionnaires des services de répression, et la modernisation des méthodes d'enquête, et elle avait formulé un certain nombre de suggestions destinées à orienter les responsables de la lutte contre le trafic illicite des stupéfiants.

ABUS DES STUPÉFIANTS (TOXICOMANIE)

642. Le Conseil a noté que la Commission avait été saisie à sa vingtième session des données qui avaient été recueillies à la suite des enquêtes effectuées par les gouvernements sur les problèmes de la toxicomanie et de la consommation illicite de stupéfiants, données qui portaient en particulier sur les aspects socio-économiques et médicaux de ces problèmes, et notamment sur les causes de la toxicomanie, l'ampleur du problème dans différentes parties du monde, les stupéfiants en cause, l'attitude des divers pays à l'égard des toxicomanes, et le traitement et la réadaptation des drogués. On avait souligné que la réglementation et le traitement de la toxicomanie devaient faire appel à des méthodes qui fussent adaptées à la région ou aux pays considérés. Dans les cas où la toxicomanie était manifestement liée à la criminalité et au trafic illicite, on avait pu agir efficacement, dans certains pays, par des mesures législatives et répressives. Dans d'autres pays, où le problème revêtait une grande ampleur et était lié aux conditions de la vie familiale et sociale, il fallait s'attaquer à la toxicomanie sur un large front social et économique en tenant compte aussi du contexte culturel et de la situation économique des toxicomanes. Dans les cas où le problème n'était pas grave, certains pays préféraient l'aborder sur un plan purement médical et psychiatrique.

Substances non soumises à un contrôle international

643. Le Conseil a été informé que la Commission avait jugé essentiel d'examiner dans son ensemble, à

sa vingtième session, la question des dangers provoqués par l'abus de nouveaux produits psychotropes, en particulier les stimulants ou amphétamines, les sédatifs ou barbituriques, et les tranquillisants, et de prendre des dispositions pour qu'ils puissent être assujettis à un contrôle efficace. On recevait chaque année de nouveaux renseignements sur les effets nocifs de ces substances, et dans certains pays le problème avait pris des proportions graves. La prescription de ces substances et, dans un très grand nombre de pays, leur vente sans ordonnance, ne cessaient d'augmenter. Cette augmentation sans précédent, au cours des dernières années, était sans doute due au fait que ces drogues étaient absorbées non pas tant comme médicaments que comme agents capables de procurer le sommeil, la détente ou une certaine euphorie. Il était regrettable que les recommandations faites par la Commission et par l'OMS au cours des dernières années en vue d'une réglementation nationale rigoureuse n'eussent pas été universellement mises en œuvre. La fabrication et le commerce de ces drogues s'étaient tant développés qu'on pouvait facilement en obtenir des quantités supérieures à celles qui étaient requises à des fins médicales. Dans de nombreux pays où la présentation d'une ordonnance était en principe obligatoire, il était souvent possible d'obtenir ces drogues sans ordonnance. La difficulté tenait peut-être en partie à ce que le contrôle était plus ou moins rigoureux suivant les pays : dans ceux où le contrôle était peu sévère, ces substances s'obtenaient facilement et elles pouvaient être introduites dans d'autres pays où le contrôle était plus strict. Le problème semblait pour l'instant plus aigu dans les pays développés, mais il ne tarderait pas sans doute à se poser aussi dans les pays en voie de développement. Certains membres de la Commission ont même été d'avis qu'il viendrait peut-être un moment où l'abus des substances en cause serait plus inquiétant que l'abus des stupéfiants tels que l'opium et l'héroïne. La Commission a rappelé que, lors de la Conférence de plénipotentiaires qui avait adopté la Convention de 1961, on avait présenté un projet de résolution demandant que l'on étudie ces substances en vue de déterminer les mesures que la collectivité internationale devrait prendre à leur sujet, et en particulier afin de déterminer jusqu'où et dans quel sens devait s'exercer le contrôle. A sa vingtième session, la Commission avait examiné une résolution que l'Assemblée mondiale de la santé avait adoptée à sa dix-huitième session, en 1965, ainsi que les recommandations correspondantes du Comité OMS d'experts des drogues engendrant la dépendance ; le Comité de l'OMS proposait notamment les mesures suivantes : a) délivrance uniquement sur ordonnance médicale (comme il l'avait été maintes fois préconisé dans des rapports antérieurs) ; b) obligation de consigner sur des registres toutes les transactions, du stade de la production à celui de la vente au détail ; c) production exclusivement sous licence ; d) commerce limité à des personnes autorisées ; e) détention interdite à toute personne non autorisée ; et f) institution d'un système d'autorisations pour les importations et les exportations. En l'occurrence, la Commission avait jugé opportun d'attendre, pour décider de soumettre ces substances à des mesures internationales de contrôle, que la notion même de contrôle international dans ce domaine fût d'abord clairement définie.

644. Dans sa résolution 1104 (XL), le Conseil a approuvé une recommandation formulée dans le rapport de la Commission (E/4140, par. 373 à 376) concernant la réunion d'un comité de la Commission qui étudierait la question des substances non soumises à un contrôle

²⁷ Voir aussi par. 653 à 656 ci-dessous.

international, telles que les barbituriques, les amphétamines et les tranquillisants, et qui ferait rapport à la Commission, lors de sa vingt et unième session, en décembre 1966. Il a recommandé que, si possible, les réunions de ce comité ne durent pas plus d'une semaine et n'imposent à l'Organisation des Nations Unies que le minimum d'obligations financières. Le Comité doit se réunir à Genève du 8 au 12 août 1966.

Le problème du cannabis

645. Le Conseil a noté que la Commission avait examiné en détail le problème du cannabis, notamment en ce qui concernait les pays africains. Les travaux scientifiques visant à déterminer le principe actif du cannabis se poursuivaient encore, mais il était généralement admis que la résine, les sommités florifères, les sommités fructifères et les feuilles de la plante possédaient, en ordre décroissant, un caractère de toxicité. Des opinions dangereusement erronées ayant, semblait-il, été répandues en divers lieux quant au danger que le cannabis présente pour la société, la Commission avait jugé important de réaffirmer qu'à son avis les gouvernements devaient soumettre le cannabis sans restriction au contrôle; en fait, la Convention de 1961 disposait que le contrôle international le plus strict lui était applicable.

Le problème de la feuille de coca

646. Dans certains pays d'Amérique du Sud, on enregistrait des progrès dans la solution des problèmes que posaient la production et la consommation de la feuille de coca à des fins non médicales. La Commission avait été heureuse d'apprendre que le Pérou avait pris des mesures positives pour faire cesser la mastication de la feuille de coca conformément aux obligations énoncées dans la Convention de 1961. La Commission avait exprimé l'espoir que les pays voisins dans lesquels se posait un problème analogue prendraient aussi des mesures de contrôle plus efficaces en faisant appel à l'aide internationale. Le Conseil a fait sienne la recommandation de la Commission selon laquelle il y avait lieu de considérer avec bienveillance les demandes d'assistance technique et financière qui pourraient être présentées par les pays intéressés, et il a adopté à cet effet sa résolution 1105 (XL).

COOPÉRATION TECHNIQUE POUR LA LUTTE CONTRE L'ABUS DES STUPÉFIANTS

647. Le Secrétaire général avait présenté à la Commission un rapport (E/CN.7/477) relatif aux projets d'assistance technique exécutés en application des résolutions pertinentes du Conseil et de l'Assemblée générale. Comme il était dit dans ce rapport, trois projets régionaux avaient été achevés depuis la précédente session de la Commission, c'est-à-dire depuis 1964. Le premier projet était la convocation à Lima, en décembre 1964, du Groupe consultatif interaméricain pour l'étude des problèmes de la feuille de coca. Le Groupe consultatif avait fait le point des différents aspects du problème, en tenant compte notamment des mesures législatives adoptées ou en voie d'adoption, et il avait fait plusieurs recommandations aux gouvernements intéressés. Le deuxième projet régional était l'organisation à Manille, en janvier et février 1965, d'un cycle d'études pour les agents des services de répression d'Asie et d'Extrême-Orient, au cours duquel on avait étudié notamment les questions suivantes: identification des stupéfiants et autres substances dangereuses analogues; zones de production des stupéfiants faisant l'objet d'un

trafic illicite; principaux itinéraires et lieux de destination du trafic illicite; méthodes nationales d'inspection des stupéfiants; dépistage, traitement et réadaptation des toxicomanes détenus; trafic de stupéfiants et délits organisés, en ce qui concerne notamment les techniques de répression; système international de contrôle des stupéfiants. Le troisième projet était la convocation à Lagos (Nigéria), en août 1965, d'un cycle d'études destiné aux agents des services de répression des pays d'Afrique. Les questions étudiées lors de ce cycle d'études avaient été essentiellement les mêmes que celles qui avaient été examinées au cycle d'études de Manille, mais on s'était attaché particulièrement aux stupéfiants dont il était fait abus en Afrique, et en particulier au problème du cannabis.

648. En 1964, il avait été accordé 12 bourses, dont les bénéficiaires représentaient six pays différents, et, en 1965, 10 bourses, dont les titulaires étaient ressortissants de huit pays; les sujets d'étude étaient notamment les mesures de répression, la réadaptation des toxicomanes et les techniques de laboratoire.

649. En 1965, deux experts avaient été mis à la disposition du Gouvernement iranien au titre du programme ordinaire d'assistance technique. En 1964 et 1965, on avait maintenu en poste l'expert envoyé au titre du Programme élargi d'assistance technique pour conseiller le Gouvernement iranien au sujet du contrôle des stupéfiants. D'autre part, le Gouvernement du Honduras avait également bénéficié des services d'un consultant chargé de le conseiller sur les mesures législatives intéressant le contrôle des stupéfiants.

650. Les divers besoins des gouvernements en matière de contrôle des stupéfiants dépassaient considérablement le crédit de 75 000 dollars, actuellement prévu au titre du programme d'assistance technique institué par la résolution 1395 (XIV) de l'Assemblée générale. Le Conseil a noté que la Commission était d'avis qu'à partir de 1966 il serait préférable que ce fût l'OMS qui accorde les bourses de perfectionnement dans le domaine de la réadaptation des toxicomanes.

651. Dans sa résolution 1104 (XL), le Conseil a prié le Secrétaire général de fournir à la Commission des stupéfiants, à chacune de ses sessions annuelles, les meilleurs renseignements disponibles sur les propositions relatives aux futurs projets de coopération technique dans le domaine du contrôle des stupéfiants, de manière que les commentaires et les recommandations de la Commission puissent être pris en considération lors de la préparation des programmes annuels.

RAPPORT DU COMITÉ CENTRAL PERMANENT DES STUPÉFIANTS

652. Le rapport du Comité central permanent des stupéfiants sur son activité en 1965 (E/OB/21 et Add.1) donnait une vue d'ensemble de la situation mondiale en matière de stupéfiants, telle qu'elle ressortait des informations communiquées au Comité pendant l'année.

653. Présentant le rapport, le Président du Comité a rappelé²⁸ que le Conseil, dans sa résolution 1106 (XL) portant sur l'application de la Convention unique sur les stupéfiants²⁹, avait fixé au 2 mars 1968 la date à laquelle l'Organe international de contrôle des stupéfiants créé par la Convention unique entrerait en fonctions. Etant donné que le nouvel organe, de même que le présent, serait chargé d'un certain nombre de fonc-

²⁸ E/AC.7/SR.532; E/AC.7/L.484.

²⁹ Voir par. 640 ci-dessus.

tions judiciaires, il importait que son indépendance technique et son impartialité fussent garanties contre toute possibilité de pression abusive, politique ou autre. Les dispositions prises à cette fin par le Conseil dans sa résolution 201 (VIII) du 2 mars 1949 pour l'organe actuel avaient résisté à l'épreuve du temps; il était donc souhaitable de prendre des dispositions analogues pour le futur organe international de contrôle des stupéfiants. Telle était l'opinion non seulement du Comité actuel qui avait présenté une recommandation à cet effet (E/OB/21, par. 76), mais, comme l'a rappelé le Président, de tous les membres de la Commission qui avaient abordé cette question à la dernière session de cet organe.

654. S'agissant du contrôle international des stupéfiants, le Président du Comité a ajouté que la communauté internationale des Etats avait indubitablement retiré des avantages considérables du réseau administratif de contrôle établi par les traités sur les stupéfiants, avantages que la Convention unique, lorsque son application serait généralisée, ne manquerait pas d'accentuer. En 1936 encore, sur le total de la production licite d'opium, soit environ 3 800 tonnes, 400 tonnes seulement étaient utilisées à des fins médicales et 150 tonnes environ étaient exportées vers les pays qui permettaient l'usage non médical de l'opium; le reste, soit plus de 3 000 tonnes, était utilisé à des fins illicites. En outre, d'énormes quantités d'opium provenaient de cultures illicites. Mais actuellement, on avait estimé à quelque 1 200 tonnes seulement — soit 200 tonnes détournées des sources autorisées et 1 000 tonnes provenant de cultures non autorisées — la quantité d'opium disponible à des fins illicites. Ce chiffre demeurerait alarmant, car il représentait virtuellement l'équivalent d'environ 12 milliards de doses thérapeutiques de morphine ou de 24 milliards de doses d'héroïne, ce qui signifiait que le nombre de toxicomanes consommant de l'opium et des opiacés s'élevait à plusieurs millions.

655. Les fabricants clandestins de morphine et d'héroïne continuaient de pouvoir se procurer l'opium qui était leur matière première, dans les régions de culture du pavot où les pouvoirs locaux étaient impuissants à empêcher le détournement de l'opium provenant de cultures licites ou à supprimer la culture illicite du pavot. Souvent, cette situation était due au retard du développement économique et social dans les régions intéressées. S'il est vrai que les gouvernements visés avaient, dans certains cas, plus de moyens d'action que par le passé, on ne pouvait nier qu'ils se trouvaient souvent dans l'impossibilité de moderniser comme il convenait leur économie et leur société sans une aide étrangère importante. Cette solution fondamentale du problème du contrôle des stupéfiants était étroitement liée au problème plus général du développement économique et social qui se posait à la communauté mondiale. Par ailleurs, les pays qui se lançaient dans la production de l'opium pour la première fois couraient le risque très grand de ne pas pouvoir exercer un contrôle efficace et d'aggraver ainsi notablement le trafic illicite, notamment en ce qui concernait l'héroïne et la morphine, toutes deux à base d'opium. En outre, il n'était pas nécessaire d'augmenter la production d'opium, et la production licite de l'opium était peu rentable par comparaison avec d'autres produits.

656. Commentant le rapport du Comité central permanent des stupéfiants, plusieurs membres du Conseil

ont exprimé leur approbation, notamment pour les observations faites par le Président du Comité au sujet des mesures administratives à prendre pour assurer l'indépendance technique du nouvel organe dans l'exercice des fonctions qui lui sont confiées par la Convention de 1961. Le Conseil a noté que la Commission des stupéfiants avait renvoyé l'examen de la question à sa vingt et unième session, où elle serait saisie d'un rapport du Secrétaire général dans lequel seraient exposées ses propositions.

Section IX. — Diffusion de renseignements concernant les activités des Nations Unies dans le domaine économique et social et dans le domaine des droits de l'homme

657. Au cours des débats de la quarante et unième session du Conseil, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales⁸⁰ a déclaré qu'il serait opportun d'examiner les moyens par lesquels les activités et les problèmes du Conseil sont portés à l'attention de l'opinion mondiale. Il a ajouté qu'il s'agissait d'une préoccupation légitime du Conseil et que jusque-là il n'y avait pas eu suffisamment d'efforts systématiques pour faire connaître au grand public les activités de cet organe. Le CAC a examiné la question de l'information, et a fait savoir au Conseil qu'il prenait des dispositions pour que soit entrepris un examen de certains aspects des programmes d'information des organismes des Nations Unies (E/4191⁸¹, par. 98).

658. Certains membres du Conseil ont dit qu'il fallait réexaminer et réorganiser les activités d'information des institutions des Nations Unies. L'examen envisagé par le CAC était une initiative louable, mais une étude plus vaste entreprise en coopération avec le CAC était également nécessaire.

659. En conséquence, le Conseil, dans la résolution 1176 (XLI), tout en attendant avec intérêt les résultats de l'examen qui devait être entrepris par le CAC, a prié le Secrétaire général d'effectuer une étude sur les activités d'information de l'Organisation des Nations Unies concernant ses travaux dans le domaine économique et social et celui des droits de l'homme, y compris les modalités de financement, l'effectif du personnel, le programme de publications, les relations avec la presse, l'efficacité des dispositions actuelles et les relations avec les services d'information des autres institutions des Nations Unies. Il devrait, à cette fin, faire appel, dans la mesure qu'il jugerait nécessaire, aux services de consultants ou d'experts gouvernementaux. Le Secrétaire général a été prié de faire connaître au Conseil à sa quarante-troisième session les mesures prises pour améliorer les activités d'information de l'Organisation des Nations Unies et de présenter des suggestions au sujet des nouvelles mesures qu'il conviendra de prendre à cette fin, ainsi que de suggérer des moyens par lesquels les programmes d'information des gouvernements des Etats Membres et, selon qu'il conviendra, les institutions éducatives et les groupements civiques ou communautaires, pourraient seconder les efforts des Nations Unies par l'entremise de la presse, de la radio, de la télévision et du cinéma. Ces rapports seraient présentés à l'Assemblée à sa vingt-deuxième session.

⁸⁰ Voir E/SR.1431 et E/L.1127.

⁸¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

Chapitre XIV

QUESTIONS TOUCHANT LA COORDINATION ET LES RELATIONS AVEC LES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

Section I. — Evolution générale et examen des activités

660. A sa quarante et unième session¹, le Conseil a procédé à son examen habituel du développement, de la coordination et de la concentration des programmes et activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans le domaine économique et social et dans celui des droits de l'homme. Cette tâche lui a été plus aisée qu'au cours des années précédentes, étant donné qu'il était saisi non seulement des rapports des institutions spécialisées et de l'AIEA² et du Comité

¹ E/AC.24/SR.292 à 298, 300 à 305, 307 à 309, 311; E/SR/1421 à 1430, 1445.

² Organisation internationale du Travail, *Vingtième rapport de l'Organisation internationale du Travail aux Nations Unies* (Genève, 1966) et "Bref rapport de l'Organisation internationale du Travail présenté au Conseil économique et social des Nations Unies en conformité avec la résolution 1090 E (XXXIX)" [Genève, 1966], communiqués au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4198 et Add.1);

"Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture au Conseil économique et social à sa quarante et unième session" (Rome, 1966) et "Le travail de la FAO 1964-1965: rapport du Directeur général" (Rome, 1965), communiqués au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4195 et Add.1);

"Rapport de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture au Conseil économique et social", communiqué au Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/4190);

Organisation de l'aviation civile internationale, *Rapport annuel du Conseil à l'Assemblée pour 1965* (Doc. 8572, A16-P/1, avril 1966) et "Rapport analytique sur les activités de l'OACI en 1965", communiqués au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4185/Rev.1/Add.1; A/4185/Rev.1);

Organisation mondiale de la santé, *Activité de l'OMS en 1965: rapport annuel du Directeur général à l'Assemblée mondiale de la santé et aux Nations Unies* (Genève, 1966) [*Actes officiels de l'Organisation mondiale de la santé* n° 147], "Rapport analytique présenté par l'Organisation mondiale de la santé en conformité avec la résolution 1090 F (XXXIX) du Conseil" et "Rapport complémentaire de l'Organisation mondiale de la santé", communiqués au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4197 et Add.1 et 2);

Union postale universelle, "Rapport sur les activités de l'Union en 1965" (Berne, 1966) et *Rapport analytique sur les activités de l'UPU en 1965* (Berne, 1966), communiqués au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4199 et Add.1);

Union internationale des télécommunications, *Rapport sur les activités de l'Union internationale des télécommunications en 1965* (Genève, 1966) et *Cinquième rapport de l'Union internationale des télécommunications sur les télécommunications et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique* (Genève, 1966), communiqués au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4188 et Add.1);

Organisation météorologique mondiale, *Rapport annuel de l'Organisation météorologique mondiale 1965* (OMM-n° 184, RP.67) [Genève, 1966] et "Rapport liminaire de l'Organisation météorologique mondiale pour 1965", communiqués au Conseil économique et social par des notes du Secrétaire général (E/4182 et Add.1);

"Rapport annuel de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, 1966" (Londres), com-

administratif de coordination (E/4191)³, accompagnés pour la première fois de brefs résumés analytiques des rapports des institutions, mais également du rapport du Comité spécial de coordination qui a été réorganisé (A/4215)⁴, du rapport des premières réunions communes du Comité spécial de coordination et du CAC (E/4233)⁵, et d'un nouveau modèle de rapport préparé par le CAC, où figurent les dépenses de divers organismes des Nations Unies, ventilées par organisation et par type d'activité (E/4209)⁶.

661. On trouvera dans les sections ci-après un examen des activités au niveau intersecrétariats, telles qu'elles figurent dans le trente-deuxième rapport du CAC, et des faits nouveaux enregistrés à l'échelon intergouvernemental, tels qu'ils ressortent des débats successifs au Comité spécial de coordination, aux réunions communes du Comité spécial et du CAC et enfin au Conseil lui-même.

ACTIVITÉS DU COMITÉ ADMINISTRATIF DE COORDINATION

662. Le rapport du CAC (E/4191)³, qui portait sur un nombre accru de questions, a exposé plusieurs cas où l'on a pu résoudre des difficultés de coordination, par exemple la fusion du Programme élargi d'assistance technique et du Fonds spécial. On y a également souligné de nouveaux problèmes de coordination, tels que ceux qui ont trait au développement industriel. Le rapport a montré à quel point le CAC s'occupe toujours davantage de coordination "positive", par opposition à une coordination visant simplement à éviter les chevauchements et les doubles emplois.

663. Le rapport expose brièvement les plans inter-organisations en vue de la coopération dans le cadre de l'Année internationale des droits de l'homme⁴ et décrit la façon dont les institutions coopèrent dans un certain nombre de domaines (science et technique, enseignement et formation, habitation et urbanisation, conséquences économiques et sociales du désarmement et utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique).

664. Il contient également des sections consacrées à la Décennie des Nations Unies pour le développement, à l'évaluation des programmes d'assistance technique et à la préparation des budgets des institutions, questions pour lesquelles des rapports séparés avaient été soumis au Conseil.

communiqué au Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/4202);

"Rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie atomique au Conseil économique et social pour 1965-1966", communiqué au Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/4183).

³ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 3 de l'ordre du jour.

⁴ Voir chap. XI, sect. V.

665. A sa quatrième session, en mai et juin 1966, le Comité spécial de coordination a accordé une attention toute particulière au trente-deuxième rapport du CAC (E/4191)³. Dans son rapport (E/4215)³, le Comité spécial a suggéré que le rapport du CAC devrait être plus sélectif, sans négliger pour autant de fournir des détails complets sur les problèmes qui n'avaient pas été résolus. On a émis l'opinion que son contenu devrait être limité aux questions présentant un intérêt particulier pour le Conseil et qu'on pourrait l'améliorer en y ajoutant une introduction où seraient exposées les grandes tendances de la coopération interinstitutions, les principales tâches accomplies et les difficultés essentielles restant à surmonter. Il a été décidé que l'on devrait apporter certaines améliorations à la présentation du rapport de façon à donner une vue d'ensemble plus nette des activités du CAC et des indications plus détaillées sur les accords conclus entre les institutions.

666. Le Comité spécial a formulé des observations sur diverses parties du rapport du CAC, en particulier sur celles qui concernent le développement industriel, l'évaluation des programmes, le commerce et le développement, l'application de la science et de la technique au développement, les conséquences économiques et sociales du désarmement, la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines, le programme mondial d'alphabétisation, les questions démographiques, la préparation et la présentation des budgets des institutions, la coopération dans le domaine de l'information et l'examen des travaux et du fonctionnement du CAC.

667. En ce qui concerne les travaux et le fonctionnement du CAC, le Comité spécial a souligné le rôle à jouer par le CAC en ce qui concerne non seulement la coordination mais aussi les problèmes plus vastes dont s'occupe le Conseil. Tout en faisant observer que le CAC ne devrait pas reprendre les fonctions des organismes intergouvernementaux, on a estimé qu'il devrait présenter des propositions aux organismes intergouvernementaux appropriés en vue d'une action coordonnée permettant de résoudre les problèmes nouveaux qui se posent dans le domaine économique et social et dans celui des droits de l'homme.

668. On a décidé de demander éventuellement au CAC d'inclure dans son prochain rapport un résumé général de l'évolution récente en matière de coordination sur le plan régional.

669. Le Comité spécial a également examiné les rapports annuels des institutions spécialisées et de l'AIEA.

670. En ce qui concerne ses propres méthodes pour l'avenir, le Comité a formulé, outre sa recommandation relative au programme de travail⁵, un certain nombre d'autres suggestions, et notamment que le mandat de ses membres soit étendu, qu'il puisse se réunir pendant une période plus longue et que son titre soit changé en "Comité du programme et de la coordination" afin de mieux correspondre à ses fonctions.

RÉUNIONS COMMUNES DU COMITÉ ADMINISTRATIF DE COORDINATION ET DU COMITÉ SPÉCIAL DE COORDINATION

671. Conformément à la résolution 1090 G (XXXIX) du Conseil, le Comité spécial de coordination et le CAC ont tenu des réunions communes pour la première fois en juillet 1966. Elles avaient pour objectif général

de créer un rapport plus étroit entre les membres du CAC et ceux du Conseil et de susciter une meilleure compréhension des points de vue existant dans ces deux organes.

672. Les discussions ont porté dans une très large mesure sur l'état actuel de la coordination interinstitutions, sur les rôles respectifs du Conseil et du CAC et sur la manière dont le CAC — et le Conseil — pourraient contribuer plus efficacement à la réalisation des buts communs. Dans les limites du temps disponible, on a également examiné au cours de la réunion les aspects relatifs à la coordination de questions de fond telles que la Décennie des Nations Unies pour le développement, l'activité des Nations Unies dans le domaine du développement industriel, les aspects des droits de l'homme qui intéressent spécialement les travaux des organismes des Nations Unies, les questions relatives aux activités des organismes des Nations Unies dans le domaine de l'application de la science et de la technique au développement, la nécessité d'accroître le courant des ressources à destination des pays en voie de développement, ainsi que la mise en valeur et l'utilisation des ressources humaines. Certains problèmes interorganisations qui étaient également inscrits à l'ordre du jour, comme le calendrier des conférences, la charge de la documentation et l'amélioration des mécanismes de consultation préalable, ont dû être laissés à l'examen du Comité de coordination du Conseil.

673. La majorité des membres ont estimé que l'état général de la coordination interorganisations — visant à prévenir les doubles emplois et les chevauchements inutiles — était raisonnablement satisfaisant et s'était amélioré de façon régulière. Toutefois, on a suggéré qu'il y avait encore beaucoup à faire pour assurer une coordination de type plus positif et plus dynamique, visant à utiliser au mieux les ressources disponibles et à accroître l'efficacité globale des efforts déployés par les organismes des Nations Unies. Il fallait à cette fin coopérer et coordonner au stade de la planification aussi bien qu'aux stades ultérieurs des travaux.

674. On a également estimé d'une façon générale que la participation active des institutions aux débats du Conseil serait très souhaitable et que l'on devrait s'efforcer le plus possible de consulter amplement les institutions en ce qui concerne les projets de résolution dont le Conseil serait saisi et qui les intéresseraient. Les réunions communes ont été considérées comme marquant le début d'un "dialogue" entre les membres du Conseil et ceux du CAC, dialogue qui, on l'espérait, pourrait être poursuivi.

675. En ce qui concerne les rôles respectifs à jouer par le Conseil et le CAC pour assurer la coordination à l'échelle internationale, certains participants, tout en reconnaissant la contribution essentielle que pouvait apporter le CAC, ont souligné que la responsabilité incombait en dernier ressort au Conseil. On a insisté en revanche sur le fait que les initiatives prises par le CAC pour signaler au Conseil les problèmes et pour proposer des changements nécessaires d'orientation des programmes avaient pris de plus en plus d'importance. On a reconnu de façon générale que les rôles du CAC et du Conseil étaient complémentaires et que le CAC devrait jouer un rôle plus actif vis-à-vis du Conseil.

676. Quant aux questions de fond choisies pour faire l'objet d'un examen spécial, une attention particulière a été accordée au rôle de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, que l'on envisageait de créer ; à la conclusion des débats, le Secrétaire général, en tant que Président du CAC, a

⁵ Voir chap. I^{er}.

exprimé sa conviction que les gouvernements aussi bien que les membres du CAC pouvaient s'entendre sur des mesures de coordination permettant d'éviter les doubles emplois et d'utiliser au maximum l'expérience et les moyens des organisations internationales existantes dans les questions relatives au développement industriel. Il a reconnu que ce but ne pourrait être atteint qu'après une série prolongée d'ajustements par voie de consultations et que ces consultations devraient être de la compétence du CAC et pourraient nécessiter la création d'un mécanisme permanent au sein du CAC.

677. On a examiné en outre certains aspects des travaux du Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement, ainsi que les plans relatifs à la célébration en 1968 de l'Année internationale des droits de l'homme.

678. Enfin, on a été d'avis que les réunions avaient contribué à créer des rapports plus étroits et une meilleure compréhension entre le Conseil et le CAC et on a émis l'espoir qu'elles conduiraient à la longue à une coordination plus efficace sur le plan intergouvernemental comme à l'échelon intersecrétariats. L'unanimité s'est faite sur l'opportunité d'organiser de telles réunions communes au cours des années à venir.

DÉBATS DU CONSEIL

679. Dans une déclaration prononcée à l'ouverture du débat⁶, le Secrétaire général a déclaré que le Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement et le Comité de la planification du développement, nouvellement créé, offraient tous deux de nouvelles possibilités importantes d'action concertée entre les membres des organismes des Nations Unies. Ils étaient aidés en cela par le CAC, qui élaborait peu à peu une forme de coordination plus positive et plus dynamique. Outre le fait qu'elles servaient à éviter les chevauchements et les doubles emplois, les méthodes de coordination étaient utilisées afin d'établir une orientation et un cadre pour les mesures ayant fait l'objet d'un accord et d'assurer que non seulement les activités se raccordent les unes aux autres, mais que les responsabilités des organismes des Nations Unies soient exercées avec un maximum de délibération et d'harmonie.

680. Au cours des débats, auxquels les représentants des institutions ont participé un peu plus activement que les années précédentes, les membres du Conseil ont discuté de grandes questions de politique aussi bien que de problèmes détaillés touchant la procédure et l'organisation. On a noté qu'une plus grande importance était maintenant accordée à la coordination et on a bien accueilli la tendance à une "coordination positive" visant à assurer une action concertée.

681. Diverses opinions ont été exprimées en ce qui concerne la nature de la coordination. Selon un point de vue, il existait trois formes principales de coordination — la coordination interinstitutions, la coordination des opinions exprimées au nom des gouvernements dans différents organismes internationaux et la coordination des programmes multilatéraux et bilatéraux d'assistance technique. La coordination interinstitutions avait maintenant dépassé la recherche de solutions à des problèmes pratiques et prenait la forme d'une coopération constructive et d'une planification commune en vue d'assurer une répartition rationnelle et une intégration effective des efforts. Selon un autre point de vue, la création de nouvelles institutions et

organisations montrait bien toute l'importance d'une coordination centrale. Il appartenait au Conseil de faire en sorte que les activités très diverses poursuivies individuellement par chacune des organisations contribuent harmonieusement aux objectifs communs énoncés dans la Charte des Nations Unies.

682. On a également déclaré que la coordination impliquait des efforts visant à assurer une coopération rationnelle par la suppression de tous les doubles emplois et gaspillages d'efforts. La coordination présentait deux aspects distincts : premièrement, l'identification de buts et d'objectifs précis et la fixation de priorités ; deuxièmement, l'élimination des obstacles à la réalisation de ces objectifs. La coordination devrait donc rendre plus effective l'action des Nations Unies et libérer des ressources en vue d'activités supplémentaires. Toutes les ressources dont disposent les institutions spécialisées devraient être mobilisées en vue de résoudre les problèmes fondamentaux du développement économique et social, l'expansion des activités de ces institutions devant conduire non pas à une augmentation exagérée de leurs budgets et de leurs effectifs, mais à une utilisation plus efficace des ressources existantes.

683. En étudiant les rapports des institutions spécialisées, le Conseil a examiné les aspects des activités de ces institutions relatifs à la coordination dont il était fait état dans les divers rapports, et il a également examiné la forme et la teneur des résumés analytiques ainsi que les méthodes futures concernant leur étude quant au fond (voir sect. II ci-après). On a noté que la plupart des rapports tenaient compte du degré élevé de coopération interinstitutions qui avait été atteint au cours des années passées. Selon un représentant, les petites organisations semblaient en particulier décidées à utiliser au mieux les moyens limités dont elles disposaient en coordonnant leurs activités avec celles d'autres organismes.

684. Un certain nombre de délégations ont suggéré que le Conseil se concentre chaque année sur l'étude des activités d'une ou de deux institutions. Il a toutefois été décidé qu'il serait préférable de se concentrer sur un ou deux domaines d'activité communs à plusieurs institutions, étant donné que cela permettrait aux gouvernements de confronter leurs points de vue concernant ces domaines d'activité et de les étudier de façon plus approfondie (voir par. 690).

685. On s'est vivement intéressé à une proposition visant à examiner les institutions et les programmes au sein des organismes des Nations Unies (voir par. 702 à 704). Le débat sur d'autres questions qui ont fait l'objet de décisions et de recommandations du Conseil est décrit ci-après.

Section II. — Questions particulières examinées par le Conseil

DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX ET AU FONCTIONNEMENT DU COMITÉ SPÉCIAL DE COORDINATION

686. Le Conseil s'est félicité des résultats des réunions communes du Comité spécial de coordination et du CAC et a fait sienne leur recommandation tendant à ce que de telles réunions continuent à avoir lieu à l'avenir. Certains membres du Conseil se sont déclarés satisfaits des premiers résultats obtenus par le Comité spécial de coordination après sa réorganisation et ont exprimé l'espoir qu'au cours des années à venir le Comité se préoccuperait tout particulièrement de définir les problèmes de coordination requérant un examen du

⁶ E/SR.1421.

Conseil et d'y proposer des solutions. On a aussi noté qu'il avait été impossible au Comité spécial d'examiner en détail le programme de travail des Nations Unies dans le domaine économique et social et dans celui des droits de l'homme.

687. Par sa résolution 1171 (XLI), le Conseil a fait sienne la recommandation du Comité spécial aux termes de laquelle il devrait assumer la responsabilité de procéder tous les ans à un examen général du programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, en consacrant chaque année, selon qu'il conviendra, une attention particulière à certains de ses éléments. Le Conseil a décidé que le Comité spécial se réunirait deux fois par an, une première fois pour étudier le programme de travail de l'Organisation des Nations Unies, et une deuxième fois pour traiter de la coordination des activités des institutions spécialisées et de l'AIEA et de celles de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil a prié le Secrétaire général de lui soumettre le plus tôt possible toutes les indications utiles concernant les programmes, y compris des estimations budgétaires, de façon que le Comité spécial puisse commencer à procéder à l'examen du programme de l'Organisation des Nations Unies dès que cela s'avèrera possible. Le Conseil a aussi reconnu qu'une certaine continuité dans la composition du Comité spécial serait d'une importance particulière et qu'il y aurait intérêt à étudier la possibilité de choisir ses membres pour une plus longue période. Le Conseil a en outre décidé de changer l'appellation du Comité spécial de coordination en "Comité du programme et de la coordination", afin de mieux refléter sa double responsabilité.

DISPOSITIONS RELATIVES À LA PRÉSENTATION DES RAPPORTS ANALYTIQUES DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE

688. Les membres du Conseil se sont félicités des nouveaux rapports analytiques établis par les institutions conformément à la résolution 1090 F (XXXIX) du Conseil et ont estimé qu'ils avaient aidé le Conseil à se faire une idée plus exacte des activités de ces institutions et des problèmes auxquels elles se heurtent. Ils ont estimé cependant que la forme de ces rapports pourrait être améliorée et uniformisée. Ils ont proposé que ces rapports indiquent clairement les activités qui pourraient entraîner certains doubles emplois avec les travaux d'autres institutions et qu'ils contiennent aussi un chapitre consacré aux activités d'assistance technique. On pourrait envisager pour ces rapports le plan ci-après: changements d'organisation interne, activité des principaux organes au cours de l'année considérée, principaux faits nouveaux touchant le programme, rapport sur le budget pour l'année considérée et prévisions budgétaires, coordination avec l'ONU, d'autres institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies, activités d'assistance technique et exposé des faits nouveaux intervenus dans chacun des principaux domaines d'activité de l'institution. On a aussi proposé d'inclure dans le rapport un chapitre consacré aux questions administratives.

689. Par sa résolution 1172 (XLI), le Conseil a prié les institutions spécialisées et l'AIEA, lorsqu'elles prépareront leurs futurs résumés analytiques, de suivre en grande partie un même modèle qui sera établi par le CAC compte tenu des suggestions faites au Conseil. Il a prié également les institutions d'inclure dans leurs

résumés analytiques des renseignements appropriés sur le coût de leurs programmes et principaux projets, et de publier leurs rapports annuels et leurs résumés analytiques assez tôt pour qu'ils puissent être examinés par le Comité du programme et de la coordination. Le Secrétaire général a été prié de préparer chaque année, en consultation avec le CAC, un bref aperçu des points principaux des rapports annuels et résumés analytiques des institutions et du rapport du CAC, attirant l'attention du Comité du programme et de la coordination et du Conseil sur les problèmes qui pourraient exiger de leur part un examen spécial.

690. Le Conseil a également estimé qu'il y aurait intérêt, lorsqu'il procédera à son examen général dans les années à venir, à faire porter particulièrement son attention sur l'examen de domaines déterminés d'activités communs aux institutions spécialisées et à l'AIEA, et il a prié le Comité du programme et de la coordination de présenter à cette fin des suggestions, en consultation avec le CAC.

691. Au cours du débat qui a abouti à l'adoption de la résolution, les représentants d'un certain nombre d'institutions spécialisées ont appelé l'attention du Conseil sur les clauses des accords que leurs institutions ont conclus avec l'Organisation des Nations Unies. En ce qui concerne la demande de renseignements sur les coûts formulés par le Conseil, les auteurs de la résolution ont indiqué, en réponse à des questions posées par diverses institutions, qu'il s'agissait de donner un ordre de grandeur plutôt que des chiffres précis.

RAPPORTS SUR LES DÉPENSES CONSACRÉES AUX PROGRAMMES PAR LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES ET SUR LA PRÉSENTATION UNIFORME DES BUDGETS

692. Par sa résolution 1090 D (XXXIX), le Conseil avait prié le CAC de lui présenter un rapport contenant un inventaire des activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'AIEA dans les domaines de sa compétence, accompagné d'un état des dépenses relevant à la fois des budgets ordinaires et des programmes extra-budgétaires de ces organisations. Le CAC était prié de présenter au Conseil en premier lieu des propositions détaillées sur le choix des rubriques à inclure dans le rapport.

693. Par cette même résolution, le Conseil avait prié le CAC de poursuivre l'étude entreprise sur la possibilité d'utiliser un cadre uniforme pour l'établissement et la présentation des budgets des institutions spécialisées et de l'AIEA, et de lui soumettre un rapport précisant les solutions pratiques qui pourraient être envisagées et exposant, le cas échéant, les raisons qui pourraient s'opposer à l'utilisation d'un tel cadre.

694. Le Conseil était donc saisi⁷ à sa quarantième session d'un rapport (E/4156)⁸ contenant les propositions du CAC relatives à la classification des rubriques à inclure dans le rapport sur l'état des dépenses afférentes aux programmes. Le Conseil a demandé au CAC de réexaminer cette classification, compte tenu des vues exprimées lors de la quarantième session du Conseil et de toute observation que pourraient faire le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et le Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées. Le Conseil a également prié le CAC de lui présenter lors de sa quarante et unième session, à titre d'essai, un rapport

⁷ E/SR.1413.

⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes, point 12 de l'ordre du jour.

tel que celui qui est envisagé dans la résolution 1090 D (XXXIX) du Conseil.

695. A sa quarante et unième session, le Conseil était saisi de ce rapport établi "à titre d'essai" (E/4209)⁸, indiquant les dépenses des organismes des Nations Unies par institution et par programmes principaux. Le rapport du CAC comprenait plusieurs tableaux indiquant : a) les dépenses globales au titre du budget ordinaire et des fonds extra-budgétaires pour l'ensemble des organisations des Nations Unies, dépenses classées d'après le type d'activité; b) les dépenses de chaque organisation, classées d'après le type d'activité; et c) les dépenses de chaque organisation, au titre du budget ordinaire et des fonds extra-budgétaires, classées d'après le type d'activité. Dans chaque cas, le rapport indiquait les dépenses engagées en 1965 et les dépenses prévues pour 1966. Le rapport comprenait aussi des notes explicatives relatives à la classification utilisée pour les activités et à la signification des divers programmes d'activité pour chaque organisation.

696. A sa quarante et unième session, le Conseil était également saisi d'un rapport du CAC sur la question d'un cadre uniforme pour l'établissement et la présentation des budgets des institutions spécialisées et de l'AIEA (E/4193)⁸. Le rapport notait que toute tentative d'élaborer un cadre budgétaire uniforme se heurtait à deux difficultés : d'une part, la nécessité de présenter les projets de programme et de budget de chaque organisation à l'organe délibérant sous la forme particulière correspondant le mieux à l'échelle et à la nature de ses opérations et, d'autre part, la nécessité pour chaque organisation de faire preuve d'une certaine souplesse et de pouvoir modifier le cadre de son budget lorsque l'évolution des programmes, des priorités ou de sa structure interne l'exige. Dans le rapport, le CAC indiquait qu'il ne serait pas possible de concilier ces exigences avec l'adoption d'un cadre uniforme aux fins de la présentation des budgets. Il exprimait cependant l'espoir que le rapport sur les dépenses par programme d'activité (E/4209) constituerait un premier pas utile pour permettre au Conseil d'obtenir les renseignements dont il a besoin à cet égard.

697. Au cours de la discussion des rapports au Conseil, on a indiqué que le rapport sur les dépenses consacrées aux programmes par l'ONU et les organisations qui lui sont reliées aiderait considérablement le Conseil dans ses travaux, étant donné que les renseignements qu'il fournissait avaient été réunis de manière à permettre des comparaisons relativement valables. Bien que ce rapport ne constitue pas une "présentation uniforme", il conviendrait de mettre le système proposé à l'essai, ce qui permettrait d'y apporter les modifications nécessaires pour assurer une meilleure comparabilité des données.

698. Le Conseil a donc décidé⁹ qu'un rapport analogue sur les dépenses de l'ONU et des organisations qui lui sont reliées — avec toutes les améliorations techniques qui pourraient être nécessaires pour le rendre plus utile en vue de la formulation de politiques — serait présenté chaque année à la session d'été du Conseil et aux autres organes intéressés de l'Organisation des Nations Unies, tels que le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et la Cinquième Commission de l'Assemblée générale.

699. Quant à la question d'un cadre uniforme pour les budgets, le Conseil a relevé que l'Assemblée géné-

rale serait saisie de la question à sa vingt et unième session.

COORDINATION ET COOPÉRATION ENTRE LES INSTITUTS S'OCCUPANT DE PLANIFICATION, DE FORMATION ET DE RECHERCHE

700. L'une des questions contenues dans le rapport du CAC qui a semblé au Conseil mériter une attention soutenue est celle de la coordination et de la coopération entre les instituts s'occupant de planification, de formation et de recherche (E/4191, chap. VII). Dans sa résolution 1175 (XLI), le Conseil a reconnu l'importance que présentait, pour les pays en voie de développement, la formation en matière de planification du développement économique et l'utilité de l'œuvre accomplie à cet égard par les institutions spécialisées et les instituts de planification spécialement créés à cette fin. Il a aussi indiqué qu'il se rendait compte que la planification du développement ne comportait pas seulement des aspects nationaux, mais aussi des aspects régionaux et mondiaux, qui se renforcent les uns les autres, et qu'il devait donc y avoir entre eux un courant continu d'idées et de données d'expérience. Le Conseil a prié le CAC, agissant en consultation avec les commissions économiques régionales, compte tenu des observations pertinentes figurant dans le rapport du CAC, de proposer des moyens d'assurer la coordination voulue dans le concours que l'Organisation des Nations Unies et les institutions peuvent prêter aux instituts de planification, de formation et de recherche, grâce à des consultations et à une coopération systématiques, et de rendre compte des résultats au Conseil lors de sa quarante-troisième session.

COORDINATION À L'ÉCHELON LOCAL

701. A sa quarante et unième session, le Conseil a pris note¹⁰ du rapport intérimaire (E/4205)³ préparé par le Secrétaire général, conformément à la résolution 1090 B (XXXIX) du Conseil, par laquelle le Conseil avait demandé au Secrétaire général de bien vouloir envisager comment améliorer les dispositions prises pour la coordination des programmes multilatéraux d'assistance technique. Le rapport indiquait qu'il avait été suggéré au Secrétaire général qu'il vaudrait mieux attendre d'avoir une plus grande expérience des opérations sur le terrain engagées au titre du nouveau Programme des Nations Unies pour le développement, avant d'essayer de faire rapport au Conseil sur les problèmes importants et complexes de la coordination à l'échelon local. Dans ces conditions, le Secrétaire général a proposé de remettre à la quarante-troisième session du Conseil la présentation du rapport définitif.

PROPOSITION RELATIVE À L'EXAMEN DES INSTITUTIONS ET DES PROGRAMMES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DES INSTITUTIONS QUI S'Y RATTACHENT

702. A la quarante et unième session du Conseil, une proposition a été faite tendant à ce qu'on entreprenne une étude et une évaluation complètes et objectives de la structure, des fonctions, des procédures, du financement et des résultats des institutions spécialisées et de l'AIEA ainsi que des programmes des Nations Unies dans le domaine économique et social. On a suggéré que l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies apporte son concours à cette tâche, l'organe chargé de l'étude devant cependant être cons-

⁸ E/SR.1445.

¹⁰ E/SR.1445.

titué de représentants d'Etats Membres et d'experts de différents pays. On a souligné que cette proposition avait pour seul objectif de permettre aux institutions d'accomplir leur tâche d'une manière plus efficace. Au cours de la discussion de la proposition, divers membres du Conseil ont fait observer que les travaux du Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées traitaient de certains aspects tant techniques qu'administratifs des travaux de l'Organisation des Nations Unies et des institutions qui s'y rattachent, et que le rapport du Comité *ad hoc* serait discuté par l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

703. Les représentants de plusieurs institutions spécialisées et de l'AIEA se sont inquiétés des implications de la proposition sur le plan juridique et constitutionnel. On a fait valoir que tout réexamen, notamment des fonctions et des structures des institutions, relevait entièrement de la compétence des organes exécutifs et législatifs des institutions elles-mêmes.

704. Par sa résolution 1173 (XLI), le Conseil a décidé d'inscrire la question soulevée par la proposition à l'ordre du jour provisoire de la session appropriée en 1967 et de l'étudier dans le cadre des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies. Il a prié en outre le Secrétaire général de soumettre au Conseil à ladite session la documentation disponible qui lui permettrait d'examiner cette question comme il convient.

DISPOSITIONS À PRENDRE POUR RENFORCER LE COMITÉ ADMINISTRATIF DE COORDINATION

705. A sa quarante et unième session, le Conseil a été informé des dispositions qui avaient été prises en 1966 pour renforcer le secrétariat du CAC, conformément à la résolution 1090 H (XXXIX) du Conseil (E/4233)³. Il a noté que le rapport sur les réunions communes du Comité spécial de coordination et du Comité administratif de coordination s'était déclaré favorable à une réorganisation du travail du CAC et à un renforcement du personnel mis à sa disposition, de façon qu'il puisse jouer un rôle plus actif dans le Conseil. Il a estimé aussi qu'il devrait jouer un rôle plus important dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes intéressant plusieurs organisations, ainsi que dans le repérage des problèmes qui ne recevaient pas toute l'attention voulue.

706. Le Conseil a donc adopté une résolution [1174 (XLI)] dans laquelle il a prié le Secrétaire général de continuer à explorer avec les chefs des secrétariats des institutions spécialisées et de l'AIEA la meilleure manière de renforcer et de financer un effectif élargi de personnel à plein temps pour le CAC et les affaires interorganisations, y compris la possibilité de recourir en matière de personnel à des mesures analogues à celles

qui sont appliquées pour le Comité consultatif de la fonction publique internationale et le Comité consultatif pour les questions administratives, ou de faire appel, dans la mesure où cela est possible et indiqué, aux ressources en personnel des organisations du système des Nations Unies. Le Secrétaire général a également été prié de prendre les mesures nécessaires pour donner effet à la résolution, en utilisant dans la mesure du possible le personnel existant des Nations Unies et des institutions, et de faire rapport au Conseil à sa quarante-troisième session.

Section III. — Transfert aux Nations Unies des responsabilités et des biens de l'Union inter- nationale de secours

707. A sa quarante et unième session, le Conseil était saisi¹¹ d'un mémoire explicatif que le représentant permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies avait adressé au Secrétaire général au sujet de l'Union internationale de secours (E/4227)¹², ainsi que du texte d'une résolution adoptée par le Comité exécutif de l'Union (E/4227/Add.1)¹².

708. Dans son mémoire, le représentant permanent de la France expliquait que l'Union, créée en 1927, avait un double objet: a) dans les calamités dues à des cas de force majeure, assurer aux populations sinistrées des premiers secours grâce aux dons, ressources et concours de toute espèce que l'Union se donne pour tâche de réunir, et b) dans les calamités publiques, coordonner les efforts entrepris par les organisations de secours. Toutefois, l'Union n'avait pas reçu des ressources suffisantes pour atteindre ce double objectif et elle avait dû se limiter à une activité scientifique d'étude et de documentation. Son Comité exécutif avait donc décidé, dans la résolution dont le Conseil était saisi, de recommander le transfert aux Nations Unies de l'actif et de la mission de l'Union, à la seule condition que soient maintenus en vigueur aussi bien la Convention de 1927 que le principe de l'obligation juridique de solidarité liant les Etats Membres.

709. Dans sa résolution 1153 (XLI), le Conseil a demandé au Secrétaire général d'examiner avec l'Union internationale de secours dans quelle mesure son actif, ses activités, ses publications et ses archives pourraient constituer un apport profitable à l'action maintenant entreprise par la communauté internationale gouvernementale et non gouvernementale dans le domaine des secours en cas de catastrophes naturelles. Il lui a aussi demandé de prendre toutes mesures qu'il estimerait souhaitables à cet égard et de faire rapport à ce sujet au Conseil à sa quarante-deuxième ou quarante-troisième session.

¹¹ E/AC.24/SR.311; E/SR.1443.

¹² Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 39 de l'ordre du jour.

EXAMEN ET RÉÉVALUATION DU RÔLE ET DES FONCTIONS DU CONSEIL *

710. A sa quarante et unième session, le Conseil a poursuivi l'examen et la réévaluation de son rôle et de ses fonctions qu'il avait entrepris en 1964. Il était saisi d'un rapport du Secrétaire général (E/4216)¹, établi comme suite à la résolution 2097 (XX) de l'Assemblée générale. L'Assemblée avait en effet examiné la question à sa vingtième session² et, dans sa résolution 2097 (XX), elle avait prié le Secrétaire général de présenter des propositions détaillées sur les moyens par lesquels le Conseil pourrait adapter ses procédures et ses méthodes de travail de façon à pouvoir s'acquitter efficacement de son rôle.

711. Dans son rapport (E/4216), le Secrétaire général rappelait un certain nombre de faits récents qui avaient un caractère marqué de nouveauté et qui auraient des effets considérables sur le rôle et le fonctionnement du Conseil. Le plus important était l'augmentation du nombre des membres du Conseil ; il fallait y ajouter la création du Comité pour la planification du développement, les recommandations du Comité spécial de coordination, qui avait été réorganisé, et les rapports intéressant la Décennie du développement, les dépenses consacrées aux programmes par l'ONU et les organisations qui lui sont reliées, et l'évaluation des programmes d'assistance technique. Dans tous ces domaines, estimait-on, le Conseil aurait besoin d'un certain temps pour déterminer les incidences et l'intérêt des innovations intervenues.

712. Le Secrétaire général examinait ensuite les questions relatives à la documentation, à une répartition plus équilibrée des travaux entre la session de printemps et la session d'été, à la fréquence des réunions des organes subsidiaires du Conseil, au rôle du Secrétariat (notamment son rôle de liaison entre les délégations), aux relations avec les organisations intergouvernementales et au règlement intérieur du Conseil.

713. Concernant la documentation, le Secrétaire général rappelait qu'il avait déjà présenté au Conseil, à sa quarantième session, un certain nombre de propositions visant à réduire le volume et à accroître l'efficacité de la documentation soumise à l'examen du Conseil (E/4157)³. Il exprimait l'espoir que le Conseil pourrait constater que des progrès considérables avaient déjà été accomplis dans ce secteur.

714. Il n'était guère douteux que si les travaux du Conseil n'avaient pas toute l'efficacité voulue, c'était en partie parce que l'ordre du jour de la session d'été était surchargé. Le Secrétaire général proposait donc

de répartir le volume de travail annuel de façon plus équitable en prévoyant deux sessions d'importance à peu près égale. A sa première session, ou session de printemps, qui devait avoir lieu de préférence au début du mois de mai, le Conseil examinerait les travaux de ses organes subsidiaires ainsi que l'ensemble du programme de travail de l'ONU intéressant les domaines économique et social et le domaine des droits de l'homme. Il examinerait également les rapports de la BIRD et du FMI, ainsi que les rapports consacrés à des questions particulières, telles que la mise en valeur des ressources naturelles, le tourisme, les transports et les communications, qui n'étaient pas examinées par ses organes subsidiaires. A cette session de printemps, il s'acquitterait donc essentiellement de la première de ses fonctions d'ordre général, c'est-à-dire de son rôle de conseil d'administration pour les programmes des Nations Unies.

715. A la session d'été, le Conseil ferait porter toute son attention sur ses deux autres fonctions essentielles, à savoir, d'une part, l'examen et l'élaboration de la politique générale en matière économique et sociale et, d'autre part, son rôle de coordination. Son ordre du jour comprendrait donc principalement les études sur l'économie mondiale et sur la situation sociale dans le monde, les rapports des institutions spécialisées autres que la BIRD et le FMI, les rapports du Comité administratif de coordination et du Comité spécial de coordination et les rapports relatifs aux programmes opérationnels. Le Conseil pourrait continuer à consacrer une semaine de ses travaux aux grands problèmes de politique générale et aux grandes lignes de la politique commune des organismes des Nations Unies, ainsi qu'à d'autres questions qu'il pourrait déterminer à l'avance chaque année en vue d'y consacrer un examen approfondi.

716. Le Secrétaire général examinait ensuite la question de la fréquence des réunions, et il recommandait au Conseil d'envisager à nouveau la possibilité d'adopter le principe de réunions biennales pour les commissions techniques et les autres organes subsidiaires.

717. Selon le Secrétaire général, il importait de plus en plus que l'examen officiel des diverses questions par le Conseil soit précédé de consultations et de contacts plus nombreux entre les délégations ; celles-ci pouvaient tirer un meilleur parti des moyens offerts par le Secrétariat, et notamment par le secrétariat du Conseil, pour ce qui était d'assurer une liaison plus étroite entre les divisions organiques du Secrétariat ainsi qu'entre les délégations elles-mêmes. Peut-être aussi le moment était-il venu, pour le Conseil, d'envisager dans une perspective plus large la possibilité d'établir des relations plus étroites et plus systématiques avec les organisations intergouvernementales.

718. Le Secrétaire général déclarait en conclusion que lorsque le moment viendrait d'envisager l'amendement du règlement intérieur du Conseil, ce dernier

* Question inscrite à l'ordre du jour provisoire de la vingt et unième session de l'Assemblée générale.

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 4 de l'ordre du jour.

² L'Assemblée générale était saisie des observations des gouvernements (E/4052 et Add.1 à 16), d'un résumé analytique de ces observations (A/5920) et d'un rapport du Secrétaire général (Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, point 96 de l'ordre du jour, document A/6109).

³ Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes, point 17 de l'ordre du jour.

jugerait peut-être souhaitable de modifier l'article 20 de façon à prévoir l'élection de trois vice-présidents, chacun d'entre eux étant appelé à présider l'un des comités de session.

719. Au cours des débats du Conseil⁴, on a généralement admis que l'augmentation du nombre des membres avait contribué à donner au Conseil plus d'autorité et l'avait rendu mieux à même de s'acquitter de ses fonctions. Le Conseil avait également pris d'importantes mesures pour améliorer les méthodes de coordination. Toutefois, le nombre des séances tenues par les organes principaux et subsidiaires de l'ONU imposait un lourd fardeau aux délégations et au Secrétariat.

720. Les représentants ont approuvé, d'une manière générale, les propositions faites par le Secrétaire général en vue de mieux équilibrer les travaux des deux sessions du Conseil. La proposition visant à ce que les rapports des commissions techniques soient examinés à la session de printemps a été accueillie avec faveur par certains représentants, et l'on a fait observer que les délégations ayant un effectif réduit, en particulier, seraient heureuses de ne pas avoir à se faire représenter dans trois comités de session à la fois. On a exprimé l'espoir que l'examen des questions de politique générale lors de la session d'été permettrait de mieux étudier ces questions quant au fond.

721. De grandes divergences de vues se sont manifestées sur le point de savoir si les commissions techniques et les autres organes subsidiaires devaient, d'une manière générale, se réunir tous les deux ans plutôt que tous les ans. Certains représentants ont approuvé les propositions du Secrétaire général, tandis que selon d'autres les commissions intéressées ne pourraient pas s'acquitter efficacement de leur rôle si elles ne se réunissaient pas chaque année. D'un côté, on a fait valoir que les activités des commissions ne seraient pas réduites du simple fait que les sessions seraient séparées par un intervalle plus long, et qu'au contraire la nouvelle formule permettrait aux délégations de participer plus efficacement aux travaux, de même qu'elle permettrait aux Etats Membres et à l'ONU elle-même de réduire les dépenses; cette formule se traduirait en effet par des économies de personnel et par une administration plus efficace; d'autre part, la documentation serait améliorée et les décisions pourraient donc être prises plus rapidement. D'un autre côté, on a estimé qu'en réduisant la fréquence des réunions des commissions techniques on annulerait pratiquement les bienfaits de l'augmentation du nombre des membres du Conseil. L'ordre du jour de la Commission des droits de l'homme était déjà surchargé, la Commission du développement social venait d'être réorganisée avec un nouveau programme de travail; quant à la Commission de la condition de la femme, qui certainement fait œuvre

utile, il importait qu'elle se réunisse chaque année étant donné le caractère éducatif de ses activités. On a d'autre part insisté sur la nécessité de réunir chaque année la Commission des stupéfiants.

722. On s'est en général accordé à penser que lorsque le Conseil en viendrait à modifier son règlement intérieur, il devait prévoir l'élection de trois vice-présidents.

723. Le Conseil a adopté une résolution [1156 (XLI)] par laquelle il décidait de réagencer son programme de travail de manière à prévoir: a) une session, au cours du deuxième trimestre de l'année civile, consacrée principalement à l'examen du programme de travail de l'Organisation des Nations Unies, des rapports des commissions et comités techniques, en particulier des commissions et comités s'occupant des questions sociales et des droits de l'homme, et des questions techniques spéciales qui étaient du ressort de l'Organisation des Nations Unies et ne faisaient pas l'objet d'une discussion préalable dans des organes subsidiaires; et b) une deuxième session, au cours du troisième trimestre de l'année civile, pour la discussion et la formulation des grandes directives de politique économique et sociale, pour la coordination des activités des organisations du système des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme, et pour l'examen des rapports des commissions économiques régionales. Cette session serait, en cas de besoin, reprise pendant l'Assemblée générale, ou peu après, pour l'examen de toute question qui exigerait à ce moment l'attention du Conseil.

724. Dans sa résolution, le Conseil décidait également que les commissions techniques et le Comité de l'habitation, de la construction et de la planification se réuniraient, à partir de 1968, tous les deux ans entre le mois d'août et le milieu du mois de mars, exception faite de la Commission des droits de l'homme, de la Commission du développement social et de la Commission de la condition de la femme, qui continueraient à se réunir tous les ans. Le Conseil pourrait, si besoin était, décider de convoquer une commission en session spéciale entre ses sessions ordinaires. Le Conseil décidait aussi de prolonger la durée du mandat des membres des commissions techniques qui se réuniraient tous les deux ans et du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification, en le portant à quatre ans avec effet au 1^{er} janvier 1968. Il décidait en outre d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-deuxième session un point relatif à l'examen et à la réévaluation de son rôle et de ses fonctions, y compris ceux de ses commissions techniques. Enfin, il décidait d'examiner à une session ultérieure, en tenant compte des suggestions qui seraient soumises par le Secrétaire général, les changements qu'il pourrait être nécessaire d'apporter à son règlement intérieur en raison, notamment, de l'augmentation du nombre de ses membres et des modifications apportées au calendrier des réunions.

⁴ E/AC.24/SR.303 à 307; E/SR.1444.

QUESTIONS CONSTITUTIONNELLES ET ORGANIQUES

Section I. — Le Conseil: composition, sessions, bureau

725. A sa vingtième session¹, l'Assemblée générale a élu le Panama, les Philippines, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède, la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques en remplacement des six membres sortants du Conseil économique et social: l'Argentine, l'Autriche, le Japon, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Tchécoslovaquie et l'Union des Républiques socialistes soviétiques.

726. Elle a également élu les neuf membres suivants pour occuper les nouveaux sièges créés à la suite de l'amendement de l'Article 61 de la Charte des Nations Unies: Cameroun, Dahomey, Grèce, Inde, Iran, Maroc, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone et Venezuela. L'Assemblée générale a ensuite décidé, par tirage au sort et conformément au paragraphe 3 de l'Article 61 de la Charte sous sa forme modifiée, que la Grèce, la République-Unie de Tanzanie et le Sierra Leone siègeraient pour une période d'un an, le Cameroun, le Dahomey et l'Inde pour une période de deux ans, et l'Iran, le Maroc et le Venezuela pour une période de trois ans. Pour l'année 1966, le Conseil se composait donc des 27 pays suivants: Algérie*, Cameroun, Canada, Chili*, Dahomey, Equateur*, Etats-Unis d'Amérique, France*, Gabon, Grèce*, Inde, Irak*, Iran, Luxembourg*, Maroc, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie*, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone*, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Venezuela.

727. Les séances de la reprise de la trente-neuvième session du Conseil ont eu lieu à New York les 22 et 23 novembre et les 20 et 21 décembre 1965². La quarantième session a eu lieu à New York du 23 février au 8 mars 1966 et la quarante et unième session à Genève du 5 juillet au 5 août 1966.

728. A la 1^{re} séance de sa quarantième session³, le Conseil a élu M. Tewfik Bouattoura (Algérie) président, M. Costin Murgescu (Roumanie) premier vice-président et M. Jorge Pablo Fernandini (Pérou) second vice-président pour l'année 1966.

Section II. — Organes subsidiaires du Conseil⁴

COMITÉS DU CONSEIL

729. Les 12 comités créés par le Conseil, dont les noms suivent, se sont réunis pendant la période con-

* Membres dont le mandat expire le 31 décembre 1966.

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Séances plénières, 1396^e et 1403^e séances.

² Le rapport sur les séances qui ont eu lieu les 22 et 23 novembre a été présenté à l'Assemblée générale à sa vingtième session dans le document A/6003/Add.1 (Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Supplément n° 3A).

³ E/SR.1402.

⁴ On trouvera à l'annexe II la liste des membres et les dates des réunions.

sidérée. La liste ne comprend pas les comités ou organes du Secrétariat, le Comité administratif de coordination et ses organes subsidiaires ni les comités spéciaux d'experts.

a) *Comité économique*: comité constitué à chaque session, comprenant les 27 membres du Conseil.

Président: M. Costin Murgescu (Roumanie), premier vice-président du Conseil.

b) *Comité social*: comité constitué à chaque session, comprenant les 27 membres du Conseil.

Président: M. Jorge Pablo Fernandini (Pérou), second vice-président du Conseil.

c) *Comité de coordination*: comité constitué à chaque session, comprenant les 27 membres du Conseil.

Président: M. Costa P. Caranicas (Grèce).

d) *Comité de l'assistance technique*: comité plénier permanent créé en vertu de la résolution 222 (IX) du Conseil. Le nombre des membres a été porté à 24 par la résolution 647 (XXIII) du Conseil et à 30 par la résolution 863 (XXXII). Par sa résolution 2029 (XX), l'Assemblée générale a décidé que ce comité cesserait d'exister à partir du 1^{er} janvier 1966.

Président pour l'année 1965: M. Francisco Pulit (Argentine).

e) *Comité du développement industriel*: comité permanent créé par la résolution 751 (XXIX) du Conseil, comprenant tous les membres du Conseil et six membres supplémentaires élus par le Conseil. Le nombre des membres de ce comité a été porté à 30 par une décision du Conseil en date du 21 décembre 1960⁵.

Président: M. Drahos Schejbal (Tchécoslovaquie).

f) *Comité de l'habitation, de la construction et de la planification*: comité permanent créé par la résolution 903 (XXXIV) du Conseil, comprenant 18 Etats membres. Le nombre des membres de ce comité a été porté à 21 par une décision du Conseil en date du 19 décembre 1962 et à 27 par la résolution 1147 (XLI) du Conseil⁶.

Président: M. Einer Engberg (Danemark).

g) *Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement*: comité permanent créé en vertu de la résolution 980 A (XXXVI) du Conseil. Le nombre des membres de ce comité a été porté à 18 par la résolution 997 (XXXVI) du Conseil.

Président: M. Maneklal Sankalchand Thacker.

h) *Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales*: comité permanent composé de 13 membres du Conseil élus chaque année conformément à l'article 82 du règlement intérieur modifié par la résolution 1099 (XL) du Conseil⁷.

Président: M. Salvador P. Lopez (Philippines).

⁵ Conformément à une décision prise par le Conseil à sa 1400^e séance, tenue le 20 décembre 1965, le Comité comprend en 1966 tous les membres du Conseil ainsi que le Koweït, la Pologne, la République fédérale d'Allemagne et la Turquie.

⁶ Voir sect. V.

⁷ Voir chap. XVII, sect. I.

i) *Comité exécutif du programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés*: comité créé par la résolution 672 (XXV) du Conseil. Le nombre des membres de ce comité a été porté de 24 à 25 par la résolution 680 (XXVI) du Conseil et à 30 par la résolution 1958 (XVIII) de l'Assemblée générale.

Président pour 1965: M. S. F. Rae (Canada).

Président pour 1966: M. S. Azimi (Iran).

j) *Comité spécial de coordination*: comité créé par la résolution 920 (XXXIV) du Conseil. Réorganisé par la résolution 1090 G (XXXIX) du Conseil de façon à être composé du Bureau du Conseil et du Président du Comité de coordination du Conseil, ainsi que de 10 membres du Conseil élus chaque année⁸. Par la résolution 1171 (XLI) du Conseil, l'appellation du comité a été changée en "Comité du programme et de la coordination"⁹.

Président: M. Mehdi Vakil (Iran).

k) *Comité pour la planification du développement*: comité permanent créé par la résolution 1079 (XXXIX) du Conseil, comprenant 18 membres.

Président: M. Jan Tinbergen.

l) *Comité spécial plénier du Conseil*: comité constitué par le Conseil à sa 1414^e séance.

Président: M. Tewfik Bouattoura (Algérie).

COMMISSIONS ET SOUS-COMMISSION TECHNIQUES

730. Le Comité est assisté par les six commissions techniques et la sous-commission suivantes:

- a) Commission de statistique;
- b) Commission de la population;
- c) Commission du développement social¹⁰;
- d) Commission des droits de l'homme; Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités;
- e) Commission de la condition de la femme;
- f) Commission des stupéfiants.

731. A l'exception de la Commission de statistique et de la Commission de la population, qui se réunissent tous les deux ans, les commissions techniques se réunissent en principe chaque année. Toutefois, conformément à la résolution 1156 (XLI) du Conseil, la Commission des stupéfiants se réunira elle aussi tous les deux ans à dater de 1968¹¹.

732. Cinq des commissions techniques (statistique, population, développement social, droits de l'homme et condition de la femme) sont composées de représentants d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies élus par le Conseil. Afin d'assurer une représentation équilibrée dans les domaines dont s'occupent les diverses commissions, le Secrétaire général procède à des échanges de vues avec les gouvernements avant qu'ils ne nomment définitivement leurs représentants et que les nominations ne soient confirmées par le Conseil¹². Les membres de la Commission des stupéfiants sont choisis parmi les Membres de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées et les Parties à la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants¹³.

733. A compter du 1^{er} janvier 1967 et suite aux décisions prises par le Conseil à sa quarante et unième session¹⁴ dans sa résolution 1147 (XLI), la Commission des droits de l'homme, la Commission du développement social et la Commission de la condition de la femme sont chacune composées de 32 membres, la Commission de la population est composée de 27 membres, et la Commission de statistique et la Commission des stupéfiants sont chacune composées de 24 membres. Dans le cas des commissions qui se réunissent tous les ans, un tiers des membres est élu chaque année pour une durée de trois ans; dans le cas des commissions qui se réunissent tous les deux ans, la durée du mandat est de quatre ans.

734. La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités est composée de 18 personnes choisies par la Commission des droits de l'homme en consultation avec le Secrétaire général et sous réserve de l'approbation du gouvernement dont ces personnes sont ressortissantes. La durée du mandat des membres de la Sous-Commission est normalement de trois ans¹⁴.

735. Les élections en vue du renouvellement des membres des commissions techniques ont été reportées de la quarantième à la quarante et unième session¹⁵. A la quarante et unième session, le Conseil a décidé qu'elles auraient lieu lors de la reprise de la session, à New York¹⁶.

736. A la quarantième session, le Conseil a confirmé la nomination des membres des commissions techniques désignés par leurs gouvernements¹⁷.

COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

737. La *Commission économique pour l'Europe* comprend les Membres européens de l'Organisation des Nations Unies, les Etats-Unis d'Amérique et la République fédérale d'Allemagne. Conformément au mandat de la Commission, la Suisse peut participer aux travaux de la Commission à titre consultatif.

738. La *Commission économique pour l'Asie et l'Extrême-Orient* comprend les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui se trouvent dans la région géographique que définit le mandat de la Commission, ainsi que les Etats-Unis d'Amérique, la France, les Pays-Bas, la République de Corée, la République du Viet-Nam, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Samoa-Occidental et l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Le Brunéi et Hong-kong sont membres associés. La République fédérale d'Allemagne et la Suisse ont le droit de participer aux travaux de la Commission à titre consultatif en vertu respectivement des résolutions du Conseil 617 (XXII), du 20 juillet 1956, et 860 (XXXII), du 21 décembre 1961.

739. La *Commission économique pour l'Amérique latine* comprend les Etats d'Amérique latine qui sont Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la France, la Jamaïque, les Pays-Bas, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et la Trinité et Tobago. Le Honduras britannique ou Belize est membre asso-

⁸ Voir sect. VII.

⁹ Voir chap. XIV, par. 687.

¹⁰ Ancienne Commission des questions sociales. Voir chap. X, sect. I.

¹¹ Voir chap. XV.

¹² Voir résolutions 12 (II) et 3 (III) du Conseil.

¹³ Voir résolutions 845 (XXXII), sect. II, et 1147 (XLI) du Conseil.

¹⁴ Voir chap. XI, sect. VII.

¹⁵ Voir E/SR.1418.

¹⁶ Voir E/SR.1442.

¹⁷ Pour les noms des membres dont la nomination a été confirmée, voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Supplément n° 1*, p. 11.

cié¹⁸. La République fédérale d'Allemagne et la Suisse ont le droit de participer aux travaux de la Commission à titre consultatif en vertu respectivement des résolutions 632 (XXII) et 861 (XXXII) du Conseil.

740. La *Commission économique pour l'Afrique* comprend les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui se trouvent dans la région géographique à laquelle s'étend la compétence de la Commission. Les membres associés de la Commission sont les territoires non autonomes situés dans cette région géographique, ainsi que l'Espagne, la France et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. La République fédérale d'Allemagne et la Suisse ont le droit de participer aux travaux de la Commission à titre consultatif en vertu respectivement des résolutions 763 D II (XXX) et 925 (XXXIV) du Conseil.

Section III. — Autres organes connexes¹⁹

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

741. Le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement créé par la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale se compose de 37 membres élus par le Conseil économique et social conformément aux dispositions de cette résolution et de son annexe²⁰. A la reprise de sa trente-neuvième session²¹, le Conseil a élu les membres du Conseil d'administration et a décidé de la durée de leur mandat par voie de tirage au sort. A sa quarantième session²², le Conseil a procédé à des élections en vue du renouvellement des membres dont le mandat se terminerait à la fin de 1966.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

742. Conformément à la résolution 1038 (XI) de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration du FISE est composé de 30 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées, élus par le Conseil.

743. A sa 337^e séance, le 21 février 1966, le Conseil d'administration a élu M. Joseph W. Willard (Canada) président pour la période allant du 1^{er} février 1966 au 31 juillet 1967, et a institué pour la même période un comité du programme composé de 20 membres et un comité du budget d'administration composé de 11 membres.

744. A sa quarantième session²², le Conseil a décidé, à la demande du Conseil d'administration du FISE, de prolonger le mandat de tous les Etats membres du Conseil d'administration au 1^{er} février 1966 de façon qu'il expire le 31 juillet et non le 31 janvier de l'année au cours de laquelle il devrait se terminer, de reporter à la session qu'il tiendra au printemps de 1967 l'élection

¹⁸ La Guyane britannique, membre associé de la Commission lors de la onzième session du Comité plénier, est devenue indépendante et a pris le nom de Guyane.

¹⁹ On trouvera à l'annexe II la liste des membres et les dates des réunions.

²⁰ Avant que, par sa résolution 2029 (XX), l'Assemblée générale eût mis fin, à compter du 1^{er} janvier 1966, au Conseil d'administration du Fonds spécial, celui-ci comprenait, conformément à la résolution 1240 (XIII) de l'Assemblée générale, modifiée par la résolution 1945 (XVIII) de l'Assemblée générale, les représentants de 24 Etats choisis pour une durée de trois ans par le Conseil économique et social parmi les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées ou de l'AIEA.

²¹ E/SR.1398.

²² E/SR.1418.

de 10 nouveaux membres pour pourvoir aux vacances qui se produiront le 31 juillet 1967, d'élire par la suite les nouveaux membres du Conseil d'administration pour une période de trois ans commençant le 1^{er} août et se terminant le 31 juillet et de faire en sorte que les membres de chaque nouveau conseil d'administration puissent participer aux élections des membres du Bureau et des comités du Conseil pour l'exercice suivant, même si ces élections devaient avoir lieu avant le 1^{er} août et que, par conséquent, les Etats devant siéger au Conseil d'administration pendant l'année à venir soient réputés constituer le Conseil d'administration immédiatement après la session annuelle ordinaire du Conseil d'administration consacrée aux questions de principe, à seule fin d'élire les membres du Bureau et des comités du futur Conseil.

COMITÉ CENTRAL PERMANENT DES STUPÉFIANTS ET ORGANE DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS

745. Aux termes de la Convention internationale sur l'opium du 19 février 1925, modifiée par le Protocole du 11 décembre 1946, le Comité central permanent des stupéfiants, précédemment dénommé Comité central permanent de l'opium, se compose de huit membres désignés à titre personnel par le Conseil économique et social pour une durée de cinq ans.

746. Le 23 mai 1966, le Comité central a réélu sir Harry Greenfield président et M. Paul Reuter vice-président, leur mandat devant venir à expiration la veille de la première réunion du Comité central en 1967.

747. L'Organe de contrôle des stupéfiants, créé par la Convention du 13 juillet 1931 pour limiter la fabrication et réglementer la distribution des stupéfiants, se compose de quatre membres dont deux sont désignés par l'OMS, un par la Commission des stupéfiants et un par le CCPS.

748. Le 23 mai 1966, l'Organe de contrôle des stupéfiants a réélu M. George Joachimoglu président et M. E. S. Krishnamoorthy vice-président, leur mandat devant venir à expiration la veille de la première réunion de l'Organe de contrôle en 1967.

Section IV. — Participation de l'Organisation de l'unité africaine aux sessions du Conseil à titre d'observateur

749. A la reprise de la trente-neuvième session²³, le Président a fait savoir au Conseil que, conformément à la résolution 412 B (XIII) du Conseil et à la demande d'un certain nombre d'Etats Membres, il avait invité le représentant de l'Organisation de l'unité africaine à participer aux sessions du Conseil à titre d'observateur.

Section V. — Augmentation du nombre des membres des commissions techniques et du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification

750. A sa quarantième session²⁴, le Conseil a étudié la question de l'augmentation du nombre des membres de ses commissions techniques et de son Comité de l'habitation, de la construction et de la planification. Quinze membres du Conseil ont présenté un projet de résolution (E/L.1113/Rev.1) visant à porter à 27 le nombre des membres de la Commission de la population, de la Commission des questions sociales, de la Commission des droits de l'homme, de la Commission de la condition de la femme et du Comité de l'habi-

²³ E/SR.1397.

²⁴ E/SR.1417, 1418.

tation, de la construction et de la planification. La résolution proposait également de porter à 24 le nombre des membres de la Commission de statistique et de la Commission des stupéfiants et d'élire les membres de toutes les commissions selon des critères permanents de répartition géographique inspirés largement de ceux que l'Assemblée générale a fixés dans sa résolution 1991 B (XVIII).

751. Les membres du Conseil ont généralement accepté le principe de l'élargissement de la composition des commissions. Des divergences de vues se sont toutefois manifestées en ce qui concerne le nombre de sièges supplémentaires pour chaque organe. Plusieurs membres ont appuyé les chiffres proposés dans le projet de résolution et souligné que les commissions ne devraient pas compter plus de membres que le Conseil lui-même. D'autres ont fait valoir que les Etats socialistes d'Europe orientale devraient être plus largement représentés et trois membres ont présenté un amendement (E/L.1116) dans ce sens.

752. Après un échange de vues, le Conseil a jugé souhaitable de remettre à sa quarante et unième session la suite de l'examen du projet de résolution et de l'amendement à ce projet, ainsi que les élections en cause, afin que des consultations puissent avoir lieu pour trouver un compromis de nature à satisfaire la grande majorité des membres du Conseil.

753. A sa quarante et unième session²⁶, le Conseil a décidé par sa résolution 1147 (XLI) que la composition des commissions techniques et du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification serait élargie à compter du 1^{er} janvier 1967. Dans le cas de la Commission des droits de l'homme, de la Commission du développement social (ancienne Commission des questions sociales) et de la Commission de la condition de la femme, le Conseil a porté le nombre des membres à 32, ces membres devant être élus sur la base d'une répartition géographique équitable, à savoir huit membres parmi les Etats d'Afrique, six membres parmi les Etats d'Asie, six membres parmi les Etats d'Amérique latine, huit membres parmi les Etats d'Europe occidentale et d'autres Etats, et quatre membres parmi les Etats socialistes d'Europe orientale.

754. Le nombre des membres de la Commission de la population et du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification a été porté à 27, ces membres devant être élus de la même façon, soit sept membres parmi les Etats d'Afrique, cinq parmi les Etats d'Asie, cinq parmi les Etats d'Amérique latine, sept parmi les Etats d'Europe occidentale et d'autres Etats, et trois parmi les Etats socialistes d'Europe orientale.

755. Dans le cas de la Commission de statistique, il a été décidé de porter à 24 le nombre des membres, cinq devant être choisis parmi les Etats d'Afrique, quatre parmi les Etats d'Asie, quatre parmi les Etats d'Amérique latine, sept parmi les Etats d'Europe occidentale et d'autres Etats, et quatre parmi les Etats socialistes d'Europe orientale.

756. Le Conseil a également décidé de porter à 24 le nombre des membres de la Commission des stupéfiants, ces membres devant être élus compte tenu des critères qui régissent actuellement les élections à cette commission, ainsi que du principe d'une répartition géographique équitable.

757. Enfin, le Conseil a décidé qu'aux premières élections destinées à pourvoir aux vacances créées par

l'élargissement de la composition des commissions et du Comité, les pays appelés à siéger pour des mandats de diverses durées seront désignés par tirage au sort.

Section VI. — Amendement à l'article 82 du règlement intérieur du Conseil

758. A sa quarantième session²⁸, le Conseil a décidé de modifier l'article 82 de son règlement intérieur. Le texte modifié a été incorporé dans la résolution 1099 (XL) du Conseil relative à l'élargissement de la composition du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales, dont il est question au chapitre XVII.

Section VII. — Composition du Comité spécial de coordination²⁷

759. A sa quarantième session²⁸, le Conseil a décidé d'interpréter le paragraphe 3 du dispositif de sa résolution 1090 G (XXXIX) de manière que les membres du Bureau du Conseil ou le Président du Comité de coordination du Conseil puissent, le cas échéant, désigner un membre de leur délégation pour participer à leur place aux discussions et à l'adoption des décisions du Comité spécial de coordination.

Section VIII. — Documents du Conseil

760. Comme suite à la demande contenue dans la résolution 1090 E (XXXIX), première partie, le Secrétaire général a soumis au Conseil, à sa quarantième session, un certain nombre de propositions visant à réduire à des proportions plus raisonnables le volume de la documentation dont le Conseil devait être saisi à ses sessions ou à faire en sorte que cette documentation réponde mieux aux besoins du Conseil. Le Conseil a procédé à un examen préliminaire²⁸ de ces propositions (E/4157)²⁹ et a décidé de le poursuivre à sa quarante et unième session.

761. A sa quarante et unième session³⁰, le Conseil était saisi d'une nouvelle note du Secrétaire général (E/4223)³¹ dans laquelle celui-ci décrivait les mesures qu'il avait prises pour donner effet à la première partie de la résolution 1090 E (XXXIX) du Conseil, ainsi que le résultat de l'examen des problèmes que pose la préparation de la documentation que le Conseil doit examiner, examen qui avait été entrepris en application de la partie II de la résolution 1090. Le Conseil était également saisi d'un extrait (E/4232) du sixième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à l'Assemblée générale à sa vingt et unième session (A/6307)³², contenant les observations du Comité consultatif au sujet des mesures prises par le Secrétaire général.

762. Au cours de la discussion, plusieurs représentants se sont déclarés satisfaits des mesures prises par le Secrétaire général et des améliorations sensibles qu'avaient entraînées ces mesures du point de vue de l'adaptation des documents aux besoins et de la distribution des rapports en temps utile. Certains membres

²⁶ E/SR.1415.

²⁷ En vertu de la résolution 1171 (XLI) du Conseil, ce comité s'appelle désormais Comité du programme et de la coordination. Voir chap. XIV, par. 687.

²⁸ E/SR.1419.

²⁹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes, point 17 de l'ordre du jour.

³⁰ E/AC.24/SR.310, 311; E/SR.1443.

³¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 32 de l'ordre du jour.

³² Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt et unième session, Supplément n° 7.

ont notamment jugé utiles les résumés et conclusions préparés dans le cas de nombreux rapports volumineux. Certains membres ont noté toutefois qu'il restait encore beaucoup à faire pour améliorer la qualité et assurer la distribution rapide des documents dans les langues de travail du Conseil afin que celui-ci puisse s'acquitter de sa tâche de façon plus efficace. A cet égard, le Conseil a pris note des propositions faites par le Secrétaire général (E/4157).

763. Dans une résolution [1154 (XLI)], le Conseil a réaffirmé l'importance qu'il attachait aux demandes adressées au Secrétaire général dans les paragraphes 3 et 4 du dispositif de sa résolution 1090 E (XXXIX), et a approuvé les propositions du Secrétaire général figurant aux paragraphes 9 à 15 de son rapport. Il a également prié le Secrétaire général de présenter au Conseil, en 1967, de nouvelles propositions tendant à réduire le volume ou à améliorer la concision de la documentation qu'il lui appartient d'examiner.

Section IX. — Examen des règles générales du Programme alimentaire mondial

764. Conformément à la demande contenue au paragraphe 9 de la résolution 2095 (XX) de l'Assemblée générale, le Conseil a revu³³, à la reprise de sa trente-neuvième session, les règles générales du Programme alimentaire mondial. Il a approuvé les règles générales révisées (E/4127/Add.2, annexe) préparées par le Comité intergouvernemental et approuvées par le Conseil de la FAO à sa quarante-sixième session.

Section X. — Question de la réunion d'un groupe de travail spécial pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale

765. A sa quarantième session, le Conseil a décidé³⁴ de renvoyer à sa quarante-troisième session toute décision concernant la réunion du Groupe de travail spécial pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale.

Section XI. — Calendrier des conférences

PROGRAMME DE CONFÉRENCES ET DE RÉUNIONS POUR 1966

766. A la reprise de sa trente-neuvième session, le Conseil a approuvé le calendrier des conférences pour 1966 qui figure dans le document E/4116/Rev.1.

PROGRAMME DE CONFÉRENCES ET DE RÉUNIONS POUR 1967

767. A sa quarante et unième session, le Conseil a décidé³⁵ de renvoyer à la reprise de sa session l'examen du programme de conférences et de réunions pour 1967.

Section XII. — Incidences financières des décisions du Conseil

768. A sa quarantième session, le Conseil a pris note³⁶ des incidences financières des décisions prises au cours de cette session, incidences qui avaient été portées à son attention sous forme de résumé dans le document E/4165 et Corr.1. A sa quarante et unième

session³⁷, le Conseil a été saisi d'un résumé, présenté sous forme de tableau, des incidences financières des décisions prises par lui à ses quarantième et quarante et unième sessions (E/4262)³⁸; dans ce même document étaient signalées les mesures que le Secrétaire général se proposait de prendre pour assurer les moyens financiers nécessaires à l'application des décisions du Conseil. En outre, conformément à l'article 34 du règlement intérieur du Conseil, le Secrétaire général a informé le Conseil des incidences financières de chacune des propositions présentées au moment où la proposition était examinée.

769. Plusieurs représentants ont fait des observations sur les coûts estimatifs et certains ont réservé leurs positions, notamment en ce qui concerne les incidences financières de la résolution 1155 (XLI) relative à la science et la technique.

Section XIII. — Application des recommandations relatives à des questions économiques et sociales

770. La présente section du rapport, rédigée conformément à la résolution 450 (XIV) du Conseil, indique les réponses reçues de gouvernements touchant l'application des recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil relatives à des questions économiques et sociales. Elle ne contient pas de renseignements sur le fond desdites réponses, mais renvoie aux diverses sections du rapport, ainsi qu'aux autres documents où figurent les renseignements en question. Il n'est pas fait mention dans cette section des renseignements que des gouvernements communiquent, selon la procédure normale, pour être insérés dans les publications périodiques du Bureau de statistique de l'ONU.

771. Conformément à la décision prise par le Conseil le 26 mars 1965³⁹, le Secrétaire général a invité les gouvernements à faire connaître leurs vues sur l'examen et la réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil. Outre les 22 réponses qui ont été communiquées au Conseil à sa trente-neuvième session, sous les cotes E/4052 et Add.1 à 6, 12 gouvernements ont fait parvenir des réponses qui ont été publiées dans les documents E/4052/Add.7 à 17⁴⁰.

772. Le questionnaire annuel sur les tendances, problèmes et politiques économiques devant faciliter l'appréciation des perspectives de l'économie mondiale a été envoyé en novembre 1965 aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux Etats non membres qui participent aux travaux des commissions économiques régionales, conformément à la résolution 520 B (VI) de l'Assemblée générale et aux résolutions 221 E (IX), 290 (XI), 371 B (XIII) et 654 C (XXIV) du Conseil. Cinquante et un gouvernements ont adressé des réponses qui ont servi à la rédaction de la deuxième partie de l'*Etude sur l'économie mondiale*, 1965 (E/4221)⁴¹.

773. Conformément à la résolution 1711 (XVI) de l'Assemblée générale et aux résolutions 780 (XXX) et 923 (XXXIV) du Conseil, le questionnaire annuel sur le courant international des capitaux à long terme et les paiements publics de transfert, établi avec la collaboration du Fonds monétaire international, a été adressé à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non membres qui prennent part aux tra-

³⁷ E/SR.1445.

³⁸ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 31 de l'ordre du jour.

³⁹ E/SR.1363.

⁴⁰ Voir chap. XV.

⁴¹ Voir chap. III, par. 47 à 50.

³³ E/SR.1400.

³⁴ E/SR.1414.

³⁵ E/SR.1442.

³⁶ E/SR.1419.

vaux des commissions économiques régionales. Quarante-sept pays au total ont fourni des renseignements pour 1964, lesquels ont servi à établir le rapport sur *Le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques, 1961-1965* (E/4170)⁴².

774. Conformément aux résolutions 1026 (XXXVII) et 1087 (XXXIX) du Conseil et aux résolutions 1931 (XVIII) et 2092 (XX) de l'Assemblée générale et à d'autres résolutions antérieures sur l'affectation à des besoins pacifiques des ressources libérées par le désarmement, les gouvernements des Etats Membres ont été invités à fournir des renseignements concernant les conséquences économiques et sociales du désarmement. Trente pays ont fait parvenir des réponses qui ont été reproduites dans un rapport du Secrétaire général (E/4169 et Add.1).

775. Conformément à la résolution 1830 (XVII) de l'Assemblée générale relative à l'inflation dans les pays en voie de développement, un questionnaire a été adressé en janvier 1965 aux gouvernements des Etats Membres des Nations Unies et à des Etats non membres afin de rassembler les données d'expérience les plus récentes et de connaître l'avis des pays sur les rapports en cause et sur les moyens de résoudre le problème. Les réponses reçues ont été reproduites dans un rapport intérimaire (E/4053) qui a été présenté au Conseil lors de sa trente-neuvième session, ainsi que dans des additifs publiés par la suite. Jusqu'à présent, 37 pays ont répondu⁴³.

776. Depuis l'adoption des résolutions 226 D (IX) et 378 B II (XIII) du Conseil, et de la résolution 824 (IX) de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a périodiquement adressé aux gouvernements des circulaires et des lettres individuelles pour leur demander de lui communiquer les textes des conventions fiscales internationales ainsi que des renseignements sur l'état actuel desdites conventions. Le Secrétaire général a été informé que, depuis le 1^{er} juin 1965, les Gouvernements de la Belgique, du Brésil, du Canada, du Danemark, des Etats-Unis d'Amérique, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Italie, de la Norvège, des Pays-Bas, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Suède avaient conclu des conventions fiscales au nom de leur pays ou des territoires dont ils assurent les relations internationales. Les textes des conventions et les renseignements ainsi obtenus sont publiés dans le recueil des *Conventions fiscales internationales*.

777. Conformément à la résolution 995 (XXXVI) du Conseil, le Secrétaire général a invité les gouvernements à répondre à un questionnaire concernant l'application des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux qui a eu lieu à Rome en 1963. Au 20 décembre 1965, 39 gouvernements avaient répondu à la demande du Secrétaire général; leurs réponses se trouvent résumées dans le document E/4145, qui a été présenté au Conseil à sa quarantième session. Au 1^{er} juin 1966, 26 nouvelles réponses avaient été reçues (E/4145/Add.1), ce qui porte le nombre des réponses à 65⁴⁴.

778. Conformément à la résolution 1086 E (XXXIX) du Conseil, relative au réexamen du rôle de la Commission des questions sociales, le Secrétaire général a adressé une note verbale aux Etats Membres des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées, afin de déterminer leurs besoins dans le domaine

social, et si possible les priorités qui s'attachent à leur solution, ainsi que les possibilités d'accroître les moyens de coopération technique que les Etats Membres pourraient offrir. Les gouvernements étaient en même temps invités à présenter des suggestions quant à la façon dont les Nations Unies pourraient les aider à faire face à leurs besoins dans le domaine social. Dans sa note verbale, le Secrétaire général invitait également les gouvernements qui ne l'avaient pas encore fait à répondre au questionnaire sur les objectifs sociaux qui leur avait été adressé en septembre 1964, conformément à la résolution 1916 (XVII) de l'Assemblée générale. Au 20 mai 1966, 60 gouvernements avaient répondu à la note verbale. Les réponses parvenues au plus tard le 1^{er} avril 1966 ont été résumées dans les rapports E/CN.5/400/Add.1 et E/CN.5/400/Add.1/Amend.1, qui ont été présentés à la Commission des questions sociales à sa dix-septième session. Un additif (E/CN.5/394/Add.1) au rapport préliminaire sur les objectifs du développement social (E/CN.5/394) a été établi d'après les réponses au questionnaire sur les objectifs sociaux, et soumis à la Commission à la même session.

779. Conformément à la résolution 1086 F (XXXIX) du Conseil, le Secrétaire général a consulté les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées sur l'opportunité d'une conférence des ministres responsables de la protection sociale et de leurs conseillers principaux et sur l'ordre du jour possible d'une telle conférence, qui pourrait avoir lieu à partir de 1968, sur les programmes de protection sociale dans le développement national. Au 20 mai 1966, 59 gouvernements avaient répondu. Les réponses parvenues au plus tard le 12 avril 1966 ont été résumées dans les documents E/CN.5/401 et Add.1, qui ont été présentés à la Commission des questions sociales à sa dix-septième session.

780. En vertu de la résolution 934 (XXXV) du Conseil, approuvée par l'Assemblée générale dans sa résolution 1918 (XVIII), les Etats Membres étaient priés d'informer le Secrétaire général des faits nouveaux survenus dans leurs pays concernant la peine capitale. Afin d'obtenir les renseignements demandés, le Secrétaire général a adressé un questionnaire aux Etats Membres. Au 20 mai 1966, 36 gouvernements avaient répondu.

781. En ce qui concerne les droits de l'homme⁴⁵, l'*Annuaire des droits de l'homme pour 1963*, établi en application des résolutions 303 H (XI) et 683 D (XXVI), contient des renseignements relatifs aux faits nouveaux d'ordre constitutionnel, législatif et judiciaire survenus dans 92 Etats. Soixante-trois gouvernements ont communiqué des informations destinées à l'*Annuaire*.

782. En application de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil, 31 Etats Membres des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées avaient, au 15 juin 1966, envoyé des rapports sur les droits civils et politiques portant sur la période du 30 janvier 1963 au 30 juin 1965. Ces rapports ont été publiés dans les documents E/CN.4/892 et Add.1 à 15. L'Organisation internationale du Travail a également fait parvenir un rapport (E/CN.4/893).

783. Aux termes de la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil, les rapports sur la liberté de l'information s'inscrivent désormais dans le cadre d'un système de rapports périodiques qui fonctionne selon un cycle

⁴² Voir chap. V, sect. I.

⁴³ Voir chap. III, par. 91.

⁴⁴ Voir chap. XI, sect. V.

⁴⁵ Voir chap. XI.

triennal continu. En conséquence, le quatrième rapport annuel sur la liberté de l'information (E/CN.4/878 et Add.1 et 2) ne sera pas suivi d'autre rapport annuel.

784. Au mois de juin 1966, 50 Etats avaient ratifié la Convention relative au statut des réfugiés ou y avaient adhéré.

785. A la même date, 17 Etats avaient ratifié la Convention sur le statut des apatrides ou y avaient adhéré.

786. Pour ce qui est de la résolution 728 D (XXVIII) du Conseil, la Convention de 1958 de l'OIT (N° 111) concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession avait été ratifiée, au 15 juin 1966, par 55 Etats.

787. Quant à la résolution 821 V B (XXXII) du Conseil, la Convention de l'UNESCO de 1960 concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement avait, au 15 juin 1966, été ratifiée par 32 Etats.

788. A la suite d'une recommandation faite par le Conseil dans la résolution 890 (XXXIV), l'Assemblée générale, dans sa résolution 1841 (XVII), a demandé à ceux des Etats Membres qui n'étaient pas encore parties à la Convention internationale de 1926 sur l'esclavage et à la Convention supplémentaire de 1956 d'y devenir parties, en priant instamment tous les Etats parties auxdites conventions de coopérer pleinement à l'application de leurs dispositions. Au 15 juin 1966, 65 Etats étaient parties à la Convention supplémentaire de 1956, 4 autres Etats ayant ratifié la Convention ou y ayant adhéré pendant l'année considérée.

789. Conformément à la résolution 1077 (XXXIX) du Conseil, le questionnaire sur l'esclavage établi par le Secrétariat en consultation avec le Rapporteur spécial sur l'esclavage a été à nouveau adressé aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées et aux organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif intéressées. Au 15 mars 1966, 74 gouvernements avaient répondu. Les réponses reçues ont été reproduites dans le rapport du Rapporteur spécial (E/4168/Add.1)⁴⁰. Les réponses reçues par la suite ont été distribuées au Conseil dans des additifs au document E/4168.

790. En ce qui concerne la résolution 888 D (XXXIV), dans laquelle le Conseil avait approuvé la décision prise par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités d'entreprendre une étude de la discrimination contre les personnes nées hors mariage, il y a lieu de signaler que, au 15 juin 1966, 83 gouvernements avaient fourni des renseignements destinés à l'étude en question.

791. Pour ce qui est de la résolution 958 C (XXXVI), par laquelle le Conseil avait approuvé la décision qu'avait prise la Sous-Commission d'entreprendre une étude sur l'égalité dans l'administration de la justice, il y a lieu de noter qu'au 15 juin 1966 60 gouvernements avaient fourni des renseignements pour cette étude.

792. Conformément à la résolution 2019 (XX) de l'Assemblée générale relative aux manifestations de préjugés raciaux et d'intolérance nationale et religieuse, le Secrétaire général présentera à l'Assemblée à sa vingt et unième session un rapport sur les mesures prises par les gouvernements en application de la résolution 1779 (XVII) de l'Assemblée générale.

⁴⁰ Voir chap. XI, sect. IV.

793. Conformément à la résolution 1076 (XXXIX) du Conseil, le Secrétaire général a présenté au Conseil un nouveau rapport sur les mesures prises par les Etats Membres, l'Organisation des Nations Unies, les institutions spécialisées et les organismes intergouvernementaux régionaux en vue de faire appliquer la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (E/4174). Les nouvelles réponses reçues ont été distribuées au Conseil dans des additifs au document E/4174.

794. Conformément à la résolution 2017 (XX) de l'Assemblée générale sur les mesures tendant à faire appliquer la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, le Secrétaire général présentera ce même rapport à l'Assemblée générale à sa vingt et unième session.

795. Dans sa résolution 2106 (XX) intitulée "Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale", l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de présenter des rapports sur l'état des ratifications de la Convention. Au 15 juin 1966, 21 gouvernements avaient signé la Convention. Aucune nouvelle ratification ou adhésion n'a été enregistrée.

796. Pour faciliter la préparation de l'étude sur les problèmes posés en droit international par le châtimement des criminels de guerre et des individus coupables de crimes contre l'humanité, demandée par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 3 (XXI), le Secrétaire général a invité les gouvernements des Etats Membres à fournir des renseignements pertinents. Au 14 avril 1966, 57 gouvernements avaient répondu à cette invitation.

797. Pour ce qui est des résolutions 640 (VII) et 793 (VIII) de l'Assemblée générale, et des résolutions 504 E (XVI), 547 B (XVIII) et 652 B (XXIV) du Conseil, 42 Etats avaient au 1^{er} juin 1966 signé la Convention sur les droits politiques de la femme et 47 l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré. Trois Etats ont adhéré à la Convention pendant la période considérée.

798. Conformément aux résolutions 504 E (XVI), 961 B (XXXVI) et 1068 B (XXXIX) du Conseil relatives à l'application de la Convention sur les droits politiques de la femme, le Secrétaire général a invité les gouvernements des Etats Membres à multiplier leurs efforts afin d'adhérer à la Convention sur les droits politiques de la femme et à appliquer pleinement les principes contenus dans cette convention. Le Secrétaire général a également invité les gouvernements des Etats Membres à fournir des renseignements au sujet de la mise en œuvre des principes énoncés dans cette convention, et à indiquer notamment si des femmes avaient été élues au parlement de leur pays ou nommées à des postes gouvernementaux, judiciaires ou diplomatiques élevés. Au 1^{er} juin 1966, sept réponses avaient été reçues.

799. En ce qui concerne la résolution 1040 (XI) de l'Assemblée générale et la résolution 652 F (XXIV) du Conseil, la Convention sur la nationalité de la femme mariée avait, au 1^{er} juin 1965, été signée par 25 Etats, et 32 Etats l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré. Pendant la période considérée, un Etat a informé le Secrétaire général qu'il se considérait comme lié par la Convention.

800. En ce qui concerne la résolution 1763 A (XVII) de l'Assemblée générale, la Convention sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages avait, au 1^{er} juin 1966,

été signée par 19 Etats, et 17 Etats l'avaient ratifiée ou y avaient adhéré. Au cours de l'année considérée, trois Etats ont ratifié la Convention ou y ont adhéré.

801. En ce qui concerne la résolution 2018 (XX) de l'Assemblée générale, au 1^{er} juin 1966, 11 Etats avaient, conformément à la recommandation énoncée au paragraphe 3, informé le Secrétaire général des mesures adoptées pour soumettre la Recommandation sur le consentement au mariage, l'âge minimum du mariage et l'enregistrement des mariages aux autorités compétentes. Dix-sept Etats avaient également communiqué des renseignements au Secrétaire général sur la législation et la pratique nationales sur les points visés dans la Recommandation.

802. Conformément à la résolution 14 (XVIII) de la Commission de la condition de la femme, relative aux effets des résolutions et des recommandations de la Commission sur les législations nationales, le Secrétaire général a invité les gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées à compléter les renseignements sur les législations nationales qui figurent dans le rapport soumis à la Commission (E/CN.6/437) à sa dix-huitième session, en mars 1965. Au 1^{er} juin 1966, huit gouvernements avaient fourni des renseignements pertinents.

803. En ce qui concerne le contrôle des stupéfiants⁴⁷, les documents E/CN.7/468 et E/CN.7/468/Add.1 (chap. I^{er}) contiennent des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements conformément à la résolution 211 A (III) de l'Assemblée générale, aux résolutions 159 D I (VII), 436 G (XIV), 548 H (XVIII), 588 D I (XX) et 730 C (XXVIII) du Conseil, relatives au Protocole du 19 novembre 1948, aux

résolutions 505 D et G (XVI) et 626 C II (XXII) du Conseil concernant le Protocole de 1953, ainsi qu'aux résolutions 833 B (XXXII) et 914 C et D (XXXIV) du Conseil et à la résolution 1775 (XVII) de l'Assemblée générale relatives à la Convention unique de 1961 sur les stupéfiants.

804. Les renseignements sur l'abolition de l'usage de l'opium à fumer, communiqués par les gouvernements en vertu des résolutions 159 B II (VII) et 505 B (XVI) du Conseil, figurent dans le document E/NR.1963/Summary (chap. X)⁴⁸.

805. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements conformément aux résolutions 159 II C (VII), 436 F (XIV) et 548 D (XVIII) du Conseil, relatives aux recherches scientifiques sur l'opium, sont donnés dans le document E/CN.7/476.

806. Les documents E/NM.1964/3, E/NM.1964/4, E/NM.1965/1, E/NM.1965/2, E/NM.1965/3 et E/NM.1965/4 reproduisent les renseignements fournis par les gouvernements en application de la résolution 436 D (XIV) du Conseil, concernant le trafic illicite des stupéfiants effectué par les équipages de navires marchands et d'aéronefs civils.

807. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements conformément à la résolution 548 G (XVIII) du Conseil, relative à la question de la diacétylmorphine (héroïne), figurent dans le document E/NR.1963/Summary (chap. VIII)⁴⁸.

808. Des renseignements sur les mesures prises par les gouvernements en application de la résolution 548 H II (XVIII) du Conseil, concernant l'interdiction de la cétobémidone, figurent dans le document E/NR.1963/Summary (chap. VIII)⁴⁸.

⁴⁷ Voir chap. XIII, sect. VIII.

⁴⁸ Publication des Nations Unies, numéro de vente: 65.XI.2.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Section I. — Demandes d'admission au statut consultatif et renouvellement de demandes déjà présentées

809. A sa quarantième session, le Conseil était saisi du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales (E/4136)¹, contenant des recommandations relatives aux demandes d'admission au statut consultatif et au renouvellement de demandes déjà présentées. Le Comité recommandait notamment au Conseil de ne pas donner suite aux demandes d'admission au statut consultatif de la catégorie B présentées par l'Association internationale des juristes démocrates (AIJD) et par la Fédération démocratique internationale des femmes (FDIF). Il recommandait également au Conseil de ne pas donner suite aux demandes de reclassement de la catégorie B à la catégorie A présentées par l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux et la Fédération mondiale des villes jumelées (FMVJ). Au cours des débats du Conseil², on a proposé de modifier l'article 82 du règlement intérieur afin de porter de 7 à 13 le nombre des membres du Comité chargé des organisations non gouvernementales, d'appliquer à ce comité le principe de la répartition géographique et de permettre aux organisations qui demandent le statut consultatif de présenter des déclarations écrites ou orales au Comité sur la demande de celui-ci; on a proposé également de prier le Comité de réexaminer les recommandations contenues dans son rapport et de soumettre des recommandations appropriées au Conseil lors de sa quarante et unième session. On a suggéré qu'étant donné l'augmentation du nombre des membres du Conseil le Comité devait également être élargi et rendu plus représentatif. Les méthodes de travail du Comité et la forme de ses rapports ont été critiquées par certains membres.

810. Conformément à l'article 88, le Conseil a réuni une commission plénière *ad hoc* pour examiner la proposition d'amendement à l'article 82. Après avoir rejeté une proposition visant à porter à 12 le nombre des membres du Comité chargé des organisations non gouvernementales, la Commission *ad hoc* a recommandé l'adoption d'un texte modifié de l'article 82 aux termes duquel le Comité serait composé de 13 membres dont cinq seraient des Etats d'Afrique et d'Asie, quatre des Etats d'Europe occidentale et d'autres Etats, deux des Etats d'Amérique latine et deux des Etats socialistes d'Europe orientale. Le reste des propositions relatives à l'article 82 dont la Commission *ad hoc* était saisie a été approuvé avec quelques modifications de forme³.

811. A la lumière du rapport de la Commission *ad hoc* (E/4166)¹, le Conseil a modifié, par sa résolution 1099 (XL), l'article 82 du règlement intérieur et prié le Comité chargé des organisations non gouvernementales de réexaminer les recommandations for-

mulées dans son rapport (E/4136). Le Conseil a ensuite élu pour un an les 13 membres du Comité.

812. A sa première session⁴, le nouveau Comité a décidé d'examiner dorénavant au cours de séances publiques, les demandes d'admission au statut consultatif et le renouvellement de demandes déjà présentées, d'inviter les représentants des organisations ayant présenté une demande à faire des déclarations et répondre à des questions et d'inclure un court résumé de ses débats ainsi que le détail de ses votes dans ses rapports au Conseil.

813. A sa quarante et unième session⁵, le Conseil était saisi du rapport du Comité (E/4204)⁶. Par sa résolution 1115 (XLI), il a approuvé les recommandations du Comité relatives aux demandes de reclassement de la catégorie B à la catégorie A présentées par la Fédération mondiale des villes jumelées et par l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux, aux demandes d'admission au statut consultatif de la catégorie B présentées par six organisations et à l'inscription d'une organisation au Registre du Secrétaire général. Il a approuvé la recommandation tendant à différer d'un an l'examen de la demande d'admission au statut consultatif de la catégorie A présentée par l'Union syndicale panafricaine, et a décidé de différer d'un an l'examen du renouvellement des demandes d'admission au statut consultatif de la catégorie B présentées par l'Association internationale des juristes démocrates et par la Fédération démocratique internationale des femmes.

Section II. — Organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif

814. On trouvera ci-après la liste des organisations non gouvernementales qui, à la date du 5 août 1966, étaient dotées du statut consultatif. Douze d'entre elles appartiennent à la catégorie A et 135 à la catégorie B. En outre, 220 organisations sont inscrites au registre du Secrétaire général pour être consultées sur des questions précises, conformément au paragraphe 17 de la résolution 288 B (X). Ces organisations sont toutes internationales, sauf indication contraire.

Catégorie A

Alliance coopérative internationale;
Chambre de commerce internationale;
Confédération internationale des syndicats chrétiens;
Confédération internationale des syndicats libres;
Fédération internationale des producteurs agricoles;
Fédération mondiale des anciens combattants;
Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies;
Fédération mondiale des villes jumelées;
Fédération syndicale mondiale;
Organisation internationale des employeurs;
Union internationale des villes et pouvoirs locaux;
Union interparlementaire.

¹ Documents officiels du Conseil économique et social, quarantième session, Annexes, point 13 de l'ordre du jour.

² E/SR.1403, 1414, 1415.

³ E/AC.53/SR.1, 2.

⁴ E/C.2/SR.208 et Add.1.

⁵ E/SR.1427.

⁶ Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 29 de l'ordre du jour.

Catégorie B

- All India Women's Conference (Inde);
 Alliance européenne des agences de presse;
 Alliance internationale de tourisme;
 Alliance internationale des femmes — droits égaux, responsabilités égales;
 Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines;
 Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens;
 Amnesty International;
 Armée du salut;
 Assemblée mondiale de la jeunesse;
 Association de droit international;
 Association des femmes pakistanaises (Pakistan);
 Association du transport aérien international;
 Association interaméricaine de la presse;
 Association internationale de droit pénal;
 Association internationale des écoles de service social;
 Association internationale des Lions Clubs;
 Association internationale des magistrats de la jeunesse;
 Association internationale des unions de crédit;
 Association internationale pour l'aide aux prisonniers;
 Association internationale pour la protection de la propriété industrielle;
 Association internationale pour le progrès social;
 Association internationale pour les loisirs;
 Association pour l'étude du problème mondial des réfugiés;
 Battelle Memorial Institute;
 Bureau de coordination industrielle;
 Bureau international catholique de l'enfance;
 Bureau international pour la répression de la traite des êtres humains;
 CARE (Cooperative for American Relief to Everywhere, Inc.) [Etats-Unis d'Amérique];
 Centre d'études monétaires latino-américaines;
 Centre international d'information pour le crédit communal;
 Chambre de commerce des Etats-Unis d'Amérique (Etats-Unis d'Amérique);
 Comité consultatif mondial de la Société des Amis (Quakers);
 Comité de coordination d'organisations juives;
 Comité européen des assurances;
 Comité international de la Croix-Rouge;
 Commission des Eglises pour les affaires internationales;
 Commission internationale catholique pour les migrations;
 Commission internationale contre le régime concentrationnaire;
 Commission internationale de juristes;
 Commission internationale de l'irrigation et du drainage;
 Community Development Foundation, Inc.;
 Confédération mondiale des organisations de la profession enseignante;
 Conférence des femmes africaines;
 Conférence internationale de service social;
 Conférence internationale des charités catholiques;
 Conférence mondiale de l'énergie;
 Congrès juif mondial;
 Conseil consultatif d'organisations juives;
 Conseil interaméricain du commerce et de la production;
 Conseil international pour l'organisation scientifique;
 Conseil international des femmes;
 Conseil international des femmes juives;
 Conseil international des services juifs de prévoyance et d'assistance sociale;
 Conseil international du bâtiment pour la recherche, l'étude et la documentation;
 Dotation Carnegie pour la paix internationale (Etats-Unis d'Amérique);
 Fédération abolitionniste internationale;
 Fédération des Chambres de commerce du Commonwealth;
 Fédération interaméricaine des automobiles-clubs;
 Fédération internationale d'astronautique;
 Fédération internationale de l'automobile;
 Fédération internationale des assistants sociaux et des assistantes sociales;
 Fédération internationale des centres sociaux et communautaires;
 Fédération internationale des droits de l'homme;
 Fédération internationale des éditeurs de journaux et publications;
 Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales;
 Fédération internationale des femmes des carrières juridiques;
 Fédération internationale des femmes diplômées des universités;
 Fédération internationale des femmes juristes;
 Fédération internationale des journalistes;
 Fédération internationale des mutilés et invalides du travail et des invalides civils;
 Fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement des territoires;
 Fédération mondiale des jeunesses féminines catholiques;
 Fédération mondiale des sourds;
 Fédération mondiale pour la santé mentale;
 Fédération routière internationale;
 Groupe de recherches pour interrelations sociales et plastiques (CIAM);
 Indian Council of World Affairs (Inde);
 Institut hispano-luso-américain de droit international;
 Institut interaméricain de statistique;
 Institut international de finances publiques;
 Institut international de statistique;
 Institut international des sciences administratives;
 Institut latino-américain du fer et de l'acier;
 International Association of Ports and Harbours;
 International Bar Association;
 Jeune Chambre internationale;
 Jeunesse ouvrière chrétienne;
 Ligue des sociétés de la Croix-Rouge;
 Ligue Howard pour la réforme pénale (Royaume-Uni);
 Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté;
 Ligue internationale des droits de l'homme;
 Mouvement international pour l'union fraternelle entre les races et les peuples;
 Mouvement mondial des mères;
 National Association of Manufacturers (Etats-Unis d'Amérique);
 Organisation afro-asiatique de coopération économique;
 Organisation internationale de normalisation;
 Organisation internationale de police criminelle — INTERPOL;
 Organisation internationale des femmes sionistes;
 Organisation mondiale Agudas Israel;
 Organisation mondiale pour la protection sociale des aveugles;
 Organisation régionale de l'Est pour l'administration publique;
 Pan-Pacific and South-East Asia Women's Association;
 Pax Romana:
 Mouvement international des étudiants catholiques;
 Mouvement international des intellectuels catholiques;
 Rotary international;
 Service social international;
 Société antiesclavagiste (Royaume-Uni);
 Société de législation comparée (France);
 Société d'études et d'expansion — Association scientifique internationale;
 Société interaméricaine d'urbanisme;
 Société internationale de criminologie;
 Société internationale de défense sociale;
 Société internationale pour la réadaptation des handicapés;
 Union catholique internationale de service social;
 Union des foires internationales;
 Union internationale d'assurances transports;
 Union internationale de la jeunesse socialiste;
 Union internationale de la navigation fluviale;
 Union internationale de la presse catholique;
 Union internationale de protection de l'enfance;
 Union internationale des architectes;
 Union internationale des chemins de fer;
 Union internationale des organismes familiaux;
 Union internationale des organismes officiels de tourisme;
 Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique;
 Union internationale des sociétés d'épargne et de prêts immobiliers;
 Union internationale des transports publics;
 Union internationale des transports routiers;

Union internationale pour l'étude scientifique de la population;
 Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources;
 Union mondiale chrétienne des femmes abstinentes;
 Union mondiale démocrate chrétienne;
 Union mondiale des femmes rurales;
 Union mondiale des organisations féminines catholiques;
 Union mondiale des organismes pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence;
 Union mondiale pour le judaïsme libéral;

Registre

Académie internationale de médecine légale et de médecine sociale;
 Aerospace Medical Association
 Alliance internationale Sainte-Jean-d'Arc;
 American Foreign Insurance Association (Etats-Unis d'Amérique);
 Association catholique internationale pour la radiodiffusion et la télévision (UNDA);
 Association des chimistes agricoles officiels;
 Association des écoles internationales;
 Association fiscale internationale;
 Association interaméricaine de génie sanitaire;
 Association interaméricaine de radiodiffusion;
 Association internationale d'épidémiologie;
 Association internationale d'information scolaire, universitaire et professionnelle;
 Association internationale d'océanographie physique;
 Association internationale d'orientation scolaire et professionnelle;
 Association internationale de gérontologie;
 Association internationale de la fertilité;
 Association internationale de logopédie et de phoniatry;
 Association internationale de pédiatrie;
 Association internationale de prophylaxie de la cécité;
 Association internationale de psychiatrie infantile et des professions affiliées;
 Association internationale de recherches sur le revenu et la fortune;
 Association internationale de science politique;
 Association internationale de signalisation maritime;
 Association internationale de sociologie;
 Association internationale des arts plastiques (peinture, sculpture, arts graphiques);
 Association internationale des bibliothécaires et documentalistes agricoles;
 Association internationale des critiques d'art;
 Association internationale des distributions d'eau;
 Association internationale des éducateurs de jeunes inadaptés;
 Association internationale des études et recherches sur l'information;
 Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales;
 Association internationale des femmes médecins;
 Association internationale des producteurs de l'horticulture;
 Association internationale des professeurs et maîtres de conférences des universités;
 Association internationale des sciences de l'éducation;
 Association internationale des sciences économiques;
 Association internationale des sciences juridiques;
 Association internationale des sociétés de microbiologie;
 Association internationale des universités;
 Association internationale du calendrier mondial;
 Association internationale permanente des congrès de navigation;
 Association internationale pour la promotion et la protection des investissements privés en territoires étrangers;
 Association internationale pour l'échange d'étudiants de l'enseignement technique;
 Association internationale pour le christianisme libéral et la liberté religieuse;
 Association littéraire et artistique internationale;
 Association médicale mondiale;
 Association mondiale des guides et des éclaireuses;
 Association mondiale de psychiatrie;

Association mondiale pour l'étude de l'opinion publique;
 Association mondiale pour la radiotélévision chrétienne;
 Association mondiale vétérinaire;
 Association scientifique du Pacifique;
 Association soroptimiste internationale;
 Association universelle d'aviculture scientifique;
 Association universelle d'esperanto;
 Bureau européen de la jeunesse et de l'enfance;
 Bureau international des containers;
 Bureau mondial du scoutisme;
 Bureau permanent international des constructeurs d'automobiles;
 Bureau permanent international des constructeurs de motocycles;
 Central Council for Health Education (Royaume-Uni);
 Centre international du commerce de gros;
 Chambre internationale de la marine marchande;
 Comité de coordination du service volontaire international;
 Comité de recherche spatiale;
 Comité d'études économiques de l'industrie du gaz;
 Comité international catholique des infirmières et assistantes médico-sociales;
 Comité international de la radioélectricité;
 Comité international permanent de la conserve;
 Comité international pour la documentation des sciences sociales;
 Comité international radiomaritime;
 Comité international spécial des perturbations radioélectriques;
 Comité permanent des congrès internationaux d'actuares;
 Commission des migrations du Conseil international des agences bénévoles;
 Commission des réfugiés du Conseil international des agences bénévoles;
 Commission électrotechnique internationale;
 Commission internationale de l'éclairage;
 Commission internationale de protection radiologique;
 Commission internationale des unités et mesures radiologiques;
 Commission internationale du génie rural;
 Commission mixte internationale pour la protection des lignes de télécommunication et des canalisations souterraines;
 Commission permanente et Association internationale pour la médecine du travail;
 Committee for Economic Development (Etats-Unis d'Amérique);
 Communauté européenne des écrivains;
 Communauté internationale des associations de la librairie;
 Confédération des éducateurs américains;
 Confédération européenne de l'agriculture;
 Confédération européenne des industries du bois;
 Confédération internationale des sages-femmes;
 Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs;
 Confédération internationale des travailleurs intellectuels;
 Confédération internationale du crédit populaire;
 Confédération mondiale de physiothérapie;
 Conférence internationale des étudiants;
 Conférence internationale des grands réseaux électriques;
 Conférence internationale pour les bateaux de sauvetage;
 Congrès international de l'enseignement universitaire des adultes;
 Conseil des organisations internationales des sciences médicales;
 Conseil international de la musique;
 Conseil international de la philosophie et des sciences humaines;
 Conseil international de l'éducation physique et sportive;
 Conseil international des archives;
 Conseil international des employeurs du commerce;
 Conseil international des femmes social-démocrates;
 Conseil international des infirmières;
 Conseil international des musées;
 Conseil international des navigateurs aériens;
 Conseil international des sciences sociales;
 Conseil international des sociétés d'anatomie pathologique;
 Conseil international des sociétés d'esthétique industrielle;
 Conseil international des unions scientifiques;
 Conseil international du cinéma et de la télévision;
 Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme;
 Conseil mixte d'ingénieurs;

Entraide universitaire mondiale;
 Experiment in International Living, The;
 Fédération aéronautique internationale;
 Fédération dentaire internationale;
 Fédération européenne de zootechnie;
 Fédération internationale d'électrotechnique médicale et de génie médical et biologique;
 Fédération internationale d'oléiculture;
 Fédération internationale de documentation;
 Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique;
 Fédération internationale de l'enseignement ménager;
 Fédération internationale de la jeunesse catholique;
 Fédération internationale de la presse périodique;
 Fédération internationale de laiterie;
 Fédération internationale de médecine sportive;
 Fédération internationale des armateurs;
 Fédération internationale des associations de bibliothécaires;
 Fédération internationale des associations de pilotes de lignes aériennes;
 Fédération internationale des associations de tourisme social;
 Fédération internationale des associations pour l'éducation des travailleurs;
 Fédération internationale des collèges de chirurgie;
 Fédération internationale des communautés d'enfants;
 Fédération internationale des déménageurs internationaux;
 Fédération internationale des distributeurs de presse;
 Fédération internationale des fonctionnaires supérieurs de police;
 Fédération internationale des hôpitaux;
 Fédération internationale des industries textiles cotonnières et connexes;
 Fédération internationale des journalistes et écrivains du tourisme;
 Fédération internationale des journalistes libres;
 Fédération internationale des organisations de correspondance et d'échanges scolaires;
 Fédération internationale des PEN-clubs;
 Fédération internationale des professeurs de langues vivantes;
 Fédération internationale des professions immobilières;
 Fédération internationale des radiotélégraphistes;
 Fédération internationale pour le traitement numérique de l'information;
 Fédération internationale des traducteurs;
 Fédération internationale des transports aériens privés;
 Fédération internationale du bâtiment et des travaux publics;
 Fédération internationale du diabète;
 Fédération internationale libre des déportés et internés de la résistance;
 Fédération internationale pharmaceutique;
 Fédération internationale pour le planning familial;
 Fédération internationale pour les auberges de la jeunesse;
 Fédération luthérienne mondiale;
 Fédération mondiale de la jeunesse démocratique;
 Fédération mondiale de neurologie;
 Fédération mondiale des ergothérapeutes;
 Fédération mondiale des sociétés d'anesthésiologistes;
 Fédération mondiale des travailleurs scientifiques;
 Fédération universelle des associations chrétiennes d'étudiants;
 Institut de droit international;
 Institut international des caisses d'épargne;
 Institut international du théâtre;
 International Cargo Handling Co-ordination Association;
 International Public Relations Association;
 Jeunesse étudiante catholique internationale;
 Ligue internationale contre le rhumatisme;
 Ligue internationale de l'enseignement, de l'éducation et de la culture populaire;
 Ligue internationale des sociétés dermatologiques;
 Ligue internationale pour l'éducation nouvelle;
 Mouvement international de la jeunesse agricole et rurale catholique;
 Mouvement international des Faucons;
 Office international de l'enseignement catholique;
 Open Door International (pour l'émancipation économique de la travailleuse);
 Organisation internationale contre le trachome;
 Organisation internationale de radiodiffusion et de télévision;
 Organisation internationale de recherche sur le cerveau;
 Organisation internationale des unions de consommateurs;
 Organisation mondiale pour l'éducation préscolaire;
 Prévention routière internationale, La;
 Service civil international;
 Société africaine de culture;
 Société d'économétrie;
 Société de biométrie;
 Société européenne de culture;
 Société Hansard pour le gouvernement parlementaire;
 Société internationale de biométéorologie;
 Société internationale de cardiologie;
 Société internationale d'hydatidologie;
 Société internationale de la lèpre;
 Société internationale de la science du sol;
 Société internationale de transfusion sanguine;
 Société internationale pour l'éducation artistique;
 Union astronomique internationale;
 Union des associations internationales;
 Union des associations techniques internationales;
 Union européenne de la carrosserie;
 Union européenne de radiodiffusion;
 Union géodésique et géophysique internationale;
 Union géographique internationale;
 Union internationale contre la tuberculose;
 Union internationale contre le cancer;
 Union internationale contre le péril vénérien et les tréponématoses;
 Union internationale de chimie pure et appliquée;
 Union internationale de l'humanisme éthique;
 Union internationale de l'industrie du gaz;
 Union internationale de psychologie scientifique;
 Union internationale des radio-amateurs;
 Union internationale des assureurs aéronautiques;
 Union internationale des éditeurs;
 Union internationale des instituts de recherches forestières;
 Union internationale des sciences de la nutrition;
 Union internationale pour l'éducation sanitaire;
 Union internationale pour les livres de jeunesse;
 Union mondiale des enseignants catholiques;
 Union mondiale OSE pour la protection de l'enfance et de la santé des populations juives;
 Union radioscientifique internationale;
 Zonta international.

Section III. — Consultations avec les organisations non gouvernementales

EXPOSÉS ÉCRITS PRÉSENTÉS PAR DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

815. Au cours de la période considérée, le Conseil ou ses commissions ont reçu de 30 organisations non gouvernementales 56 exposés écrits présentés conformément aux paragraphes 22, 23, 28 et 29 de la résolution 288 B (X) du Conseil. Un exposé commun a également été présenté par 15 organisations non gouvernementales appartenant aux catégories A et B et inscrites au Registre. Les exposés écrits présentés par des organisations non gouvernementales à des organes subsidiaires du Conseil sont mentionnés dans les rapports de ces organes au Conseil. On trouvera ci-après le nom des organisations dotées du statut consultatif qui ont présenté des exposés écrits au Conseil ainsi que le sujet de ces exposés.

Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales;
 Elimination de la discrimination à l'égard des femmes (E/C.2/643).
 Conseil international des femmes:
 Esclavage (E/C.2/644).

Confédération internationale des syndicats chrétiens:
Conséquences économiques et sociales du désarmement (E/C.2/647).

Chambre de commerce internationale:
Garanties multilatérales des investissements (E/C.2/640).

Chambre de commerce internationale:
Obstacles d'ordre fiscal entravant à long terme les investissements internationaux (E/C.2/641).

Chambre de commerce internationale:
La coopération internationale, condition du développement économique en Asie (E/C.2/642).

International Bar Association:
Moyens d'augmenter le courant international de capitaux privés (E/C.2/646).

Chambre de commerce internationale:
Politiques fiscales au service du commerce et du développement (E/C.2/648).

Chambre de commerce internationale:
Pour un meilleur fonctionnement du système monétaire (E/C.2/649).

Organisation afro-asiatique de coopération économique:
Développement économique des pays en voie de développement (E/C.2/650).

Union catholique internationale de service social:
Rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification (E/C.2/645).

AUDITIONS D'ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

816. Au cours de la quarantième session du Conseil, une organisation de la catégorie A, la Confédération internationale des syndicats libres, a présenté, conformément à l'article 86 du règlement intérieur, un exposé oral sur les points 4, a, 9 et 20 de l'ordre du jour⁷.

817. Au cours de la quarante et unième session du Conseil, cinq organisations de la catégorie A ont présenté, conformément à l'article 86 du règlement intérieur, des exposés oraux sur divers points de l'ordre du jour:

Chambre de commerce internationale: points 2 et 8 (dans la même intervention)⁸.

Confédération internationale des syndicats libres: points 2, 5, 8 et 17 (dans la même intervention), 16, 18, 21 et 22⁹.

Confédération internationale des syndicats chrétiens: points 2, 3, 5, 7, 10 et 17 (dans la même intervention), 6 et 21¹⁰.

Organisation internationale des employeurs: point 10¹¹.

Fédération syndicale mondiale: points 2 et 7 (dans la même intervention) et 16¹².

818. Au cours de la quarante et unième session, le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales a entendu, conformément à l'article 85 du règlement intérieur, les représentants de 13 organisations de la catégorie B:

Société antiesclavagiste: point 25¹³.

Alliance internationale des femmes — droits égaux, responsabilités égales: point 25¹³.

Commission internationale catholique pour les migrations: point 13¹³.

Commission internationale de juristes: point 21¹⁴.

Conférence internationale des charités catholiques: point 21¹⁴.
Fédération internationale des femmes de carrières libérales et commerciales: point 22¹⁴.

Fédération internationale des femmes diplômées des universités: points 19, 21, 22, 23 et 24 (dans la même intervention)¹⁴.

Fédération internationale des femmes de carrières juridiques: point 25¹⁴.

Union internationale des transports routiers: point 20¹³.

Union internationale des organismes officiels de tourisme: point 20¹³.

Pax Romana — Mouvement international des intellectuels catholiques et Mouvement international des étudiants catholiques: point 5¹⁴.

Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté: point 25¹³.

Congrès juif mondial: point 21¹⁴.

819. Le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales a également entendu un exposé commun sur le point 25 de l'ordre du jour présenté par le Comité consultatif mondial de la Société des Amis, l'Association des femmes pakistanaises, l'Union mondiale des femmes rurales, le Bureau international pour la répression de la traite des êtres humains, le Conseil international des femmes, l'Alliance universelle des unions chrétiennes de jeunes gens, l'Alliance mondiale des unions chrétiennes féminines, organisations appartenant à la catégorie B, et l'Alliance internationale Sainte-Jeanne-d'Arc, organisation inscrite au Registre¹³.

820. Les exposés présentés oralement par des organisations non gouvernementales devant des organes subsidiaires du Conseil sont mentionnés dans les rapports de ces organes au Conseil.

¹² E/SR.1426; E/AC.6/SR.397.

¹³ E/C.2/SR.213.

¹⁴ E/C.2/SR.214.

⁷ E/SR.1407, 1411, 1414.

⁸ E/SR.1425.

⁹ E/SR.1427; E/AC.6/SR.398; E/AC.7/SR.555, 551, 540.

¹⁰ E/SR.1427; E/AC.6/SR.392; E/AC.7/SR.551.

¹¹ E/AC.6/SR.392.

ANNEXES

Annexe I

Ordres du jour de la reprise de la trente-neuvième session et des quarantième et quarante et unième sessions du Conseil

Ordre du jour de la reprise de la trente-neuvième session

1. Rapport du Conseil du commerce et du développement ^a.
2. Composition du Comité du développement industriel.
3. Reconduction du Programme alimentaire mondial.
4. Rapport intérimaire sur la création de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies ^b.
5. Question de la création d'un centre international de documentation en matière d'habitation, de construction et de planification.
6. Examen du calendrier des conférences pour 1966.
7. Elections:
 - a) Election de membres du Comité du développement industriel ^c;
 - b) Election des membres du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement;
 - c) Election des membres du Comité intergouvernemental ONU/FAO du Programme alimentaire mondial;
 - d) Election des membres du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales ^d.
8. Programme de travail de base du Conseil pour 1966 et examen de l'ordre du jour provisoire de la quarantième session ^e.
9. Rapport du Comité de l'assistance technique ^f.

Ordre du jour de la quarantième session

1. Election du Président et des Vice-Présidents pour 1966.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Rapport du Fonds monétaire international.
4. a) Rapport de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de l'Association internationale de développement;
- b) Rapport de la Société financière internationale.
5. Rapport du Secrétaire général sur les activités entreprises par le Centre de développement industriel en application des recommandations de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.
6. Question d'une réunion du Groupe de travail spécial pour la question d'une déclaration sur la coopération économique internationale.
7. Mise en valeur des ressources naturelles:
 - a) Action coordonnée dans le domaine des ressources hydrauliques;

^a Point 10 de l'ordre du jour de la trente-neuvième session (voir *Documents officiels du Conseil économique et social, trente-neuvième session, Supplément n° 1*, p. vii), dont le Conseil avait renvoyé l'examen.

^b A sa 1400^e séance, le 20 décembre 1965, le Conseil a décidé de supprimer ce point de son ordre du jour.

^c Voir E/SR.1400, par. 2.

^d L'examen de cette question a été renvoyé à la quarantième session.

^e Point 38 de l'ordre du jour de la trente-neuvième session (voir *Documents officiels du Conseil économique et social, trente-neuvième session, Supplément n° 1*, p. viii), dont le Conseil avait renvoyé l'examen.

^f A sa 1400^e séance, le Conseil a décidé d'inscrire cette question supplémentaire à son ordre du jour.

- b) Ressources non agricoles;
- c) Dessalement de l'eau dans les pays en voie de développement.
8. Voyages, transports et communications:
 - a) Tourisme et voyages internationaux;
 - b) Transport des marchandises dangereuses.
9. Modalités d'organisation et de procédure appliquées pour la mise en œuvre des conventions et des recommandations relatives au domaine des droits de l'homme.
10. Mesures en vue de l'application rapide de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.
11. Contrôle international des stupéfiants.
12. Etablissements des budgets des institutions spécialisées.
13. Organisations non gouvernementales.
14. Elections.
15. Nomination des membres du Comité de la planification du développement.
16. Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil.
17. Documentation du Conseil.
18. Incidences financières des décisions du Conseil.
19. Examen de l'ordre du jour provisoire de la quarante et unième session et examen préliminaire du programme de travail de base du Conseil pour 1967.
20. Question de la création d'un institut international de documentation en matière d'habitation, de construction et de planification.

Ordre du jour de la quarante et unième session

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Tendances économiques mondiales.
3. Examen général du développement, de la coordination et de la concentration de l'ensemble des programmes et des activités de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme.
4. Examen et réévaluation du rôle et des fonctions du Conseil.
5. Décennie des Nations Unies pour le développement.
6. Conséquences économiques et sociales du désarmement.
7. Planification et projections économiques.
8. Financement du développement économique:
 - a) Courant international de capitaux et d'assistance;
 - b) Moyens d'augmenter le courant international de capitaux privés;
 - c) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies ^{*}.
9. Rapport du Conseil du commerce et du développement ^{*}.
10. Activités dans le domaine du développement industriel.
11. Mise en valeur des ressources naturelles.
12. Questions relatives à la science et à la technique.
13. Rapports des commissions économiques régionales.

^{*} A examiner à la reprise de la session.

14. Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement.
15. Evaluation des programmes de coopération technique.
16. Assistance alimentaire multilatérale:
 - a) Programme d'études prévu dans la résolution 2096 (XX) de l'Assemblée générale;
 - b) Rapport du Comité intergouvernemental du Programme alimentaire mondial.
17. Progrès social:
 - a) Rapport de la Commission des questions sociales;
 - b) Rapport sur la situation sociale dans le monde;
 - c) Rapport sur un programme de recherche et de formation en liaison avec des projets d'exécution de développement régional.
18. Habitation, construction et planification.
19. Campagne mondiale pour l'alphabétisation universelle.
20. Voyages, transports et communications:
 - a) Dispositions relatives à la réunion d'une conférence internationale chargée de remplacer la Convention internationale sur la circulation routière et le Protocole relatif à la signalisation routière, faits à Genève le 19 septembre 1949;
 - b) Année internationale du tourisme.
21. Rapport de la Commission des droits de l'homme.
22. Rapport de la Commission de la condition de la femme.
23. Services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme.
24. Mesures en vue de l'application de la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.
25. Esclavage.
26. Rapport du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance.
27. Rapport du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés.
28. Rapport de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies.
29. Examen des demandes d'organisations non gouvernementales relatives au statut consultatif.
30. Calendrier des conférences pour 1967 **.
31. Programme de travail de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme et incidences budgétaires du programme.
32. Documentation du Conseil.
33. Elargissement de la composition des organes subsidiaires du Conseil **.
34. Elections.
35. Nomination de membres des comités du Conseil.
36. Confirmation de la nomination de membres des commissions techniques du Conseil *.
37. Programme de travail de base du Conseil pour 1967 et examen de l'ordre du jour provisoire de la quarante-deuxième session *.
38. Dispositions relatives au rapport du Conseil à l'Assemblée générale.
39. Transfert aux Nations Unies des responsabilités et des biens de l'Union internationale de secours ***.

** A sa 1442^e séance, le 4 août 1966, le Conseil a décidé de renvoyer l'examen de cette question à la reprise de la session.

*** A sa 1420^e séance, le 5 juillet 1966, le Conseil a décidé d'inscrire cette question supplémentaire à son ordre du jour.

Annexe II

Composition et sessions du Conseil, de ses organes subsidiaires et des organismes qui se rattachent au Conseil

A. — Conseil économique et social

Composition en 1965

Algérie	Japon
Argentine	Luxembourg
Autriche	Pakistan
Canada	Pérou
Chili	Roumanie
Equateur	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Tchécoslovaquie
France	Union des Républiques socialistes soviétiques
Gabon	
Irak	

Composition en 1966

*Mandat expirant
le 31 décembre*

Algérie *	1966
Cameroun	1967
Canada	1967
Chili *	1966
Dahomey	1967
Equateur *	1966
Etats-Unis d'Amérique	1967
France *	1966
Gabon	1967
Grèce *	1966
Inde	1967
Irak *	1966
Iran	1968
Luxembourg *	1966
Maroc	1968
Pakistan	1967
Panama	1968
Pérou	1967
Philippines	1968
République-Unie de Tanzanie *	1966
Roumanie	1967
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1968
Sierra Leone *	1966
Suède	1968
Tchécoslovaquie	1968
Union des Républiques socialistes soviétiques	1968
Venezuela	1968

REPRISE DE LA TRENTE-NEUVIÈME SESSION: 22 et 23 novembre et 20 et 21 décembre 1965, New York

Séances plénières 5 séances

QUARANTIÈME SESSION: du 23 février au 8 mars 1966

Séances plénières	18 séances
Comité économique	6 séances
Comité social	2 séances
Comité de coordination	1 séance
Comité spécial plénier	1 séance

Total pour la session: 28 séances

QUARANTE ET UNIÈME SESSION: du 5 juillet au 5 août 1966

Séances plénières	26 séances
Comité économique	21 séances
Comité social	23 séances

* Membres sortants.

Comité de coordination 20 séances
Comité chargé des organisations non gouvernementales 2 séances

Total pour la session: 92 séances

B. — Comités que le Conseil constitue pendant ses sessions

COMITÉ ÉCONOMIQUE, COMITÉ SOCIAL ET
COMITÉ DE COORDINATION

Composition en 1965^a

Algérie	Japon
Argentine	Luxembourg
Autriche	Madagascar **
Cameroun **	Mexique **
Canada	Pakistan
Chili	Pérou
Danemark **	République arabe unie **
Equateur	République-Unie de Tanzanie **
Etats-Unis d'Amérique	Roumanie
France	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Gabon	Tchécoslovaquie
Ghana **	Union des Républiques socialistes soviétiques
Inde **	
Irak	
Iran **	

C. — Comités et comités spéciaux du Conseil

COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Composition en 1965

Algérie	Mexique **
Argentine	Maroc **
Autriche	Pakistan
Brésil **	Pérou
Cameroun **	Philippines **
Canada	Pologne **
Chili	République centrafricaine **
Equateur	République fédérale d'Allemagne **
Etats-Unis d'Amérique	Roumanie
France	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Gabon	Suède **
Grèce **	Tchécoslovaquie
Irak	Turquie **
Japon	Union des Républiques socialistes soviétiques
Koweït **	
Luxembourg	

Composition en 1966^b

Algérie	Dahomey
Cameroun	Equateur
Canada	Etats-Unis d'Amérique
Chili	France

** Etats non membres du Conseil.

^a En 1966, la composition des comités que le Conseil constitue pendant ses sessions était la même que celle du Conseil.

^b A sa 1400^e séance, le 20 décembre 1965, le Conseil a décidé que pour 1966 le Comité du développement industriel se composerait des membres du Conseil plus les cinq autres membres du Comité qui n'étaient pas membres du Conseil et dont le mandat ne venait pas à expiration le 31 décembre 1965.

Composition en 1966 (suite)

Gabon	Pologne **
Grèce	République fédérale d'Allemagne **
Inde	République-Unie de Tanzanie
Irak	Roumanie
Iran	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Koweït **	Sierra Leone
Luxembourg	Suède
Maroc	Tchécoslovaquie
Mexique **	Turquie **
Pakistan	Union des Républiques socialistes soviétiques
Panama	Venezuela
Pérou	
Philippines	

Sixième session: du 26 avril au 13 mai 1966, New York 23 séances

COMITÉ DE L'HABITATION, DE LA CONSTRUCTION ET DE LA PLANIFICATION

Composition en 1966

Mandat expirant le 31 décembre

Canada	1966
Chili	1966
Colombie	1968
Danemark	1966
Etats-Unis d'Amérique	1968
France	1967
Gabon	1968
Ghana	1967
Inde	1968
Italie	1967
Japon	1968
Liban	1967
Pakistan	1966
Pérou	1966
République arabe unie	1967
Roumanie	1967
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1966
Tchécoslovaquie	1968
Turquie	1968
Union des Républiques socialistes soviétiques	1966
Uruguay	1967

Troisième session: du 7 au 20 septembre 1965, New York 14 séances

COMITÉ CONSULTATIF SUR L'APPLICATION DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE AU DÉVELOPPEMENT

Membres dont la candidature a été proposée par le Secrétaire général et qui ont été nommés par le Conseil économique et social pour une période de trois ans se terminant le 31 décembre 1969^e

Pr Svend Aage Andersen (Danemark);
M. Pierre Victor Auger (France);
M. Mamadou Aw (Mali);
Pr Nicolae Cernescu (Roumanie);
Dr Carlos Chagas (Brésil);
Dr Josef Charvát (Tchécoslovaquie);
M. Abba Eban (Israël);
M. Francisco García Olano (Argentine);
M. German M. Gvishiani (Union des Républiques socialistes soviétiques);
M. Salah El-Din Hedayat (République arabe unie);
Pr Kankuro Kaneshige (Japon);
Pr Eni Njoku (Nigéria);
M. Oliverio Phillips Michelsen (Colombie);
Pr Abdus Salam (Pakistan);
M. M. S. Thacker (Inde);
Sir Ronald Walker (Australie);

^e Les mêmes personnes étaient membres du Comité consultatif pendant la période de trois ans qui s'est terminée le 31 décembre 1966.

Pr Carroll L. Wilson (Etats-Unis d'Amérique);
Sir Norman Wright (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

Quatrième session: du 8 au 19 novembre 1965, Genève 7 séances

Cinquième session: du 22 mars au 4 avril 1966, New York 12 séances

COMITÉ DE LA PLANIFICATION DU DÉVELOPPEMENT

Membres dont la candidature a été proposée par le Secrétaire général et qui ont été nommés par le Conseil économique et social pour une période de trois ans se terminant le 31 décembre 1968

M. Roque Carranza (Argentine);
M. Gemini Corea (Ceylan);
M. Nazih Deif (République arabe unie);
M. Mohamed Diawara (Côte d'Ivoire);
M. A. N. Efimov (Union des Républiques socialistes soviétiques);
M. K. S. Krishnaswami (Inde);
M. Max F. Millikan (Etats-Unis d'Amérique);
M. P. N. C. Okigbo (Nigéria);
M. Saburo Okita (Japon);
M. Józef Pajestka (Pologne);
M. M. L. Qureshi (Pakistan);
M. W. B. Reddaway (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
M. Jean Ripert (France);
M. Raul Saez (Chili);
M. Germanico Salgado (Equateur);
M. Jakov Sirotkovic (Yougoslavie);
M. Jan Tinbergen (Pays-Bas);
M. Zdenek Vergner (Tchécoslovaquie).

Première session: du 2 au 11 mai 1966, New York.

COMITÉ DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE^d

Composition en 1965

Afghanistan **	Jordanie **
Algérie	Luxembourg
Argentine	Nigéria **
Autriche	Nouvelle-Zélande **
Brésil **	Pakistan
Canada	Pérou
Chili	Pologne **
Chine **	République arabe unie **
Danemark **	Roumanie
Equateur	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Suède **
France	Suisse **
Gabon	Tchécoslovaquie
Irak	Union des Républiques socialistes soviétiques
Italie **	
Japon	

Séances: 24 novembre et 15 décembre 1965 3 séances

COMITÉ CHARGÉ DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Composition en 1966

Cameroun	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Suède
France	Tchécoslovaquie
Inde	Union des Républiques socialistes soviétiques
Maroc	Venezuela
Panama	
Philippines	
République-Unie de Tanzanie	

^d Le Comité de l'assistance technique et le Conseil d'administration du Fonds spécial ont été remplacés, à compter du 1^{er} janvier 1966, par un comité intergouvernemental unique dénommé Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, qui a été créé par la résolution 2029 (XX) de l'Assemblée générale.

Séances: 20 et 21 avril 1966, New York 3 séances
19 mai 1966, New York 1 séance
3 juin 1966, New York 1 séance
5 et 7 juillet 1966, Genève 2 séances

COMITÉ INTÉIMAIRE DU CALENDRIER DES CONFÉRENCES

Composition

Etats-Unis d'Amérique Union des Républiques socia-
France listes soviétiques
Royaume-Uni de Grande-Bre-
tagne et d'Irlande du Nord

Le Comité ne s'est pas réuni pendant la période considérée.

COMITÉ EXÉCUTIF DU PROGRAMME DU HAUT COMMISSAIRE DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS

Composition

Algérie	Madagascar
Australie	Nigéria
Autriche	Norvège
Belgique	Pays-Bas
Brésil	République fédérale d'Allema- gne
Canada	République-Unie de Tanzanie
Chine	Royaume-Uni de Grande-Bre- tagne et d'Irlande du Nord
Colombie	Saint-Siège
Danemark	Suède
Etats-Unis d'Amérique	Suisse
France	Tunisie
Grèce	Venezuela
Iran	Yugoslavie
Israël	
Italie	
Liban	

Séances: du 25 octobre au 2 novembre 1965, Genève 11 séances
du 16 au 24 mai 1966, Genève 10 séances

COMITÉ SPÉCIAL DE COORDINATION* CRÉÉ EN VERTU DE LA RÉOLUTION 920 (XXXIV) DU CONSEIL MODIFIÉE PAR LA RÉOLUTION 1090 G (XXXIX)

Composition en 1966

Les membres du bureau du Conseil et le Président du Comité de coordination du Conseil plus le Canada, les Etats-Unis d'Amérique, la France, l'Iran, le Pakistan, les Philippines, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, le Sierra Leone, l'Union des Républiques socialistes soviétiques et le Venezuela.

Séances: 10 mars 1966, New York 1 séance
du 16 mai au 3 juin 1966, New York 16 séances
1er juillet 1966, Genève 1 séance

Réunion commune du Comité administratif de coordination et du Comité spécial de coordination:
du 1er au 4 juillet 1966, Genève 3 séances

GROUPE DE TRAVAIL SPÉCIAL CRÉÉ AUX TERMES DE LA RÉOLUTION 875 (XXXIII) DU CONSEIL POUR LA QUESTION D'UNE DÉCLARATION SUR LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE, MODIFIÉE PAR LA DÉCISION DU CONSEIL EN DATE DU 18 AVRIL 1962

Composition

Australie	Italie
Brésil	Pologne
Colombie	Royaume-Uni de Grande-Bre- tagne et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Union des Républiques socia- listes soviétiques
Ethiopie	Yugoslavie
France	
Inde	

Le Groupe de travail spécial ne s'est pas réuni pendant la période considérée.

* Par sa résolution 1171 (XLI) du 5 août 1966, le Conseil a changé l'appellation du Comité spécial de coordination auquel il a donné le nom de "Comité du programme et de la coordination".

COMITÉ DU CONSEIL CHARGÉ D'EXAMINER LES CANDIDATURES À L'ORGANE INTERNATIONAL DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS EN APPLICATION DE LA CONVENTION UNIQUE DE 1953 SUR LES STUPÉFIANTS[†]

Algérie	Philippines
Cameroun	Roumanie
Chili	Royaume-Uni de Grande-Bre- tagne et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Union des Républiques socia- listes soviétiques
France	Venezuela
Gabon	
Luxembourg	
Pakistan	

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL DU PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL ONU/FAO

Composition en 1965

Membres élus par le Conseil

Australie	Pakistan
Colombie	Royaume-Uni de Grande-Bre- tagne et d'Irlande du Nord
Danemark	Thaïlande
Jamaïque	Uruguay
Maroc	Yugoslavie
Nigéria	
Nouvelle-Zélande	

Membres élus par le Conseil de la FAO

Argentine	Indonésie
Brésil	Pays-Bas
Canada	Philippines
Etats-Unis d'Amérique	République arabe unie
France	République fédérale d'Allema- gne
Ghana	
Inde	

Composition en 1966*

Membres élus par le Conseil

	Mandat expirant le 31 décembre
Australie	1967
Brésil	1968
Danemark	1968
Ghana	1968
Irlande	1966
Mexique	1967
Pakistan	1966
Pérou	1967
République arabe unie	1966
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1967
Suède	1966
Turquie	1968

Membres élus par le Conseil de la FAO

Argentine	1968
Canada	1968
Ceylan	1967
Colombie	1966
Etats-Unis d'Amérique	1968
France	1967
Inde	1968
Jamaïque	1966
Nigéria	1966
Nouvelle-Zélande	1967
Pays-Bas	1966
République fédérale d'Allemagne	1967

* Comité créé par le Conseil à sa quarante et unième session (E/SR.1442).

† Conformément aux dispositions de la résolution 2095 (XX) de l'Assemblée générale portant reconduction du Programme alimentaire mondial, le Conseil économique et social et le Conseil de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture ont élu 12 membres chacun, dont quatre pour un mandat d'un an, quatre pour un mandat de deux ans et quatre pour un mandat de trois ans; les premières élections ont eu lieu à la reprise de la trente-septième session du Conseil et à la quarante-sixième session du Conseil de la FAO.

D. — Commissions et sous-commissions techniques

COMMISSION DE STATISTIQUE

Composition en 1966

	Mandat expirant le 31 décembre
Australie	1967
Belgique	1969
Brésil	1967
Canada	1969
Chine	1967
Etats-Unis d'Amérique	1969
France	1968
Hongrie	1968
Inde	1967
Japon	1969
Maroc	1969
Norvège	1968
Panama	1968
République arabe unie	1967
République socialiste soviétique d'Ukraine	1967
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1968
Union des Républiques socialistes soviétiques	1969
Uruguay	1968

La Commission ne s'est pas réunie pendant la période considérée.

COMMISSION DE LA POPULATION

Composition en 1966

	Mandat expirant le 31 décembre
Australie	1968
Autriche	1968
Cameroun	1969
Chine	1967
Etats-Unis d'Amérique	1969
France	1967
Ghana	1967
Inde	1968
Japon	1969
Panama	1968
Pays-Bas	1968
Pérou	1969
République socialiste soviétique d'Ukraine	1967
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1969
Suède	1967
Tunisie	1967
Union des Républiques socialistes soviétiques	1969
Yougoslavie	1968

La Commission ne s'est pas réunie pendant la période considérée.

COMMISSION DES QUESTIONS SOCIALES^h

Composition en 1966

	Mandat expirant le 31 décembre
Argentine	1966
Bulgarie	1967
Chine	1968
Cuba	1967
Danemark	1966
Etats-Unis d'Amérique	1968
France	1968
Haute-Volta	1968
Honduras	1967
Israël	1968
Mali	1967

^h Dans la partie IV de sa résolution 1139 (XLI) du 29 juillet 1966, le Conseil a décidé que la Commission des questions sociales porterait désormais le nom de "Commission du développement social".

Mandat expirant
le 31 décembre

Mauritanie	1966
Ouganda	1967
Pays-Bas	1968
République arabe unie	1967
République socialiste soviétique de Biélorussie	1966
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1966
Tchécoslovaquie	1966
Tunisie	1967
Union des Républiques socialistes soviétiques	1968
Uruguay	1966

Dix-septième session: du 19 avril au 4 mai 1966,
New York

22 séances

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Composition en 1966

	Mandat expirant le 31 décembre
Argentine	1968
Autriche	1966
Chili	1968
Costa Rica	1966
Dahomey	1966
Etats-Unis d'Amérique	1968
France	1967
Inde	1967
Irak	1967
Israël	1967
Italie	1966
Jamaïque	1967
Nouvelle-Zélande	1968
Pays-Bas	1966
Philippines	1967
Pologne	1966
République socialiste soviétique d'Ukraine	1968
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1966
Sénégal	1968
Suède	1968
Union des Républiques socialistes soviétiques	1967

Vingt-deuxième session: du 8 mars au 5 avril 1966,
New York

42 séances

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME

Composition en 1966

	Mandat expirant le 31 décembre
Autriche	1967
Chili	1968
Chine	1967
Etats-Unis d'Amérique	1967
Finlande	1968
France	1968
Ghana	1967
Guinée	1966
Honduras	1968
Hongrie	1966
Iran	1966
Japon	1967
Libéria	1968
Mexique	1968
Népal	1966
Philippines	1966
Pologne	1968
République arabe unie	1966
République Dominicaine	1966
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1967
Union des Républiques socialistes soviétiques	1967

Dix-neuvième session: du 21 février au 11 mars
1966, Genève

25 séances

COMMISSION DES STUPÉFIANTS

Composition en 1966

Mandat expirant
le 31 décembre

Argentine	1967
Canada	1967
Chine	1966
Etats-Unis d'Amérique	1967
France	1967
Ghana	1966
Hongrie	1968
Inde	1966
Iran	1968
Japon	1966
Mexique	1968
Nigéria	1968
Pérou	1967
République arabe unie	1968
République de Corée	1968
République fédérale d'Allemagne	1968
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1966
Suisse	1967
Turquie	1966
Union des Républiques socialistes soviétiques	1966
Yougoslavie	1967

Vingtième session: du 29 novembre au 21 décembre 1965, Genève 28 séances

SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITÉS

Composition jusqu'au 31 décembre 1965

M. Morris B. Abram (Etats-Unis d'Amérique);
M. Mohammed Ahmed Abu Rannat (Soudan);
M. Mohammed Awad (République arabe unie);
M. Peter Calvocoressi (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
M. Francesco Capotorti (Italie);
M. Gabino Fraga (Mexique);
M. José D. Ingles (Philippines);
M. Boris S. Ivanov (Union des Républiques socialistes soviétiques);
M. Pierre Juvigny (France);
M. Wojciech Ketrzynski (Pologne);
M. Arcot Krishnaswami (Inde);
M. Franz Matsch (Autriche);
M. Vieno Voitto Saario (Finlande);
M. Hernán Santa Cruz (Chili).

Composition jusqu'au 31 décembre 1968¹

M. Mohammed Ahmed Abu Rannat (Soudan);
M^{me} Phoebe Asiyo (Kenya);
M. Mohammed Awad (République arabe unie);
M. Peter Calvocoressi (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
M. Francesco Capotorti (Italie);
M. C. Clyde Ferguson, Jr (Etats-Unis d'Amérique);
M. John P. Humphrey (Canada);
M. José D. Ingles (Philippines);
M. Pierre Juvigny (France);
M. Wojciech Ketrzynski (Pologne);
M. Antonio Martínez Báez (Mexique);
M. Nath Pai (Inde);
M. Yakov Arkadyévitch Ostrovsky (Union des Républiques socialistes soviétiques);
M. Vieno Voitto Saario (Finlande);
M. Hernán Santa Cruz (Chili);
M. Eduard Schiller (Autriche);
M. Ilhan Unat (Turquie);
M. Zeev W. Zeltner (Israël).

Dix-huitième session: du 11 au 31 janvier 1966, New York 24 séances

¹ Voir plus haut, chap. XI, sect. VI.

E. — Commissions économiques régionales

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

Membres

Albanie	Pays-Bas
Autriche	Pologne
Belgique	Portugal
Bulgarie	République fédérale d'Allemagne
Chypre	République socialiste soviétique de Biélorussie
Danemark	République socialiste soviétique d'Ukraine
Espagne	Roumanie
Etats-Unis d'Amérique	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Finlande	Suède
France	Tchécoslovaquie
Grèce	Turquie
Hongrie	Union des Républiques socialistes soviétiques
Irlande	Yougoslavie
Islande	
Italie	
Luxembourg	
Malte	
Norvège	

La Suisse participe à titre consultatif aux travaux de la Commission, conformément au paragraphe 8 du mandat de la Commission.

Vingt et unième session¹: du 13 au 29 avril 1966, Genève.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'ASIE ET L'EXTRÊME-ORIENT

Membres

Afghanistan	Népal
Australie	Nouvelle-Zélande
Birmanie	Pakistan
Cambodge	Pays-Bas
Ceylan	Philippines
Chine	République de Corée
Etats-Unis d'Amérique	République du Viet-Nam
France	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Inde	Samoa-Occidental
Iran	Singapour
Japon	Thaïlande
Laos	Union des Républiques socialistes soviétiques
Malaisie	
Mongolie	

Membres associés

Brunéi
Hong-kong

La République fédérale d'Allemagne et la Suisse participent à titre consultatif aux travaux de la Commission, conformément aux résolutions 617 (XXII) et 860 (XXXII) du Conseil, respectivement.

Vingt-deuxième session²: du 22 mars au 4 avril 1966, New Delhi (Inde).

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE

Membres

Argentine	El Salvador
Bolivie	Equateur
Brésil	Etats-Unis d'Amérique
Canada	France
Chili	Guatemala
Colombie	Haïti
Costa Rica	Honduras
Cuba	Jamaïque

¹ On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires de la Commission dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 3*.

² On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires de la Commission dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 2*.

Membres (suite)

Mexique	République Dominicaine
Nicaragua	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Panama	Trinité et Tobago
Paraguay	Uruguay
Pays-Bas	Venezuela
Pérou	

Membres associés¹

Honduras britannique ou Belize

La République fédérale d'Allemagne et la Suisse participent à titre consultatif aux travaux de la Commission, conformément aux résolutions 632 (XXII) et 861 (XXXII) du Conseil, respectivement.

Comité plénier (onzième session)^m: du 10 au 12 mai 1966, Santiago.

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Membres

Afrique du Sud ⁿ	Mali
Algérie	Maroc
Burundi	Mauritanie
Cameroun	Niger
Congo (Brazzaville)	Nigéria
Congo (République démocratique du)	Ouganda
Côte d'Ivoire	République arabe unie
Dahomey	République centrafricaine
Ethiopie	République-Unie de Tanzanie
Gabon	Rwanda
Ghana	Sénégal
Guinée	Sierra Leone
Haute-Volta	Somalie
Kenya	Soudan
Libéria	Tchad
Libye	Togo
Madagascar	Tunisie
Malawi	Zambie

Membres associés

Aux termes du paragraphe 6 du mandat de la Commission, les territoires non autonomes d'Afrique (y compris les îles d'Afrique), et les puissances, autres que le Portugal, responsables des relations internationales de ces territoires sont membres associés de la Commission.

La République fédérale d'Allemagne et la Suisse participent à titre consultatif aux travaux de la Commission, conformément aux résolutions 763 D II (XXX) et 925 (XXXIV) du Conseil, respectivement.

La Commission ne s'est pas réunie pendant la période considérée^o.

F. — Autres organismes se rattachant au Conseil

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

Composition en 1966

Algérie	Belgique
Australie	Birmanie

¹ La Guyane britannique, qui était membre associé de la Commission lors de la onzième session du Comité plénier, a depuis accédé à l'indépendance et a pris le nom de Guyane.

^m On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires de la Commission dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 4*.

ⁿ Le Conseil a décidé, par sa résolution 974 D IV (XXXVI), du 30 juillet 1963, que la République sud-africaine ne participerait pas aux travaux de la Commission jusqu'à ce que, sur la recommandation de la Commission, il considère que les conditions nécessaires à une coopération constructive ont été rétablies par une modification de la politique raciale de ce pays.

^o On trouvera des renseignements sur les sessions des organes subsidiaires de la Commission dans les *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément n° 5*.

Brésil	Paraguay
Bulgarie	Pays-Bas
Canada	Pérou
Ceylan	Pologne
Congo (République démocratique du)	République fédérale d'Allemagne
Danemark	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Etats-Unis d'Amérique	Rwanda
France	Sénégal
Irak	Suède
Italie	Suisse
Jamaïque	Tunisie
Japon	Turquie
Jordanie	Union des Républiques socialistes soviétiques
Kenya	Venezuela
Libéria	Yougoslavie
Malaisie	
Népal	
Norvège	

Composition en 1967

	Mandat expirant le 31 décembre
Algérie	1967
Australie	1967
Belgique	1967
Birmanie	1967
Brésil	1969
Bulgarie	1968
Cameroun	1969
Canada	1967
Ceylan	1967
Chili	1968
Congo (République démocratique du)	1968
Danemark	1968
Etats-Unis d'Amérique	1969
France	1967
Inde	1969
Irak	1968
Italie	1969
Jamaïque	1968
Japon	1969
Kenya	1967
Libéria	1968
Norvège	1969
Paraguay	1969
Pays-Bas	1968
Pérou	1968
Pologne	1967
République fédérale d'Allemagne	1968
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1969
Sénégal	1969
Suède	1967
Suisse	1968
Thaïlande	1969
Tunisie	1968
Turquie	1967
Union des Républiques socialistes soviétiques	1969
Venezuela	1967
Yougoslavie	1967

Première session: du 10 au 21 janvier 1966, New York.

Deuxième session: du 8 au 24 juin 1966, Milan.

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE

Composition jusqu'au 31 janvier 1966

Afghanistan	France
Belgique	Inde
Brésil	Israël
Canada	Maroc
Chili	Mexique
Chine	Pakistan
Equateur	Philippines
Espagne	Pologne
Etats-Unis d'Amérique	République arabe unie

République Dominicaine	Suisse
République fédérale d'Allemagne	Thaïlande
gne	Tunisie
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Turquie
Sénégal	Union des Républiques socialistes soviétiques
Soudan	Yugoslavie
Suède	

Composition à partir du 1^{er} février 1966

	<i>Mandat expirant le 31 juillet v</i>
Afghanistan	1967
Australie	1969
Belgique	1968
Brésil	1967
Bulgarie	1969
Canada	1968
Chili	1968
Chine	1967
Equateur	1968
Etats-Unis d'Amérique	1967
Ethiopie	1969
France	1967
Inde	1968
Israël	1968
Maroc	1968
Pakistan	1968
Pérou	1969
Philippines	1969
Pologne	1967
République arabe unie	1967
République fédérale d'Allemagne	1968
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1969
Sénégal	1969
Suède	1969
Suisse	1969
Thaïlande	1967

À sa 1418^e séance, le 7 mars 1966, le Conseil a décidé de proroger le mandat des membres du Conseil d'administration jusqu'au 31 juillet de l'année où expire leur mandat actuel.

Mandat expirant le 31 juillet v

Tunisie	1967
Turquie	1969
Union des Républiques socialistes soviétiques	1967
Yugoslavie	1968

Session: du 19 au 27 mai 1966, Addis-Abéba.

COMITÉ CENTRAL PERMANENT DES STUPÉFIANTS ET ORGANE DE CONTRÔLE DES STUPÉFIANTS

Comité central permanent des stupéfiants

Membres élus par le Conseil économique et social pour la période allant du 2 mars 1963 au 1^{er} mars 1968

Dr Amin Ismail Chehab (République arabe unie);
Sir Harry Greenfield (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord);
Pr George Joachimoglu (Grèce);
M. E. S. Krishnamoorthy (Inde);
Dr Vladimir Kusević (Yougoslavie);
Pr Décio Parreiras (Brésil);
Pr Paul Reuter (France);
M. Leon Steinig (Etats-Unis d'Amérique).

87^e session: du 1^{er} au 4 et du 8 au 12 novembre 1965, Genève.

88^e session: du 23 mai au 2 juin 1966, Genève.

Organe de contrôle des stupéfiants

Pr George Joachimoglu (Grèce), désigné par l'OMS;
Pr Décio Parreiras (Brésil), désigné par l'OMS;
M. E. S. Krishnamoorthy (Inde), désigné par la Commission des stupéfiants;
M. Vladimir Kusević (Yougoslavie), désigné par le Comité central permanent des stupéfiants.

64^e session: du 25 au 29 octobre et le 12 novembre 1965, Genève.

65^e session: 23 et 27 mai et 2 juin 1966, Genève.

Sessions communes du CCPS et de l'OCS

34^e session commune: 5 et 10 novembre 1965, Genève.

35^e session commune: 1^{er} juin 1966, Genève.